



ETAT DU MONDE 2026

géopolitique du monde contemporain



Etat du monde 2026
géopolitique du monde
contemporain

Le Monde Politique, 2025.

ENJEUX GÉOPOLITIQUES

GRANDS ENJEUX GÉOPOLITIQUES

I TERRITOIRE ET PUISSANCE

Le territoire représente le lieu sur lequel s'exerce la puissance d'un État-Nation. Aussi est-il fondamentalement lié à l'existence de l'État.

Puissance et conquêtes

Les multiples **conquêtes territoriales** ont émaillé les rapports entre Etats. Et pour cause, étendre son territoire constitue l'un des outils de puissance de l'État-nation. Lieu de confrontations, le territoire a donc toujours été un enjeu essentiel dans les relations internationales.

On parle de l'espace terrestre, mais aussi des espaces aériens et maritimes, dont les particularités ont des incidences sur la géopolitique. Parmi ces facteurs, il y a l'insularité, l'accès à la mer ou l'enclavement, mais aussi le caractère urbain ou rural de l'espace.

Ainsi, la tendance à l'expansion des territoires résulte du besoin des Etats d'acquérir une autonomie stratégique, une puissance et des ressources. Les colonies européennes présentes aux quatre coins du monde assuraient en ce sens la puissance des Etats européens. Au-delà de leurs expansions en outre-mer, il pouvait s'agir de conquêtes d'espaces situés dans la continuité du territoire (ex: politique d'extension russe à partir du règne d'Ivan IV le Terrible jusqu'à son apogée au 20^e siècle).

Aujourd'hui encore, malgré l'apparente abolition des frontières par la technologie, l'expansion territoriale demeure l'un des outils de la puissance, notamment utilisé par la Chine à travers ses divers projets (mer de Chine méridionale, Routes de la soie, tentative de contrôle de Taïwan etc.). A travers cet exemple, l'on comprend que la richesse économique favorise l'acquisition d'une puissance militaire qui, en supplantant celle de ses voisins, permet peu à peu d'élargir son influence régionale.

Cette logique d'ambitions de puissance régionale sous-tendent des velléités de puissance internationales communes à plusieurs pays. C'est le cas de la Turquie, qui en menant depuis les années 2000 une politique expansionniste dans sa région, répond à des ambitions stratégiques et économiques. En effet, en tentant de reconquérir les territoires perdus de l'Empire ottoman, le président Erdogan a cherché à replacer la Turquie au cœur du jeu géopolitique mondial. Cette stratégie est aussi à l'œuvre dans la politique russe, qui tend à replacer dans son giron les territoires de l'ex-Union soviétique (ex: Crimée). Ainsi, le territoire demeure un enjeu vital pour les Etats qui cherchent à gagner en puissance ou à défendre leur souveraineté.

Déterminants de la puissance

La puissance permet à l'Etat d'assurer sa stabilité, sa sécurité et sa prospérité. Elle est un outil incontournable lorsqu'il s'agit de défendre ses valeurs, de dissuader ou de répondre à une agression. Mais la puissance doit sans cesse être renouvelée, adaptée ou renforcée. Elle évolue sous l'effet des alliances entre puissances étatiques, sans cesse mouvantes, liées aux changements des intérêts nationaux et des évolutions de richesses. Elle évolue également au gré des développements technologiques, qui ces dernières décennies ont remis en question les déterminants de la puissance et rendu nécessaire une plus grande adaptation des Etats.

C'est donc à travers une capacité et une volonté d'action orientées vers des objectifs déterminés que s'exerce la puissance. A différents degrés et dans de nombreux domaines, elle permet d'imposer ses vues, notamment à travers le **champ militaire**, essence du **hard power**.

Mais l'Etat s'appuie également sur la puissance **économique** et donc sur ses richesses (ressources naturelles, ressources transformées pour assurer des revenus, etc.). Il lui est donc nécessaire de développer un outil industriel fort et de créer un environnement favorable à l'innovation. La recherche et développement constitue en ce sens un outil de puissance technologique capable d'accroître l'avantage compétitif d'un Etat et lui permettant d'imposer des normes internationales favorables à ses industries (ex: les États-Unis imposent leurs normes sur Internet). Cette puissance dans les domaines économique et technologique constitue le **smart power**.

Elle est appuyée par la diffusion d'une culture, et donc par le **soft power**: les valeurs et visions du monde d'une culture dominante permettent à un Etat d'ouvrir de nouveaux marchés économiques à l'étranger mais aussi de définir les orientations des relations internationales (établissement de normes et de moyens d'action). Ainsi de la culture américaine, dont la prééminence a influencé le mode de pensée global, permettant aux Etats-Unis d'œuvrer facilement dans le monde, et notamment de persuader par la voie diplomatique (partenariats bilatéraux, traités internationaux, etc.).

Evolution des puissances

Les grandes puissances mondiales se sont affrontées à de multiples reprises dans l'histoire, parfois très violemment. Le 19^e siècle a en ce sens montré que les rivalités de puissance et les rapports de domination entre les grandes puissances (anglaise, française, germanique et russe) pouvaient mener à l'éclatement d'une guerre mondiale, qui avait fini par redistribuer les cartes de la puissance.

Après la Première Guerre mondiale en effet, la puissance hégémonique américaine alors émergente allait finalement s'imposer durant des décennies. Elle s'opposerait à l'URSS, dont la politique extérieure aux accents impérialistes alimenterait la compétition idéologique et stratégique lors de la guerre froide. Parallèlement, d'autres pôles de puissance temporaires se constitueront, à l'instar des "quatre dragons", puis des "tigres", dans les années 1980.

Les puissances ne sont pas stables dans le temps, mais relatives et souvent ponctuelles. Elles caractérisent généralement une époque, à l'instar de l'Italie fasciste, marquée par sa volonté de reconstruire un Empire, mais aussi des nombreux autres empires conquérants et des monarchies européennes.

L'effondrement soviétique a ensuite ouvert la voie à la constitution d'un **monde unipolaire** offrant au géant américain la possibilité de devenir le fer de lance de l'occidentalisation du monde. Son poids économique a en effet permis de construire un monde libéral façonné par le modèle américain. La guerre du Golfe participa de ce mouvement favorisant la politique unilatérale de l'«hyperpuissance» américaine dans le domaine militaire.

Mais c'est aussi grâce à son hégémonie culturelle (*soft power*) que le pays de l'oncle Sam a su imposer sa vision du monde, promouvoir son avance technologique et répandre son modèle démocratique. Bouleversant ainsi les traditionnels attributs de la puissance, les Etats-Unis des années 1990 ont alors porté l'espoir d'une démocratisation des sociétés et d'une extension du consensus de Washington. Les différends internationaux seraient désormais réglés sur la base des valeurs portées par l'Occident.

Cette nouvelle vision du monde a ouvert la voie au droit d'ingérence. Dans ce cadre, les États-Unis estimaient avoir pour devoir (et droit) d'instaurer la paix et la liberté dans le monde, impliquant certaines ingérences, voire le recours à la guerre. Ils seront ainsi les principaux moteurs du «nouvel ordre mondial» vanté par le président Bush en 1991.

Cependant, la montée des nationalismes, puis du sentiment antiaméricain et enfin de nouveaux pôles de puissance ébranleront le monde occidental et remettront ainsi en cause cette période d'hégémonie américaine. L'Occident décline alors lentement, tandis que s'affirment de nouvelles puissances, en plein développement économique. Ces Etats s'érigeront alors peu à peu contre la toute-puissance américaine et la diffusion de son modèle.

C'est ainsi qu'en 2011, le président chinois Hu Jintao affichait ses craintes quant à l'occidentalisation de son pays, **rejetant les velléités expansionnistes américaines** pour assurer le développement de son pays. Il amorçait ainsi la montée en puissance d'un néonationalisme chinois qui allait renforcer le sentiment anti-occidental mondial et accompagner le fulgurant retour de la Chine sur la scène internationale.

Prenant sa revanche sur l'histoire, la Chine a connu un développement économique rapide et récupéré les derniers territoires que l'Occident s'était appropriés (Hong-Kong en 1997 et Macao en 1999).

Pékin a en effet rapidement gagné en pouvoir et pu rivaliser avec le géant américain dans un nombre croissant de domaines. S'est ainsi installée une âpre **compétition globale**, les volontés sino-américaines de puissance s'exprimant sur les terrains économiques, politiques ou encore militaires.

*La notion de puissance renvoie à la **capacité à imposer sa volonté** (Raymond Aron). Elle conduit à modifier la hiérarchie des Etats ainsi que les évènements. Les pôles de puissance reposent donc sur différents facteurs: population, ressources juridiques, militaires, économiques, scientifiques, facteurs sociaux et politiques, finance, etc. Ils permettent d'exercer la souveraineté sur un territoire.*

Cependant, dans certaines sociétés, la souveraineté, telle que l'a diffusée le modèle occidental de l'Etat-nation, a entraîné la création de structures peu intégratrices. Les pays présentant des réalités sociales et culturelles différentes de l'Occident (ex: avec différentes ethnies ou tribus) ont ainsi subi l'imposition d'un modèle peu structurant qui a favorisé les guerres civiles (qui résultent notamment des faiblesses étatiques).

Aux côtés de ces puissances de premier rang, d'autres Etats ont peu à peu disposé d'un poids économique et politique tel qu'il leur a permis d'exercer une réelle **influence régionale**. C'est le cas de la Russie, de la Turquie ou encore de l'Iran, dont le poids économique ou militaire est tel qu'il en fait des acteurs majeurs au sein de leur région. C'est aussi le cas d'autres puissances telles que le Brésil, le Nigeria, l'Éthiopie, l'Inde ou encore l'Indonésie.

Montesquieu a établi une classification distinguant les puissances de premier rang des puissances de second et troisième rang. Ces dernières ont généralement un rôle perturbateur de l'ordre qui avait été établi par les puissances situées à un niveau supérieur.

La multiplication progressive des pôles de puissance a atténué le rôle de leader planétaire longtemps dévolu aux États-Unis, un rôle qu'ils refusaient d'ores et déjà peu à peu d'assumer. Ainsi, le centre de gravité des relations internationales s'est déplacé de l'Occident vers la multitude, voire vers un nouveau pôle capable de créer un modèle alternatif à l'ordre international libéral.

Ce modèle repose sur la puissance chinoise, proche de la Russie, et qui tous deux exercent une influence croissante dans nombre de pays en développement. Se trouvent également dans leur giron des pays comme la Corée du Nord ou l'Iran.

Puissance et agences de renseignement

Les activités de renseignement ont toujours occupé une place importante dans la défense du territoire. Dès l'Antiquité, explorateurs et sentinelles surveillaient les mouvements et les stratégies ennemis (ex: opérations de contre-espionnage des cités-États grecques). Ils recourraient à la capture et à l'interrogatoire de prisonniers, exilés et traîtres pour tirer des informations via ces contacts directs et éviter ainsi la fuite d'informations. L'information étant en effet jugée cruciale; elle était donc, par ailleurs, contrôlée par des censeurs.

Aujourd'hui encore, le renseignement repose sur la collecte active d'informations (via des

agents spécialisés, des équipements technologiques), le recueil d'observations effectuées par les personnels, le recueil des informations volontairement diffusées par les Etats pour influencer le jeu politique international (publiquement ou non) ou encore le recueil d'informations issues des échanges industriels et commerciaux ou encore culturels.

*Ainsi, au-delà du **renseignement humain** (notamment utilisé par la CIA et la DGSE) via des agents ou opérateurs, le renseignement **technique** s'est développé (cyber, écoute des télécommunications mondiales, pose de «bretelles» sur les câbles sous-marins afin de récupérer le flux internet, le flux de communication).*

Aujourd’hui, les stratégies de renseignements sont largement employées par les Etats, bien qu’étant longtemps demeurées une spécificité anglo-saxonne et allemande. Là-bas en effet, la défense et la conquête de positions nationales se sont fortement appuyées sur le renseignement. Les moyens du renseignement extérieur français apparaissent donc aujourd’hui encore plus limités que ceux du Service fédéral du renseignement allemand autant qu’à ceux des services britanniques (le **GCHQ**, consacré au renseignement électronique, emploie à lui seul 10 000 personnes). Le renseignement français emploie 13 000 personnes (**DGSE** (renseignement extérieur) et la DGSI (sécurité intérieure) quand les services américains emploient 100 000 personnes au sein de leurs 17 agences, parmi lesquelles la **CIA**, dont les agents opèrent à l’étranger, la NSA et le FBI.

Les États-Unis bénéficient d'un partenariat connu sous le nom de « Groupe des cinq », ou Five Eyes, qui rassemble la Grande-Bretagne, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il repose sur la transmission par chacun des renseignements liés aux menaces pesant sur l'autre.

Les services de renseignement sont également particulièrement importants en Russie. Après le début de la guerre en Ukraine, en 2022, le pays a, en outre, développé sa branche militaire du renseignement extérieur (**GRU**) afin de mettre en place les moyens adaptés à sa guerre politique contre l’Ouest (ex: campagnes de propagande en ligne, cyberattaques).

Les services de renseignement russes comprennent deux organisations civiles et une instance militaire: le Service fédéral de sécurité (FSB), qui est le service de renseignement intérieur, le Service des renseignements extérieurs (SVR), qui est le volet extérieur civil, et la branche militaire du renseignement extérieur (GRU). Par ailleurs, le FSB bénéficierait d'une plus grande indépendance que le KGB, qui rendait compte au Parti communiste.

Autre pays misant particulièrement sur le renseignement, Israël a très tôt (dès l’époque de David Ben Gurion) élaboré une stratégie reposant sur trois piliers (trois «D») : la dissuasion (forces terrestres introduites de façon limitée ou en dernier recours), la détection et la victoire sur le champ de bataille. Il a ensuite développé une large palette d’opérations (barrière de protection technologique, piratages très sophistiqués, frappes ciblées, etc.) fondées sur une industrie de la cybersécurité particulièrement en pointe lui permettant de maîtriser chaque domaine. Son but est de survivre dans un monde arabe jugé menaçant en raison de sa supériorité numérique. L’État hébreu possède ainsi

désormais l'un des services de renseignement les plus performants et sophistiqués au monde.

En Israël, le Shin Bet constitue le service de sécurité intérieure tandis que le Mossad s'occupe de la sécurité extérieure et que gravitent autour d'autres petites organisations au sein du renseignement militaire (chacune se focalisant sur différents aspects de la sécurité). Ce réseau s'appuie sur la conscription, qui permet à l'armée de repérer, au sein de la population, les individus qui lui seront les plus utiles. A ces liens s'ajoutent ceux qui existent entre les intérêts publics et privés et qui ont amplement favorisé l'avancée technologique israélienne en matière de cyber. De la relation symbiotique entre la recherche académique, la formation militaire et l'innovation de l'entrepreneuriat sont nés des partenariats (ex: prise en charge par des entreprises de la tech d'opérations gouvernementales comme l'identification des otages après le 7 octobre 2023) et d'efficaces logiciels d'espionnage, à l'image de Pegasus ; ce dernier a permis la conclusion de contrats avec une quarantaine d'États étrangers (Inde, Mexique, Arabie Saoudite, etc.) et finalement d'opérer des rapprochements politiques illustrant l'émergence d'une cyber diplomatie israélienne. Déjà en 2009, Stuxnet avait permis à Israël de s'attaquer aux centrifugeuses iraniennes en s'infiltrant dans les réseaux informatiques.

Mais Israël a développé de multiples autres technologies: identification et abattement des cibles grâce à l'intelligence artificielle, caméras, radars, reconnaissance faciale en Cisjordanie, barrière intelligente à Gaza (miradors intelligents, mitrailleuses télécommandées, multiples capteurs, etc.), etc.

En Chine, si les services de renseignement ont été créés dès les années 1920 par le Parti communiste (ex: à des fins de pénétration du parti nationaliste, durant la guerre civile et la guerre d'intoxication de l'ennemi), ils ne se sont développés qu'à mesure de l'essor économique du pays, et notamment après l'accession au pouvoir de Xi Jinping, en 2012. Le renseignement chinois a ainsi acquis une dimension notable et son **MSE** (Ministère de la sécurité d'Etat), qui agit sur son propre sol autant qu'à l'étranger, rivalise désormais avec les réseaux russes ou américains par sa performance et son efficacité. Par ailleurs, la Chine dispose d'un réseau d'espions mondial grâce à sa **diaspora**: chaque personne d'origine chinoise installée à n'importe quel endroit du monde a l'obligation d'aider les services de renseignement chinois (loi sur le renseignement de juin 2017). Ces services sont très actifs dans les domaines économique, industriel et technologique, mais aussi politique.

Le renseignement chinois s'appuie sur l'existence de liens forts entre certaines universités et l'appareil sécuritaire (armée ou ministère de la Sécurité d'État). Des étudiants sont ainsi recrutés pour des projets communs, créant un vaste écosystème de pirates informatiques travaillant pour l'État. Si cette décentralisation conduit à des dysfonctionnements et des conflits d'intérêts, la puissance du renseignement s'appuie de ce fait sur des outils efficaces, recourant à l'intelligence artificielle ou à l'informatique quantique pour se

perfectionner. Très efficace en matière de cyber, le gouvernement chinois utilise aussi d'importants moyens d'interception des communications et multiplie les «infiltrations douces» à l'étranger du MSE (via des écoles d'ingénieurs ou encore des entreprises) depuis les années 2000. La Chine est ainsi parvenue à effectuer de massifs vols de données (notamment grâce à sa diaspora), menant par exemple des cyberattaques sophistiquées en 2019 pour atteindre Airbus en s'introduisant dans les réseaux informatiques d'un prestataire de l'avionneur (afin de mener à bien son propre projet aéronautique). Par ailleurs, le gouvernement chinois traque ses propres opposants, même à des milliers de kilomètres, et organise leur rapatriement forcé.

Les grandes puissances ont également tissé des réseaux d'influence, usant notamment des outils de communication comme source de renseignement. A ce titre, le monde du **jeu vidéo** est devenu un véritable enjeu et un défi pour les services de renseignement en ce qu'ils posent des questions liées à la surveillance des communications, à la sécurité de l'information ou encore aux opérations d'influence.

Le jeu vidéo peut être un outil de renseignement (ex: Fortnite appartient en partie à Tencent, une entreprise proche des autorités chinoises), mais aussi de propagande ou de recrutement (ex: Call of Duty utilisé par l'Etat islamique). Aussi, les messageries et applications traditionnelles sont l'objet d'une attention particulière et ont conduit à la mise au point d'outils de surveillance tels que les IMSI catcher (interception des actions individuelles effectuées sur Internet ou sur téléphone).

Chaque pays tente par conséquent de conserver la main sur ses propres informations, à l'image de la Chine, qui impose aux opérateurs d'infrastructures dites «critiques» de stocker les données personnelles de leurs utilisateurs dans le pays et de faire contrôler leur matériel. Aussi, les opérateurs télécoms et informatiques ont l'obligation de coopérer avec les agences de sécurité. De leur côté, les Etats-Unis ont interdit le recours à des logiciels espions étrangers pour des raisons de sécurité nationale, mais aussi pour des raisons économiques.

I POPULATION

Le 20^e siècle a connu un accroissement de population sans commune mesure avec les périodes précédentes. La population mondiale a en effet **septuplé depuis le début du 19^e siècle** et plus que doublé depuis 1960.

Le taux de mortalité infantile dans le monde est inférieur de moitié à celui qu'il était en 1990.

De 7,5 milliards d'individus sur Terre, le monde devrait passer à 10 milliards d'habitants en 2050, selon les Nations unies (avant que le taux de croissance de la population soit nul à partir de 2080). Plus de la moitié de la croissance de la population mondiale concernera l'Afrique (doublement de la population d'Afrique subsaharienne).

L'accroissement de population peut être un atout autant qu'une source de difficultés. En effet, s'il a par exemple permis à la Grande-Bretagne des 18^e et 19^e siècles d'édifier un vaste empire et de devenir la première puissance économique du monde, le nombre peut aussi être un poids. Il peut en effet affaiblir des structures étatiques déjà fragiles au sein de pays en proie à des conflits alimentés par certains manquements gouvernementaux (sanitaire, éducation, emploi, etc.). Dans ce cas, la croissance démographique risque d'entraîner des pénuries alimentaires ou des épidémies, mais aussi des guerres.

*L'Afrique souffre encore parfois de la **faim** et la famine y est réapparue par endroits et par période (Corne de l'Afrique, au Yémen, etc.).*

*Aussi, les conflits conduisent souvent à des **déplacements** de population qui dépeuplent certains pays (ex: Syrie). Ce sont cependant également les contraintes économiques qui poussent les peuples à partir (ex: migrants des pays limitrophes vers la Côte-d'Ivoire jusqu'au début des années 1990).*

L'accroissement de population risque donc d'être un frein au développement économique de l'Afrique. Toutefois, la jeunesse de cette population constituera une main-d'œuvre favorable à l'essor du continent.

A l'inverse, la plupart des pays occidentaux (auxquels s'ajoutent la Corée du Sud et le Japon), voient leur **population vieillir** et en craignent les conséquences économiques et sociales nationales (ex: retraites, soins) et internationales (effets du manque de main-d'œuvre sur leur puissance économique).

Malgré un léger regain de fécondité en Europe, le poids des retraités devrait devenir difficile à supporter économiquement dans les années 2050. Face à cette menace, certains pays européens, à commencer par l'Allemagne, qui, à partir de 2015, avait mené une politique d'accueil des migrants très extensive afin de répondre à son besoin de main-d'œuvre.

En Inde et en Chine, les problématiques sont bien différentes puisque c'est le manque de fille qui pourrait poser problème dans les années à venir. En revanche, Indiens et Chinois bénéficient tous deux du poids du nombre, qui permet de grossir les rangs de la classe moyenne consommatrice, mais aussi à la Chine de mobiliser sa diaspora pour servir les intérêts du parti.

Cependant, certains Etats bénéficient d'une vaste **diaspora** qui participe de leur puissance. Véritables acteurs politiques et géopolitiques qui ont gagné en importance avec la globalisation, les diasporas (chinoise, italienne, russe, indienne, mexicaine, juive, arménienne, etc.) jouent un rôle économique (transferts de fonds, investissements) et politique dans leur pays d'accueil. Ils luttent pour la défense des valeurs de leur nationalité d'origine (ex: maintien ou promotion de leurs traditions) et influencent la diplomatie du pays (ex: militantisme arménien pour la reconnaissance du génocide de 1915) autant que ses décisions politiques (ex: refus de la diaspora turque de toute construction de stèle

mémorielle liée au génocide arménien).

La diaspora indienne a par exemple joué un rôle important dans la création de l'idée contemporaine de l'Inde, les expatriés indiens mettant en avant les mauvais traitements subis en Inde et nourrissant de ce fait les revendications en faveur de l'indépendance du pays.

Les minorités ont donc un impact sur la politique, mais peuvent aussi être source de conflits. Les **tensions interethniques** qui résultent de discriminations à l'encontre des minorités sont encore visibles entre les Kurdes et la Turquie, mais également entre les Ouïghours et les autorités chinoises (qui ont imposé des déplacements internes forcés en implantant des Han dans certaines zones).

En Europe, les revendications identitaires, voire indépendantistes, ont ponctuellement refait surface (ex: Catalogne espagnole, Écosse britannique, etc.).

En Chine, les opposants au régime communiste du haut plateau tibétain ont été maintenus dans la pauvreté, nourrissant la désobéissance des populations locales face à l'occupation chinoise et leur loyauté au Dalaï-lama. De la même façon, en Turquie, le sud-est anatolien, majoritairement composé de Kurdes, a longtemps été maintenu dans une situation de sous-développement qui a entretenu la colère et la révolte des populations.

I FRONTIÈRES

L'État-nation, tel qu'issu des traités de Westphalie de 1648 et de la Révolution française, entend inscrire un peuple sur un territoire aux frontières définies.

Cependant, ce modèle s'est vu bouleversé, au tournant des années 1990, par la multiplication des accords de coopération multilatéraux visant l'abolition des frontières. Avec l'essor de la **mondialisation**, les **frontières devaient des obstacles** aux partenariats de libre-échange. La souveraineté spatiale des nations était ainsi contestée et l'Etat invité à se placer en retrait pour laisser le marché s'épanouir.

Mais dans le courant des années 2000, les crises économiques récurrentes ravivent le besoin d'Etat et de frontières, entraînant plans de relance, plans de sauvetage des banques, néoprotectionnisme, etc. Les pratiques de la guerre commerciale se renouvellent alors et les relocalisations remettent en question les délocalisations de la période précédente, dans un monde où les menaces à la sécurité des Etats se font toujours plus vives.

Dès le 11 septembre 2001, les **frontières (terrestres, ports, aéroports) sont réactivées et sécurisées**, car désormais associées à l'idée de sécurité, et donc à celle d'un État fort, capable de contrôler son territoire. Dans ce droit fil, les murs et grillages vont se multiplier: de 6 en 1989, les murs physiques étaient près de 63 en 2020. Murer et militariser sa frontière se banalisera ainsi à mesure que nombre de pays font progressivement face à une sensible augmentation des flux migratoires illégaux.

Les Etats-Unis ont construit un mur sur leur frontière sud avec le Mexique, tout comme l'Inde l'a fait avec le Bangladesh. De même, un mur de sable fortifié de près de 3000 kilomètres a été érigé entre le Maroc et les zones contrôlées par la République arabe sahraouie démocratique.

En Europe, un mur a été construit en 2015 sur la frontière entre la Hongrie et la Serbie pour lutter contre un péril migratoire. C'est ensuite ce qui a inspiré l'Autriche, la Slovénie et la Macédoine, qui en ont fait autant à leurs frontières, tout comme la Bulgarie (à sa frontière avec la Turquie, d'où arrivent les migrants en partance vers l'Europe).

Ces murs sont parfois particulièrement sophistiqués, à l'image des différentes mesures de reconnaissance numérique mises en place aux frontières de l'Europe. Sur la base de l'idée de «**frontière intelligente**», des technologies permettaient de trier les migrants à l'aide des bases de données biométriques, l'identification et l'automatisation du franchissement de la frontière.

Les parcours migratoires reposent sur la collecte de données biométriques, ces dispositifs étant destinés à la lutte contre «la criminalité transfrontalière» et «l'immigration clandestine». Parmi ces dispositifs, l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle gère plusieurs bases rassemblant des données biométriques. Parmi ces bases, le «Entry and Exit System» (EES) vise la collecte de centaines de millions de données sur les personnes non européennes qui franchissent les frontières de l'espace Schengen; en contrôlant en temps réel les dépassements de durée légale de visa, cela permet de donner l'alerte aux polices européennes.

Eurosur surveille quant à lui les frontières à l'aide d'un partage d'informations en temps réel permettant l'interception avant leur arrivée des personnes qui cherchent à atteindre l'Union européenne.

Dans les camps de réfugiés également, la technologie s'est développée. Au sein de certains camps jordaniens par exemple (Zaatari et Azarq), les réfugiés paient depuis 2016 leurs aliments avec leurs iris (passage des yeux dans un scanner). L'aide humanitaire alimentaire accordée par le Programme alimentaire mondial est en effet versée sur un compte relié aux données biométriques des réfugiés.

De manière plus générale, il arrive également que les réfugiés soient identifiés par leurs empreintes digitales ou par des capteurs de reconnaissance faciale ou d'émotions.

La multiplication des murs dans le monde a eu diverses conséquences : outre le contournement des frontières terrestres par les migrants, qui recourent au transport maritime, le marché international de la sécurité aux frontières est florissant et devrait encore croître.

En 2009, la militarisation de la frontière entre l'Arabie Saoudite et l'Irak avait par exemple été fructueuse pour l'entreprise franco-allemande EADS.

I MERS ET OCÉANS

Servant depuis des siècles au transport de marchandises, les mers et les océans jouent un rôle crucial de mise en relation. La circulation de matières premières, comme celle de biens manufacturés, constitue en effet un enjeu de taille dans le cadre d'une économie mondiale. Il s'agit d'un enjeu d'autant plus essentiel lorsqu'il s'agit d'hydrocarbures. Le pétrole est le produit le plus échangé et son transport représente le trafic maritime le plus important. Or son transit provoque régulièrement des tensions dans certaines zones stratégiques.

Un espace riche en ressources

Les espaces océaniques sont le lieu d'affrontements entre puissances étatiques ou entités non-étatiques en raison des ressources qu'ils contiennent.

Depuis des siècles, la mer constitue un facteur de puissance économique, comme le montrait déjà le succès des Phéniciens, qui bénéficiaient d'une puissance commerciale essentiellement maritime.

Cela alimente la militarisation croissante des océans et la compétition géopolitique pour l'accès à de nouvelles zones de pêche. Convoités et accaparés pour leurs gisements de minéraux sous-marins, leurs hydrocarbures, leurs ressources piscicoles (pêche et aquaculture) ou encore les produits permettant de développer des molécules à destination de la cosmétique ou des pharmacies, ils contiennent tant de ressources cruciales inégalement réparties à la surface du globe que l'espace maritime constitue un lieu particulièrement stratégique. La mer est en effet un réservoir d'énergies fossiles et renouvelables (exploitation du vent, des courants, de la salinité, etc.)

Les sources de pétrole situées sous la mer (gisements dits off-shore) font l'objet d'explorations qui ont permis à certains pays de devenir autosuffisants, voire exportateurs d'hydrocarbures (ex: Brésil avec le gisement de Tupi et de Libra).

Les fonds marins de l'Arctique sont l'objet de convoitises en raison de leurs potentielles réserves en hydrocarbures, malgré des coûts d'extraction offshore très élevés. Or, contrairement à l'Antarctique, la zone Arctique n'est pas protégée par un statut international. C'est ce qui avait permis à la Russie d'y mener une vaste mission de prospection sous-marine en 2007 et de planter son drapeau national au fond de l'océan.

Quant à l'Antarctique, outre ses réserves en gaz naturel, il contient les premières réserves de charbon et de fer au monde, mais constitue aussi la première réserve d'eau douce non polluée de l'humanité. De plus, la Russie aurait découvert une importante quantité de pétrole, l'équivalent de 511 milliards de barils sur ce continent situé autour du pôle Sud. Mais le traité sur l'Antarctique de 1959 y interdit l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures; de plus, exploiter des hydrocarbures dans la zone serait très coûteux.

Cependant, les rivalités pour l'accès aux richesses minières et énergétiques des océans restent vivaces et l'on estime à environ 90 % les richesses qui resteraient à découvrir au fond des mers.

I L'intérêt géopolitique de l'Arctique résulte du réchauffement climatique, qui devrait conduire à voir se développer les routes maritimes. Outre l'accès à d'importantes réserves d'hydrocarbures et de minerais stratégiques, son contrôle par l'Occident permettrait de contrer l'influence chinoise grandissante dans la région.

Un espace de flux cruciaux

Les océans sont les vecteurs de flux nécessaires au monde globalisé et hyperconnecté : flux marchands, flux informationnels. Si en effet les flux de communication semblent s'affranchir de l'espace, ils n'en demeurent pas moins dépendants d'infrastructures et d'équipements matériels, et donc de câbles sous-marins (95 % des communications mondiales dépendent du réseau de câbles sous-marins).

Le fond des mers contient ainsi plus de 500 **câbles** sous-marins destinés à faire transiter des données et faire fonctionner les communications mondiales. Installés le long des grandes routes maritimes, ils traversent des zones placées sous la juridiction d'Etats, à commencer par les Etats-Unis. Une grande partie des données internationales transite ainsi sur le territoire américain, ce qui interroge quant à la souveraineté des détenteurs de ces données; cela pose d'autant plus de questions que les géants du numérique investissent sur le marché des câbles. En effet, traditionnellement gérées par des opérateurs télécoms historiques, ces routes stratégiques tendent à être dominées par les GAFAM, qui ont investi le secteur depuis les années 2010.

De plus, répartis sur les axes majeurs transatlantique, transpacifique et Europe-Asie, les câbles révèlent la domination économique de l'Amérique du Nord, de l'Europe et de l'Asie. Ils sont en outre **construits par des entreprises américaines, finlandaises, japonaises et chinoises**. Les pays en développement dépendent donc fortement de ces acteurs pour leur connectivité. Toutefois, des initiatives réduisent peu à peu cette dépendance, à l'instar du câble SAIL reliant les continents africain et sud-américain.

Alors que les acteurs occidentaux ont longtemps été les seuls à investir dans le secteur des câbles sous-marins, la Chine a considérablement augmenté ses investissements dans le domaine depuis les années 2010. De leur côté, certains pays du Sud ont œuvré dans le sens d'un renforcement de leur autonomie en matière de connectivité. Ainsi du Brésil, qui a affiché sa volonté de renforcer sa souveraineté numérique en reliant par câble son pays à certains Etats africains. De même, des câbles ont été installés entre le Venezuela et Cuba.

Et pour cause, le contrôle et la protection de ces maillons névralgiques de flux d'informations mondiaux constituent d'importants enjeux de souveraineté et de

puissance. Or face à un cadre juridique encore lacunaire, les rivalités d'influence entrent fortement en jeu. Chacun tente de maîtriser l'information et l'espace, craignant des **interceptions de données** (ex: question de la capacité de certains submersibles à saboter ou espionner les câbles sous-marins). L'OTAN et l'Union européenne ont ainsi lancé des programmes visant à assurer la surveillance des infrastructures sous-marines.

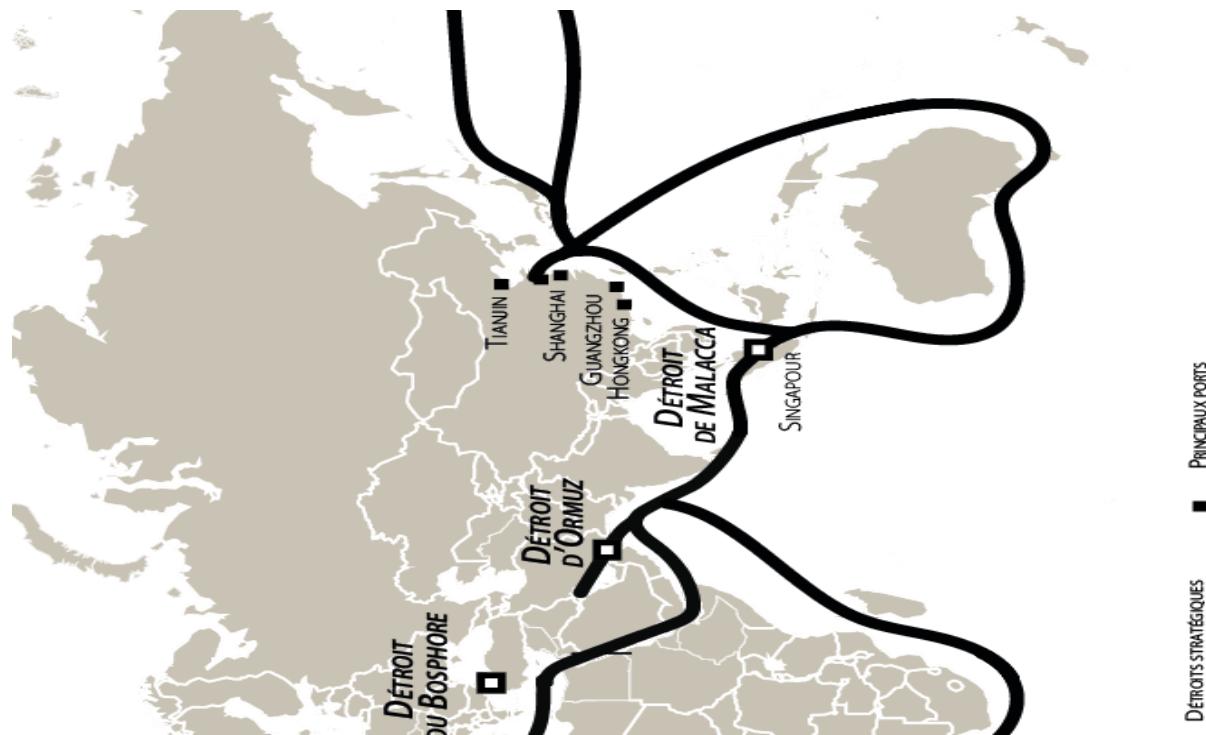
Ces dernières années, des incidents en mer Baltique ont soulevé des soupçons de sabotage. Un câble avait notamment été endommagé, en 2025, entre la Suède et la Lettonie.

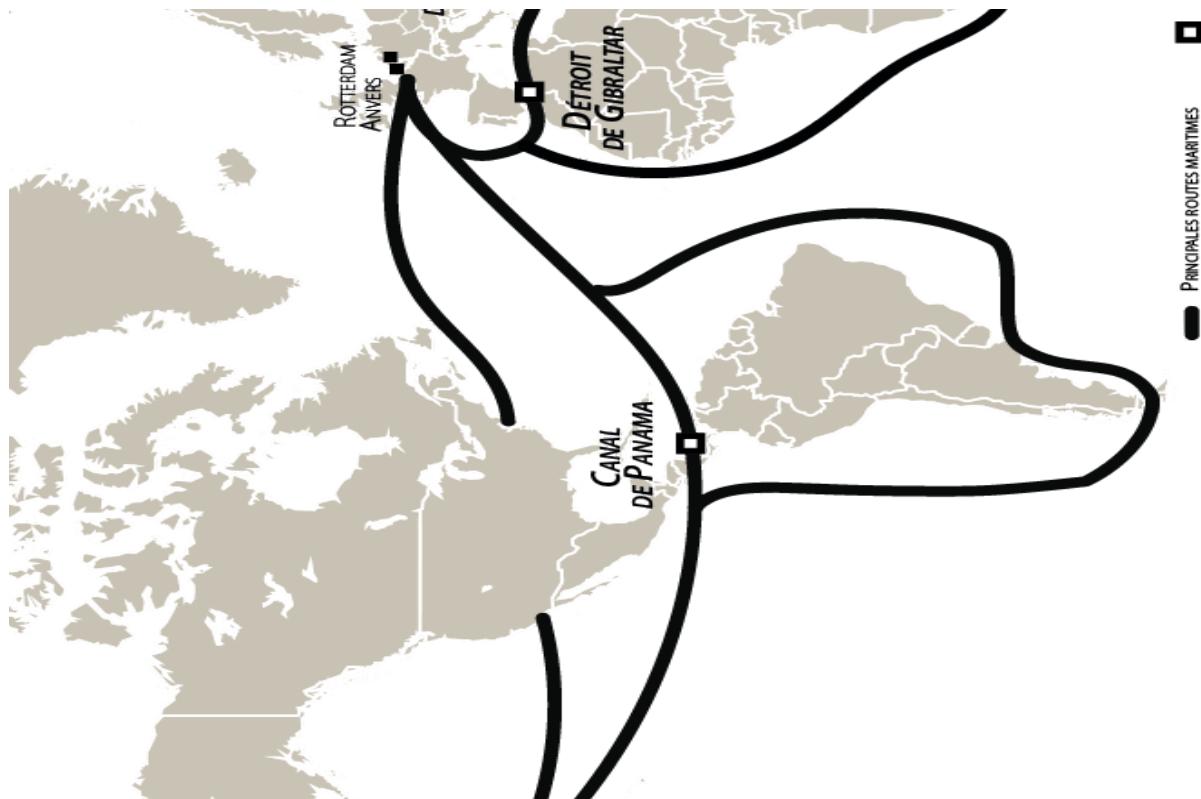
Un espace de rivalités

Les espaces marins sont devenus le lieu d'une vaste compétition internationale d'un point de vue stratégique et économique. Les passages maritimes sont cruciaux depuis que les hommes et les richesses circulent par la mer, que ces passages soient naturels (détroit de Gibraltar, détroit du Bosphore, cap de Bonne-Espérance, etc.) ou artificiels (canal de Suez, canal de Panama, etc.).

La concurrence entre pêcheurs est parfois féroce et nourrit de vives tensions diplomatiques (ex: la question de l'accès aux eaux du Royaume-Uni a été l'un des sujets cruciaux de l'accord sur le Brexit).

Les **détroits se trouvent ainsi au cœur de tensions géopolitiques** majeures lors des conflits. La maîtrise de ces zones constitue en effet un facteur de puissance : l'Iran tire par exemple un avantage stratégique de sa possibilité de contrôler le **détroit d'Ormuz**.





Seule porte d'entrée entre le Golfe et l'océan Indien située entre le golfe Persique et le golfe d'Oman, le détroit d'Ormuz est l'un des passages les plus stratégiques au monde pour l'économie mondiale. Il est le lieu d'exportation de pétrole iranien et de 90% du pétrole du Golfe des grands producteurs mondiaux (Émirats arabes unis, Iran, Arabie saoudite, Irak et Koweït) vers les industries de transformation. Aussi sa fermeture, une menace parfois brandie par l'Iran (ex: en 2011, pour s'ériger contre les sanctions internationales) autant que par ses adversaires, risquerait-elle de déclencher, à minima, une guerre régionale. Le détroit a cependant déjà été le théâtre d'un affrontement indirect entre les États-Unis et

l'Iran (sabotages contre des pétroliers, drones militaires américains et iraniens abattus), en 2019.

En 2025, en raison des frappes israéliennes sur son sol, l'Iran avait menacé de fermer le détroit d'Ormuz, qui connecte le golfe Persique à la mer d'Arabie. Cependant, cela aurait été délétère pour le pays car le détroit constitue un point névralgique pour les approvisionnements énergétiques chinois. Déjà en 2021, les tensions entre l'Iran et les États-Unis avaient affecté la navigation maritime internationale.

En effet, dans un monde globalisé dépendant des échanges commerciaux, le transport maritime est primordial. Or ces transports de longue distance sont vulnérables aux attaques, qui se sont multipliées avec la **hausse de la piraterie au début du 21^e siècle**, notamment aux détroits de Bab-el-Mandeb ou de Malacca.

La criminalité maritime revêt des formes multiples (privée, étatique, anonyme) et façonne des zones grises qui alimentent les faces cachées de la globalisation. Elle constraint certains navires de commerce à modifier leur trajectoire ou à faire l'objet d'une protection renforcée (par le biais de milices privées ou de navires de guerre patrouillant sous l'égide de l'ONU).

La mer Rouge, le golfe d'Aden, les détroits de Malacca et de Singapour ou encore le golfe de Guinée concentrent diverses activités illicites (trafic de migrants, pêche illégale, trafic de drogues, etc.).

Les atteintes portées au commerce mondial et les coûts occasionnés par la piraterie (ex: investissements en sécurité) conduisent les Etats à lutter contre ces menaces croissantes.

Dans le golfe de Guinée, en proie à la criminalité maritime, de nombreuses forces tentent de répondre à la menace: Etats, Commission du golfe de Guinée, Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale, Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et partenaires internationaux.

En mer Rouge, les attaques menées par les Houthis dans les années 2020 avaient conduit les Etats-Unis à mettre sur pied une coalition maritime visant à maintenir ouverte l'une des grandes routes du commerce mondial.

Ces actes sont facilités par les avancées technologiques, qui transforment la nature du combat naval (ex: attaques sur des infrastructures sous-marines, cyberattaques visant les ports et les compagnies maritimes).

Les drones marins (ex: planeurs sous-marins détectant des bâtiments en surface) ont redéfini les stratégies militaires en mer: leur coût limité, leur autonomie et leur efficacité modifient les règles navales puisque des Etats aux ressources modestes peuvent

concurrencer de puissantes nations.

I Durant la guerre en Ukraine, un drone kamikaze coulait pour la première fois un navire de guerre en combat. Il s'agissait d'un drone ukrainien en mer Noire.

Les confrontations sur ces espaces communs que sont la mer et le cyber s'inscrivent dans un climat de **résurgence des rivalités entre forces navales depuis le 21^e siècle**. Alors qu'après la guerre froide, les marines militaires se faisaient rares, la contestation croissante du droit des espaces maritimes à divers endroits du monde a ravivé les affrontements interétatiques sur les mers.

I Le conflit russo-ukrainien se joue notamment en mer Noire, où les opérations aéronavales se sont multipliées.

Aux puissances traditionnelles, essentiellement occidentales (Etats-Unis, France, Japon, etc.), se sont ajoutées des puissances montantes comme celles de l'Inde et surtout de la Chine, qui s'approprie des territoires en mer de Chine, contrevenant ainsi aux règles établies par la Convention de **Montego Bay**.

Le droit maritime a longtemps été coutumier ou conventionnel. Ce n'est qu'en 1982, avec la Convention de Montego Bay (Convention des Nations Unies pour le droit de la mer (CNUDM)), qu'un droit de la mer va véritablement être défini. Ainsi va naître la Zone Economique Exclusive (ZEE), zone de 200 milles nautiques à laquelle appartient désormais l'Etat frontalier. Quant aux fonds marins, ils devenaient un patrimoine commun de l'humanité. Au-delà des 200 milles en effet, la mer devenait un espace international. Cela a écarté l'idée d'une égalité pratique entre États au profit de droits accordés aux États côtiers, bien que ceux-ci ne disposent pas tous de moyens suffisants leur permettant d'exercer leurs compétences. Aussi, les mers et océans demeurent des espaces où l'ordre public est peu respecté.

La compétition internationale qui se joue pour la maîtrise des ressources maritimes repose sur des velléités d'extension des zones économiques exclusives (ZEE) concrétisées par des actions juridiques ou des contestations territoriales entre États. Ainsi, **les océans sont redevenus des zones contestées**.

Les mers Baltique et du Nord sont vulnérables aux sabotages de câbles et aux attaques sur les pipelines. En Asie, l'espace indo-pacifique est le lieu d'expression de la puissance chinoise (ex: pression sur Taiwan, qui offre une porte d'accès aux grands fonds marins et donc à un meilleur contrôle du Pacifique, contrairement à la Mer de Chine méridionale, qui est une zone de petits fonds). De son côté, la mer Noire a été infestée de mines marines par la Russie et l'Ukraine.

Un espace de puissance

Depuis les années 2010, le réarmement naval qui s'est amorcé s'inscrit dans le cadre du retour des politiques de puissance dans un monde où le transport maritime n'a cessé de gagner en importance avec l'accroissement des flux commerciaux.

Dans un contexte d'accroissement des rivalités entre grandes puissances, les mers et océans apparaissent comme des vecteurs de puissance pour des Etats parfois peu respectueux des règles et qui trouvent dans ces espaces de nouveaux lieux de compétition et de revendication d'intérêts. Les mers constituent l'un des enjeux de la suprématie.

La puissance d'un Etat s'appuie en effet sur la valorisation de ses ressources physiques. Ainsi, l'**appropriation de territoires maritimes** toujours plus vastes par les Etats côtiers, tout comme la possession d'un littoral stratégiquement situé, sont des atouts économiques majeurs. Bénéficier d'une grande et **performante industrie navale** assure l'autonomie nationale (acheminement des matières premières et des biens commerciaux).

Par exemple, les flux importants qui transitent en Europe par les ports des Pays-Bas et de la Belgique apportent un bénéfice économique à ces pays.

Mais la puissance s'appuie également sur les capacités maritimes des Etats qui nourrissent des ambitions en la matière. Ainsi par exemple des pays d'Asie du Sud-Est, qui ont massivement investi dans des sous-marins et des porte-avions. Mais le monde a surtout vu la montée en puissance maritime de la Chine, qui a largement accru sa flotte militaire et affirmé sa présence à divers endroits du globe (base de Gwadar au Pakistan, ou de Djibouti dans la zone indo-pacifique) autant qu'investi dans des infrastructures liées à la marine (ex: ports). Au **fort développement de la puissance navale chinoise** s'ajoute le relatif développement de la marine indienne, qui étend notamment sa présence dans l'océan Indien (ex: Seychelles) et participe à un nombre croissant de manœuvres avec les flottes américaines et australiennes.

I La Chine, avec sa «Route de la Soie de l'Arctique» (entre la Chine et l'Europe), entend réduire sa dépendance au détroit de Malacca afin d'éviter un blocus américain en cas de crise avec Taïwan. C'est aussi un moyen de contourner les zones instables du Moyen-Orient et de la mer Rouge.

Ainsi, après avoir ravi la place de première puissance sur les mers au Royaume-Uni, les Etats-Unis étaient rattrapés par le développement rapide de nouvelles puissances navales. Si la **marine américaine continue à dominer les mers** depuis 1945 et possède les sous-marins les plus sophistiqués au monde, son pouvoir sur cet espace décline. Cependant, le pays continue à développer sa capacité maritime (ex: projet de l'US Navy de 300 navires à l'horizon 2040), avec ses six flottes présentes sur tous les océans et son réseau de bases navales (ex: base de Yokosuka au Japon servant de point d'appui face à la

Chine et la Corée du Nord).

La marine de guerre offre une liberté d'action sur les océans en ce qu'elle permet de soutenir l'économie du pays et d'assurer son ravitaillement. Elle permet également d'atteindre un adversaire en contournant les obstacles physiques terrestres.

La France possède quant à elle le deuxième domaine maritime mondial (ZEE de 11 millions de km²). Elle bénéficie de ressources naturelles abondantes (ex: hydrocarbures au large de la Guyane, ressources minérales autour de Wallis-et-Futuna).

I ESPACE

L'espace, enjeu de puissance

Depuis la guerre froide, la conquête de l'espace est un enjeu de puissance car le développement d'un programme spatial apparaît nécessaire pour accéder au statut de grande puissance.

Par conséquent, l'espace a été l'objet de multiples compétitions géopolitiques : après le lancement du **Spoutnik** russe en 1957, la compétition lunaire s'est engagée entre les États-Unis et l'URSS dès 1959. Elle conduira notamment à l'envoi du premier homme dans l'espace (en 1961, par les Soviétiques), à la mise en orbite de la première station spatiale (*Mir*, en 1986), mais aussi à des découvertes en astrophysique, notamment permises par le télescope spatial Hubble, mis au point par l'agence spatiale américaine, la NASA, en 1990.

Les acteurs secondaires vont aussi jouer un rôle dans le secteur: l'Europe intègre le club des puissances spatiales avec le premier vol de la **fusée Ariane** en 1984, la Chine envoie des **taïkonautes** en 2003, le Japon s'affirme comme une puissance spatiale via ses applications civiles (prévention des catastrophes naturelles, production d'énergie, etc.). A ces puissances s'ajoutent l'Inde, les Émirats arabes unis (sonde martienne Espoir lancée en 2020) ou encore l'Afrique (Agence spatiale africaine).

I L'Inde souhaite devenir une puissance spatiale de premier plan et ouvre pour cela ce secteur aux investissements étrangers (IDE). Le pays est également parvenu à faire atterrir une sonde sur le pôle Sud de la Lune (tout comme les Japonais).

Dans le même temps, la puissance américaine a poursuivi son avancée : dans les années 2010-2020, la NASA affichait son intention d'envoyer des astronautes sur la Lune en 2024-2025 (**programme Artemis**), puis sur Mars (vers 2030); pour leurs programmes spatiaux, les États-Unis dépensent plus de 50 milliards de dollars chaque année (alors que la Russie et la Chine dépensent environ 5 milliards) et dominent l'espace en matière technologique et militaire.

Les Etats-Unis devaient utiliser le Space Launch System (SLS), plus puissant que les fusées Ariane V ou Saturne V (qui ont pourtant envoyé Neil Armstrong sur la Lune).

La Russie entendait quant à elle quitter la Station spatiale internationale dans les prochaines années afin de se consacrer à la création de sa propre station spatiale, mettant ainsi un terme à l'un des derniers terrains de coopération entre Moscou et Washington (la Station spatiale internationale, ou ISS, avait été créée en 1998 pour associer Américains, Russes, Européens, Japonais et Canadiens). Ce fut également l'ambition de la Chine, qui lançait sa propre station spatiale (rebaptisée le « Palais céleste ») en 2021.

I Le pôle sud de la Lune (où la glace est présente) intéresse les Chinois, qui entendent y construire une installation lunaire habitée en collaboration avec les Russes. Refusant de laisser l'espace aux seuls Américains, ils cherchent également à mettre la main sur des ressources encore inexplorées (ex: l'hélium-3 pourrait servir de carburant à la fusion nucléaire).

La Chine gagnait ainsi du terrain dans le secteur spatial : après avoir fait alunir un «lapin de jade» sur la face cachée de la Lune en 2019, le pays rapportait des matériaux lunaires et se posait comme l'un des grands acteurs de la course à l'espace, à laquelle participent également des acteurs privés depuis les années 2000 (Space X, Arianespace ou encore Blue Origin, du fondateur d'Amazon). Ces **firmes privées sont soutenues par les pouvoirs publics** et profitent ainsi des investissements importants de la NASA. Ce fonctionnement a fait naître un nouvel âge spatial, où les frontières entre le privé et le public se font de plus en plus poreuses.

Militarisation et arsenalisation de l'espace

Durant la guerre froide, les États-Unis et l'URSS ambitionnaient de nucléariser l'espace extra-atmosphérique et, en 1961, les Etats-Unis envoyaient un satellite-espion (*Discover*) au-dessus de l'Union soviétique. Mais après des tirs nucléaires à haute altitude, le traité de Moscou, de 1963, va interdire les essais nucléaires dans l'espace aérien et extra-atmosphérique.

Cela n'empêchera pas le déploiement d'armes en orbite puisqu'aucun traité n'interdit l'utilisation des missiles sol-espace ou des armes à énergies dirigée (ondes électromagnétiques ou faisceau laser). Aussi la militarisation de l'espace s'est-elle renforcée au fil des décennies, faisant de ce lieu un pilier de la sécurité nationale et internationale.

Symboles de la militarisation de l'espace, la technologie antisatellite (ex: missile ASAT, armes à énergie dirigée) constitue un atout stratégique majeur. Les constellations de satellites comme Starlink, Thousand Sails ou Guowang portent en elles des enjeux cruciaux de souveraineté et de puissance. Nouveau champ de compétition, l'espace peut d'autant

plus être militarisé qu'aucun traité n'empêche l'utilisation des missiles sol-espace ou des armes à énergies dirigée (ondes électromagnétiques ou faisceau laser).

Ainsi, les États-Unis, la Chine, la Russie et l'Inde développent notamment des missiles antisatellites et des systèmes permettant de brouiller les communications par satellite.

Si les rivalités militaires dans l'espace s'en tiendraient, pour l'heure, à l'envoi de satellites utiles à l'armée (*geospatial intelligence*), en 2018, des **accusations d'agression spatiale** entre Américains et russes révélaient les tensions qui émergent dans l'espace entre les grandes puissances spatiales. Dans les années suivantes, des incidents ont confirmé l'avènement de l'espace comme un nouveau champ de bataille (ex: manœuvres de satellites américains autour de satellites chinois visant à tester leurs comportements).

L'espace est considéré comme le « patrimoine commun de l'humanité », placé sous la responsabilité de l'Organisation des Nations unies par le traité international de 1967. Il ne peut donc pas faire l'objet d'appropriation, mais son usage commercial ou militaire n'est pas formellement interdit. L'espace demeurant une zone très peu réglementée, les puissances spatiales agissent parfois à leur guise et l'orbite terrestre basse étant de plus en plus encombrée (problème des « déchets spatiaux », risques de collisions).

I Dans les années 2020, la Chine a montré qu'elle était capable d'attaquer des satellites en orbite géostationnaire, où se trouvent des dispositifs clés de communication et d'alerte.

Ainsi, les États-Unis, la Chine, la Russie et l'OTAN ont adopté une stratégie spatiale de défense. L'Union européenne cherche à leur emboîter le pas.

Par ailleurs, les États-Unis ont cherché à ériger une barrière protectrice contre toute menace spatiale, dressant des boucliers antimissiles en Europe (AEGIS) et en Asie orientale (THAAD). Le système de défense antimissile israélien, le « Dôme de fer », a également été construit pour faire face aux attaques extérieures (il a notamment été utilisé lors des ripostes iraniennes de 2025).

De plus, les Américains avaient créé, en 2019, une **force militaire spatiale** indépendante de l'US Air Force pour défendre le pays contre les satellites militaires ennemis (la «United States Space Force», sixième branche des forces armées américaines) et garantir leur suprématie dans l'espace.

I CYBERESPACE

Enjeux de puissance au sein du cyberspace

L'espace numérique se compose de réseaux informatiques interconnectés assurant la communication rapide entre divers endroits du monde. Maillon crucial de la

mondialisation des échanges qui dilate le temps et l'espace, il est formé d'un vaste maillage de liaisons à l'échelle mondiale.

Les systèmes composant le cyberespace sont tous connectés les uns aux autres (à l'exception de systèmes militaire ou de l'« Intranet » nord-coréen).

Il se compose d'une **infrastructure** matérielle (câbles, routeurs, data centers), mais aussi de **plateformes** numériques et de **données** numériques, qui ont une valeur à la fois commerciale et stratégique. Les données permettent de s'approprier l'espace (territorialisation) et sont l'objet de trafics et de conflits capables de renverser les rapports de force traditionnels (des acteurs faibles peuvent devenir des acteurs de premier plan). Ainsi, la capacité à collecter et exploiter les données de la «datasphère» constitue un crucial instrument de puissance économique, politique et économique.

Il est utilisé par différents acteurs : entreprises privées, individus (lanceurs d'alerte, hackers, cibles dont les données sont recherchées, etc.) et États, qui ont très tôt investi Internet, devenu un véritable vecteur de puissance et d'influence ne pouvant être laissé aux seuls intérêts privés.

Ces enjeux ne concernent qu'un nombre restreint d'Etats puisque seulement 60 % de la population mondiale est utilisatrice d'Internet (en 2021).

Le cyberespace constitue en outre un enjeu stratégique majeur en ce qu'il est la cible d'attaques et donc de stratégies de défense. Il porte en effet avec lui de **nouvelles menaces sécuritaires** (difficulté de détection, d'anticipation et d'attribution des cyberattaques, menaces diffuses et nombreuses), mais aussi des **outils de surveillance**, de manipulation de l'information ou encore d'espionnage. Ces moyens sont, là encore, utilisés par les Etats comme par des acteurs non-étatiques (criminels, entreprises, dissidents).

Des superpuissances économiques y affirment leur volonté de contrôler les stocks et les flux de données, mais aussi celle de l'information Des associations de défense des libertés publiques tentent ainsi de faire face à la montée de normes sécuritaires qui empiètent sur des libertés fondamentales, tandis que des groupes criminels ou para-étatiques se livrent à des activités d'espionnage industriel ou de sabotage (ex: blocage d'un pays via ses réseaux), qui portent atteinte à des intérêts individuels et nationaux. Notamment grâce au détournement des données de publicité à des fins de renseignement (ex: advertising Intelligence), certains se livrent à la cybercriminalité (favorisée par l'apparition, en 2010, des cryptomonnaies).

Avec la numérisation des activités humaines (services, commerce, santé, enseignement), le **pouvoir des GAFAM** (Google-Alphabet, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) et des réseaux chinois (Tik Tok) sur la vie quotidienne s'est accru.

En quelques décennies, parti d'un réseau élitiste, Internet s'est diffusé à environ 5,3 milliards d'utilisateurs (en 2022). Puis, le développement des smart cities, la généralisation

des capteurs ou encore le déploiement de la 5G ont permis d'entrevoir de nouvelles possibilités (gestions de la consommation énergétique, de la circulation des populations et des marchandises, etc.).

*Cette transition rapide vers le numérique pose cependant des questions quant à son **coût environnemental**: la multiplication des constructions de data center, nécessaires au développement de l'intelligence artificielle générative, fait en effet exploser les besoins en eau. Elle questionne également l'éthique des réponses sécuritaires avec la multiplication des IA spécialisées dans le domaine de la « police prédictive » en Europe (ex: en France avec le logiciel Smart Police), une méthode déjà éprouvée aux Etats-Unis ou en Angleterre. De plus, les technologies numériques posent des questions quant à la préservation de la vie privée: biométrie, reconnaissance faciale, Deep learning ou encore identité numérique (discutée dès 2016 puis amorcée en Europe avec le «portefeuille européen d'identité numérique»; système Aadhaar en Inde mis en place dès 2010; crédit social chinois).*

Enfin, le pouvoir des grandes plateformes numériques a été remis en question, notamment en raison de l'extraction massive de données personnelles. Des débats sur leur responsabilité ont ainsi été menés après l'affaire Snowden, dans les années 2010. Cela n'empêchera pas certaines dérives ultérieures (ex: affaire Cambridge Analytica).

Ainsi, loin d'être un espace libre et ouvert, le cyberspace est **dominé par les Etats-Unis**, créateurs d'Internet, producteurs de ses normes et dominants industriels. Leur puissance technique, politique et économique ainsi que celle de ses acteurs technologiques est manifeste en la matière, que ce soit au niveau de la localisation des infrastructures (géographie des câbles sous-marins, hébergement de 40% des *data centers* aux Etats-Unis), de la recherche technologique, des avancées techniques ou de l'utilisation de l'anglais sur le Web (langue la plus utilisée sur Internet). Les GAFAM sont également devenus, pour les Américains, un atout géopolitique majeur, un véritable vecteur de puissance et d'influence sur la scène internationale.

Les GAFAM sont devenus des acteurs oligopolistiques en quelques années, capables de diffuser la culture californienne et son esprit au reste du monde; l'attractivité de la Silicon Valley reste en effet forte en dépit des scandales (ex: l'affaire Snowden avait révélé l'ampleur de la collaboration entre les GAFAM et l'Etat pour la mise en œuvre des programmes de surveillance de masse menés par la National Security Agency (NSA)).

De plus, ces géants du numérique ont progressivement acquis le pouvoir de placer nombre d'Etats en situation de dépendance vis-à-vis de leurs services, rendant ainsi plus difficile leur régulation. Déjà le contrôle du réseau et des flux de données avait peu à peu été placé sous la coupe d'acteurs privés apparus dès le milieu des années 1990 (AOL, Yahoo!, Google, etc.) et collaborant avec les Etats.

Aussi la Chine a-t-elle instauré une grande muraille numérique (« **bouclier doré** ») en fermant son cyberspace, ce qui a conduit à la quasi exclusion des GAFAM du marché chinois (ex : Google a quitté la Chine en 2010), tandis que le pays développait ses propres

réseaux sociaux (ex: WeChat). De même, la Russie a œuvré à une forme de nationalisation de l'Internet russe (ex: en 2014, les plateformes se voyaient obligées de stocker les données des utilisateurs russes sur des serveurs situés sur le territoire russe).

*L'idée de **souveraineté numérique** s'est ainsi imposée dans le débat public : pour les Etats, la protection des données de leurs ressortissants, de leurs infrastructures techniques et de leurs marchés devenait en effet cruciale.*

En Europe, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) visait à mieux protéger les données des Européens. Aussi, en 2022, un accord transatlantique sur le transfert des données personnelles numériques des Européens entre les États-Unis et l'Union européenne était adopté pour permettre aux Américains d'exploiter ces données à des fins de sécurité nationale. Ainsi, le Data Privacy Framework conclu en 2023 allait ouvrir la voie au libre transfert des données personnelles européennes vers certains organismes américains.

A l'inverse, des mesures de protection de la souveraineté numérique ont été prises par l'UE: pour réduire la dépendance vis-à-vis des semi-conducteurs produits en Asie pacifique, notamment à Taïwan, le plan «Boussole numérique», présenté en 2021, visait à accroître la production européenne en microprocesseurs de 10 à 20% de la production mondiale en valeur d'ici 2030.

Ce **protectionnisme numérique** s'est aussi développé en Occident avec la régulation progressive du monde numérique. Cette tendance révélait la montée en puissance du pouvoir de l'Etat sur l'économie mondialisée et ses monopoles.

L'Union européenne a souhaité contrer les pratiques anticoncurrentielles des géants américains (GAFAM) et modérer les contenus en ligne (lutte contre la désinformation) via le règlement sur les marchés numériques (DMA) et le règlement sur les services numériques (DSA). Ainsi, en 2022, l'Union européenne se dotait d'une législation sur les services numériques : les plateformes numériques devaient devenir plus responsables et transparentes sur les contenus et produits diffusés (contrefaçon, diffamation, apologie du terrorisme, etc.).

Aux États-Unis, les géants du numérique ont fait l'objet de procédures anti-trust (pour comportement monopoliste illégal). Aussi, l'accord trouvé à l'OCDE, dans les années 2020, sur une taxation minimale à 15% sur les sociétés ainsi que les fortes amendes infligées à ces acteurs leur portaient un coup.

*De plus, un nombre croissant d'Etats les appelaient à se conformer aux réglementations locales dans le cadre du mouvement de **déglobalisation de l'internet**.*

Cette «fragmentation» de l'Internet (Julien Nocetti) repose sur le contrôle de l'Internet par le cloisonnement de l'espace numérique et sur la mise en place de services nationaux (ex : création d'un moteur de recherche national). Elle constitue une forme de contestation de l'hégémonie numérique américaine.

La Chine a rapidement comblé son retard et entretient des liens étroits avec les BATX (Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi), qui aident le Parti communiste dans le secteur du renseignement (loi chinoise de 2017).

Il existe donc une compétition croissante entre grandes puissances, qui passe par la conquête de nouveaux marchés (ex : concurrence sino-américaine dans le secteur de la 5G) autant que par des actions moins visibles (cyberattaques, espionnage, influence informationnelle, etc.).

La course aux technologies numériques porte sur les semi-conducteurs, le cloud, le edge computing (traitement local des données) ou encore l'informatique quantique (ex: stratégie quantique française pour la souveraineté et la supériorité stratégique).

Dans ce lieu de nouvelles rivalités («cyberconflictualité»), chacun entend exercer son influence afin d'en contrôler les grandes cibles que sont les systèmes de communication (**câbles transocéaniques**), susceptibles d'être visés par des sabotages.

Les « routes de l'Internet » (câbles terrestres et sous-marins par lesquels transitent les données) demeurent largement dominées par les Etats-Unis, où passent plus de 90 % des câbles transocéaniques. Pour s'en affranchir, les câbles SAIL et SACS relient le Brésil au Cameroun et à l'Angola. Par ailleurs, le projet de réseaux alternatifs de câbles («câbles des BRICS») devait permettre d'échapper au réseau déployé sous contrôle occidental. Du côté de l'Asie, le câble terrestre Transit Europe-Asia (TEA), construit en 2005 entre l'Europe et le continent asiatique, rend les pays d'Asie centrale dépendants de la Russie pour leur réseau Internet. Pour cela, ces derniers cherchent à construire leurs propres câbles sous la mer Caspienne.

Les acteurs privés (Amazon, Tesla) cherchent, quant à eux, à utiliser les satellites des constellations en orbite basse pour développer un Internet moins dépendant des seuls câbles sous-marins.

Ainsi, si Internet tendait à créer un espace mondial dénué de frontières, la **«territorialisation» du cyberspace** prend en réalité forme dans divers domaines. Les Etats en contrôlent les aspects juridiques (ex: téléchargement illégal), économiques (ex: lutte contre les pratiques anticoncurrentielles), techniques (localisation des données, souveraineté sur les infrastructures) et politiques en décidant de lutter contre les cybermenaces ou encore en débattant sur l'idée d'un Internet libre.

I ECONOMIE MONDIALISÉE ET FINANCE

L'économie mondialisée

L'économie mondiale, telle que nous la connaissons aujourd'hui, est le fruit d'un long cheminement (ex: route de la soie, mondialisation portugaise, etc.) qui s'est accéléré après la Seconde Guerre mondiale. C'est en effet à cette époque que le libre-échange s'est

profondément consolidé: les Etats d'Europe construisent alors un marché commun tandis que l'ensemble des pays industrialisés généralisent la libéralisation des échanges. Ainsi, ce phénomène, engagé par l'économie américaine, touchera l'Europe, puis l'Asie.

*Après la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont instauré une **économie fondée sur le crédit** destinée à soutenir le développement économique. Cela a permis de stimuler la croissance des pays européens, tout juste sortis de la guerre et des séquelles de la dépression des années 1930.*

L'Europe va alors connaître une longue période de prospérité grâce à une croissance particulièrement soutenue. Mais l'époque faste des Trente Glorieuses prendra fin dans les années 1970 : la situation économique se dégrade et conduit à la fin du système de Bretton Woods. L'ordre monétaire international, fondé sur l'ajustement des monnaies sur le dollar, s'effondre, provoquant un déséquilibre monétaire. Cette instabilité est alimentée par les chocs pétroliers et l'accroissement considérable de la dette de nombreux Etats.

Dans les années 1970 et 1980, le processus de mondialisation s'accentuera encore. Une véritable économie mondiale s'installe alors.

La mondialisation peut se définir par plusieurs composants : la finance (capitaux à court terme), la connaissance (brevets), le commerce international, les investissements directs étrangers et les migrations internationales.

La plupart des pays du monde vont ainsi converger vers la recherche de la croissance économique. Les échanges financiers se centraliseront autour des Etats-Unis, qui renforceront ainsi l'emprise du dollar sur l'économie internationale. La transnationalisation progressive des entreprises accompagnera le décloisonnement des marchés nationaux (ex: via des accords commerciaux régionaux) et le développement du multilatéralisme commercial dans les années 1990 autant que la diffusion accrue des informations de manière instantanée.

De multiples accords de libre-échange ont été conclus ces dernières années, laissant entrevoir le jeu d'influence persistant entre grandes puissances économiques, à l'instar du Partenariat transpacifique ou encore de l'accord de partenariat économique (APE) d'Afrique de l'Ouest, du Grand marché transatlantique (TTIP) ou du partenariat économique global régional (RCEP). L'Union européenne a quant à elle mis sur pied un vaste accord de libre-échange avec le Japon (JEFTA) et le Canada (CETA).

Mais quelques-uns des traités en négociation ont fait l'objet de vives contestations populaires, à l'image du TTIP et du TiSA.

Dans le droit fil du « consensus de Washington », la plupart des pays du monde adoptent alors les composantes de l'idéologie américaine portée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (ouverture, déréglementation, privatisation).

Cette politique a conduit à la mise en place des programmes d'ajustement structurel (PAS)

au sein de nombreux pays en développement dans les années 1980. Par ce biais, les pays surendettés se voyaient enjoins à une discipline budgétaire, à mener des réformes fiscales, des privatisations, des dérégulations des marchés ainsi qu'à la libéralisation financière.

Parallèlement, le monde voit la **montée en puissance d'acteurs non étatiques**, qui réduit progressivement le pouvoir des Etats.

A partir des années 1970, alors que les politiques keynésiennes se voient progressivement remplacées par des politiques néolibérales, le marché économique devient prépondérant. Aussi certains observateurs ont-ils alors mis en garde contre les risques d'émergence d'un monde progressivement dirigé par des multinationales. Et en effet, les richesses ont peu à peu été transférées aux firmes, au détriment des Etats, dont les crédits publics se sont parallèlement réduits. Ainsi, les firmes ont gagné en pouvoir tandis que les Etats voyaient leurs économies ralentir.

Peu à peu, le néolibéralisme détrône l'Etat-providence et la place de l'Etat dans l'économie est remise en question: **le principal critère de puissance serait désormais économique**, moins militaire.

La mondialisation des échanges a progressivement conduit à l'enrichissement de nombreuses populations, qui sont sorties de la pauvreté (ex: Révolution verte en Inde), ainsi qu'à une dilution des identités nationales. L'atténuation des souverainetés étatiques et des frontières a aussi favorisé l'expansion des mafias, des multinationales ou encore la diffusion des virus.

Ce processus a conduit à une transformation du pouvoir des Etats-nations, par ailleurs malmenés par de nouvelles résistances. En effet, la mondialisation a fait l'objet de contestations croissantes (« forums sociaux mondiaux ») conduisant à la remise en cause de ses déterminants (ex: promotion des circuits courts par les militants).

D'autres résistances se sont traduites par le renouveau de velléités protectionnistes (ex: protectionnisme américain face à l'expansion chinoise) ou encore par la relocalisation de la production, faisant dire à certains que le monde connaît une démondialisation économique et financière structurelle depuis la crise de 2008. Cependant, d'aucuns estiment au contraire que l'hypermondialisation perdure (flux de données, circulation des capitaux, paradis fiscaux, etc.).

Globalisation financière

La libéralisation des flux de capitaux, à la fin du 20^e siècle, a renforcé le pouvoir du système financier, qui, depuis des siècles, présente cependant de grandes fragilités.

*Dès 1634, la **crise de la Tulipomanie** en Hollande (spéculation sur les bulbes de tulipes) conduisait à l'effondrement des cours ; ce fut le premier cas de spéculation. Il faudra attendre deux siècles pour voir le phénomène se reproduire : en 1873, la spéculation entraîne un krach à la bourse de Vienne, qui se propagera aux Etats-Unis.*

Mais la crise qui survient en 1929 sera bien plus grave. Le krach de Wall Street, qui conduit à l'effondrement boursier, paralyse alors toute l'économie : les spéculateurs se retrouvent incapables de rembourser leurs emprunts, la crise boursière devient une crise bancaire, qui se transforme ensuite en crise économique puis en crise sociale (chômage de masse, récession). En Allemagne, la gravité de la situation conduira la plupart des banques à être nationalisées dans le but de mieux les contrôler.

Conscients des risques induits par le marché financier, certains dirigeants ont tenté de le réguler.

*Dès les années 1930, Roosevelt décide de signer une série de mesures destinées à réaffirmer la souveraineté nationale pour soumettre la finance internationale à un contrôle renforcé. La **loi Glass-Steagall** rend alors incompatibles les métiers de banque de dépôts et de banque d'affaires.*

Ce mouvement a été enrayé jusqu'à ce que le système financier connaisse une mutation dans les années 1980 : l'économie est libéralisée et les marchés financiers sont dérégulés. Les obstacles réglementaires aux transactions boursières disparaissent. La banque acquiert alors des possibilités de gains considérables, tandis que les actionnaires transforment véritablement le capitalisme. Les entreprises sont restructurées (fusion/acquisition), ce qui va modifier la géographie industrielle: la recherche d'une maximisation des résultats boursiers, nécessaires pour répondre aux attentes des actionnaires, se substitue progressivement aux exigences de stabilisation de l'entreprise, autrefois essentielle. Ce processus s'accompagne d'une réduction du nombre de salariés dans les entreprises et d'une individualisation des salaires.

Ce phénomène a rapidement conduit à une financialisation des firmes et à l'abandon de secteurs d'activité peu rentables, accroissant ainsi le taux de chômage dans plusieurs domaines et réduisant le pouvoir des syndicats. Cette mutation de l'entreprise dans les pays industrialisés a également eu pour effet de creuser les inégalités.

Dans les années 1980, beaucoup d'Etats vont s'attacher à accompagner la libéralisation financière et assurer la **déréglementation** des marchés financiers tout en favorisant les privatisations; c'est à cette époque que la dette publique deviendra dépendante des marchés financiers.

Ce mouvement de dérégulation sera notamment favorisé par le phénomène de «revolving door»: l'entrée à la banque centrale d'individus ayant une expérience dans le secteur financier aurait un impact sur la dérégulation.

Cette expansion de la finance sera encouragée par l'acceptation des places offshores puis par l'enrichissement permis par la création de produits financiers de plus en plus risqués.

Pour pallier ces risques, le secteur financier a eu recours aux assurances, qui ont créé des produits dérivés destinés à les garantir. Ces produits dérivés ont rapidement connu un vif succès, et ces transactions ont très vite représenté le tiers du montant mondial des dépôts

*bancaires. On assistait alors au développement des fonds spéculatifs et de la technique de **titrisation** (qui consiste à répartir les risques entre une multitude d'acteurs), le but étant de transformer les dettes en produits financiers. Le développement de cette technique, ainsi que d'autres outils de redistribution des risques (ex : CDO, CDS), a été favorisé par l'abandon du système qui établissait une frontière étanche entre banques de dépôts et banques d'investissement.*

La **spéculation** s'est également accrue sous l'influence des nouvelles technologies (internet et numérique) ; les gros investisseurs institutionnels sont alors arrivés en masse, provoquant une flambée des cours. La généralisation des stocks options a également contribué à la recherche d'une progression rapide des cours. Cet emballlement conduira l'économie financière à se déconnecter de la sphère réelle: à la veille des années 2000, les actions dépassaient 180% du montant de leur introduction.

Parallèlement, les banques américaines accordent alors facilement des crédits, essentiellement dans le secteur immobilier. Les particuliers n'hésitent donc pas à s'endetter pour maintenir leur niveau de vie. C'est dans ce contexte qu'en 2007-2008, les bulles spéculatives constatées sur le marché des actifs immobiliers vont engendrer une crise immobilière, suivie d'une crise de liquidité et d'une insolvabilité bancaire. Ainsi, la crise financière s'est transformée en crise économique, puis en crise sociale. Et en se diffusant à l'économie réelle, la crise financière a entraîné des récessions, rendant nécessaire la mise en place de plans de relance et de politiques d'austérité.

La question de la défaillance des systèmes de régulation, mais aussi celle des risques pris par des banques qui, de surcroit, ne disposaient pas de fonds propres suffisants, a alors été posée pour comprendre la façon dont la crise était survenue.

Il a alors été décidé de mettre en place davantage d'outils de régulation. Ainsi, alors que la réglementation bancaire découlait essentiellement des standards internationaux établis par le Comité de Bâle créé en 1974, l'accord dit de **Bâle III** venait durcir la réglementation bancaire internationale, notamment en renforçant la résilience des grandes banques internationales.

A des échelons régionaux ou nationaux également, des systèmes de régulation existent. En Europe, c'est le Système européen de surveillance financière (SESF) qui tend à assurer une surveillance financière cohérente au sein de l'UE; il comprend trois autorités européennes de surveillance (ABE, AEMF et AEAPP) et des autorités nationales de surveillance. A cela s'ajoute le Pacte de stabilité et de croissance (PSC), autre instrument de régulation des finances visant à limiter les déficits et la dette publique. La zone euro s'est aussi dotée d'une union bancaire et des exercices de stress test ont été menés.

En France, il existe notamment l'Autorité des Marchés Financiers, qui assure la supervision des marchés, et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, qui supervise les acteurs.

Aux Etats-Unis, la signature de la loi Dodd-Franck en 2010 devait aussi venir réguler le secteur. Mais sa mise en œuvre s'avérait extrêmement longue en raison des importantes

résistances à la mise en œuvre d'outils de régulation (critiques à la règle Volcker). Et pour cause, ces réglementations ont affecté les établissements bancaires et de crédit au profit des assureurs (ex: AIG) et des fonds (ex: Blackrock)

La régulation des secteurs bancaires et financiers demeure donc difficile à mettre en œuvre, ce qui n'est pas sans favoriser l'évasion fiscale ou encore le *shadowbanking*.

De nombreuses affaires d'évasion fiscale sont régulièrement révélées, à l'image des «Pandora Papers», qui en 2021 mettait en exergue l'évasion fiscale de plusieurs chefs d'État et de gouvernement profitant de milliers de sociétés offshore. Cette découverte s'inscrivait dans le droit fil d'autres scandales comme celui des Panama Papers (2016), des Paradise Papers (2017) ou encore des China Cables (2019).

Quant à la finance de l'ombre (shadowbanking), elle se joue hors des grandes banques, repose sur des fonds d'investissements, d'assureurs ou de pensions auxquels sont appliquées des règles moins strictes qu'aux banques car elles ne reçoivent pas les dépôts des particuliers.

I ENERGIE

L'énergie se trouve au cœur des politiques gouvernementales des Etats producteurs comme des Etats consommateurs. Or la rareté des ressources est propice à la confrontation des intérêts entre acteurs et constitue en ce sens un facteur déterminant des relations interétatiques.

Grands pays producteurs

Certains pays producteurs bénéficient d'un poids économique important, à commencer par la Chine, premier producteur mondial de charbon (et premier consommateur), 4^e producteur de gaz naturel et 6^e producteur de pétrole. De leur côté, la Russie et l'Arabie saoudite sont respectivement les 2^e et 3^e producteurs de pétrole, tandis que les États-Unis, grâce aux hydrocarbures de roche-mère (gaz de schiste), sont devenus les premiers producteurs mondiaux de pétrole et de gaz.

Les compagnies étatiques contrôlent la grande majorité des réserves de pétrole et de gaz. Les compagnies privées ne représentent qu'environ 10 % de la capacité mondiale de production, mais investissent significativement dans l'exploration et l'exploitation des ressources énergétiques.

D'autres pays bénéficient également de ressources, à l'image du Brésil, devenu un grand producteur de pétrole, mais aussi de pays africains, qui concentrent de nombreux gisements de pétrole sur leurs terres (golfe de Guinée, Nigeria, Angola, Mozambique, etc.).

Depuis 2010, d'importants gisements gaziers ont été découverts au Mozambique et en

Tanzanie, qui possède également des mines d'or attisant les appétits des grandes puissances industrielles mais aussi ceux de groupes violents (montée en puissance des islamistes d'Al-Shabab à partir de 2017). Ces mannes financières alimentent également les dérives financières d'Etats peu redistributeurs.

L'énergie nucléaire

La catastrophe de Fukushima, en 2011, avait conduit plusieurs dirigeants européens à revoir leur politique en matière d'énergie nucléaire. Dans les années qui ont suivi, l'Allemagne avait par exemple décidé de sortir du nucléaire au profit du développement des énergies renouvelables, encore un temps compensé par les centrales à charbon.

Mais au fil du temps, les **énergies renouvelables se sont souvent avérées insuffisantes** pour répondre aux besoins de la population (moyens de production trop aléatoirement intermittents).

Les Etats européens se sont alors réorientés vers les énergies traditionnelles. En 2020, la Pologne affichait son souhait de construire de nouvelles centrales nucléaires quand la France, après des années de remise en question, **se tournait de nouveau vers l'énergie nucléaire**, moyen d'assurer l'autonomie énergétique du pays sans émettre de CO₂. En Afrique également, plusieurs Etats affichaient leur intention de construire des centrales nucléaires, prenant ainsi la suite de l'Afrique du Sud.

Le pétrole

L'or noir suscite depuis plus d'un siècle les convoitises d'Etats progressivement devenus de plus en plus dépendants de cette ressource. La lutte pour l'accès au pétrole est en effet apparue comme un enjeu politique majeur dès le milieu du 20^e siècle.

Au 19^e siècle naissait le marché du pétrole, concurrencé par celui de l'électricité, à la fin de ce siècle. Le développement de l'automobile, puis la Première Guerre mondiale, permettront néanmoins au pétrole de s'imposer.

D'importants accords entre les Etats producteurs et les compagnies pétrolières vont être conclus et permettre à ces dernières de s'implanter dans de nombreux pays, et ainsi d'acquérir une influence internationale majeure.

*Un véritable **cartel du pétrole** a été créé en 1928 ; il concentrerait l'immense majorité des échanges internationaux de pétrole. Cet accord dit d'Achnacarry a été conclu secrètement entre les grandes compagnies pétrolières (arrangement dit des « sept sœurs ») afin de se répartir équitablement les bénéfices mondiaux du pétrole. Les dirigeants de ces grandes compagnies, réunis en Ecosse, ont alors décidé de stabiliser leurs bénéfices respectifs en effectuant un partage des fruits du pétrole. Cet accord officieux a été maintenu jusqu'aux années 1970.*

Mais l'hégémonie des compagnies pétrolières a été remise en cause dans la seconde moitié du 20^e siècle. Plusieurs pays exportateurs de pétrole ont en effet alors décidé de se

regrouper et en 1960, l'Iran, l'Irak, le Venezuela, l'Arabie Saoudite et le Koweït se rassemblaient pour former l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (**OPEP**).

L'OPEP rassemblait des pays producteurs au poids économique si important que sa décision d'augmenter le prix des hydrocarbures (passant de 4 à 16 dollars le baril) avait conduit à un choc pétrolier. Dans ce droit fil, la plupart des réserves mondiales de pétrole ont alors été nationalisées et les pays de l'OPEP ont acquis un réel pouvoir, qui n'a ensuite cessé de diminuer : ils ne représentaient plus que 30% de la production mondiale de pétrole au début des années 1980. En outre, les gisements étaient considérés sur le déclin.

Puis, la montée en puissance du **pétrole et du gaz de schiste américain** a une nouvelle fois transformé le marché, au début des années 2010. En 2014 en effet, les producteurs américains redéveloppent la technologie de forages horizontaux permettant d'extraire du pétrole de schiste, faisant arriver de nouveaux barils sur le marché qui conduiront rapidement à une baisse des cours.

Les États-Unis sont les premiers producteurs de brut du monde mais leurs besoins sont tels font qu'ils demeurent un importateur net de pétrole. Ainsi, les Américains ont très tôt assuré leur sécurité en approvisionnement, via le pacte du Quincy. De son côté, l'URSS bénéficiait du champ pétrolifère du Caucase et de Transylvanie. Quant à la France, elle s'assurait, par les accords dits d'Evian, la disposition du pétrole et du gaz sahariens.

Considérant que les prix bas conduiront les Américains à cesser leur activité, l'OPEP ne réagira pas. Mais l'organisation dirigée par les Saoudiens finira par s'engager dans une stratégie de reconquête des parts de marché afin de contrer l'essor de la production de pétrole de schiste. Et pour cause, certains membres de l'OPEP se trouvaient alors en difficulté. C'est dans ce contexte que va naître l'**Opep+**, une coalition fondée en 2016 sur un accord entre l'Arabie saoudite et la Russie quant à des quotas de production élargie à des pays hors de l'OPEP.

Mais les nouveaux enjeux climatiques et la **nécessité de réduire la dépendance aux combustibles fossiles** ont conduit l'Opep+ et les producteurs de gaz de schiste à perdre de leur importance sur le marché pétrolier.

Cependant, l'invasion de l'Ukraine en 2022 va changer la donne : l'approvisionnement en pétrole russe étant perturbé par les sanctions occidentales, le cours de l'or noir augmente. Or, et bien que la consommation d'énergies renouvelables soit en hausse, peu de pays pourront réellement se passer de produits pétroliers, à commencer par l'Afrique, dont la consommation de gaz et de pétrole a rapidement augmenté entre 2012 et 2022. À l'inverse, les zones les plus développées (Europe, Amérique du Nord, Chine, Japon, etc.) devraient sortir plus rapidement de leur dépendance au pétrole en raison des investissements qu'elles ont effectués dans les énergies renouvelables. Cette évolution pourrait compenser la **diminution graduelle de la production** de grands pays producteurs comme les Etats-Unis et la Russie, deux géants du pétrole.

La production chute également drastiquement dans le golfe de Guinée (Guinée équatoriale, Gabon, Congo, Cameroun, Angola) depuis plusieurs années.

A l'inverse, d'autres pays africains devraient produire davantage dans le futur: au Ghana, en Ouganda ou encore en Namibie (qui a fait d'importantes découvertes en 2022 dans le bassin d'Orange). De son côté, la Libye bénéficie des réserves de pétrole les plus importantes du continent africain et devenait, en 2024, le premier producteur de brut africain.

Quant à l'Amérique latine et aux Caraïbes, ils contiennent près de 15% des ressources mondiales de pétrole et de gaz naturel. Le Venezuela dispose des plus grandes réserves mondiales connues (bien que le pays parvienne peu à les exploiter), devant l'Arabie saoudite.

L'eau

Alors que l'eau a longtemps été considérée comme une ressource inépuisable, l'augmentation démographique et les besoins naturels de l'homme l'ont placé au cœur des préoccupations: la consommation en eau a en effet quadruplé en 50 ans.

*La légitimité du Forum mondial de l'eau, créé en 1997 par le Conseil mondial de l'eau (émancipation du secteur privé et des multinationales), a été remise en cause par des acteurs de la société civile, qui craignent la privatisation de cette ressource. Certains observateurs craignaient ainsi la survenance d'une crise de l'eau. En effet, l'eau est une ressource traditionnellement considérée et gérée comme un **bien commun**.*

Son insuffisance est par ailleurs, depuis des années, considérée comme un **facteur de conflits**. Les difficultés d'approvisionnement, liées au manque d'infrastructures nécessaires à l'acheminement de l'eau et à son évacuation, s'ajoutent aux pénuries résultant de la sécheresse. En effet, dans un contexte d'épuisement des ressources, de changement climatique (ex: aridité de la bande sahélienne) et d'urbanisation croissante (qui risquerait de conduire une partie de la population mondiale à vivre en situation de stress hydrique), les pressions sur l'eau tendent à s'accroître.

Ainsi, la **transnationalité de nombreux fleuves** (Danube, Gange, etc.) est en ce sens source de potentiels conflits qui doivent être réglés par l'existence d'accords et la relative entente entre Etats voisins.

La transnationalité de nombreux fleuves est source de tensions dans différentes régions. Ainsi des eaux du Tigre et de l'Euphrate, qui divisent les pays qu'elles traversent (Turquie, Syrie et Irak). Dans cette zone, la Turquie bénéficie d'un avantage car elle contrôle presque 90% du débit de l'Euphrate; le GAP (aménagement hydraulique mené par la Turquie depuis 1972 pour construire des barrages) inquiète donc les pays dépendants de ces fleuves, notamment en raison de la baisse de débit induite par les barrages.

De même, le bassin du Jourdain est partagé entre Israël et les Territoires occupés, la Syrie,

le Liban et la Jordanie ; les frontières créées par l'ONU en 1947 ont placé Israël dans une situation de dépendance en eau, ce qui a alimenté les conflits avec ses voisins (la guerre des Six Jours a permis à Israël de contrôler toutes les ressources du bassin en prenant le contrôle du Golan).

*Ainsi également des eaux du Nil, qui divisent l'Egypte, le Soudan et l'Ethiopie. En effet, la construction du **barrage Renaissance en Éthiopie** (inauguré en 2025) remettait par exemple en question le partage des eaux du Nil. Il laissait craindre à l'Egypte et au Soudan, située en aval, que cela ne réduise la part de l'eau qui arrive sur son territoire et que son voisin profite de son pouvoir sur l'alimentation en eau. .*

Le Cachemire, d'où naissent de nombreux cours d'eau du bassin de l'Indus, représente aussi un enjeu pour la sécurité alimentaire du Pakistan ; or cette zone est source de tensions entre l'Inde et le Pakistan.

Enfin, les projets chinois de détournement des fleuves du Tibet vers les régions du nord qui manquent d'eau ou des fleuves d'Asie centrale (Irtych) vers le Xinjiang occasionnent de fortes tensions avec les pays voisins.

Face aux pressions sur l'eau, le contrôle et l'exploitation des eaux souterraines est crucial pour certains pays. Or la maîtrise de l'eau peut inciter à utiliser ce pouvoir comme **moyen de pression** (ex: menace de coupure d'accès à l'eau, détournement de l'eau par la construction d'un barrage) ou de destruction (ex: ciblage des barrages lors d'un conflit pour provoquer des inondations, pollution de l'eau). L'eau est devenue une arme géopolitique.

L'utilisation de l'eau comme instrument de guerre est interdite par les conventions de Genève de 1949 et deux protocoles supplémentaires adoptés en 1977. Cependant, l'histoire récente a montré que cela était parfois le cas, notamment à Gaza, où Israël avait été accusée d'utiliser l'eau comme arme de guerre en 2024.

En effet, les pays situés en amont d'un cours d'eau peuvent faire pression sur ceux situés en aval (réstriction, détournement du cours d'eau).

En 2018, l'Iran accusait Israël et les Emirats arabes unis de «voler ses nuages» en pratiquant l'ensemencement de nuages alors que le pays subissait la sécheresse. Cette technique avait déjà été utilisée à des fins militaires lors de la guerre du Vietnam afin de prolonger la saison de la mousson et de ralentir les troupes adverses. Selon un rapport militaire américain de 1995, cette technique permet en effet de former de la pluie ou du brouillard, voire de provoquer une tempête ou une autre catastrophe naturelle.

Les flux énergétiques

Le transport des ressources énergétiques se trouve au cœur de conflictualités diverses, certaines routes maritimes du pétrole, par exemple, alimentant nombre de tensions. Des

passages stratégiques sont ainsi très contrôlés, à commencer par le détroit d'Ormuz (par lequel transite 20% de la production mondiale du pétrole), les canaux de Suez et du Mozambique, mais aussi le cap de Bonne Espérance et les détroits de Gibraltar ou encore celui de Malacca, où sévit la piraterie.

Les nouvelles routes de la soie tendent à contourner le détroit de Malacca, car la Chine ne le contrôle pas, alors que 80 % de ses importations énergétiques y transitent.

La géopolitique des flux énergétiques concerne également l'électricité et le gaz acheminé en Europe par des **gazoducs terrestres** venus de Sibérie et transitant par des pays tiers (ex : Biélorussie).

La Russie exporte son énergie vers l'Europe occidentale grâce à trois principaux gazoducs : Nord Stream (via la mer Baltique), Yamal (via la Biélorussie et la Pologne), et Brotherhood (via l'Ukraine). Au Sud, sous la mer Noire, passent les gazoducs Blue Stream et Turkish Stream, en direction de la Turquie ; au Nord, sous la mer Baltique, Nord-Stream 1 et 2 s'acheminent vers l'Allemagne.

En Asie, un oléoduc reliant l'Extrême-Orient de la Russie et le Nord-Est de la Chine était inauguré en 2011 afin que l'or noir soit transporté vers les consommateurs chinois. Puis, un gazoduc baptisé «Force de Sibérie» était inauguré en 2019 pour relier les deux anciens frères ennemis communistes.

Ces réseaux sont régulièrement menacés par les conflits politiques; aussi la carte des oléoducs et des gazoducs fournit-elle des explications à beaucoup de conflits Proche et Moyen Orientaux.

En 2006, la Géorgie avait accusé la Russie d'être responsable d'explosions survenues sur son gazoduc alimentant le pays, mais aussi l'Arménie.

En 2022, deux attentats étaient commis contre les gazoducs Nord Stream I et II, qui alimentaient l'Allemagne en gaz russe et faisaient l'objet d'un conflit entre les Etats-Unis et la Russie.

Ainsi, les recherches de nouvelles ressources et les rivalités entre puissances pour le contrôle des infrastructures transportant l'énergie restent vives (ex : en Antarctique).

Dans les années 2000, les récurrentes guerres du gaz entre la Russie et certains pays d'Europe de l'Est (Biélorussie, Ukraine) ont fait craindre à l'Europe de l'Ouest des pénuries et rappelé sa forte dépendance vis-à-vis du gaz russe. De son côté, depuis la «révolution orange» de 2003, la Russie cherche à contourner l'Ukraine pour approvisionner l'Europe.

I La concurrence entre les gazoducs russes et le GNL américain est devenue un enjeu géopolitique majeur pour l'approvisionnement gazier de l'Europe. Dans ce cadre, les États-Unis s'intéressent notamment à la Croatie (terminal GNL de l'île de Krk et de l'Ionian Adriatic Pipeline), dans

le cadre de l'Initiative des trois mers (Baltique-Adriatique-Noire), qui réunit douze pays d'Europe centrale et orientale et devait concurrencer Northstream II.

I ACTEURS NON ÉTATIQUES

L'ordre géopolitique mondial a connu une prolifération de nouveaux acteurs considérés « hors souveraineté » et à l'influence croissante («polylatéralisme» de Pascal Lamy). Ces **acteurs privés, individuels et collectifs** (ex: mouvements sociaux, gouvernements régionaux, ONG, entreprises), sont apparus à la faveur du «retrait de l'État» (tel que théorisé par Susan Strange dans les années 1990), qui en conduisant à un désengagement des pouvoirs centraux, a laissé un espace d'action à ces entités. Dans le secteur économique par exemple, alors que les Etats maîtrisaient traditionnellement le marché, ils ont été supplantés par la montée en puissance des grandes entreprises multinationales et des marchés financiers libres.

S'ils ont ainsi été bousculés dans leur capacité d'action politique par ces acteurs non-étatiques, la montée en puissance d'une multitude d'acteurs opérant à différentes échelles **ne signifie pas la fin de l'Etat, qui au contraire se renforce** parfois grâce à eux (ex: Baidu, Ali baba, Tcent en Chine). Dans un monde globalisé en effet, où le poids de l'économie tend à supplanter la puissance étatique, le rayonnement international d'une firme renforce le prestige d'un Etat et lui apporte des bénéfices économiques.

Aussi, loin de s'opposer à la forme étatique, certains acteurs non-étatiques valorisent au contraire le rôle de l'Etat en cherchant à obtenir leur propre structure étatique (ex: le PKK lutte moins contre l'Etat turc que pour la constitution d'un Kurdistan autonome).

Multinationales

Les firmes multinationales sont considérées comme des acteurs géopolitiques incontournables en raison de leur poids économique parfois considérable. Elles disposent en effet d'une capacité d'influence sur les politiques fiscales et sociales des États et façonnent l'espace mondial en diffusant leurs valeurs et visions du monde (ex: géants de la *high tech* chinois et américains).

Il existe toutefois des liens forts entre les acteurs économiques et financiers et les décideurs politiques (ex: subventions, partenariats public-privé transformant les citoyens en consommateurs, etc.). Aussi les très grandes entreprises sont-elles parfois considérées comme des menaces à la démocratie (ex: exploitation de données par les GAFAM à des fins politiques).

Par ailleurs, malgré le rôle qu'elles jouent en tant que moteurs de l'innovation, la logique purement économique qu'elles suivent entraîne souvent des conséquences néfastes sur l'environnement qu'elles intègrent. En effet, le modèle de développement qu'elles

appliquent sur un territoire donné ne s'adapte pas aux différences culturelles ni à la géographie des lieux. Cette approche conduit ainsi à des bouleversements sociaux autant qu'à des pollutions massives et à l'épuisement des ressources.

ONG

Les organisations non gouvernementales (ONG) diffusent des valeurs universelles grâce à leurs canaux de communication (liens sur le terrain, réseaux sociaux). Elles entretiennent des relations avec les Nations unies et leurs institutions spécialisées (ex: Cnuced) afin d'œuvrer à la défense de certaines causes (ex: protection de l'environnement, défense des droits de l'homme) ou de fournir une aide humanitaire.

La question de l'indépendance des ONG est souvent posée en raison des liens que certaines entretiennent avec les milieux politiques et économiques (ex: financement par George Soros de Human Rights Watch, partenariats de WWF-France avec de grandes entreprises comme Lafarge en 1999, etc.). Elles sont ainsi pu être accusées d'être des « agents de l'étranger », notamment en Russie ou en Égypte, où les pouvoirs publics entravent volontairement leur capacité d'action.

Aussi, des Etats sous-traitent certaines de leurs activités aux ONG, qui aident les populations vulnérables. Ces organisations jouent donc un rôle important dans la politique étatique (ex: sensibilisation à certains sujets).

Cependant, la plupart des pays se contentent d'engagements verbaux en lieu et place d'actes concrets conformes aux demandes des ONG (ex: en matière d'environnement).

Mafias

Devenu une puissance à part entière, le crime organisé transnational est central au sein des sociétés contemporaines en ce qu'il prend des formes multiples, allant du trafic de **drogues** à la **criminalité économique et financière** (criminalité en col blanc, qui comprend la dissimulation fiscale) en passant par la criminalité maritime.

L'internationalisation des échanges et la financiarisation de l'économie, la dérégulation des marchés financiers et le décloisonnement du monde (ouverture des frontières avec les espaces de libre-échange, accélération des communications et des transports) ont facilité les fraudes macroéconomiques et les trafics transcontinentaux illicites. Cette situation a favorisé l'affaiblissement des instances de régulation et de contrôle. Aussi, la création des monnaies virtuelles (certaines organisations utilisent désormais le bitcoin) a permis l'extorsion de fonds à l'échelle planétaire et facilité le blanchissement d'argent.

*De plus, la faillite des Etats et la multiplication des zones grises dans le monde (Etats faibles, violences) favorisent ces flux illégaux, les organisations non-étatiques illégales (mafias, groupes terroristes, guérillas) profitant de l'affaiblissement des Etats. Ainsi assiste-t-on à l'émergence de **liens croissants entre crime organisé et terrorisme** depuis des années (ex: financement des Talibans par le trafic d'opium, d'Al-Qaida par la cocaïne*

colombienne en Afrique).

Ainsi, les mafias ont montré leur forte capacité à survivre et à s'adapter aux changements autant qu'à générer des flux financiers d'ampleur macro-économique et à s'enraciner au sein de territoires.

Les trafics sont divers : êtres humains, armes, drogues, espèces animales en danger, contrefaçons, blanchiment d'argent, corruption politique, extorsion, racket, pornographie, enlèvements, infiltration d'entreprises, etc. L'activité des mafias dépend des opportunités et chaque année, celles-ci investissent un peu plus le champ des économies légales. Aussi, les mafias entretiennent des **relations avec les institutions**, qu'il s'agisse de banques ou d'Etats.

En guise d'intermédiaire, les criminels recourent à des banques qui ont été impliquées dans de grands systèmes d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent (HSBC, UBS). En 2015, le scandale SwissLeaks avait révélé qu'en 2006-2007, HSBC avait blanchi l'argent de la fraude fiscale, des mafias et des parrains d'Al-Qaïda.

Et tout comme la mafia japonaise a traditionnellement entretenu une relation symbiotique avec le système politique et économique, certains Etats ont noué des liens de complicité avec la mafia: fabrication de faux dollars par la Corée du Nord, trafic de cocaïne organisé par la CIA (pour financer ses opérations de déstabilisation), financement des FARC par le gouvernement cubain, soutien américain à la mafia pour remettre de l'ordre dans les villes siciliennes (avant que l'île ne devienne une plaque tournante du trafic), etc. Ainsi, au Mexique ou en Colombie, des pays fortement impliqués dans le narcotrafic à destination de l'Occident, de hauts responsables de la lutte antidrogue sont souvent accusés de corruption après avoir été «achetés» par les cartels.

Grâce à leur pouvoir financier, les grands cartels mexicains de la drogue façonnent le champ politique, allant jusqu'à devenir une menace en ce qu'ils tentent de s'emparer du pouvoir d'Etat.

Aussi, en Serbie et au Monténégro, des opérations criminelles sont organisées avec la complicité des services secrets et des pouvoirs politiques. A Hongkong également, les triades agissent en lien avec le gouvernement chinois. Ainsi, l'on parle parfois de **«cogouvernance» entre l'Etat et les cartels** en raison des liens étroits qui unissent certains Etats à la mafia.

Sous la présidence Eltsine, la CIA était présente au sein des services russes et le FBI au sein des services de police judiciaires russes, tandis que les économistes américains restructuraient le pays.

Par ailleurs, les services secrets ont souvent eu recours aux services des mafias (transports, réseaux) pour mener à bien leurs opérations (ex: CIA) et certains présidents américains étaient liés à la mafia italo-américaine. Ces relations sont le fruit de décennies d'un accroissement du pouvoir mafieux.

Au 18^e siècle, l'Angleterre prenait le monopole du commerce d'opium pour asséoir sa domination coloniale. Elle en fera un instrument de sa puissance lorsqu'au début du 19^e siècle, le pays libéralise le monde en se lançant dans une course vers de nouveaux territoires et de nouvelles ressources. En Inde, elle prend la main sur la production de pavot et, en Chine, utilise l'opium pour contraindre le pays à ouvrir son marché au libre-échange (guerre de l'opium).

Puis, avec les progrès de la pharmacologie, l'internationalisation des échanges et la prohibition des drogues, la diffusion et la consommation des drogues va évoluer. L'opium se répandra dans le monde et l'on créera la morphine, la cocaïne et l'héroïne. L'accès à ces médicaments sera ensuite restreint en raison de l'accoutumance à ces produits. C'est dans ce contexte que la mafia va apprendre à raffiner l'héroïne et que naissent les premiers cartels mexicains. Leur développement sera facilité par l'ouverture d'un marché clandestin né de la prohibition des drogues aux Etats-Unis puis en Europe. Ainsi fleurissent les mafias italiennes, irlandaises ou juives, qui s'enrichissent par le racket et la prostitution.

Le crime organisé fleurira à la faveur de l'émigration de millions d'Italiens vers l'Amérique entre 1830 et 1930, alors que la mafia italienne s'impose grâce à une vaste corruption. Cet état de fait est le fruit d'une lente évolution en Sicile, qui avait peu à peu conduit les Siciliens à compter sur les liens familiaux pour assurer leur protection. C'est dans ce contexte que sont nées des sociétés secrètes clandestines visant la résistance aux envahisseurs et l'exercice d'une justice d'autodéfense contre l'oppression. Elles donneront finalement naissance à la mafia sicilienne.

En France, c'est au début du 20^e siècle que les Corses ont organisé le trafic de drogue et noué des liens avec l'Etat français, et notamment avec les services secrets (qui financent ainsi leurs opérations en Indochine) et certaines autorités locales, jetant les bases de ce qui deviendra la French connection. Celle-ci se spécialisera dans l'exportation d'héroïne et utilisera Marseille comme plaque tournante du trafic avant son démantèlement, dans les années 1970.

Aujourd'hui, l'on dénombre quatre grandes mafias en **Italie**: Cosa Nostra (mafia sicilienne), Camorra (mafia napolitaine), 'Ndrangheta (mafia calabraise) et Sacra Corona Unita. Ces groupes collaborent avec des réseaux du crime organisé issus du monde entier.

La 'Ndrangheta, composée d'une centaine de clans autonomes, est devenue une organisation criminelle majeure grâce à des ramifications un peu partout en Europe et en Amérique du Sud (cherchant également à s'implanter en Afrique et en Asie). De même, la Camorra napolitaine agit à la manière d'une grande entreprise en élargissant sa zone d'influence via ses multiples filières. Cette façon de mener ses affaires résultent des nouvelles mentalités qui avaient émergé sous l'effet de l'américanisation de la mafia italo-américaine née de l'immigration d'Italiens. Au cours du 20^e siècle en effet, la mafia ambitionnait d'accroître ses profits en appliquant les méthodes des multinationales.

En Amérique latine, les trafics sont le fruit du pouvoir des gangs. Outre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), qui ont longtemps sévi avant l'accord de paix de 2016, des groupes criminels font particulièrement rage au **Mexique**. Par leurs activités (extorsion, trafic d'êtres humains, extraction minière illégale, etc.), ils affectent l'économie et la politique du pays (corruption de la classe politique).

La guerre de la drogue au Mexique oppose les cartels de la drogue au gouvernement mexicain, impliquant l'armée mexicaine à partir de décembre 2006. Elle a conduit à la disparition de milliers de personnes et à une extrême violence.

Cette guerre contre les cartels intéresse les Etats-Unis, qui partagent une longue frontière avec le Mexique et qui subi le fléau du fentanyl.

Dans les anciens pays communistes, les mafias prospèrent en Roumanie, en Bulgarie, en Albanie, au Kosovo, en Serbie, au Monténégro et en Croatie. Les **Balkans** sont en effet devenus le lieu d'action d'acteurs-clés du crime organisé international.

L'Afrique est aussi devenue l'un des terrains de jeu de certains narcotraiquants. Outre les mafias italiennes, qui y tiennent des pays entiers ainsi que leurs ressources, les mafias créées au **Nigeria** sont progressivement devenues criminelles («cults») et sévissent notamment en Europe.

En **Chine**, les Triades sont utiles au Parti Communiste, qui les utilise pour des raisons politiques (ex: Taïwan) ; les plus importantes sont la Sun Yee On, Bambou Uni, la 14K et Alliance céleste. Elles s'adonnent au trafic de drogue, à l'exploitation d'êtres humains ou encore à la délinquance financière et cherchent à s'implanter sur tous les continents.

Quant aux mafias **russes**, elles se sont développées à l'échelle européenne, puis mondiale, grâce aux migrations illégales ou encore au trafic d'armes (près de la moitié des Kalachnikov utilisées lors des guerres africaines depuis les années 1990 viendraient d'Ukraine).

I LES NOUVELLES FORMES DE LA GUERRE

Les guerres du 2^e siècle ont été marquées par des violences extrêmes et le brouillage croissant entre civils et militaires en raison de la multiplication des **guerres asymétriques** (ex: terrorisme). Les guerres interétatiques se sont en effet raréfiées car perçues comme inefficaces et coûteuses ; le monde a plutôt assisté à l'**expansion des acteurs non-étatiques** dans les crises internationales.

Les instances internationales définissent les critères et actions qui peuvent être menées lors d'un conflit. Elles reprennent ainsi l'idée de « guerre juste » conceptualisée par Saint-Augustin au IV^e siècle pour définir un ensemble de règles de conduite morale déterminant les conditions d'une guerre moralement acceptable.

Sociétés militaires privées

Si l'origine des mercenaires remonte au moins à l'Antiquité, le développement des armées régulières lié à la montée en puissance des Etats-nations aux 18^e et 19^e siècles a longtemps éludé la notion elle-même car les besoins en militaires ont alors été comblés par la conscription et le service national. Pourtant, **les mercenaires sont utilisés pour suppléer aux armées depuis des siècles**: dans la Rome antique par exemple, l'on fait appel à des archers crétois pour renforcer les troupes parties à la conquête de la Gaule. Ce recours à des mercenaires est également courant dans les cités-États grecques.

Mais à l'époque récente, les sociétés de mercenaires vont réapparaître lors des guerres d'indépendance postcoloniale, puis durant la Guerre froide, pour éviter les affrontements directs entre les deux blocs et le risque d'escalade nucléaire (ex: financement des rébellions anticomunistes, à l'instar des *Contras*, au Nicaragua). A la fin de cette période, il s'agira là d'un moyen de limiter les pertes humaines (car désapprouvées par la population) et de mener des opérations annexes, dans le droit fil d'une privatisation progressive des fonctions régaliennes.

Aujourd'hui encore, les sociétés militaires privées (SMP) travaillent souvent en lien avec des Etats, qui les utilisent pour agir de façon non officielle à l'étranger **sans engager leur responsabilité**.

Le recours de la Russie à une société mercenaire en Afrique ou au Moyen-Orient lui permet d'avancer sur le terrain tout en pouvant se dédouaner de certains actes face aux réprobations de la communauté internationale.

Forme de «**privatisation de la guerre**», le recours à ces sociétés privées est progressivement devenu la norme. Aujourd'hui, de nombreux Etats possèdent des SMP, à commencer par les Etats-Unis et la Russie, mais aussi la France et le Royaume-Uni.

*L'Afrique du Sud a été le premier Etat occidental à créer une société militaire privée, en 1989 ; Executive Outcomes a notamment été engagée au Sierra Leone afin d'assurer la sécurisation de l'extraction et de l'exportation des richesses du pays (concessions diamantifères). Puis, à partir de 1994, la société militaire privée américaine Military Professional Resource Inc. (MPRI) est intervenue dans les Balkans. Ainsi, dès les années 1990 et au début des années 2000, des mercenaires prenaient part aux combats. Puis, d'autres sociétés américaines verront le jour, à l'instar de **Blackwater**, qui travaillera notamment en Irak et en Afghanistan pour le compte des Etats-Unis, puis changera de nom pour celui d'*Academi* après des accusations d'exactions lors de leur «guerre contre la terreur». Washington a ainsi sous-traité une part croissante de ses activités à des SMP, à l'image de *The Mozart Group*, créée en mars 2022 pour former des soldats ukrainiens, soutenir, appuyer et renforcer l'armée de Kiev durant la guerre en Ukraine.*

Cette présence américaine n'est toutefois pas différente de ce qui était observé en Afghanistan ou en Irak ou des décennies plus tôt (ex: Air America, compagnie de transport

| aérien mise sur pied par la CIA pour agir sous couverture au Vietnam).

La multiplication des SMP, essentiellement sur le continent africain, a créé un nouveau marché d'avenir pour ces sociétés qui profitent de l'absence de cadre légal international, des défaillances techniques des armées régulières africaines et de l'existence de zones de non-droit où sévissent de nombreux groupes armés.

Si certaines sociétés militaires privées font des efforts éthiques et déontologiques (les "contractors"), les mercenaires de petites sociétés (notamment sud-africaines) s'affranchissent parfois davantage de certaines règles. Les actions menées par ces sociétés privées constituent ainsi depuis des années un sujet de préoccupation dans diverses régions d'Afrique : au Sahel, dans les violences postélectorales en Côte d'Ivoire en 2010, au Cameroun ou encore en Guinée équatoriale.

De nouvelles manières de combattre

Si la guerre en Ukraine, ravivée en 2022, a marqué le retour des conflits de haute intensité en Europe, les conflits ouverts entre Etats demeurent rares (Éthiopie/Érythrée en 1998-2000, Arménie/Azerbaïdjan au Haut-Karabagh entre 1991 et 1994, etc.). Le monde a plutôt assisté à la multiplication des conflits de **basse intensité** (accrochages sporadiques, populations civiles constamment déstabilisées) ainsi qu'aux conflits joués de façon **indirecte** par des puissances régionales, à l'image du conflit au Yémen, pays qui a été le terrain d'affrontements entre l'Arabie saoudite et l'Iran (via ses milices) à partir des années 2010.

Par ces brèves confrontations, les États cherchent à imposer leur volonté sans user directement ou intensivement de la force armée.

L'idée de «guerre par proxy» menée par les Etats-Unis en Ukraine était considérée par la Russie comme une caractéristique de la politique étrangère américaine, fondée sur la dissimulation de ses intérêts stratégiques propres par la conduite de conflits indirects.

Et pour cause, l'existence d'instances supra-étatiques (ex: ONU) et de l'arme nucléaire ont rendu peu probable la survenue d'un conflit conventionnel. Les grands affrontements étatiques, tels qu'ils existaient encore au 20^e siècle, ne régissent plus les relations internationales. C'est par d'autres moyens d'action que se jouent les conflits d'aujourd'hui. Ceux-ci se font désormais protéiformes, limités (tout en étant nombreux) et impliquent une grande variété d'acteurs. Cela conduit à rendre possible la superposition des conflits au sein d'un même territoire, les rendant ainsi particulièrement déstabilisants pour la sécurité régionale et mondiale.

*Les conflits internes, un phénomène devenu majeur (guerre en Somalie entre différents groupes non étatiques après 1991, la guerre d'Afghanistan jusqu'en 2014, guerre en Syrie de 2011, en Libye, etc.), entraînent d'importantes violences chez les populations: **près de 90 % des victimes sont aujourd'hui des civils** (contre 65 % durant la Seconde Guerre*

| mondiale).

Si les guerres confrontent toujours des intérêts opposés, ces nouvelles conflictualités remettent en question l'idée traditionnelle de la guerre, une notion est déjà érodée par la notion de **guerre hybride**. En effet, cette dernière vise à déstabiliser l'adversaire en usant de différents moyens, et non plus seulement de la force militaire (ex: affaiblissement de la cohésion nationale par de fausses informations).

Si la guerre en Ukraine des années 2020 a vu le retour d'anciennes stratégies militaires (ex: mobilisation d'une partie de la population russe), certaines doctrines militaires ont été renouvelées (ex: la résistance ukrainienne reposait sur un commandement décentralisé s'appuyant sur une logistique dispersée).

Les acteurs agissent alors contre des ennemis qu'ils cherchent à perturber et neutraliser. La transgression y est reine : chacun tente de tirer parti et de jouer sur les limites du modèle de l'adversaire afin de le contraindre dans son action.

Dans ce cadre, les frontières classiques sont dépassées : les champs immatériels sont mobilisés (numérique), le temps et l'espace deviennent relatifs, les ennemis changent, les crises s'accumulent et s'enchevêtrent. De nombreux domaines sont sollicités: démonstrations militaires, instrumentalisation de la population (ex: «Marche verte» marocaine au Sahara occidental), pressions économiques, etc.

Ces nouvelles manières de faire la guerre ont multiplié les champs d'actions. On parle désormais autant de guerre nucléaire que de guerre médiatique, de guerre technologique ou de guerre financière. Il s'agit donc d'une **conflictualité multidomaines**, notamment favorisée par le développement des technologies quantiques, de l'intelligence artificielle (IA), des biotechnologies, des technologies de l'information, mais aussi des neurosciences.

Ce type de guerre, moins coûteux, est facilement accessible et efficace. Il conjugue psyware, lawfare, ingérences ciblées, techniques de déception, désinformation, cyberwarfare, dissonance massive.

Dans ce mode de conflictualité, qui s'apparente à une guerre cognitive, l'objectif est moins de convaincre que de déstabiliser et de démolir les esprits adverses en usant de divers outils et méthodes appliqués à l'échelle individuelle ou collective. La guerre cognitive ambitionne en effet de fragmenter une population, d'y semer des émotions (ex: colère, doute) susceptibles de l'amener à s'autodétruire (ex: altération du raisonnement d'individus afin d'imposer sa volonté à l'ennemi). Les perceptions et les croyances de l'adversaire sont ainsi modifiées par diverses technologies d'information et de communication afin de toucher le grand public (ex: construction de la légitimité d'une action militaire ou politique). Aussi ces opérations psychologiques atténuent-elles la frontière entre les civils et les militaires autant que les frontières nationales, risquant ainsi de nuire à la cohésion des sociétés.

Les champs de bataille ne se limitent plus aux affrontements terrestres, aériens ou

maritimes, mais englobent aussi l'espace et le cyberspace. Ce nouvel état des choses permet d'équilibrer les rapports de force entre des belligérants aux forces inégales. Avoir une armée conséquente n'est plus nécessairement considéré comme un avantage et le nombre de morts n'est plus décisif dans le combat. Les **guerres asymétriques**, qui représentent la plus grande partie des conflits depuis la Guerre froide, permettent en effet au faible de prendre l'avantage sur le fort.

Les guerres asymétriques opposent une force armée régulière à une force armée irrégulière, et donc des combattants aux forces militaires, sociologiques et politiques inégales. En effet, les acteurs les plus faibles recourent à des moyens moins techniques ainsi qu'à des méthodes et tactiques non conventionnelles en raison de leurs moyens limités. Ainsi, la guerre asymétrique peut conduire à des stratégies qui favorisent l'acteur le plus faible (ex: l'opération Barkhane, qui visait à éliminer le terrorisme, a eu pour effet de le multiplier).

*Déjà Sun Tzu (*L'Art de la guerre*) estimaient que certaines stratégies permettent d'affronter un ennemi plus fort grâce à de longues confrontations de faible intensité.*

De nouveaux outils

Les robots militaires ont largement pris place dans le paysage guerrier ces dernières années, même s'ils existent depuis des décennies (Goliath, premier robot créé en 1945) et qu'ils soulèvent d'importantes questions éthiques (ex: autonomie des robots de combat terrestre). Ces systèmes **d'armes autonomes** (robots tueurs) se sont en effet développés en l'absence de règlementation internationale.

Entre les deux Corées, un robot tueur est posté depuis 2013 par la Corée du Sud pour surveiller sa frontière avec son voisin du nord.

De leur côté, les grandes puissances mondiales misent depuis des années sur la robotisation du champ de bataille: alors que la Russie et la Turquie utilisent des systèmes téléopérés, la Chine opte pour la mise en place de systèmes autonomes d'ici 2040, une généralisation qui passe par la maîtrise des IA complexes.

In dans les années 2020, de plus en plus d'Etats et d'organisations internationales réclamaient des négociations visant l'adoption d'un traité réglementant les armes autonomes (ex: conférence à Vienne en 2024, résolution de l'Assemblée générale de l'ONU alertant sur les dangers des armes autonomes). En effet, ces armes posent de nombreuses questions: la décision de tuer peut-elle être déléguée à une machine? Qui est responsable en cas de crime de guerre?

Dès le début des années 2000, les drones se sont fortement développés. Utilisés par les Etats-Unis dans leur guerre contre le terrorisme en Afghanistan, ils seront ensuite

investis par d'autres puissances régionales, à l'instar de la Turquie, qui, dans les années 2020, devenait un acteur important du marché. Quant à l'Iran, il bouleversait l'industrie de la guerre en fabriquant des drones à bas coût, ces armes permettant d'épuiser les ressources ennemis à faible coût.

I Outre l'Ukraine, qui a eu massivement recours aux drones contre la Russie en 2024-2025, l'Iran avait utilisé ses drones contre Israël. Ces attaques portées par des Etats militairement moins puissants que leurs adversaires révélaient la puissance de ces armes capables de renverser des conflits asymétriques.

Si l'artillerie classique prédomine encore sur les champs de bataille, ces nouveaux outils transformeront la manière dont les opérations militaires sont menées. Les conflits pourront en effet être menés grâce à des armes autonomes (drones dotés d'intelligence artificielle (IA) ou pilotés à distance par des opérateurs), **commandées par des signaux quasi instantanés** (via des systèmes d'IA, capables d'apprendre et de s'adapter en temps réel).

Les États-Unis développent des « armées de drones », flottes de drones opérant dans différents environnements (air, eau, terre) et capables d'agir de façon coordonnée et quasi autonome. Si les Américains demeurent en avance sur ces technologies, la Chine et la Russie investissent de façon massive dans ces technologies.

Parallèlement à ces avancées, les **soldats ont eux-mêmes progressivement été "améliorés"** grâce aux nouvelles technologies afin d'optimiser leurs capacités de combat, leur santé ou leurs capacités intellectuelles (exosquelettes, psychostimulants, implants cérébraux pour créer une interface cerveau/machine, etc.).

La Russie avait annoncé la venue d'un soldat génétiquement modifié tandis que la Chine disait ne pas avoir de limite éthique en la matière. En Europe, l'initiative CoHoMa («Collaboration Homme-Machine») était lancée en 2022 par le Battle-Lab Terre, détachement de l'Armée de terre. L'objectif était de rassembler des industriels, des start-up, des laboratoires de recherche et des écoles d'ingénieurs autour de l'étude de la synergie entre hommes et machines.

Les innovations technologiques ont, par ailleurs, permis de mettre au point diverses armes, à l'instar des armes à énergie dirigée, capables de propager un faisceau d'ondes électromagnétiques vers une cible, ou encore des armes à micro-ondes (utilisées lors de la guerre d'Irak par l'armée américaine pour détruire les systèmes électroniques irakiens).

Les armes à énergie dirigée ont été développées par la marine américaine (qui a ainsi abattu un missile de croisière) ou encore par la Russie (système baptisé «Zadira», laser anti-drones).

De leur côté, les **missiles hypersoniques** transforment les équilibres entre grandes

puissances. En la matière, la Chine et la Russie sont en effet en avance, les deux pays ayant cherché à contrer les systèmes d'interception sol-air développés par les Occidentaux (ex: système Patriot). Or le retard occidental en matière d'armements hypersoniques les écarte d'un enjeu d'autant plus stratégique que ces armes peuvent emporter des charges nucléaires. Ces armes remettent donc en question le concept traditionnel de dissuasion, fondé sur la certitude de destruction réciproque: la capacité à s'affranchir des systèmes de défense antimissile rend en effet la dissuasion asymétrique.

En annonçant, en 2018, qu'elle disposait désormais de missiles hypersoniques (déjà Moscou était connue pour son avance dans l'électromagnétisme), la Russie rendait obsolète la puissance maritime anglo-saxonne.

Aussi, les outils de renseignement utilisés durant les conflits se sont diversifiés : réseaux sociaux, géolocalisation, logiciels de reconnaissance faciale, Clearview, Twitter, DiiA, etc. L'espace est aussi devenu essentiel pour la communication et le renseignement: les satellites sont désormais partie intégrante des opérations militaires.

Les croisements de données offrent des informations utiles, par exemple grâce à la combinaison de signaux faibles utiles à la maintenance prédictive. Nécessaire au monde du renseignement, cela permet aussi de soutenir la prise de décision militaire dans le monde réel (ex : tir possible grâce au ciblage obtenu via du renseignement) ou immatériel (ex: lutte d'influence en ligne). Ces données sont aussi bien utilisées par les Etats que par des acteurs non-étatiques (ex: secteur de la sécurité), ainsi capables de les défier (via différents outils technologiques, et notamment les smartphones).

Cyberguerre

Née de l'usage croissant des technologies informatiques, la cyberguerre, conflit sous sa dimension informationnelle, a ouvert la voie à une nouvelle forme de guerre menée au sein du cyberspace, qui est au cœur des politiques de défense des grandes puissances.

Les menaces qui pèsent sur Internet, et donc la dimension stratégique et sécuritaire du cyberspace, ont émergé dès les années 2000.

En 2007, des cyberattaques massives paralysaient une partie de l'Estonie. Des attaques ciblaient également la Géorgie en 2008 et l'Iran en 2010 (virus israélien "Stuxnet").

La numérisation du monde a donc produit de nouvelles dépendances et vulnérabilités. Ce nouveau champ de combat a notamment ouvert la voie à une nouvelle forme d'espionnage industriel ainsi qu'au vol de données d'entreprise par la technique des rançongiciels (blocage d'un système informatique par des hackers qui attendent ensuite la rançon de la personne concernée). L'industrie des logiciels d'intrusion à but lucratif, utilisés pour espionner des personnes n'étant pas des cibles légitimes, n'a cessé de se développer. La cyberguerre ne concerne donc pas seulement les militaires, mais aussi les civils, dont les infrastructures sont également frappées. Une **grande variété d'acteurs**, allant des Etats aux individus en passant par les entreprises, peut ainsi entrer en guerre les

uns contre les autres de manière relativement anonyme et indépendamment des barrières frontalières. L'espace digital constitue donc un terrain partagé entre des intérêts publics et des intérêts privés parfois difficiles à distinguer.

Certaines cyberattaques affectent les civils, d'autres touchent des multinationales, des infrastructures industrielles (ex : réseau électrique ukrainien ou réseau de gestion de la distribution d'eau en Floride en 2021) ou encore des Etats et leurs services publics (ex: service de santé irlandais victime d'un «rançongiciel», tout comme plusieurs hôpitaux français). Cela peut affecter des secteurs stratégiques (attaques contre des compagnies énergétiques, de transport, de télécommunications, etc.); ce fut le cas en 2012 de Saudi Aramco, firme pétrolière attaquée par Shamoon, un malware destructeur. Parfois, les attaques de «double extorsion» affectent des centaines d'entreprises à travers le monde en même temps. Nombre de piratages sont menés à des fins politiques, à l'instar du virus «WannaCry» en 2017.

Ces dernières années, les cyberattaques se sont multipliées. Elles sont régulièrement attribuées aux «autocraties désinhibées», à savoir la Russie et la Chine, qui utilisent l'espace numérique contre l'Europe, ses institutions, ses entreprises et sa population (espionnage, sabotage, déstabilisation, manipulation de l'information, etc.). Mais beaucoup d'autres Etats se livrent à cette guerre, à l'image d'**Israël et de l'Iran**, qui s'y adonnent depuis les années 2000, mêlant guerre électronique, opérations de cybersécurité et activités de cyber intelligence.

| Le virus Stuxnet avait paralysé le programme nucléaire iranien en 2010.

Dans ce contexte, la récupération de données est devenue un enjeu de taille, intéressant aussi bien les Etats que les hackers (ex: vol des données de 4,5 millions de passagers d'Air India en 2021, vol de données médicales en Australie, en 2022). Le développement du *big data* et l'utilisation de certains logiciels a en effet ouvert la voie au détournement régulier des capacités de surveillance par des organisations criminelles, mais aussi étatiques.

L'accumulation croissante des données, les possibilités toujours plus grandes de croisement et de stockage de ces données a en effet offert des perspectives immenses à la médecine ou au marketing autant qu'aux agences de renseignement. Certains logiciels permettent en effet de déstabiliser économiquement et géopolitiquement des Etats. Par exemple, le logiciel «Pegasus», vendu à de nombreux pays (Maroc, Hongrie, Inde, Rwanda, etc.), leur permettait de viser militants, avocats, journalistes, activistes ou encore hommes politiques et chefs d'Etat.

La **cybersécurité** est donc devenue un enjeu géopolitique majeur des sociétés contemporaines tant pour les Etats que pour les organismes privés. Le secteur de la cyberdéfense s'est ainsi fortement développé afin de contrer l'action de ceux qui sévissent dans un **cyberespace peu régi par le droit**. Les institutions internationales et régionales ainsi que les Etats ont en effet mis en place différents organismes destinés à la défense de leurs systèmes d'information, à l'instar de l'Agence nationale de la sécurité des

systèmes d'information (ANSSI) en France.

La cyberdéfense est née avec le développement des premiers réseaux militaires d'Internet (création d'Arpanet en 1969 et envoi du premier email en 1971). Dès lors, la question de la protection des flux d'informations transitant entre les bases militaires s'était en effet posée.

Dès les années 2000, les Etats-Unis se dotaient d'un «**cyber-commandement**» (*US Cyber Command*), tout comme la Russie ou la Chine. De leur côté, les pays africains se sont emparés plus récemment de la question (*Cyber Africa Forum*). De même, le Conseil de sécurité de l'ONU ne tenait sa première réunion publique formelle sur le thème de la cybersécurité qu'en 2021, à l'initiative de l'Estonie ; l'objectif était de favoriser la collaboration entre les pays et l'adoption de normes juridiquement contraignantes en la matière.

Les Etats et la communauté internationale cherchent également à réguler le pouvoir des puissants acteurs privés présents au sein de l'espace numérique et qui exploitent les données de leurs utilisateurs, ressources dont ils tirent leurs profits, mais aussi grâce à leur situation quasi monopolistique (ex : rachat de YouTube par Google).

La puissance nucléaire

Le développement de l'arme nucléaire, à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, a profondément modifié la nature des relations entre Etats. Et pour cause, la puissance létale de cette arme est telle que son utilisation à grande échelle provoquerait immanquablement la destruction des deux camps averse.

La dissuasion nucléaire, qui stabilise le monde depuis des décennies, repose sur l'équilibre de la terreur: deux pays détenteurs de l'arme nucléaire se trouvent dans une situation de destruction mutuelle assurée (MAD) qui implique le maintien d'un équilibre entre grandes puissances nucléaires.

Chacun doit donc développer son propre arsenal afin de dissuader son éventuel adversaire. C'est ce à quoi se sont attelées les grandes puissances nucléaires: Etats-Unis, Chine, Russie, Royaume-Unis, France.

A ces puissances se sont ajoutés, au fil des décennies, l'Inde, le Pakistan et Israël. Constatant dès lors qu'elles ne contrôlaient plus cette arme, les premières puissances nucléaires allaient dès lors tenter de freiner toute émergence de nouvelle puissance nucléaire.

*Les Etats-Unis chercheront à empêcher l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran (ennemi de leur allié israélien) et la Corée du Nord. Ils seront en cela aidés par le **traité de non-prolifération** (TNP), de 1968, principal accord de désarmement nucléaire ayant ouvert la voie à l'interdiction de toute maîtrise de l'arme nucléaire par de nouveaux Etats.*

Déjà la létalité de l'arme nucléaire avait rendu nécessaire la mise en place de restrictions.

Les premières négociations allant dans ce sens ont lieu dès 1958 ; elles aboutissent au traité de Moscou de 1963, au traité de Washington de 1971, et à de nombreux accords ultérieurs. Parmi eux, les accords SALT (Strategic Arms Reducty Treaty) de 1972 et 1979, suivis des accords START de 1991 et 1993, puis du traité New START.

Aussi, des zones exemptes d'armes nucléaires ont été déterminées: des traités ont en ce sens été conclus pour l'Amérique latine et les Caraïbes (traité de Tlatelolco), le Pacifique Sud (traité de Rarotonga), l'Asie du Sud-Est, l'Afrique (traité de Pelindaba) et l'Asie centrale.

Si de multiples accords ont été signés pour restreindre la prolifération de ces armes, les grandes puissances ont quant à elles poursuivi leurs programmes de modernisation et de renouvellement des arsenaux nucléaires. .

Cette arme demeure en effet un outil géopolitique crucial pour ces Etats, qui s'en servent pour asseoir leur pouvoir. C'est notamment ce qui a permis à la Russie de faire face à l'OTAN durant la guerre en Ukraine, débutée en 2022.

La menace nucléaire a été ravivée dans les années 2020, lorsque les conflits en Ukraine et au Proche-Orient ont nourri les tensions entre grandes puissances. En effet, les deux principales puissances nucléaires, la Russie et les États-Unis, se retrouvaient alors dans un conflit armé semi-direct risqué en Ukraine. De plus, la Russie s'est alors retirée du traité New Start.

La guerre de l'information

A une époque où les réseaux de communication ont acquis une importance cruciale et où la conquête des esprits apparaît primordiale, la pratique de la **guerre psychologique** est plus que jamais pertinente.

La propagande de guerre est ancienne: en relatant ses campagnes militaires victorieuses contre les Gaulois, le proconsul romain Jules César présentait son attaque contre les Belges comme «défensive» car estimant avoir anticipé leur offensive. Il décrivait de surcroît avec outrance la force de ses adversaires et leurs lourdes pertes.

Chaque camp use du *sharp power* que Joseph Nye définissait comme «l'usage trompeur d'informations à des fins hostiles», tentant de démontrer le bien-fondé de son action en contrôlant l'information ou la désinformation par divers outils: réseaux sociaux, création de mouvements de fonds partisans, *hack on leak* (pénétrer dans les systèmes), déstabilisation, «fausses nouvelles» (*«fake news»*), piratage puis exploitation politique, etc. Ces actions suscitent des contre-attaques, qui passent notamment par la **chasse aux fausses informations**, faisant ainsi du champ de l'information un espace de combat qui brouille l'idée même de vérité.

Ces dernières années, la désinformation a particulièrement été utilisée durant la guerre en Ukraine. Chaque camp avait interdit les médias adverses sur son territoire et cherchait à orienter sa propre opinion nationale et à la rendre méfiante vis-à-vis de toute

information adverse. Alors que les médias occidentaux diabolisaient le président russe, Moscou s'évertuait à ridiculiser les Européens.

Chaque camp a fait porter la responsabilité de la guerre à l'autre et imposé une unique version des faits en disqualifiant certaines voix divergentes (Naming and Shaming) ou encore en polarisant l'opinion, empêchant ainsi la construction individuelle d'un point de vue neutre.

Ces pratiques de propagande de guerre ne sont toutefois pas nouvelles et reposent toujours sur plusieurs principes, parmi lesquels: attribuer la responsabilité de la guerre à l'adversaire, engager des artistes en faveur de la guerre, édifier la guerre comme une lutte pour une cause sacrée, etc.

Outre les contextes de guerre, la désinformation a également été utilisée lors de la crise sanitaire en 2020-2021. Selon le second rapport de l'Hybrid CoE Research en effet, la Grande-Bretagne aurait alors mené une traque aux résistants sur Internet. Le Département du Numérique, de la Culture, des Médias et du Sport (DNCMS) aurait utilisé les services du GCHQ britannique pour collaborer avec les géants du numérique et ainsi identifier et supprimer les contenus contredisant les médias officiels sur les réseaux sociaux. En 2020 déjà, The Times rapportait que le GCHQ avait lancé une cyberopération offensive pour lutter contre la propagande anti-vaccins diffusée sur Internet par certains Etats.

Le terrorisme

Le terrorisme est une méthode d'action qui frappe aveuglément la population civile de façon non territorialisée. C'est un combat politique qui se mène par la violence.

Le terrorisme s'est développé avec les anarchistes du début du 20^e siècle, puis avec différents groupes nationalistes ou régionalistes (ex: IRA en Irlande). Mais au 21^e siècle, le terrorisme change d'échelle. Outre les attaques menées contre les tours du World Trade Center en 2001, il est marqué par la montée en puissance de groupes terroristes en Afrique, à commencer par **Al-Qaida et l'Etat islamique** (EI) qui mènent notamment des actions dans des pays éloignés de leur base.

Dans les années 2010, l'Irak et la Syrie ont ainsi subi la montée en puissance de ce terrorisme islamiste, notamment après 2014, lorsque l'EI a instauré un califat dans la région. La **Libye** a aussi été fortement déstabilisée par des groupes terroristes depuis la chute de Mouammar Kadhafi.

En **Somalie**, c'est la violence du groupe islamiste Chabab qui a déstabilisé toute la corne de l'Afrique (Ethiopie, Kenya). Au **Nigeria**, la secte Boko Haram s'est développée avant d'instaurer en 2014 un «califat» sur certaines zones du pays et de se rallier à l'EI. Quant au **Yémen**, Al-Qaida y a prospéré dans les années 2000. Le terrorisme islamiste s'est également fortement implanté au Sahel (EI au Burkina Faso, au Mali, en République démocratique du Congo et au Mozambique).

L'organisation État islamique a cependant territorialement disparu depuis 2019 en Irak et en Syrie, mais elle est restée active, revendiquant ensuite divers attentats à travers le monde.

*L'Organisation État islamique sous-traite depuis 2014 ses activités terroristes à des groupes islamistes «autonomes» susceptibles d'agir au niveau national. Cela lui permet d'infiltrer plus facilement les institutions politiques et militaires et d'utiliser ces cellules dormantes le moment venu. Ces procédés sont aussi bien utilisés dans le monde musulman que dans l'Asie centrale post-soviétique, où des mouvements djihadistes spécifiques à chaque république de la région se font concurrence. Ces groupes sont en effet très présents **dans les territoires de l'ex-URSS**, et notamment au Tadjikistan, où les luttes claniques pour le pouvoir politique ont affaibli l'Etat au risque de faire chuter le pays dans l'islamisme, mais aussi en Ouzbékistan ou au Turkménistan.*

*Ainsi du groupe **État islamique au Khorassan** (EI), qui opère principalement dans la zone Afghanistan-Pakistan, mais qui est présent dans tout le « Khorassan » historique (de l'Afghanistan au Pakistan, en passant par l'Iran et d'autres pays d'Asie centrale) et se déplace dans tout le Caucase. Aussi, l'EI est encore présent entre la Syrie et l'Irak, où il se redéploie via ses militants en œuvrant notamment contre les forces irakiennes et kurdes. Quant aux cadres du mouvement EI, ils se trouvent plutôt à proximité des frontières turques ou jordaniennes afin de mieux gérer la manne financière de l'organisation (placements financiers), qui interroge sur les liens entre la haute finance et le crime organisé.*

Ces «filiales» de l'EI, capables d'agir au niveau national au nom de l'État islamique, doivent favoriser l'avènement d'un califat mondial que les djihadistes disent vouloir instaurer.

Ainsi, malgré les luttes menées contre les groupes et réseaux djihadistes, ceux-ci se sont durablement installés dans certaines régions du monde, notamment dans les **Balkans**, une zone originellement peu touchée par le salafisme.

Comme souvent, le terrorisme s'y est installé dans un contexte de guerre, marqué par la destructuration des Etats et le besoin d'aide humanitaire. C'est en effet par le biais d'associations caritatives humanitaires, financées par des pays du Moyen-Orient (Arabie saoudite, Jordanie, etc.) et venues en aide aux populations, que se sont construites des mosquées ou encore des écoles. Sous couvert de secours humanitaire, ces ONG offraient des avantages financiers à ceux qui suivaient leurs règles (ex : octroi de sommes importantes aux individus se laissant pousser la barbe).

Cette implantation a été favorisée par les tensions régionales, nationales ou internationales, **attisées par certaines puissances** régionales comme la Turquie ou les monarchies du Golfe, mais aussi par les pays occidentaux.

Une opération clandestine de la CIA, impliquant une dizaine d'autres services de renseignement, a par exemple été menée à partir de 2011 pour écarter Bachar Al-Assad

du pouvoir. Les Etats-Unis avaient en effet décidé d'assurer un soutien clandestin à la rébellion en Syrie, et donc à des groupes armés dits modérés, mais en réalité dominés par des djihadistes. Ce soutien a favorisé la montée en puissance des armées djihadistes via l'approvisionnement de l'armée syrienne libre. De plus, les Etats-Unis avaient financé une organisation d'opposition après 2006 (Mouvement pour la justice et le développement) et financé une chaîne de télévision diffusant des informations anti-régime syrien (voire soutenant un renversement), ce qui a favorisé la révolte populaire de 2011.

Ce type d'opération aux multiples effets collatéraux n'est pas nouveau. Déjà dans les années 1980, les Etats-Unis avaient soutenu les moudjahidins afghans contre les Soviétiques; certains allaient devenir les Talibans, puis Al-Qaida.

De même, en 2003, en s'engageant en Irak, les Britanniques risquaient de favoriser un terrorisme ensuite susceptible de viser les intérêts occidentaux (ex: attentats de Londres en 2005).

En effet, les groupes terroristes ne peuvent survivre sans le **soutien de puissances étatiques régionales ou internationales**.

Formé de mercenaires, l'Etat islamique a par exemple été financé jusqu'en 2014 par l'Arabie saoudite. Par ailleurs, la majorité des dirigeants de l'EI étaient d'anciens officiers de l'armée irakienne ou issus du parti Baath sous Saddam Hussein. Ils auraient également été soutenus par le régime syrien à leurs débuts pour combattre les djihadistes du Front Al-Nosra (anciennement Al-Qaïda). En outre, ils ont bénéficié d'une certaine tolérance occidentale favorisant leur avancée.

Selon certains observateurs, cela explique que les membres de l'EI, majoritairement non islamistes, aient disposé de moyens colossaux dès leur conquête en Irak et que la religion n'ait joué qu'un rôle secondaire dans leur action.

Ils sont également alimentés par les divers trafics qu'ils mènent (ex: trafic de biens culturels Moyen-Orient et en Afrique) et que des systèmes financiers avantageux ou opaques favorisent (ex: hawala)

Les crypto-actifs sont de moins en moins utilisés par les organisations terroristes.

De plus, les terroristes s'adaptent aux nouvelles technologies, comme en témoigne l'intégration de l'intelligence artificielle et des drones à leurs outils.

Ces ressources leur permettent de multiplier les attaques dans différents endroits du monde, quels que soient les régimes politiques, de l'Europe au Moyen-Orient en passant par l'Afrique, avec des revendications différentes. Le terrorisme touche en effet indistinctement les démocraties libérales et les régimes autoritaires.

I MENACES BIOLOGIQUES

Depuis les années 2000, le monde a fait face à plusieurs crises sanitaires: syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) en 2003, pandémie grippale associée au virus A (H1N1) en 2009, épidémie du virus Ebola en 2014, pandémie de SARS-CoV-2 en 2020, variole du singe en 2022, etc.

Face à ces nouveaux défis, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tentait d'assurer la coordination internationale afin de prendre des mesures susceptibles d'enrayer efficacement la propagation de ces agents infectieux.

Dès 2005, un Règlement Sanitaire International (RSI) avait été adopté par 196 états pour lutter internationalement contre la propagation d'agents pathogènes. Aussi en 2009, l'OMS mettait en place un plan mondial de préparation à une pandémie de grippe afin d'aider les Etats membres dans leur gestion de la crise. Puis, d'autres mesures de planification ont été prises, comme la Stratégie mondiale de lutte contre la grippe 2019-2030.

En effet, la survenue d'une pandémie mondiale était prévue par la CIA ("rapport sur l'état du monde en 2025" publié en 2009), par les Livres blancs sur la défense et la sécurité ou encore par la Banque mondiale. Une simulation de pandémie mondiale avait donc été effectuée en 2019 ("Event 201"). De même, chaque année depuis 2018, un exercice d'anticipation était effectué avec la conférence sur la sécurité de Munich : empêchement des grands rassemblements, mesures de distanciation sociale, etc.

■ En 2025, un accord international sur la prévention et la lutte contre les pandémies était adopté par l'OMS. Il était d'emblée dénoncé par les Etats-Unis en raison des risques de dysfonctionnements et de la menace qui pèse sur la souveraineté des Etats.

La guerre bactériologique

L'usage des armes biologiques est ancien : en 1347, les Turcs auraient, lors du siège de Kaffa, fait catapulter les cadavres de pestiférés par-dessus les remparts, déclenchant une épidémie qui serait à l'origine de la Peste noire.

Mais le premier acte de guerre biologique (considéré comme tel) sera la propagation délibérée de la peste par les Mongols. Plus tard, en 1763, c'est la variole qui sera délibérément transmise aux Indiens par les troupes anglaises. Puis, pendant la Première Guerre mondiale, les bacilles du charbon et de la morve déclencheront des épidémies chez les chevaux des forces alliées.

C'est dans ce contexte qu'un programme français d'armement biologique avait été mis sur pied au sortir de la Grande Guerre. Ce sera ensuite au tour des Russes de développer des usines de fabrication d'armes biologiques permettant la mise au point de nombreux agents pathogènes «militarisés» (variole, peste, etc.) et la conduite de recherches poussées (ex : virus Ebola et Lassa). Les Américains vont, eux aussi, s'intéresser aux armes biologiques : dans les années 1940, un programme de recherche sur les armes biologiques

verra le jour à **Camp Detrick**. Les Etats-Unis s'orienteront ensuite, à la fin du 20^e siècle, vers des programmes dits de «biodéfense» (projet «Clear Vision» développé par la CIA de 1997 à 2000 et visant à recréer les petites bombes bactériologiques fabriquées par l'URSS dans les années 80).

Des techniques innovantes vont ainsi progressivement être mises au point: technique du DNA Shuffling en 1994, synthèse complète *in vitro* de virus connus (ex: synthèse du virus de la poliomyélite, du virus H1N1 de la grippe espagnole de 1918, etc.), etc.

La France sera parmi les pionniers dans le domaine des armes biologiques et chimiques.

Au début du 20^e siècle, grâce à ses travaux sur la diffusion de pathogènes par l'air et les nuages artificiels, Auguste Trillat jouera un rôle important dans la création et le développement du premier programme français d'armement biologique et chimique. Puis, la France utilisera la poudrerie du Bouchet pour en faire un centre important, le Centre d'études du Bouchet, dédié à la défense contre les menaces biologiques et chimiques.

Mais ces programmes d'armes biologiques seront souvent conduits dans le secret, se cachant parfois sous des activités civiles ou défensives. Cela a pu permettre à certains pays de dénoncer des activités dont l'existence reste difficile à prouver.

Après le début de son invasion de l'Ukraine, la Russie dénonçait l'existence de recherches secrètes menées par les États-Unis, qui avaient fondé un vaste réseau de laboratoires de recherche mettant en œuvre des programmes biologiques militaires afin de contrôler les populations vivant dans différents pays du monde. Ces centres seraient notamment situés en Géorgie, au Kazakhstan, en Ukraine mais aussi en Sierra Leone, au Burkina Faso ou encore au Cameroun.

Toutefois, nombre de recherches et de centres sont bien connus, à commencer par celui de Fort Detrick, qui demeure un centre dédié à la recherche sur la prévention contre les armes biologiques, de même qu'existent en France des laboratoires de haut confinement dédiés à la recherche médicale de classe 4 (plus haut Niveau de sécurité biologique (NSB)), et dont la plupart relèvent du Ministère de la Défense.

L'existence de ces laboratoires pose la question de leur sécurité. En effet, la conservation de certains agents dangereux dans des stocks très protégés (ex : virus Ebola, virus de la variole) présente d'importants dangers en raison des risques d'accidents ou de **bioterrorisme**. De même, la manipulation et la résurrection d'un virus, ou encore le transfert de gènes inhibant la réponse immunitaire humaine constituent de véritables menaces.

*En 2001, une série de lettres piégées à l'**anthrax**, bactérie qui provoque la maladie du charbon, provoquait cinq morts aux États-Unis. Le centre militaire de Fort Detrick, et son laboratoire P4 de l'Institut de recherche sur les maladies infectieuses de l'armée américaine, était soupçonné d'être la source potentielle du charbon.*

Or les accords internationaux, ratifiés par nombre d'Etats, n'ont pas permis de freiner la

multiplication des preuves de leur détournement et donc la poursuite d'activités potentiellement dangereuses.

*Le premier accord international qui a tenté de limiter l'usage des « poisons » au cours d'un conflit armé serait un accord ratifié entre la France et la Prusse en 1675 et qui interdisait l'emploi des « balles empoisonnées » (« Accord de Strasbourg »). Des siècles plus tard, le **Protocole de Genève de 1925** interdira le recours aux armes chimiques et l'étendra aux armes bactériologiques dans les conflits armés, sans interdire leur mise au point. Puis, la **Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques** (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction sera signée en 1972.*

ENJEUX GÉOPOLITIQUES ACTUELS

Le monde est en pleine reconfiguration: alors que l'hégémonie américaine s'atténue peu à peu, la Russie et, à plus forte raison, la Chine, entendent s'imposer comme des acteurs majeurs au sein du nouvel ordre international qui se dessine.

Parallèlement, des puissances montantes tentent d'accroître leur pouvoir, ajoutant aux tensions entre grandes puissances (Chine/Inde, Iran/Israël, Turquie, etc.). Les BRICS cherchent à rééquilibrer le monde afin de jouer un plus grand rôle dans les affaires internationales (ex: le Brésil exige un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU). Et pour cause, ils représentent 50% de la population mondiale et environ 40% du PIB mondial. En outre beaucoup de ses membres sont à la pointe en matière de technologies (ex: cryptomonnaies), quand d'autres tendent à s'imposer comme pays médiateurs et négociateurs de paix (ex: Arabie Saoudite, Turquie). Anciens «gendarmes du monde», les Etats-Unis ne jouent donc plus le rôle de médiateur, ponctuellement dévolu à certaines puissances émergentes.

Cette nouvelle donne remodule l'ancien équilibre des pouvoirs dans le monde. Le multilatéralisme décline, et avec lui, le droit international. D'ailleurs, régulièrement jugées inefficaces, les institutions internationales, à commencer par l'ONU ou la CPI, voient leur existence remise en cause.

Ce contexte permet aux puissances étatiques d'agir à leur guise, sans réels garde-fous. Aussi les relations internationales sont-elles désormais marquées par l'incertitude, les rapports de force et les volontés de domination, qui parfois s'exercent sans vergogne. Sans puissance monopolistique imposant unilatéralement sa vision du monde, il règne, pour l'heure, de multiples conflictualités entre des Etats aux intérêts divergents. Les relations internationales ont ainsi vu se multiplier les conflits asymétriques, l'appropriation de territoires stratégiques, les zones grises dans la mondialisation, etc. Parallèlement, le monde a assisté, ces dernières années, à l'accroissement spectaculaire des dépenses militaires (en 2024, la hausse était la plus forte depuis la fin de la Guerre froide).

L'époque est ainsi malmenée par de vives et nombreuses rivalités, sur fond de crise climatique et d'instabilités régionales multiples, dans un monde multipolaire dont l'environnement géostratégique a été profondément

renouvelé par la multiplication des menaces variées.

I LA PUISSANCE CROISSANTE DES PAYS «DU SUD»

Ces dernières années, les puissances émergentes ont renforcé leur pouvoir sur le monde à mesure que leurs rangs grossissaient. Les BRICS se sont en effet élargis. Outre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, ils ont également intégré l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Indonésie et l'Ethiopie (depuis 2024). A cela s'ajoutent les «d'États partenaires» (Bolivie, Indonésie, Kazakhstan, Cuba, Ouganda, etc.).

La création des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), en 2009, avait marqué les prémisses de cette évolution, à une époque où le pays de l'Oncle Sam tendait à décliner. Puis, leur élargissement et leur poids économique croissant tendait à les constituer en «Sud global», une notion qui permet, selon l'Inde, de rassembler des nations aux héritages communs: lutte contre le colonialisme et l'apartheid (en Afrique) ou contre les mesures occidentales (ex: Chine contre les traités inégaux). Pour le Brésil, il s'agit d'une forme de résurgence du mouvement des «non-alignés».

Ces pays ont pourtant longtemps favorisé une forme d'occidentalisation de leur territoire (exode rural, transformation des paysans en ouvriers, progrès techniques, suppression des cultures traditionnelles, etc). Cependant, aujourd'hui, la Russie et la Chine se distinguent notamment de l'Occident par les valeurs qu'elles diffusent autant que par le régime politique qu'elles promeuvent: un système de gouvernement stable qu'elles opposent à des régimes démocratiques libéraux jugés fragiles et changeants. Ces puissances privilégiennent un pouvoir fort, un «Léviathan», capable d'exercer une réelle coercition et que les Occidentaux qualifient d'autocraties.

De leur côté, les Etats-Unis mènent une politique extérieure hobbesienne qui s'inspire, en outre, de Carl Schmitt (distinction ami/ennemi).

Représentant désormais **48 % de la population mondiale** et 30 à 40 % du PIB global, ils sont devenus les moteurs de la croissance mondiale, bouleversant ainsi l'ordre international. Malgré leurs divergences de position et des intérêts parfois contradictoires, ils se sont constitués en tant que bloc de puissances, faisant émerger l'idée d'un **«Sud global»**.

Soutenues par une puissance économique et technologique croissante (ex: force navale chinoise, armes russes, etc.), les puissances émergentes s'imposent progressivement sur la scène internationale et assurent leur autonomie. Désireuses de ne plus subir les sanctions imposées par l'Occident, ils ont mis en place les moyens de s'en affranchir.

I En 2025, les BRICS fustigeaient « les mesures coercitives unilatérales » (embargos et restrictions) imposées par Washington et Bruxelles contre la Russie, l'Iran, Cuba ou le Venezuela. Ces sanctions n'étaient jugées ni morales ni légales.

Outre la réorientation des échanges commerciaux vers de nouveaux marchés (ex: réorientation des flux commerciaux russes vers l'Asie), les BRICS ont créé les outils de leur autonomie.

Le corridor de transport international nord-sud (INSTC), destiné à relier l'Inde, l'Iran et la Russie, relie par des routes commerciales de nombreux pays d'Eurasie. Il révèle le progressif déplacement de l'activité économique vers la Chine, les pays du golfe Persique et l'Asie du Sud-Est.

I En 2025, soumise à des sanctions américaines, l'Inde cherchait à se rapprocher de ses voisins chinois et russes.

En sus de la New Development Bank (Nouvelle banque de développement), ils ambitionnent de créer une monnaie commune.

La Banque de développement des BRICS, née en 2014, vise à financer des projets d'infrastructures et de développement dans les économies émergentes; elle promeut par ailleurs l'utilisation des monnaies locales (environ un tiers des financements sont effectués dans les monnaies des pays membres). Cette institution, basée à Shanghai, devait concurrencer le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Cependant, c'est par le biais du dollar américain que les opérations sont effectuées (financements et prêts), le dollar servant également d'unité de compte à la Banque. De plus, le projet de création d'un Fonds monétaire commun aux BRICS peine à advenir. Quant à l'idée d'une monnaie commune, ce projet reste en suspens. En effet,

alors que l'Inde et le Brésil affirment encore leur attachement au dollar comme monnaie d'échange internationale, le projet se heurte, en outre, à de nombreuses difficultés (ex: la Chine, seule véritable puissance monétaire des BRICS, devrait assurer la convertibilité et la gouvernance nécessaire à un tel rôle tout en assurant être une garante neutre).

Ils ont également **développé des systèmes alternatifs** afin d'accroître leur autonomie. L'Iran, la Russie et la Chine souhaitaient notamment créer des systèmes alternatifs à SWIFT, notamment en regroupant les membres de l'OCS, de l'Union économique eurasiatique (UEE), de l'ANASE ou encore des BRICS.

Dès les années 2010, les sanctions contre l'Iran, les tensions sino-américaines ou encore les sanctions contre la Russie suite à l'annexion de la Crimée avaient créé les conditions du développement accru de structures et de mécanismes alternatifs au modèle occidental. De même, l'exclusion des banques russes de la plateforme financière SWIFT, suite à l'invasion de l'Ukraine en 2022, a contribué au développement accéléré d'infrastructures de paiement propres à certains pays ou zones monétaires. Le SEPA en Europe, le CIPS chinois ou le SPFS russe devaient alors se développer et ainsi fragmenter le système monétaire mondial.

En aspirant ainsi à une refonte du système financier international issu de la Seconde Guerre mondiale (Fonds monétaire international et Banque mondiale) ainsi qu'à s'affranchir du dollar, ils ont œuvré à une progressive désoccidentalisation de l'économie internationale.

Mis en place en 1944, les accords de Bretton Woods organisaient le système financier mondial autour du dollar, devenu monnaie de réserve susceptible d'être échangée à tout moment par de l'or («as good as gold»). Après 1971 et la fin de la convertibilité du dollar en or, la libéralisation financière s'est accélérée.

Cependant, les Etats-Unis ont continué à bénéficier de la suprématie du dollar durant des décennies, notamment car les pétrodollars leur ont assuré une mainmise sur les réserves d'or noir (grâce au pacte de l'USS Quincy de 1945, assurant que le marché énergétique mondial serait coté et libellé en dollars). En outre, le recours au dollar pour l'ensemble des échanges du commerce international a fait de cette monnaie la monnaie de réserve

universelle.

Face à cette suprématie américaine, des voix se sont régulièrement élevées. Dès 1965, le Général de Gaulle avait suggéré un retour de l'étalon-or, tel qu'il existait avant 1914. Plus récemment, entre 2000 et 2003, Saddam Hussein avait décidé d'échanger son pétrole en euros. De même, le colonel Kadhafi avait annoncé vouloir créer un dinar africain fondé sur l'or (le dinar-or, permettant les transactions pétrolières). Ces velléités indépendantistes, communes à plusieurs États producteurs de pétrole, avaient terni leurs relations avec les Etats-Unis (Venezuela, Nigeria, Angola, Iran, Russie).

En effet, les pays «du Sud» recourent de plus en plus aux monnaies nationales dans leurs échanges, accompagnant ainsi le mouvement de **dédollarisation** des économies. Nombre de puissances mondiales augmentent en effet déjà leurs réserves dans les devises de leurs partenaires: désormais, la quasi totalité des échanges entre Moscou et Pékin sont réalisés en **roubles et en yuans**. Aussi, dès 2023, le commerce pétrolier avait pour moitié été effectué sans le dollar.

Après 2014, en raison de ses différends avec l'Occident, la Russie était entrée dans un processus de dédollarisation de son économie et de son système financier afin de faire face aux sanctions américaines. Elle avait alors conclu des alliances avec certains partenaires (ex: Turquie, Chine) afin d'échanger les matières premières contre d'autres devises. Dans le même temps, la Russie a largement accru ses stocks d'or et continué à réduire ses réserves en dollars au profit de l'euro, de la livre sterling ou encore du renminbi chinois. Ainsi, la Russie, comme la Chine, s'émancipait du dollar, favorisant la montée en puissance du yuan, une évolution sensible depuis une dizaine d'années. C'est dans ce contexte que l'Arabie saoudite décidait, en 2022, d'accepter les yuans pour ses ventes de pétrole à la Chine, au détriment du dollar. De même, la Banque centrale indienne autorisait les paiements internationaux en roupie indienne.

Par ailleurs, la banque centrale russe a conclu des accords d'échange de devises avec certains pays (Iran, Chine et Turquie), un moyen de rétorsion et de contestation de l'hégémonie américaine. De même, le yuan numérique permet à la Chine de contester l'hégémonie du dollar dans les transactions internationales. De son côté, l'ASEAN promeut des monnaies locales afin

d'éviter l'utilisation du dollar comme monnaie de référence dans les échanges commerciaux.

I Lors de l'invasion russe en Ukraine en 2022, le gel de 300 milliards de dollars de réserves russes placés dans les pays occidentaux avait conduit la Russie à exiger un paiement en roubles ou en yuans chinois pour les importations de gaz ou de pétrole russe par les pays occidentaux. Aussi, les dépôts en dollars et en euros avaient été remplacés par des dépôts en yuan dans les banques russes.

I En 2025, le président chinois et les dirigeants de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) actaient l'idée d'une banque de développement dédiée aux pays de l'alliance. L'objectif est de financer les projets économiques des pays membres tout en atténuant leur fragilité face aux chocs liés à la suprématie du dollar.

Avec la remise en cause de la domination du dollar dans les échanges internationaux, c'est la puissance économique et militaire américaine qui s'effrite. Le poids des sanctions occidentales s'allège et le dollar s'affaiblit le dollar (sa demande diminuant).

*L'utilisation du **dollar comme arme économique** au service des intérêts américains et l'extraterritorialité de leurs sanctions ont été de plus en plus contestés par les pays que cible Washington. De plus, le gel des avoirs (ex: adopté contre la Russie en 2022) a fait du billet vert une monnaie de réserve peu fiable pour ceux qui contestent la politique américaine (ex: Corée du Nord, Iran). Enfin, les nombreuses sanctions imposées à l'Iran (en 2012, exclusion du système SWIFT, un système mondial permettant d'opérer des virements bancaires), puis à la Russie (à partir de 2014) et à la Chine (après 2018) ont rendu nécessaires l'émergence d'alternatives.*

Cependant, le dollar demeure un instrument monétaire international essentiel, son utilisation hors du territoire américain étant encore importante (échanges commerciaux et financiers, réserve de change, etc.).

Si la part du dollar dans les réserves des banques centrales a diminué depuis

les années 2000, elle s'élève encore à près de 60%. La mondialisation économique demeure ainsi encore entre les mains du géant américain, dont le poids économique et financier reste prépondérant.

Par ailleurs, loin de construire un véritable modèle novateur, les BRICS tendent à maintenir le système international rassemblé autour des Nations unies et leurs infrastructures de coopération (ex: paiements en monnaies locales) demeurent à leurs balbutiements. De plus, le G20, bien que traversé par de nombreuses crises et tensions, représente encore 85% du PIB mondial et les trois quarts des échanges commerciaux internationaux; aussi reste-t-il central.

Les pays émergents perpétuent le mode de production capitaliste qui a permis leur montée en puissance (en dépit d'un contrôle accru de l'Etat sur les grandes entreprises en Chine et en Russie). Leur modèle de développement reste ainsi similaire à celui des pays occidentaux (exploitation de ressources, etc.) et ne remet pas fondamentalement en question le système mis en place au sortir de la Seconde Guerre mondiale.

I RÉÉQUILIBRAGE DE LA GOUVERNANCE MONDIALE ?

Alors que le multilatéralisme, système international créé et établi par les États-Unis en 1945, a longtemps été la règle, la multiplication des crises et des acteurs puissants a remis en cause la régulation de l'ordre international par les institutions internationales existantes (ONU, FMI, Banque mondiale, etc.).

Dans les années 1990, le multilatéralisme avait le vent en poupe et le monde se voyait régulé par les normes et l'interdépendance entre Etats. C'est dans ce contexte qu'avait été signé le protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre, en 1997 ; l'Organisation mondiale du commerce (OMC) étant, quant à elle, créée en 1995 ; parallèlement, des tribunaux pénaux internationaux (ex: pour l'ex-Yougoslavie) étaient institués.

Cependant, ces institutions ont été remises en cause pour leur inefficacité ou leur manque de légitimité. Outre l'ONU, dont l'élargissement du Conseil de sécurité reste une question en suspens, la Cour pénale internationale (CPI) est jugée partielle; quant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), elle n'a cessé d'être souvent contournée au profit d'accords régionaux.

I Certains conflits, perçus comme « périphériques », sont laissés à l'écart des enjeux internationaux gérés par la communauté internationale. Ils sont révélateurs du désengagement international face à certaines crises (ex: Soudan). Ainsi, en 2025, les BRICS remettaient en question l'ONU, qu'ils estimaient devoir être réformée en raison de son incapacité à éviter les guerres. De même, ils dénonçaient les mesures d'austérité imposées par le FMI en ce qu'elles ne favorisent pas le développement des Etats concernés. Enfin, ils entendaient prendre en charge les questions environnementales, l'Occident se montrant inefficace en la matière.

Dans ce monde multipolaire, les BRICS tendent de plus en plus à s'imposer politiquement. Or, réunies par la volonté de lutter contre l'hégémonie occidentale, son modèle et sa domination, ces puissances ambitionnent de diffuser d'autres valeurs et de rebâtir un ordre international plus juste, non plus dominé par les Occidentaux. Cette ambition était déjà affichée, dès 2001 par l'**Organisation de coopération de Shanghai** (OCS), qui manifestait la volonté de rééquilibrer les rapports internationaux et de rompre avec l'unilatéralisme occidental.

Depuis 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est un outil de coopération politique, économique et sécuritaire concurrent des organisations occidentales. Elle offre une alternative aux structures orientées vers l'Occident et œuvre à la constitution d'un "ordre international juste". Elle s'attache à créer des liens de coopération, notamment en matière de sécurité collective. Rassemblant la Russie, la Chine, le Pakistan mais aussi des États post-soviétiques, elle vise à contrebalancer l'influence occidentale dans la région. Elle y parvient à mesure que ses membres gagnent en importance et que son attractivité et son poids sur la scène internationale augmentent.

Quant à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), créée en 2002, elle est le pendant oriental de l'OTAN.

Rassemblés autour d'un passé commun (lutte contre l'Occident et sa domination), les pays du Sud attirent des pays qui voient en eux une alternative aux Etats-Unis ou à l'Europe. C'est le cas de nombreux pays

d'Afrique, qui après avoir été longtemps assujettis aux puissances coloniales, privilégièrent une Russie, une Chine ou une Turquie qui se présentent comme respectueux de leur souveraineté et dénués de toute volonté d'ingérence. Les grandes puissances émergentes exercent ainsi un pouvoir d'attraction qui leur permet de nouer des liens avec de multiples acteurs et ainsi d'accroître leur influence.

En outre, malgré des positions et des intérêts divergents, ils affichent certaines postures communes qui les opposent à l'Occident (ex: défense des Palestiniens à Gaza). Un nombre croissant de pays du Sud, à l'image de l'Arabie saoudite, du Brésil ou de la Turquie, refuse en effet de s'aligner sur les positions occidentales dans de multiples domaines (échanges commerciaux, crises régionales, etc.).

I En 2025, les BRICS condamnaient les opérations israéliennes et américaines en Iran, les qualifiant de « violations du droit international ». Ils s'accordaient, en outre, sur l'idée de reconnaître un Etat palestinien. Aussi réclamaient-ils le retrait complet d'Israël de la bande de Gaza.

I L'année précédente, l'Afrique du Sud avait saisi la Cour internationale de justice, accusant Israël d'«actes de génocide contre le peuple palestinien à Gaza».

Aspirant à devenir un véritable contre-pouvoir, les BRICS s'affirment comme des puissances diplomatiques capables d'apaiser certains conflits régionaux (ex: Turquie, Arabie saoudite), parfois malgré leur traditionnelle réserve (ex: Chine).

I En 2025, la Chine dénonçait les frappes israéliennes, soutenant Téhéran tout en proposant sa médiation. Déjà en 2023, le pays avait joué le rôle de pacificateur dans le rapprochement entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Ainsi, l'unilatéralisme américain se voyait peu à peu remis en question à travers diverses actions et oppositions décisives (ex: utilisation du droit de

veto au Conseil de sécurité des Nations unies lors du conflit syrien).

Ce bouleversement de l'ordre international tend à reconfigurer les relations internationales: les anciennes puissances perdent de leur pouvoir au profit de BRICS qui rassemblent les deux principaux fournisseurs de pétrole de la péninsule arabique et détiennent une partie de la dette européenne et américaine.

Ces nouveaux rapports de force rendent plus pressante la **désoccidentalisation de la gouvernance mondiale** que les puissances émergentes appellent de leurs vœux. C'est notamment le cas du Brésil et de l'Inde, qui réclament des sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU. De même, l'Afrique exige une représentation équitable dans les instances internationales pour participer aux affaires du monde.

Les BRICS estiment que le «Sud global» étant désormais puissant (démographiquement, technologiquement, économiquement, etc.), les instances internationales (qui accordent encore surtout de la place à un Occident pourtant déclinant) doivent évoluer.

Cette reconfiguration n'empêche pas ces pays d'entretenir des alliances avec l'Occident.

La Turquie ou encore l'Inde se placent dans une situation d'équilibre vis-à-vis des puissances mondiales, privilégiant l'intérêt national à l'alignement systématique à Washington ou Pékin (ex: on parle de «multi-alignement» en Inde).

I CONFRONTATIONS DE PUISSANCES

Constitution de zones d'influence

La montée en puissance du nationalisme et du protectionnisme dans le monde tend à la constitution progressive de zones d'influence sur lesquelles s'exerce le pouvoir de quelques-uns. Russes, Chinois et Américains cherchent en effet à maîtriser les territoires qu'ils estiment faire partie de leur giron afin d'assurer la sécurité de leur territoire national en conservant une influence sur une large zone voisine.

Dans une forme de résurgence de la doctrine Monroe, cela tend à l'avènement

de pôles de puissance. Ainsi de la Chine, qui a replacé Hong Kong et Macao sous son contrôle, s'impose en mer de Chine et au Tibet (ex: projets de barrage, interférence dans le processus de désignation du Dalaï-Lama) et lorgne sur Taïwan, qu'elle considère comme étant une partie de son territoire. Pékin ambitionne en effet de réunifier l'Empire du Milieu et d'assurer sa cohésion pour 2049, date du centième anniversaire de la victoire de Mao.

Quant aux Etats-Unis, après avoir déclaré, en 2025, vouloir annexer le Groenland (pour le militariser et contrôler ses réserves de terres rares) mais aussi fusionner avec le Canada, ils ont accentué leur contrôle sur l'Amérique latine (déploiement militaire dans les Caraïbes).

Ainsi, tandis que la Chine tend à prendre le contrôle de la zone asiatique, le pays de l'oncle Sam avance vers la constitution d'un bloc nord-américain unifié.

De son côté, la Russie avait annoncé, dès 2011, vouloir créer une «Union eurasiatique» avec les anciennes républiques soviétiques. Le pays a ensuite annexé la Crimée en 2014 et entamait de prendre les régions russophones d'Ukraine quelques années plus tard.

Les puissances régionales étendent également leur zone d'influence, à l'image de la Turquie, qui accroît son pouvoir en Libye ou encore en Syrie.

De son côté, Israël porte le projet de «Grand Israël» au Moyen-Orient, qui tendrait à la dislocation des pays musulmans.

Ces visées hégémoniques reposent sur une logique d'expansion fondée sur le respect de la souveraineté étatique. Chacun entend voir respecter sa zone d'influence et « s'abstenir d'imposer leurs propres valeurs ou modèles aux autres », pour reprendre des propos chinois. La Russie milite également pour la préservation de la diversité des civilisations.

Ce modèle promu par les puissances émergentes rompt avec la globalisation des années 1990 qui tendait à faire advenir un monde uniformisé soutenu par l'idée d'une démocratie universelle.

Désormais, chaque puissance étatique estime en effet pouvoir se régir comme elle l'entend, avec sa spécificité civilisationnelle et ses propres aspirations, sans ingérence étrangère.

Si d'aucuns parlent de l'avènement d'un monde multipolaire, d'autres

estiment au contraire que nous nous orientons vers un monde apolaire, c'est-à-dire un monde sans pôle, fondé sur la souveraineté des Etats nations.

C'est une coexistence pacifique respectueuse des souverainetés nationales et du droit international que proposent ces puissances.

I En 2025, la Chine dénonçait de graves violations de la souveraineté nationale de l'Iran par Israël. Pékin réaffirmait son attachement au respect du droit international.

L'avènement de la Realpolitik ?

A rebours du multilatéralisme et de l'interdépendance entre nations, les relations internationales tendent aujourd'hui à privilégier des politiques de puissance néonationalistes. La montée du souverainisme conduit en effet à poursuivre une politique extérieure essentiellement motivée par l'intérêt national, entraînant le monde dans une logique de compétition fondée sur une posture plus pragmatique qu'idéologique. Les relations internationales tendent en effet à davantage se baser sur des intérêts économiques et politiques ponctuels.

Cette forme de Realpolitik, notamment prôné par la République populaire de Chine, a peu à peu été investi par les grandes puissances de ce monde, et notamment par les Etats-Unis.

L'Union européenne restait encore quelque peu à la marge de ce mouvement, privilégiant souvent la poursuite d'intérêts idéologiques.

Désormais, les pays les plus influents privilégient leurs intérêts particuliers et s'affrontent plus qu'ils ne coopèrent, rendant fluctuantes les relations interétatiques. En nouant des liens au gré des intérêts du moment, les relations répondent à des logiques transactionnelles qui instaurent de nouveaux rapports de forces dénués de réel engagement. Les anciennes alliances sont régulièrement écartées au profit d'**alliances stratégiques ponctuelles**.

Les **politiques de puissances autonomes** resurgissent ainsi dans un monde qui laisse s'épanouir l'**interventionnisme unilatéral**. Défendant leurs propres intérêts, les Etats créent un environnement qui apparaît fracturé, façonné par des blocs, des alliances ou des coalitions concurrentes où les prises

de position se confrontent et se polarisent.

Les confrontations se jouent souvent de façon indirecte (ex: OTAN et Russie en Ukraine), parfois directement entre puissances régionales (ex: Iran et Israël) ou entre forces déséquilibrées (ex: Chine et Taïwan).

Les Nations unies n'interviennent pas directement, le Conseil de sécurité étant en effet souvent paralysé par le droit de veto et les divergences de position, laissant pleinement les rivalités de puissance s'exercer.

Les rivalités se déploient dans différents endroits du monde, aussi bien dans l'Indo-Pacifique qu'en Afrique, lieu d'affrontements entre la Russie, l'Occident et la Chine.

Le concept stratégique d'Indo-Pacifique est une réponse occidentale aux ambitions chinoises: c'est un moyen d'inclure l'océan Indien à l'Asie-Pacifique afin de mieux contrôler les velléités chinoises dans la zone.

Russes et Chinois exercent en effet de plus en plus d'influence sur le continent africain, des territoires longtemps placés sous la coupe occidentale. Ils s'y implantent via leurs sociétés militaires privées (ex: *Africa corps*) et leurs investissements massifs. Outre la concurrence avec les Occidentaux, Russie et Chine y mènent une lutte d'influence qui les oppose régulièrement.

*La Russie a accru ses investissements et son soutien militaire en Afrique. Le pays disait respecter la souveraineté, les traditions et valeurs des États africains **partenaires dans leur volonté d'indépendance et d'autonomie**. De même, les entreprises de sécurité privées chinoises ont accru leur présence en Afrique (ex: pour la protection de grands projets d'infrastructure liés aux Nouvelles routes de la soie (BRI), notamment au Kenya). Elles sont contrôlées par l'Etat chinois et son personnel est notamment composé d'anciens membres de l'Armée populaire de libération (dirigée et contrôlée par le PCC).*

Ainsi, malgré certaines postures anti-occidentales communes, chacun se livre à une bataille visant son propre intérêt national.

Malgré certaines postures franches (ex: BRICS refusant de condamner la Russie en Ukraine, défendant les Palestiniens), chaque pays entretient ses propres alliances: tandis que la Russie continuait à entretenir des liens avec Israël, l'Amérique latine fustigeait les frappes israéliennes sur Gaza, que l'Inde

| ne condamnait pas.

En cherchant à redéfinir, à leur profit, les grandes zones d'influence mondiales, ces pays répondent à des objectifs hégémoniques qui induisent des rivalités entre les membres des BRICS (Chine/Inde; Chine/Russie). Aussi les BRICS apparaissent-ils davantage comme un agrégat de puissances aux intérêts parfois divergents que comme un groupe soudé. Le poids et les intérêts économiques, militaires, technologiques ou financiers déterminent ainsi l'orientation prise par chacun au sein du groupe: alors que la Chine domine par son poids économique, l'Inde affiche sa puissance technologique quand l'Afrique du Sud et la Russie y voient un outil de puissance diplomatique.

I Ces dernières années, les BRICS se sont montrés en désaccord sur certaines questions internationales (ex: l'Inde et l'Arabie saoudite, liées à Washington, ont adopté des postures plus mesurées que les autres sur la guerre à Gaza). Ainsi, les critiques sont demeurées prudentes sur les conflits mondiaux afin de pas isoler certains membres, au risque d'atténuer l'impact collectif du groupe.

I C'est ainsi que le « groupe de La Haye » s'était constitué en 2025 en réaction à la guerre menée par Israël. Ses membres (Inde, Malaise, Cuba, Libye, etc.) s'accordaient à ne vendre à l'Etat hébreu aucune armes susceptible d'être utilisée à Gaza.

Déclin du droit international?

Depuis des années, l'impuissance des institutions internationales face à de récents conflits majeurs (ex: Syrie, Ukraine, Gaza, etc.) a laissé les appétits particuliers et la loi du plus fort remplacer le droit international autant que le droit humanitaire.

De nombreux évènements sont venus illustrer cette tendance: mandats d'arrêt émis par la CPI contre les présidents russes et israéliens demeurés lettre morte; attaques menées par Israël et les Etats-Unis en 2025 sans qu'aucune instance médiatrice n'intervienne et au mépris du droit international (ex: violation de la souveraineté iranienne sans avoir été attaqué, entrave à l'accès

de l'aide humanitaire à Gaza, bombardements d'hôpitaux); poursuite par les autorités chinoises, en mer de Chine méridionale, de leur expansion territoriale en dépit de la décision d'un tribunal international invalidant leurs revendications maritimes, etc.

En faisant de la force un instrument des relations internationales, au détriment du respect de l'ordre international, la violence s'est peu à peu banalisée. D'aucuns vont jusqu'à revendiquer des violations du droit international, au risque d'une inversion des normes (ex: droit de se défendre revendiqué par Israël en lieu et place du droit d'attaquer; légitime défense invoquée pour répondre à d'éventuelles menaces futures) et sans réaction de la part de ses alliés.

Le recours à la force au mépris du droit international n'est pas nouveau. Les interventions abusives (ex: long maintien américain en Afghanistan, chute du régime en Libye) ou fabriquées par des prétextes (ex: armes de destruction massive en Irak) passaient outre l'aval des Nations unies dans les années 2000-2010. Or elles ont conduit à instaurer des chaos dans les territoires concernés

I UN MONDE DE PLUS EN PLUS CONFLICTUEL ?

De nouveaux terrains de rivalités

Le monde semble devoir faire face à des menaces croissantes mêlant cyberattaques, guerres de l'information ou encore conflits de haute intensité (Iran/Israël, Ukraine) tandis que se multiplient les zones conflictuelles: au Moyen-Orient (Palestine, Syrie, Yémen), en Asie (Birmanie, Pakistan, Bangladesh), en Europe (Ukraine, Russie), en Afrique (Soudan, RDC). Ainsi, depuis le début des années 2000, le nombre de conflits a augmenté dans le monde (tout comme celui des **décès de civils** dans les conflits). A cela s'ajoutent les violences liées aux activités illicites (ex: trafic de drogue), à la politique (ex: coups d'Etat), mêlant parfois indignations populaires et guerres de gangs (ex: Amérique centrale, Haïti).

De surcroît, le champ conflictuel s'étend désormais à l'espace, au cyberspace ou encore à l'espace sous-marin (câbles internet). Sur lui s'exercent de plus en plus de tactiques hybrides et d'opérations clandestines visant à faire pression

sans affrontement direct.

I Les mers sont devenues le théâtre d'un nombre croissant de conflits: sabotage de câbles sous-marins en Baltique, flotte fantôme russe sillonnant les eaux, exploitation des fonds sous-marins au large de la Papouasie, mines dérivantes en Mer Noire, marché noir maritime, menace navale chinoise, trafics illicites visant à contourner les sanctions, attaques asymétriques par le biais de drones, etc.

Ces nouvelles rivalités s'intensifient à mesure que les impérialismes locaux et régionaux s'affirment. Elles conduisent à la création de nouveaux partenariats militaires et sécuritaires qui installent sur la durée la dynamique actuelle tendant à la remilitarisation du monde.

Alors qu'on dénombrait environ 100 conflits actifs chaque année à la fin du 20^e siècle, le monde a vu ce nombre atteindre 170 au cours des années 2020-2023.

Accroissement de l'arsenal militaire

Ces dernières années, dans un contexte de tensions globales croissantes, les **dépenses militaires mondiales ont atteint des records**, et pas seulement dans les zones de conflits.

A l'inverse, les montants dépensés pour des opérations de paix représenteraient moins de 1% des dépenses militaires totales (selon l'Institute for Economics & Peace).

Si les Etats-Unis restent ceux qui dépensent le plus, la Russie consacre 6% de son PIB à la défense (et donc davantage en pourcentage de son PIB). En Europe, les dépenses ont également augmenté. Outre la Pologne, qui a significativement accru ses dépenses militaires durant la guerre en Ukraine, d'autre ont également renoué avec la militarisation, à l'instar de l'Allemagne.

Déjà entre 2014 et 2022, les dépenses militaires européennes avaient progressé de 32%. Quant aux dépenses de l'OTAN, elles représentent désormais plus de la moitié des dépenses mondiales.

De l'autre côté de la Méditerranée, tandis qu'Israël a massivement accru ses

dépenses pour mener son offensive à Gaza, l'Arabie saoudite a suivi, dans une moindre mesure, le même chemin.

Dans les pays d'Amérique centrale et aux Caraïbes, l'augmentation des dépenses de défense sont surtout motivées par la lutte contre le crime organisé : la République dominicaine a accru ses dépenses pour lutter contre les gangs en Haïti, pays voisin dont les violences ont des répercussions sur son sol. En Afrique, la République démocratique du Congo a nettement accru ses dépenses (+105%) pour faire face aux tensions avec le Rwanda, de même que le Soudan du Sud (+78%).

En Asie, le Japon a doublé ses dépenses de défense après avoir longtemps été contraint par sa Constitution. Quant à la Chine, elle a acquis et modernisé son arsenal nucléaire (son arsenal est passé de 350 à 410 têtes nucléaires). L'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord ont également augmenté leurs stocks, tout comme les autres détenteurs de l'arme nucléaire.

I Les neuf États disposant d'un arsenal nucléaire (Chine, États-Unis, la France, Inde, Royaume-Uni, Israël, Pakistan, Corée du Nord et Russie) ont dépensé plus de 86 milliards d'euros en 2024 pour les armes nucléaires (11% de plus que l'année précédente).

Or dans un monde où la guerre nucléaire est de plus en plus brandie comme une menace (provocations mutuelles durant la guerre en Ukraine entre l'Occident et la Russie), l'accroissement de l'arsenal nucléaire semble particulièrement dangereux.

Utilisées à proximité ou sur le champ de bataille, les armes nucléaires tactiques (ANT) présentent un risque élevé d'escalade. Or, en 2023, des ANT avaient été déployées à des fins dissuasives en Biélorussie par la Russie afin de placer un parapluie nucléaire au-dessus de ce partenaire susceptible d'être pris pour cible par l'Occident. L'année suivante, la Russie procérait à des exercices militaires impliquant des armes nucléaires tactiques.

Nouvelles logiques de compétition stratégique

Avec l'évolution technologique, économique ou encore financière, les

nouvelles conflictualités ont pris de nouvelles formes. La guerre est désormais invisible, économique et continue. Plus subtile, elle s'exerce à travers les armes monétaires, le contrôle de l'information, les **prédations économiques** et industrielles ou encore les menaces énergétiques. La compétition s'exerce dans tous les domaines : économique, social, juridique, commercial et culturel.

C'est donc sur de multiples champs que s'exercent les stratégies de puissance, faisant de la capacité à **maitriser l'innovation, la science, les technologies et l'industrie** un facteur crucial des politiques extérieures. C'est un moyen d'assurer la sécurité nationale en s'imposant sur la scène internationale.

Outre le développement des technologies, des biens et des services, les Etats tentent de brider les avancées de leurs adversaires afin de renforcer leur sphère d'influence géopolitique et d'ainsi mieux contrôler certains espaces stratégiques, dominer les marchés et assurer leur suprématie à la fois technologique et industrielle.

Dans cette entreprise, les politiques industrielles autant que les politiques de recherche (civiles et militaires) constituent l'un des facteurs fondamentaux des confrontations géoéconomiques actuelles. Opérant à l'échelle mondiale, celles-ci répondent à une logique «techno-nationaliste» particulièrement visible en Chine: Pékin tente de prendre le leadership économique mondial pour mieux définir les règles du jeu économique et industriel en lieu et place des Américains. Pour cela, le pays multiplie les initiatives (élargissement de sa sphère d'influence via les Routes de la soie, ambitions sur Taïwan, rôle accru au sein des institutions économiques et internationales (ex: création de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures en 2014).

Quant à la puissance américaine, elle se déploie à travers ses technologies, son pouvoir politique mais aussi son monopole en matière de normes (qui lui permet d'imposer des sanctions et de forts droits de douane). De son côté, l'Union européenne, en raison de ses faiblesses structurelles et de ses politiques historiques, est souvent considéré comme un acteur de second ordre au milieu des stratégies industrielles chinoises et américaines. A cela s'ajoutent d'autres acteurs émergents, dont la puissance s'accroît notamment par la technologie (ex: Inde) ou l'armement (ex: Turquie). Les BRICS investissent par ailleurs fortement dans la recherche scientifique.

De nouvelles manières de faire la guerre

L'escalade des tensions dans le monde est favorisée par la guerre technologique, qui amorce une ère nouvelle.

Les grandes puissances se livrent en effet à une course effrénée à la militarisation de l'intelligence artificielle, à la mise au point de drones sophistiqués et autonomes (ex: essaims de drones permettant des opérations coordonnées sans intervention humaine), au développement de la cyberdéfense et de la guerre électronique. Les États-Unis, la Chine (à travers le «Made in China 2025», visant à faire du pays un leader mondial dans les technologies de pointe) et la Russie rivalisent pour dominer ces technologies, exacerbant ainsi les tensions internationales. Quant à l'Europe, elle tente de se frayer un chemin vers la souveraineté technologique.

Les puissances régionales développent également les moyens de leur autonomie stratégique (ex: Turquie), ce qui leur permet de concurrencer les grandes puissances et ainsi de rééquilibrer les forces.

Cependant, la compétition dans l'armement militaire repose sur de nouveaux besoins concurrents et entraîne des rivalités fondées sur le contrôle de territoires particulièrement riches en ressources critiques. Un tel contexte risque d'accroître les conflits asymétriques et les risques d'escalades incontrôlées (ex: RDC), dans un environnement qui manque de cadres juridiques et éthiques.

A ce titre, l'Ukraine est convoitée par la Russie et les Etats-Unis, le pays détenant de grandes réserves de fer, de titane, de charbon, d'hydrocarbures et possédant des terres agricoles aux rendements élevés. L'Arctique est aussi devenu une zone stratégique du point de vue des ressources minières. Elle attire la Russie tandis que les Etats-Unis lorgnent sur les ressources du Groenland. Quant à la Chine, c'est le marché des semi-conducteurs qui la pousse un peu plus à prendre Taïwan. Enfin, l'Afrique demeure particulièrement convoitée.

Terrorisme

A l'échelle mondiale, le terrorisme demeure une menace. Les organisations terroristes n'ont cessé de démontrer leur résilience et leur capacité d'adaptation malgré les moyens considérables qui ont été déployés par les Etats pour lutter contre le djihadisme.

C'est notamment le cas de l'Etat islamique, parvenu à survivre malgré les

coups portés contre l'organisation (ex: diminution de ses ressources, assassinat de ses dirigeants).

I Dans les années 2020, l'EI a mené des attaques en Irak et en Syrie, mais aussi en Iran, sur le continent africain et en Afghanistan. Il agit par l'intermédiaire de ses «provinces» extérieures: État islamique dans le Grand Sahara, État islamique en Afrique de l'Ouest, État islamique en Afrique centrale, EI Somalie, EI Libye et au Khorasan (EI-K) basé en Afghanistan et au Pakistan.

I Le groupe État islamique continue d'être actif non seulement sur le terrain, mais aussi grâce à ses publications sur les réseaux sociaux.

Quant à Al-Qaida, l'organisation agit encore par le biais de ses filiales locales, à l'image du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) au Sahel, d'Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) ou des shebabs (branche d'Al-Qaida en Somalie).

Le Sahel apparaît ainsi comme l'épicentre du terrorisme. La plupart des attaques sont menées par le Groupe de soutien à l'islam (GSIM ou JNIM), lié à Al-Qaida, et par l'Etat islamique au Sahel (EIS). Ainsi, le Burkina Faso et le Mali figurent parmi les pays les plus touchés par le terrorisme dans le monde. Viennent ensuite le Pakistan, la Syrie ou encore Israël (ex: attaque du Hamas en 2023) et l'Afghanistan. Quant au continent européen, il est touché par des attaques sporadiques (ex: attaques au couteau en Allemagne).

De nombreux pays luttent contre le terrorisme. C'est notamment le cas de l'Inde, qui, en 2025, avait subi un attentat visant des touristes au Cachemire indien, relançant une crise avec son voisin pakistanais (ex: frappes indiennes contre des infrastructures terroristes au Pakistan).

En Chine, la forte répression exercée sur les Ouïghours s'exerce au nom de la lutte antiterroriste.

Enfin, certains islamistes radiaux, contre lesquels l'Occident a lutté pendant des années, sont parvenus au pouvoir. En Afghanistan, les Talibans ont ainsi repris Kaboul en 2021, annonçant la fin de la guerre globale contre le

terrorisme menée par les Etats-Unis. Moscou entreprenait alors de normaliser ses liens avec le nouveau gouvernement afghan: en les retirant retirés de sa liste des organisations terroristes, les Talibans devenaient finalement des « alliés dans la lutte contre le terrorisme ».

En Syrie, l'ancien djihadiste d'Al Quaida, al-Joulani, devenait président par intérim en 2025 après le renversement de Bachar el-Assad.

Malgré cela, les pays occidentaux continuent leur lutte contre le terrorisme en Afrique.

I En 2025, les États-Unis ont mené des frappes contre les groupes terroristes en Somalie.

Des conflits latents

A la marge des grands conflits qui agitent le monde actuel (Ukraine, Gaza, etc.), des «**conflits gelés**» demeurent.

Le terme « conflits gelés » est apparu dans les années 1990 pour évoquer les rébellions séparatistes et les conflits figés après la chute du bloc soviétique. Il désigne les conflits n'ayant fait l'objet d aucun traité de paix ni accord politique, et susceptibles de resurgir à tout moment.

Souvent oubliés par la communauté internationale – malgré leur importance pour les populations concernées – ces conflits peuvent, à tout moment, de nouveau prendre de l'ampleur. Cela a notamment été le cas, dans les années 2020, au Haut-Karabakh.

Nombre de conflits latents perdurent dans le monde: conflit chypriote, qui dure depuis cinquante ans, celui du Sahara occidental, du Cachemire, de l'Ossétie du Sud, de la Transnistrie, de la Crimée ou encore du Somaliland.

Ces conflits gelés font vivre les populations dans un environnement permanent d'insécurité et d'instabilité. En effet, les **périodes de trêve alternent avec des périodes d'affrontements** qui entraînent des déplacements de populations autant que d'importantes régressions économiques. Entre guerre et paix, sans sécurité réelle et durable, les régions ne peuvent se développer. De plus, beaucoup de ces conflits impliquent les grandes puissances régionales et internationales, qui les alimentent au gré de

leurs intérêts. Ainsi, leurs rivalités préfigurent de l'évolution du conflit sur ces territoires devenus le théâtre d'affrontements souvent indirects.

I ECONOMIE

Etat de l'économie mondiale

Le **ralentissement de la croissance économique mondiale** (environ 3% en 2024) et du commerce international révèle les disparités entre grandes puissances, l'Inde, la Chine et la Russie montrant les plus forts taux de croissance face à un Occident en berne. Ce ralentissement est également révélateur de l'affaiblissement de la croissance chinoise, bien que les pays émergents et en développement continuent à porter la croissance mondiale.

I Les Etats-Unis demeurent la première puissance économique mondiale, suivie de l'Empire du Milieu, devenu première économie mondiale en volume et dans les échanges internationaux, puis du Japon et de l'Inde. En Afrique, le Nigeria s'impose comme le pays le plus riche.

L'accroissement de la dette publique affecte aussi bien les émergents que les pays de l'OCDE, qui subissent également les tensions budgétaires provoquées par le vieillissement démographique.

I En 2025, les investissements directs étrangers reculaient dans les pays émergents, notamment en raison de l'instabilité géopolitique et de la montée du protectionnisme, qui portait un coup aux fondements du commerce international. À cela s'ajoutait une dette publique élevée dans de nombreux pays en développement ainsi qu'un manque de réformes structurelles visant à créer un environnement favorable aux affaires.

Une économie mondiale en mutation

Après avoir longtemps fait reposer leur puissance sur les institutions

multilatérales et le libre-échange, les Etats-Unis s'orientent vers la renationalisation de leurs entreprises et vers un interventionnisme accru (ex: incitations, subventions à l'économie, **protectionnisme**). Le pays emprunte ainsi une voie déjà peu ou prou suivie par la Chine et la Russie.

Ces stratégies redéfinissent les rapports économiques et politiques mondiaux, conduisant à la diversification des partenariats, aux coalitions multipartites et aux partenariats stratégiques. Les échanges internationaux s'organisent désormais plutôt au sein de grands blocs commerciaux rivaux.

Dans un monde encore fortement interconnecté et interdépendant, l'idée d'un retour généralisé au protectionnisme, tout comme celle d'une marche vers la régionalisation du monde (RCEP, ASEAN, Mercosur, CEDEAO, Schengen, etc.), gagnent du terrain.

Quant à la Chine, elle crée ses propres organisations et impose ses normes, portant en ce sens une nouvelle mondialisation centrée autour de ses propres intérêts.

Ainsi, les grandes puissances préfèrent **assurer leur autonomie stratégique plus que continuer à défendre le libre-échange**, transformant ainsi les termes de la mondialisation.

*En 2011, l'idée de **démondialisation** apparaissait sous la plume de Walden Bello, pour remettre en cause l'ordre fondé par les États-Unis après la chute de l'Union soviétique ainsi que les institutions de Bretton Woods, qui serviraient seulement les intérêts des pays du Nord (J. Stiglitz).*

Par ailleurs, les économies se transforment : outre l'«uberisation», la société tendrait progressivement à s'orienter vers une économie d'usage (système de prêt ou de location, diminution des volumes produits), mais aussi vers la croissante **dématérialisation des paiements**.

Pourtant, selon la Banque mondiale, environ un quart des adultes dans le monde n'ont pas accès à un compte bancaire ou à un compte de téléphonie mobile (au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, seule la moitié de la population dispose d'un compte bancaire).

En Asie, en Amérique du Nord, en Europe et en Afrique, de nombreux pays ont lancé leurs projets de monnaies numériques. Ceux-ci s'appuient sur les institutions bancaires et gouvernementaux, écartant ainsi toute

possible ingérence étrangère. C'est notamment le cas de la Chine, qui, dès 2019, s'est dotée d'une monnaie numérique de banque centrale opérationnelle, le **Yuan numérique**. Quant à l'Inde, sa banque centrale a développé l'e-roupie. En Europe, l'Eurosystème ambitionne d'émettre l'**euro numérique**, monnaie virtuelle, à partir de 2027 ou 2028. Aux Etats-Unis, c'est le projet d'e-dollar qui se développe.

Le premier État à avoir lancé une monnaie numérique au niveau national furent les Bahamas, en 2020 (le Sand dollar).

En Europe, le projet de monnaie numérique de la Banque centrale européenne (MNBC) doit permettre de simplifier les échanges et de les rendre plus efficaces.

Malgré les défis que pose la numérisation de l'économie (dépendance aux géants du numérique, «finance décentralisée», etc.), la marche vers une profonde transformation des transactions économiques s'amorce.

*Le **Bitcoin** a participé de cette évolution. C'est en effet avec le Bitcoin que certains pays ont tenté d'orienter leur profonde transformation économique (Salvador en 2021, puis République centrafricaine).*

Ce système permet d'échanger des crypto-monnaies grâce à un réseau de pair à pair décentralisé ne nécessitant aucune autorité centrale (absence d'intermédiaire bancaire ou autorité de confiance validant les transactions).

Il repose sur une technologie particulière (la blockchain) et sur la cryptographie (sécurisation des transferts monétaires).

Cependant, dans les années 2020, l'ONU constatait que les crypto-monnaies étaient devenues des outils «essentiels de l'infrastructure bancaire souterraine et du blanchiment d'argent en Asie de l'Est et du Sud-Est, alimentant la criminalité organisée transnationale dans la région».

I En 2025, le Salvador, premier pays à avoir reconnu légalement le bitcoin comme monnaie officielle, mettait fin à cette reconnaissance. Il s'agissait d'une exigence du FMI en échange d'un prêt indispensable au pays (dettes publiques représentant environ 85% du PIB).

Cette évolution s'inscrit dans un monde où les êtres humains n'ont jamais produit autant de richesses. Pourtant, les inégalités ne cessent de se creuser: les 1% les plus riches **possèdent 48% de tous les actifs financiers mondiaux** (chiffres de 2024). Les inégalités sont fortes à l'intérieur des pays (ex: Chine, Brésil), mais aussi entre les différentes régions du monde. En effet, les **pays du Nord détiennent 69 % des richesses mondiales** alors qu'il n'y vit que 21% de la population mondiale.

I RESSOURCES ET CLIMAT

Depuis des décennies, le **rappor tMeadows** (1972) et les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont alerté la communauté internationale quant aux conséquences du réchauffement climatiques sur les populations. Si beaucoup de scénarios d'anticipation ne se sont pas concrétisés, il n'en demeure pas moins que les Etats ont peu avancé sur ce sujet malgré de nombreux sommets sur le climat (ex : COP 21, protocole de **Kyoto** de 1997, Semaine africaine du climat, COP21, etc).

En 2024, la Papouasie-Nouvelle-Guinée refusait de participer à la COP29, qu'elle qualifiait de « perte de temps », estimant que les grands pollueurs ne prenaient pas leur responsabilité.

Par ailleurs, certaines sources d'émission de gaz à effet de serre sont éludés, à l'image des conflits armés, dont l'impact environnemental serait particulièrement important.

Pour enrayer le réchauffement climatique, d'aucuns privilégient donc le recours à des innovations.

La géoingénierie propose des solutions technologiques pour résoudre les effets du changement climatique. Les méthodes se basent sur une intervention technologique à grande échelle visant à influencer directement le climat (océan, atmosphère, carbone), notamment via la gestion du rayonnement solaire et l'absorption et la séquestration du CO₂. Cela doit réduire l'intensité des rayons du soleil atteignant l'atmosphère terrestre.

D'autres solutions techniques sont envisagées, à l'instar de la « fertilisation » des océans ou de la modification génétique d'arbres (notamment afin

d'augmenter leur potentiel de photosynthèse). Cependant, ces solutions technologiques, politiquement faciles à adopter, apparaissent risquées et n'incluent pas la société civile au débat.

I La géo-ingénierie marine était envisagée pour stocker du CO₂ dans les océans afin de l'extraire de l'atmosphère. Les techniques proposées (ex: alcalinisation) étaient cependant questionnées.

En effet, les phénomènes météorologiques extrêmes liés aux températures croissantes affectent nombre de régions du monde. Ils se multiplient en Europe, en Amérique, mais aussi en Afrique, continent particulièrement vulnérable au changement climatique.

De même que la superficie du lac Tchad baisse drastiquement, les ressources du «château d'eau de l'Asie», plateau tibétain abritant les sources des principaux fleuves et rivières d'Asie, diminuent. A l'inverse, les eaux douces du lac Tanganyika ne cessent de monter, ce qui provoque des inondations (ex : Burundi en 2021).

L'Arctique est aussi affecté par le changement climatique : la région s'est réchauffée près de quatre fois plus vite que le reste du monde lors des 40 dernières années.

Dans certaines régions du monde, cela a conduit à des **déplacements de populations**, surtout en Afrique, nombre de personnes fuyant inondations, sécheresses et autres événements climatiques extrêmes. Ces personnes ne bénéficient pas de protection spécifique en droit international car la notion de «réfugié climatique» n'existe pas juridiquement.

En 2022, les catastrophes climatiques avaient provoqué le déplacement de 7,4 millions personnes en Afrique subsaharienne (un nombre presque équivalent à celui des conflits et crises sécuritaires).

Le dérèglement climatique pose également d'autres difficultés en ce qu'il affecte la paix et la sécurité internationales dans diverses régions du monde (Proche et au Moyen-Orient, Asie du Sud, etc.). Et pour cause, le phénomène accroît les risques de pénurie d'eau et donc les **risques sociaux** (ex: le plateau tibétain est une ressource importante en eau pour de nombreux pays d'Asie).

Il peut aussi porter atteinte à l'intégrité territoriale (ex: risques de submersion ou de disparition de territoires par élévation du niveau de la mer).

Ainsi, d'aucuns craignent que cela n'exacerbe des conflits préexistants, particulièrement dans certaines régions (ex: bande sahélo-saharienne), quand d'autres évoquent les tensions géopolitiques nées de la compétition pour l'accès à certaines ressources, par exemple autour des cours d'eau asiatiques (ex: convoitises chinoises sur le fleuve Mékong).

L'accès aux ressources naturelles constitue en effet, depuis des décennies, un enjeu majeur pour les pays industrialisés. Or la hausse démographie et l'uniformisation des modes de consommation induisent une pression croissante exercée sur ces ressources un peu partout dans le monde. **La consommation mondiale d'énergie devrait ainsi augmenter de 50 % en 2030 par rapport à 2005.**

Lors de la Seconde Guerre mondiale, la consommation de pétrole avait été plus de 300 fois supérieure à celle de la Première Guerre mondiale (en raison de la mécanisation des forces armées).

Et malgré les investissements croissants dans les énergies propres, le processus de transition énergétique est lent et les énergies fossiles représentent encore environ 85% de la consommation mondiale d'énergie primaire (le nucléaire produit 15 % de l'électricité mondiale, soit le double du pétrole).

Parmi les principaux consommateurs d'énergie, la Chine (dont la demande intérieure augmente en raison du changement de mode de vie des Chinois) et l'Inde.

De plus, les énergies «vertes» sont jugées peu fiables car intermittentes et difficiles à stocker. Elles nécessitent, en outre, beaucoup d'énergie lors des phases de fabrication et recourent aux métaux rares.

PRINCIPALES PUISSANCES MONDIALES

CHINE

Deuxième économie mondiale, la Chine a acquis une réelle influence internationale grâce à un système économique efficace.

Désormais plainement intégré au système de mondialisation libérale, le pays s'est lancé dans de vastes projets, à l'image des «nouvelles routes de la soie», et investit massivement à l'étranger tout en élargissant son influence politique (BRICS, OCS).

I BREF HISTORIQUE

La Chine s'est considérablement développée pendant la longue **dynastie Qing** (de 1644 à 1911), sous l'influence des Mandchous. Son déclin, à la fin du 19^e siècle, affaiblira la Chine. C'est en effet à cette époque que naît une insurrection paysanne qui conduira à l'**instauration de la République, en 1911**. Le parti nationaliste Guomindang rétablit alors l'unité du pays, un temps compromis. Pendant ce temps, le Parti communiste accroît progressivement son influence.

Cependant, ce Parti sera longtemps considéré comme une menace pour le pouvoir en place, qui l'écarte de la scène politique dans les années 1920-1930.

Au début des années 1930, les troupes du Guomindang finissent par encercler les membres du parti, obligeant les communistes à se retirer dans les montagnes de l'ouest. Commence alors la Longue marche, qui amènera les membres du parti à effectuer plus de 10 000 km.

Puis, après une brève accalmie durant la Seconde Guerre mondiale, les nationalistes de Tchang Kaï-chek vont de nouveau reprendre les armes, soutenus par les Américains ; mais ces derniers, lassés de voir les armes qu'ils fournissent aux nationalistes revenir aux mains des communistes, cessent de les soutenir. Les communistes parviennent alors à se hisser au pouvoir: la **République populaire de Chine voit ainsi le jour en 1949**.

La prise de pouvoir par les communistes va alors profondément transformer l'économie du pays : collectivisation des terres agricoles et nationalisation des industries deviennent la règle. Mais ces mesures n'ont pas d'effet positif sur le

niveau de vie de la population, et en 1958, face à une situation qui se détériore, Mao Zedong lance le « Grand Bond en avant » pour sortir de l'impasse. Les coopératives paysannes sont alors regroupées en « communes populaires » et les paysans doivent s'orienter vers de grands travaux industriels, qui conduisent le pays à délaisser l'agriculture. Les récoltes diminuant, la Chine finira par sombrer dans une grave famine, qui fera des millions de victimes.

En 1966, pour raviver l'esprit révolutionnaire, Mao Zedong inaugure la « **Révolution culturelle** ». Les intellectuels, jugés trop éloignés du peuple, sont alors pourchassés par le pouvoir, et écoles comme universités sont fermées.

La situation évoluera cependant sous l'influence des successeurs de Mao, qui transformeront la Chine en supprimant les « communes populaires », mais aussi en se tournant progressivement vers l'économie de marché et en s'ouvrant aux capitaux étrangers (création de zones économiques spéciales). Moteur de ce changement, **Deng Xiaoping** impulse les « Quatre Modernisations » en 1978 en instaurant de nouvelles mesures d'ouverture (ex: abolition de la collectivisation de l'agriculture, et donc en menant d'importantes réformes de libéralisation économique.

Après la période maoïste (1949-75), des réformes économiques et politiques d'ouverture au monde ont été menées durant l'ère Deng Xiaoping. Et à partir des années 1990, d'anciens membres de la classe dirigeante revenus au pouvoir entendent abandonner la lutte des classes comme méthode de domination au profit de promesses de petites prospérités économiques fondées sur des méthodes capitalistes. Beaucoup de Chinois sont alors sortis de la pauvreté, même si ce système économique a fortement accru les inégalités: l'inégalité de distribution des revenus a augmenté de 70 % entre 1985 et 2007. Le nombre de milliardaires s'est accru tandis que persistait environ 15% de pauvres. Parallèlement, le Parti a perduré et maintenu sa confusion avec la nation.

La Chine a alors connu un **développement économique spectaculaire** (croissance du PIB d'environ 10% par an durant une trentaine d'années) grâce à une main-d'œuvre bon marché, habile, et peu contestataire, mais aussi grâce à une industrialisation massive. Ainsi, bien que longtemps considérée comme l'**«usine du monde»**, et donc comme un simple sous-traitant des pays occidentaux, la Chine a réussi à devenir une grande puissance économique.

Pour cela, l'empire du Milieu a transformé son économie : **montée en gamme** de la production (après un fort développement économique fondé sur la conception de produits bon marché), augmentation des salaires (qui soutiennent l'accroissement de la demande intérieure), amélioration du niveau de vie, orientation vers la consommation intérieure et les services, etc. Dans cette entreprise, la grandissante classe moyenne chinoise a joué un rôle clé en soutenant la croissance.

Par ailleurs, les besoins croissants de cette nouvelle classe moyenne vont obliger la Chine à s'engager davantage dans des projets d'exploitation de matières premières.

Les classes moyennes se sont enrichies dans les centres-villes en raison d'une urbanisation massive. Une classe sociale très riche s'est ainsi constituée, contrastant avec la pauvreté des campagnes, qui souffrent du chômage.

Parallèlement à ce développement, la Chine intègre les institutions économiques internationales (ex: Organisation mondiale du commerce en 2001). L'Occident rêve alors d'une transition démocratique chinoise à l'occidentale. Cependant, le modèle chinois d'économie de marché socialiste accordera toujours un **rôle primordial à l'Etat**. L'État maintient en effet un contrôle direct sur une grande partie de l'économie en dépit de l'essor du secteur privé.

I POLITIQUE INTÉRIEURE

La politique intérieure chinoise est marquée par la **puissance du Parti communiste**, dont la discipline intérieure s'est progressivement vue renforcée (ex: levée du nombre de mandats présidentiels) sur l'immense territoire que constitue la Chine (9,5 millions de km²).

Sur ce territoire vit une immense population (plus d'un milliard d'habitants) composée de **différents groupes culturels**.

Les Hans, qui représentent 90% de la population chinoise, forment le groupe culturel le plus important du pays, tandis que les autres ethnies sont dispersées dans des régions arides ou regroupées en oasis (Tibétains au Sud-Ouest, Mongols au Nord et Ouïgours à l'Ouest). Aussi, la population chinoise a émigré dans les pays d'Asie du Sud-Est, formant une diaspora de 20

| millions de personnes.

En raison de l'importance de cette population, Pékin avait mis en place sa politique de l'enfant unique, supprimée au début du 21^e siècle. Malgré cette suppression, le nombre de naissances a chuté et la fécondité (1,3 enfant par femme) est restée trop loin du seuil de renouvellement des générations; les autorités ont donc autorisé les couples chinois à avoir un troisième enfant.

Par ailleurs, les autorités chinoises exercent un contrôle accru sur la population. Les innovations technologiques ont en effet permis de mettre sur pied un vaste système de surveillance (via Internet et le stockage de toutes les données, l'approbation gouvernementale de certains sites d'informations, etc.) qui a ouvert la voie au **crédit social**, qui contrôle les comportements individuels.

| Le régime chinois recourt également à la reconnaissance faciale (Skynet) afin de traquer dissidents ou délinquants, bien que ce système opère également dans les lieux intimes (ex: toilettes publiques).

Le Parti communiste a également accru son contrôle sur les sociétés chinoises autant que sur les dissidents.

A l'arrivée au pouvoir du président Xi Jinping, une vaste lutte contre la corruption a conduit à la traque contre les dissidents au Parti. Par ailleurs, depuis 2018, le PCC oblige les sociétés cotées sur le marché chinois à ouvrir une cellule du parti; avec l'internationalisation des sociétés chinoises (privées et publiques, sur le sol chinois ou non), le parti cherchait en effet à mieux encadrer les employés des grandes entreprises.

Aussi, les Organisations non gouvernementales (ONG) étrangères et chinoises recevant des fonds internationaux font l'objet d'un contrôle renforcé.

Le contrôle des autorités chinoises s'exerce également sur les territoires qu'elles estiment faire partie de leur giron, à commencer par le territoire semi-autonome de **Hongkong**, qui en vertu de la Basic Law, a longtemps bénéficié de libertés similaires à celles des démocraties occidentales.

| En 1997, la rétrocession de ce territoire par le Royaume-Uni à la Chine prévoyait un fort niveau d'autonomie pour HongKong et à terme, l'élection de tous les élus au suffrage universel direct. Certaines libertés étaient garanties, tout comme une autonomie judiciaire et législative, dans le cadre d'un accord

intitulé « Un pays, deux systèmes ». Cet accord avait permis de renforcer le statut de centre financier mondial de la ville, grâce à un système judiciaire fiable et à des libertés politiques distinctes de celles du reste de la Chine. Hongkong est ainsi devenue une importante place financière.

Alors que Pékin réaffirmait le principe «un pays, deux systèmes», perpétuant ainsi le maintien de son contrôle sur ce territoire, ses habitants dénonçaient la mise en place de mesures non démocratiques. Face à ces résistances, les autorités chinoises ont poursuivi nombre de dissidents de l'ex-colonie britannique.

*Après l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, Hongkong a été mise sous pression par la Chine, ce qui a provoqué d'importantes manifestations en faveur de la démocratie (mouvement "Occupy Central" ou **mouvement des Parapluies**) à partir de 2014. Dénonçant régulièrement la mainmise de Pékin sur leur territoire, les Hongkongais refusaient que Pékin remette en cause une grande partie des garanties juridiques dont bénéficiait Hong Kong pour s'aligner sur la législation de la Chine continentale (décision de 2015 pour la sélection des candidats aux élections, loi de 2020 sur la sécurité nationale permettant à Pékin de mieux contrôler ses opposants, loi de 2021 réformant le système électoral au risque de marginaliser l'opposition, etc.). Des centaines de personnalités politiques, militants et journalistes prodémocratie ont alors été arrêtés après 2020. Ils étaient accusés de divers crimes politiques (vol de secrets d'État, trahison, insurrection, espionnage, sédition, collusion avec des puissances étrangères, etc.) et donc d'attenter à la sécurité nationale. Face à la répression et à l'extinction progressive de leurs voix, un nombre croissant d'opposants s'est exilé vers l'Occident. La Chine accusait ainsi l'Occident d'influencer les manifestants hongkongais dans leur démarche, dénonçant notamment la mainmise du National Endowment for Democracy (fondation financée par les Etats-Unis ayant pour objectif de diffuser la démocratie).*

Les ethnies minoritaires subissent, elles aussi, la sévère politique intérieure chinoise, qui les constraint à accepter une politique foncière favorable aux Hans, l'ethnie chinoise majoritaire. Au-delà des Mongols, qui, début 2015, se voyaient contraints à l'exode rural pour éviter de subir la destruction de leur culture locale, c'est avec les **Ouïgours** que les relations avec le pouvoir chinois sont les plus difficiles. Cette ethnie se heurte en effet fortement à la politique d'extension territoriale menée par l'ethnie Han dans la région du Xinjiang

(région plutôt appelée «Turkestan oriental» ou «région ouïgoure» par les populations locales). L'objectif de Pékin est d'intégrer culturellement les populations. Ainsi, les spécificités culturelles y ont été réduites au folklore au profit d'une **sinisation accélérée**.

En 2014, suite à des attaques terroristes ouïgoures, d'importantes mesures de surveillance ont été mises en place dans la région (ex: repérage des comportements suspects via un logiciel). Depuis, de nombreux musulmans ouïgours ont été placés de force dans des «camps de formation», un internement en vue de leur rééducation. En effet, Pékin souhaite faire suivre un programme éducatif aux membres des minorités ethniques liés à des organisations extrémistes (étude de la langue chinoise, des bases de la législation chinoise).

D'autres minorités (Kazakhs, Kirghiz) font l'objet d'une vive répression en Chine (persécutions, travail forcé, camps, prison). Des milliers d'entre eux ont fui vers les pays voisins (Kirghizistan, Tadjikistan, etc.) pour y échapper.

Cette forte incitation à intégrer la société chinoise n'est pas sans rappeler le cas du **Tibet**, un territoire que la Chine considère comme faisant partie intégrante de son Empire depuis le 7^e siècle.

Influencé par l'Inde (le bouddhisme s'y est largement répandu à partir du 8^e siècle), le Tibet a été annexé par l'armée chinoise en 1949, lorsque Mao Tsé Toung est arrivé au pouvoir. Un mouvement de résistance s'est alors progressivement implanté puis renforcé lors de la révolution culturelle, durant laquelle toute activité religieuse a été interdite et des milliers de temples détruits. Le peuple tibétain a fini par se soulever, et en 1959, le Dalaï Lama a quitté le Tibet pour l'Inde suite à une révolte populaire sévèrement réprimée. Il y instaurera un gouvernement tibétain.

Aujourd'hui encore, le Tibet est malmené: la Chine procède régulièrement à des relocalisations contraintes de population, ce qui menace la culture et l'identité tibétaines.

I En 2025, le projet chinois de plus grand barrage du monde au Tibet, sur le fleuve Yarlung Zangbo, suscitait des protestations. Déjà l'année précédente, la construction du barrage hydroélectrique Kamtok avait soulevé de vives réprobations.

Outre les risques géologiques que ces projets comportent, ils impliquent le déplacement des habitants, la destruction de certains villages et monastères (dont le monastère Wonto, qui comporte des fresques bouddhistes du 14^e siècle).

I Déjà au Tibet (considéré comme le «réservoir d'eau de toute l'Asie» en ce que la région représente 59% du potentiel hydroélectrique du pays), des milliers de barrages ont été construits et la Chine accapare d'importantes ressources en eau, au risque de menacer la sécurité énergétique, hydrique et alimentaire des populations vivant en aval (notamment des paysans et des pêcheurs au Cambodge, au Vietnam, au Laos, en Thaïlande et en Birmanie).

I De plus, la Chine renforce sa mainmise sur des ressources cruciales pour des millions d'habitants en Inde, au Bangladesh et dans les pays de l'Asie du Sud-Est. Déjà, le Vietnam et le Cambodge ont dénoncé les conséquences néfastes des barrages chinois sur le Mékong, un fleuve provenant du plateau tibétain. Par ailleurs, d'aucuns craignent que la Chine, en refusant d'internationaliser la gestion de ses fleuves, utilise le contrôle de l'eau comme un outil de pression stratégique.

Le pouvoir chinois se heurte ainsi depuis des années aux velléités indépendantistes de plusieurs territoires : Tibet, Taïwan, région des Ouighours, Mongolie extérieure. La répression se fait toujours plus forte et Hong Kong, comme Taïwan, sont visées par des tactiques de désinformation et font l'objet de menaces. Et pour cause, dans le cadre de la perspective du centenaire de la révolution de 1949 (réaliser le « Rêve Chinois » en devenant la première puissance mondiale), Pékin a fait de l'unification avec **Taïwan** une étape cruciale, le symbole du renversement de l'équilibre mondial au détriment des États-Unis.

I Si la Chine souhaiterait obtenir une réunification pacifique et donc l'intégration volontaire de Taïwan, Pékin a multiplié les manœuvres militaires dans le détroit de Taïwan ces dernières années. L'île se sent d'autant plus menacée par ces

démonstrations de force que la Chine, en 2023 avait réaffirmé qu'elle «réalisera la réunification» avec Taïwan, et que rien n'arrêterait ce processus. En effet, le pays estime que l'île fait partie intégrante de son territoire et ne sera jamais un pays à part entière; aussi l'indépendance de Taïwan et la paix au sein de ce territoire sont-elles jugées incompatibles.

I UNE ÉCONOMIE SOLIDE ?

Etat de l'économie

Depuis les années 2010, l'économie chinoise subit un **ralentissement** qui le conduit à se rapprocher des économies occidentales, dont les croissances sont plus modérées.

Cependant, le PIB chinois par habitant est quatre fois moins important que celui des Etats-Unis et équivaut à celui de pays comme la Thaïlande.

La fin d'une ère de croissance forcenée (< 5 %) et d'une main-d'œuvre bon marché a laissé la place à une économie qui rencontre de nombreuses difficultés: effondrement prolongé du marché de l'immobilier, fort taux de chômage des jeunes diplômés, endettement très important des provinces, recul des exportations, pression commerciale avec les Etats-Unis, faible consommation des ménages chinois (ce qui ne permet pas de stimuler la croissance), etc.

De plus, la Chine a subi les conséquences de la hausse des salaires et de la baisse des prix industriels, qui ont freiné la rentabilité du capital, éloignant ainsi les investisseurs et poussant les Chinois à délocaliser.

La Chine a donc misé sur l'emprunt pour stimuler sa croissance. Le pays tente ainsi de soutenir la consommation intérieure et les investissements locaux en accroissant le déficit budgétaire.

*En 2024, la Chine avait lancé un grand emprunt, une mesure rare dans le pays (4^e fois en 25 ans), afin de régénérer l'économie. Cependant, les emprunts ayant dépassé la croissance économique, la Chine s'est vue confrontée à l'accroissement de sa **dette**, qui a quadruplé entre 2007 et 2021. Néanmoins, malgré cette dette privée et publique élevée, notamment*

dans le secteur immobilier, le risque financier global est faible car l'État en est le principal créancier et débiteur.

Par ailleurs, afin de contourner les droits de douane américains, les industriels chinois tendent à se réorienter vers l'Asie du Sud-Est.

Défis économiques actuels

La Chine a pratiqué une **ouverture contrôlée de son économie** et favorisé les entreprises nationales, alliant mondialisme et souverainisme en s'ouvrant de manière contrôlée au marché mondial. Loin de devenir dépendante du système libéral, celui-ci a au contraire favorisé sa montée en puissance et son **autonomisation**. Dès les années 2010-2020, le pays restructurait son économie autour de la notion de «**circulation duale**», qui visait à assurer une bonne articulation entre la circulation intérieure et la circulation internationale. Il s'agissait de développer le marché intérieur afin de limiter la dépendance au commerce international, et donc de renforcer l'autosuffisance du pays tout en réduisant sa dépendance aux technologies étrangères.

En 2020, la Chine mettait en service son premier réacteur nucléaire entièrement chinois, se départant ainsi de la technologie occidentale.

Par ailleurs, la Chine a opéré un renforcement général du pouvoir communiste sur l'économie. Parallèlement à l'ouverture graduelle de leur économie, les autorités chinoises ont en effet contrôlé les capitaux étrangers ainsi que les transferts de technologie (ex: via des coentreprises dans lesquelles les étrangers détenaient souvent des intérêts minoritaires). Aussi, la Chine a restreint l'accès de son marché aux entreprises financières étrangères. Seuls sont autorisés les acteurs susceptibles de contribuer au développement de centres financiers favorisant l'internationalisation du *renminbi* (ou *yuan*); seuls les acteurs privés contribuant à la montée en puissance chinoise ont ainsi été consolidés.

Le chemin vers l'indépendance chinoise est également passé par des investissements dans des **projets autoroutiers, ferroviaires** ou encore **énergétiques**. À travers son vaste projet de «**nouvelles routes de la soie**» («Belt and Road Initiative»), la Chine a construit des routes, des liaisons ferroviaires (ex: en Éthiopie, en Indonésie), des ports en eaux profondes (ex: au Pakistan), des équipements électriques (ex: centrales au charbon), ou

encore des réseaux de télécommunications dans différents endroits du monde. Outre les débouchés offerts aux grands groupes chinois, ce projet devait favoriser les exportations chinoises et sécuriser l'approvisionnement du pays en matières premières.

La Chine a mené un vaste plan d'équipement en infrastructures dans les pays d'Asie du Sud-Est et d'Asie centrale.

La Chine a également **durci la réglementation de son économie** sur son sol afin de restaurer la sécurité nationale. Elle a ainsi mis au pas les géants chinois du numérique comme Alibaba et Tencent, jugés trop puissants et trop autonomes. Cette politique a également affecté certaines firmes étrangères, à l'image des géants du numérique, qui ont vu les conditions auxquelles elles étaient soumises se durcir (départ de LinkedIn en 2021).

Le pays a également accentué sa réglementation en matière de collecte de données personnelles (strict contrôle des données chinoises, de moins en moins accessibles aux entreprises étrangères) et contre les entreprises du numérique qui enfreignent les règles antimonopoles. Aussi, les cryptomonnaies ont été interdites et les enfants interdits de jouer plus de trois heures par semaine aux jeux vidéo.

Cette nouvelle politique s'est accompagnée d'une course à l'indépendance technologique vis-à-vis des technologies américaines et européennes, via le développement de l'innovation et des infrastructures (investissements massifs dans l'intelligence artificielle, la 6G, la robotique et donc l'industrie de pointe). Ainsi, après avoir mis en place une stratégie industrielle fondée sur la montée en gamme de l'économie, le pays a cherché à développer sa production de haute valeur ajoutée afin de créer une croissance durable reposant sur la qualité davantage que sur la quantité, dans une vision de long terme.

*La Chine comptait, à l'horizon 2030, atteindre l'autonomie industrielle et technologique dans des secteurs stratégiques (ex : semi-conducteurs, secteur spatial). À travers son plan « **Made in China 2025** », annoncé en 2015, le pays essayait de réduire sa dépendance aux technologies étrangères. Ce plan devait garantir à Pékin la prééminence dans des domaines pointus (intelligence artificielle, véhicules autonomes, biopharmacie, informatique quantique, économie de basse altitude avec les « taxis volants », etc.), mais aussi assurer son autonomie à travers la construction de sa souveraineté*

numérique (ce qui passe notamment par un contrôle accru de Taïwan, pour les semi-conducteurs).

Le pays mise également sur les énergies renouvelables (nouveaux parcs éoliens en mer, construction de bases énergétiques dans les régions désertiques). Bien qu'étant le plus grand émetteur de gaz à effet de serre au monde et le premier consommateur d'électricité au monde, la Chine est depuis quelques années **leader dans le secteur de l'énergie renouvelable** et poursuit ses investissements (panneaux solaires, véhicules électriques, batteries) afin d'atteindre ses engagements pour le climat.

Promettant la neutralité carbone d'ici à 2060, la Chine a fait de la «civilisation écologique» son objectif, devenant un acteur clé de la transition verte. Loin d'entraver son développement économique, cette politique entend rediriger les déterminants de la croissance vers les énergies renouvelables, les hautes technologies vertes, les industries dites «propres», les villes intelligentes.

I POLITIQUE EXTÉRIEURE

Une politique internationale active

Absente de la scène mondiale depuis le 18^e siècle, la Chine s'est ouverte au monde à la fin du 20^e siècle, cherchant peu à peu à promouvoir ses intérêts nationaux.

Le pays a ainsi rompu avec sa traditionnelle approche dite du « **profil bas** » de la politique étrangère lancée par Deng Xiaoping. En effet, après 2012, Pékin a affiché son intention de défendre ses intérêts, bouleversant ainsi l'échiquier mondial. Forte de sa montée en puissance économique, la Chine a alors renforcé son pouvoir stratégico-diplomatique.

Deng Xiaoping avait théorisé l'idée d'une montée en puissance sans risque, en faisant «profil bas» en relations internationales, reprenant le proverbe : « Observons avec calme, sécurisons des positions stables, gérons nos affaires avec sang-froid, cachons nos talents et attendons notre heure, gardons un profil bas et refusons coûte que coûte d'exercer tout leadership ». En 2012, l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping annonçait la fin du profil bas, bien que le pays conserve les grandes orientations de politique étrangère fixées par Mao

Zedong et Deng Xiaoping, à savoir la quête d'indépendance nationale et d'autonomie stratégique.

Pour cela, elle a mené une politique internationale active, centrée sur la puissance et opposée aux discours occidentaux. Désormais capable de rivaliser avec les Etats-Unis, la Chine tendait à démontrer son rôle à présent essentiel dans les affaires mondiales. Sur le terrain diplomatique, elle a peu à peu adopté une posture qui fragilisait la position américaine en prenant parfois sa place de puissance médiatrice, notamment au Moyen-Orient.

La Chine tend à émerger comme un acteur incontournable dans certains conflits, un rôle qu'elle avait déjà endossé lors de l'accord sur le nucléaire iranien de juillet 2015 et en 2016, en cherchant à peser dans les négociations relatives au dossier syrien. Dans ce droit fil, c'est sous l'égide de la Chine, en 2023, que Riyad et Téhéran avaient renoué le dialogue après sept années de rupture (soutien iranien aux Houthis qui combattaient l'Arabie saoudite au Yémen).

I En 2025, après avoir dénoncé les frappes israéliennes, la Chine proposait de jouer le rôle de pacificateur.

Multiplication des initiatives

Depuis les années 2010, la Chine exerce son influence à travers son projet «**Une ceinture, Une route**». Lancé en 2013, ce projet vise à ressusciter la Route de la soie, utilisée pour transporter des produits vers l'Europe il y a 2000 ans. Il s'agit de sécuriser ses sources d'énergie, la Chine étant structurellement importatrice de pétrole et de gaz.

En 2013, la Chine lançait son projet de "Nouvelles Routes de la Soie, sous le slogan "une ceinture, une route". En faisant revivre cette route qui relie la Chine au Proche-Orient, à l'Afrique et à l'Europe en passant par l'Asie centrale, Pékin cherche à sécuriser ses exportations et ses importations. Ce projet repose sur l'accord entre une soixantaine de pays (Kazakhstan, Pakistan, etc.) et sur de vastes investissements, notamment en Afrique et en Asie. Mais une grande partie de l'argent investi a été prêtée à des structures (ex: banques d'État) au sein de pays déjà très endettés auprès de Pékin. La Chine devenait ainsi progressivement le premier créancier du monde, devant

le FMI et la Banque mondiale, et des dizaines de pays devaient lui rembourser une dette représentant au moins 10% de leur PIB. Cette situation a conduit les Occidentaux à mettre en garde contre « le piège de la dette chinoise ». En réponse, tout en rappelant que les pays concernés étaient en majorité endettés auprès de créanciers commerciaux occidentaux et d'institutions multilatérales, la Chine a multiplié les accords de restructuration (report des échéances) et décidé de l'annulation du remboursement de prêts pour certains pays africains au début des années 2020.

Malgré ce contexte, Pékin bénéficie désormais, grâce à ses "Nouvelles Routes de la Soie", d'un pouvoir accru sur nombre de régions africaines ainsi que de facilités portuaires et de points d'ancrage au sein de l'Indo-Pacifique, réduisant, de fait, le poids du Japon et des Etats-Unis dans nombre de régions.

Et en effet, la guerre commerciale avec les États-Unis a démontré les risques qu'il y avait de dépendre des voies maritimes internationales sous influence occidentale (canal de Suez, détroits d'Ormuz, etc.). Aussi la Chine envisage-t-elle de relier l'Europe et l'Asie sans passer par la mer du Sud, afin d'éviter les tensions avec les États-Unis et leurs alliés dans la région.

Multipliant ainsi les initiatives depuis plusieurs années, la deuxième économie du monde rassemble peu à peu autour d'elle un nombre croissant d'Etats qui ont également intérêt à bouleverser l'ordre mondial.

En 2023, Xi Jinping avait proposé l'Initiative de civilisation mondiale (ICM), qui vise à bâtir un nouvel ordre du monde fondé sur une coexistence harmonieuse et un dialogue entre partis politiques nationaux. En promouvant les échanges entre civilisations et le développement culturel, ce projet devait renforcer l'influence internationale chinoise.

Cette initiative s'inscrivait dans l'idée de mise en place d'un ordre mondial centré sur la Chine assurant la paix et la prospérité, dans le droit fil du concept de « tianxia » (« tout ce qui existe sous le ciel »). Celui-ci vise la renaissance d'une Chine qui a longtemps été humiliée et dont la philosophie ancestrale repose sur l'idée de se gérer soi-même, de gérer sa famille, puis l'Etat et enfin d'apporter la paix et l'ordre au monde.

Ses alliés sont notamment rassemblés au sein de l'**Organisation de**

coopération de Shanghai (OCS), créée par la Chine en 2001, et qui entend, peu à peu, faire contrepoids à l'OTAN. Cet objectif était d'autant plus atteignable que l'organisation a été progressivement ralliée par d'importantes puissances régionales (ex: l'Iran a rejoint l'OCS en 2023).

Cependant, les pays qui composent l'OCS (pays d'Asie centrale, Inde, Russie, Iran, etc.) ne forment pas encore un solide bloc réellement capable de concurrencer l'OTAN. C'est aussi le reproche souvent formulé à l'endroit des BRICS, dont les divergences entre intérêts nationaux rendent difficile la poursuite d'une réelle visée commune constructive.

La Chine a également créé la **Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures** (BAII) afin de **concurrencer** le FMI et la Banque mondiale, mais aussi pour contrer l'emprise américaine sur la Banque asiatique de développement.

La BAII est une banque multilatérale, construite sur le modèle de la Banque mondiale, mais dont les méthodes se veulent différentes, refusant par exemple l'ingérence dans les affaires intérieures des membres et rompant avec certaines pratiques (ex: programmes d'ajustement structurel imposés lors de la crise asiatique de 1997-1998 avaient été dévastateurs en Asie du Sud-Est).

C'est dans un but similaire que naissait, en 2022, le Partenariat régional économique global (**RCEP** en anglais), par lequel était créée la plus vaste zone de libre-échange au monde. Conclu entre les dix pays d'Asie du Sud-Est et cinq pays de la région Asie-Pacifique (Chine, Japon, Australie, etc.), il plaçait la Chine au cœur de l'économie asiatique.

L'Empire du Milieu a ainsi progressivement mis en place un réseau d'organisations régionales fondé sur la construction d'un multilatéralisme alternatif, qui s'appuie notamment sur les BRICS et sur un activisme accru au sein de forums intergouvernementaux (ex: Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie) comme au sein des Nations Unies, dont la Chine est le deuxième contributeur au budget régulier.

I En 2025, l'Organisation internationale de médiation était inaugurée. Visant à instaurer un cadre de règlement des différends internationaux hors des institutions occidentales

(ex: CIJ), elle constitue une alternative aux pays du Sud global (Asie, Afrique, Moyen-Orient). Cette initiative chinoise constitue une stratégie importante visant à modifier les mécanismes de résolution des différends internationaux, privilégiant la résolution à l'amiable, essentiellement en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient. En promouvant la médiation informelle, l'absence de confrontation et le respect mutuel, Pékin se positionne ainsi comme un médiateur global.

En s'impliquant de façon accrue dans les organisations régionales et internationales, Pékin a renforcé son influence sur la scène internationale. Aujourd'hui cependant, son poids économique et politique est si considérable que la Chine mise désormais moins sur des alliances rassemblés autour d'un même front anti-occidental que sur d'autres outils de puissance, qui lui permettent de devenir un acteur incontournable dans de multiples domaines.

Les outils de la puissance

Forte d'une civilisation dont l'histoire remonte à plus de 5 000 ans, la Chine poursuit sa **quête d'autonomie et de puissance** en défendant un «**monde multipolaire**, égal et ordonné», qui s'oppose à toute visée hégémonique ou colonialiste pour assurer sa puissance. Ce discours s'inscrit en opposition aux pratiques occidentales jugées impérialistes (traités inégaux, révolte des Boxers, etc.) autant qu'inefficaces (ex: au Moyen-Orient). Il attire particulièrement les pays du Sud, eux-mêmes historiquement contraints par l'Occident.

La politique étrangère chinoise prône, au contraire, une coexistence pacifique fondée sur des partenariats. La Chine prend donc très peu part aux conflits mondiaux. Elle vise plutôt à protéger sa souveraineté en menant une **stratégie défensive** qui limite les dépenses militaires (environ trois fois inférieures à celles des Etats-Unis).

| *La Chine a une longue expérience dans la victoire obtenue sans combattre.*
Cependant, le pays a notamment **augmenté son budget de la défense** ces dernières années (+7% en 2024), contraignant ainsi les Etats-Unis à poursuivre leur développement technologique pour maintenir leur suprématie.

Outre l'expansion fulgurante de la marine chinoise ces dernières années, la

Chine a **modernisé son armée** et son arsenal nucléaire, mais aussi amélioré ses dispositifs militaires (ex : porte-avions Fujian équipé de catapultes électromagnétiques).

Les tensions en mer de Chine méridionale entraînent d'importantes dépenses dans des technologies militaires sophistiquées (chasseurs furtifs, porte-avions, etc.). Les ambitions géopolitiques chinoises en Asie-Pacifique s'étendent au-delà des mers de Chine, jusque dans le Pacifique occidental, une zone traditionnellement dominée par la puissance américaine.

Outre l'influence qui en découle, le développement naval chinois permet à la Chine de sécuriser ses débouchés commerciaux et d'assurer son approvisionnement énergétique.

Dans le droit fil du développement de son arsenal militaire global, la Chine a déployé une **base militaire permanente à Djibouti** en 2017 (à l'instar des Etats-Unis et de la France) et bénéficie d'une base navale au Cambodge. L'Empire du Milieu mise également sur sa participation à des opérations hors de son territoire d'influence habituel.

En 2024, Pékin avait démontré sa capacité à envoyer ses forces sur des théâtres extérieurs en menant des exercices sino-biélorusses aux frontières de l'OTAN.

Cette entreprise repose en partie sur l'extension de ses entreprises de sécurité et de défense (ESSD) en Afrique.

L'expansion des ESSD chinoises en Afrique répond au besoin de protection des ressortissants et des intérêts chinois. Manquant d'expérience en matière de conflits, le pays évite cependant de s'implanter dans des zones difficiles. Il ne peut en effet pas jouer un rôle similaire à celui de la France ou de la Russie; aussi se place-t-il plutôt en spectateur attentif à ce qui peut se dérouler sur le continent africain et susceptible d'entraver ses investissements (ex: au Soudan).

Malgré cela, on estime déjà que plus de 20 ESSD sont actives dans environ 30 pays africains (ex: China Overseas Security Group, Beijing Huayuan Security Guard Service).

La puissance chinoise s'appuie également sur ses projets de conquête spatiale, envoyant dès 2013 un véhicule téléguidé dans l'espace (appelé «Lapin de

Jade»).

Le programme spatial chinois date de la fin des années 1950. Mais ce n'est qu'en 1970 que la Chine lancera son premier satellite et seulement à partir de la décennie suivante (avec l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping) que le programme spatial prendra de l'ampleur et bénéficiera de budgets conséquents.

Le pays a ensuite multiplié les projets ambitieux et affermi son autonomie en construisant sa propre station spatiale (le « Palais céleste »). Ainsi, en quelques décennies, l'Empire du milieu s'est érigé en leader du spatial (ex: lancements de fusées chinoises supérieurs à ceux des Etats-Unis dès 2021) et multiplie le nombre de programmes spatiaux.

La Chine a posé un robot sur le sol de Mars en 2021 et ramené des échantillons de roches lunaires. Après ces exploits technologiques, Pékin entendait envoyer plusieurs Taïkonautes sur la Lune avant 2030, mais aussi sur Mars dès 2033.

Déjà le pays poursuit ses explorations astrobiologiques (ex: exploration de comètes) et ses recherches en biologie spatiale (ex: compréhension de l'adaptation des plantes aux conditions des missions spatiales). Parallèlement, la Chine a lancé le projet Earth 2.0, qui vise à découvrir une planète semblable à la Terre et porte un projet de base lunaire avec la Russie. Cet intérêt chinois pour le satellite de la Terre s'expliquerait, dans une moindre mesure, par la présence de terres rares sur le sol lunaire (la Chine est déjà la principale productrice de terres rares), mais aussi par son désir d'autonomie stratégique (ex: système de navigation Beidou, une alternative au GPS américain).

La stratégie spatiale chinoise poursuit également des objectifs militaires (surveillance par satellite, cybersécurité spatiale, systèmes de défense antisatellite). Aussi la Chine avait-elle testé un missile hypersonique en orbite basse en 2021 et entendait localiser la position et la trajectoire prévisible d'objets dans l'espace afin de les cibler en temps de guerre (grâce au Deep Space Radar de Neuquén et aux installations de l'Observatoire Félix Aguilar).

L'État chinois intervient largement dans les projets spatiaux: il finance les missions et fournit des technologies via ses entreprises d'État. Ses programmes spatiaux constituent ainsi des outils tant scientifiques que

diplomatiques.

C'est aussi sur le terrain monétaire que la Chine entend accroître son influence: en cherchant à **faire du yuan la monnaie de référence** dans ses échanges commerciaux au détriment du dollar, le pays espère faire rayonner sa monnaie nationale.

La consécration du yuan comme l'une des monnaies de référence du Fonds monétaire international en 2016 avait symboliquement révélé l'importance de la Chine dans le système financier international.

L'Empire du Milieu, premier pollueur mondial, s'est, par ailleurs, placé comme leader de la **lutte contre le changement climatique** en investissant massivement dans les énergies vertes et en réduisant ses émissions de dioxyde de carbone. Le pays s'est placé comme moteur dans les engagements multilatéraux sur le climat, affichant par exemple, dès les années 2010, un objectif de neutralité carbone à l'horizon 2060.

La Chine mise aussi sur la formation d'ingénieurs compétents et innovants ainsi que sur la pénétration des marchés étrangers autant que sur sa stratégie d'aspiration de la R&D d'entreprises étrangères (dès les années 1980). Le pays bénéficie en effet d'un vaste réseau d'influence fondé sur l'**infiltration** de membres du PCC au sein de différents pays (ex: infiltration d'universités françaises à travers le financement de laboratoires de recherche).

Grâce à des membres du Parti communiste chinois (PCC), Pékin aurait infiltré des entreprises et des institutions étrangères. Certains de ces membres travailleraient dans des consulats britanniques, de grandes sociétés britanniques (Boeing, HSBC, etc.) ou encore des universités. Ainsi, déjà dans les années 2010, les entreprises étrangères présentes en Chine s'inquiétaient de l'influence croissante du PCC dans leur giron, le parti s'immisçant toujours davantage dans leurs affaires, voire s'associant aux décisions stratégiques. Aujourd'hui, la Chine est leader en matière d'innovations dans des secteurs clés (intelligence artificielle, technologies spatiales, véhicules volants, etc.). Elle est le premier déposant de brevet au monde

Par ailleurs, la Chine développe une stratégie d'**influence dans les médias étrangers**.

En Afrique par exemple, des entreprises chinoises dominent les réseaux de télévision; de même, le Pakistan voyait s'installer un réseau chinois de fibre optique destiné à la diffusion de «la culture chinoise».

D'aucuns parlent de «guerre cognitive» pour qualifier les tactiques chinoises de manipulation de l'information (via les réseaux sociaux, les médias officiels chinois ou des politiques proches de Pékin) visant à influencer l'opinion publique ou à déstabiliser un adversaire. Selon les Etats-Unis – et comme eux –, la Chine dépense des milliards de dollars dans ces campagnes, combinant notamment des opérations de cyber espionnage au piratage de données.

Ces pratiques ciblent divers adversaires ou dissidents, notamment à Taïwan (ex: accusation de corruption à l'encontre du président taïwanais) ou Hong Kong, parfois pour rompre certaines alliances (ex: entre les États-Unis et les Philippines). Aussi, la Chine avait laissé entendre que la répression menée contre les Ouïghours était une fausse information.

Recourant à des moyens jugés **de plus en plus agressifs** afin de défendre son modèle et asseoir sa puissance, le pays use d'opérations d'influence chinoise facilitées par la loi sur le renseignement et de sécurité de l'État de 2017. Celle-ci constraint entreprises et citoyens chinois à coopérer avec les agences de renseignement du pays: tous les ressortissants chinois – et donc la diaspora chinoise– peuvent ainsi servir la stratégie d'influence chinoise.

Les ingérences chinoises reposent sur une stratégie globale fondée sur la promotion du multilatéralisme à la chinoise (alternative à l'hégémonie américaine) et sur l'affaiblissement des alliances occidentales. Ainsi, la Chine mène opération de séduction à l'infiltration et la contrainte afin de discréditer le modèle occidental. Les démocraties parlementaires sont en effet critiquées en raison de leur inefficacité et de leur instabilité, contrairement à l'efficience des régimes autoritaires.

Le *soft power* chinois repose enfin sur des vecteurs culturels, parmi lesquels les Instituts Confucius, chargés de véhiculer la langue, la culture et la philosophie chinoises.

La stratégie d'influence chinoise passe par des organismes liés au PCC ou à l'État, dont l'influence s'exerce à travers différents relais (ex: Institut Confucius). La Chine cherche ainsi à influer sur les décisions politiques et commerciales des pays étrangers (ex: sur les institutions européennes

(«Chinagate»)). C'est dans ce cadre qu'elle a formé des diplomates, qui, dans les années 2020, ont diffusé dans les médias et sur les réseaux sociaux étrangers la ligne officielle de Pékin et contré les critiques émises à l'encontre du pays. Puis, la Chine a formé des diplomates aux profils plus opérationnels (ingénieurs, etc.) afin de se positionner comme une puissance technoscientifique capable de fixer les normes à l'échelle internationale.

La politique d'influence chinoise s'appuie également sur **l'internationalisation des entreprises nationales**.

La Chine compte de grands groupes énergétiques (PetroChina, etc.), de très grandes banques (Bank of China), mais aussi d'importantes industries (SAIC Motor), qui investissent fortement à l'étranger, prioritairement dans les pays du Sud, notamment afin d'assurer l'approvisionnement en matières premières.

L'Etat chinois a donc produit des entreprises capables d'affronter la concurrence mondiale, à l'image de Huawei ou de Tencent, géant chinois de la Tech, devenu la cinquième capitalisation boursière en 2017, détrônant ainsi Facebook. Ce mastodonte du divertissement numérique (League of Legends, Fortnite, etc.) constitue un empire puissant qui intègre discrètement la culture chinoise dans l'expérience même du jeu.

Enfin, la Chine bénéficie d'un monopole quasi total sur la production et le raffinement des **terres rares**, ce qui lui permet de faire pression sur ses rivaux (ex: dans le cadre de la guerre commerciale avec les Etats-Unis).

Expansion des territoires d'influence

A travers son projet des «Nouvelles Routes de la Soie», la Chine a accru son influence sur de nombreuses parties du monde, poursuivant ainsi son chemin vers «la grande renaissance» du pays.

Outre sa puissance sur la région asiatique (Pakistan, Laos, Birmanie, etc.), le pays a ainsi accru ses liens avec des partenaires européens de plus en plus nombreux (Portugal, Croatie, etc.).

C'est dans ce cadre que des **multinationales chinoises se sont emparées du port du Pirée**, en Grèce, ainsi que de terminaux portuaires à Bilbao, en Espagne.

Le pays avance aussi ses pions en **Asie centrale**, se rapprochant des anciennes

républiques soviétiques (Kazakhstan, Ouzbékistan, etc.) dont les ressources (gaz, uranium, terres rares) lui permettront de sécuriser ses approvisionnements. Elle y concurrence la Russie, qui devait construire au Kazakhstan la première centrale nucléaire et où la Chine comptait réaliser la seconde.

En Asie centrale, la Chine cherche à obtenir des accords de coopération avec les Etats (investissements dans des entreprises embauchant localement, investissements dans l'énergie et les infrastructures) afin de mettre en œuvre ses Nouvelles routes de la soie et exporter ses produits. Pékin tente aussi de freiner le soutien de certains de ces pays aux séparatistes ouïghours, des liens culturels et religieux unissant les Ouïghours à l'Asie centrale.

Le projet des Nouvelles routes de la soie implique aussi de grandes puissances régionales, à l'instar de l'**Iran**, qui constitue l'un de ses jalons et dont la Chine est l'un des principaux acheteurs de brut. Le pays a donc conclu, en 2021, un accord de partenariat stratégique global de vingt-cinq ans avec Téhéran, ce qui lui permet de bénéficier d'une source d'énergie sécurisée à long terme.

Pour Téhéran, le rapprochement avec Pékin était un moyen de pallier les sanctions américaines (ex: en raison du refus des entreprises occidentales de commercer avec la République islamique). La Chine est donc devenue son premier partenaire commercial et la coopération se renforce dans divers domaines (commerce, énergie, infrastructures, agriculture). Aussi, dans les années 2020, les marines chinoise, russe et iranienne avaient organisé des exercices militaires conjoints dans le golfe d'Oman

La Chine se tourne également vers le royaume saoudien, avec lequel elle développe de longue date des partenariats et qui la fournit en pétrole. Pékin s'intéresse en effet de plus en plus aux **pays du Golfe** en raison de ses besoins croissants en hydrocarbures.

*Grand consommateur de matières premières, le pays a absorbé 45% des exportations de l'Angola et la moitié de celles du Congo-Brazzaville ces dernières années. Par ailleurs, la Chine tire plus de **50 % de ses approvisionnements en pétrole du Moyen-Orient**.*

Israël constitue aussi un partenaire de plus en plus convoité en raison de sa position stratégique (entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique via la Méditerranée) et de ses ambitions en matière d'infrastructures.

La Chine a également noué des partenariats stratégiques avec la **Russie** (achats d'hydrocarbures, d'armes, front anti-occidental), qui constitue pour elle un partenaire commercial et diplomatique important. Les deux pays sont effet traditionnellement moteurs au sein des BRICS.

Durant les périodes tsariste et communiste, les relations sino-russes oscillaient entre tensions et rapprochements. Puis, en 1996, les deux États concluaient un partenariat stratégique. Ils signaient aussi, en 2001, un traité d'amitié énonçant leurs valeurs communes (importance du respect des souverainetés étatiques, droit à chaque pays d'élaborer son propre modèle de développement, etc.). Aussi les deux pays ont-ils adopté des positions similaires sur nombre de sujets (ex: dénonciation des interventions militaires américaines au Kosovo (1999) et en Irak (2003), dénonciation des atteintes à la souveraineté étatique, nucléaire iranien, guerre en Syrie, élargissement de l'OTAN à l'Est, etc.). En outre, la Russie et la Chine fédèrent autour d'elles de nombreux Etats au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai, notamment pour contrecarrer la présence américaine en Asie. Aussi, la Russie et la Chine mènent des exercices navals conjoints en mer de Chine méridionale ; ils ont été rejoints par l'Iran, avec lequel tous trois avaient effectué un exercice naval dans le golfe Persique en 2021-2022.

Néanmoins, les liens sino-russes ne sont pas considérés comme une véritable alliance: pour reprendre les mots du diplomate René Servoise en 1973, «toute alliance pour la Chine ne peut être que mésalliance». En effet, les **rapports entre Moscou et Pékin apparaissent asymétriques autant qu'opportunistes**. Ce ne serait en effet que dans une temporaire position de faiblesse que la Chine nouerait des alliances susceptibles d'être défaites dès lors que le pays aura pleinement retrouvé sa centralité. Demeure en effet la méfiance historique entre les deux pays, dont les liens apparaissent plutôt comme une réponse pragmatique à la pression occidentale.

En 2014, la Chine n'avait pas activement soutenu la Russie lors de l'annexion de la Crimée. De même, face au conflit ukrainien, Pékin avait revendiqué une position de neutralité, ne condamnant jamais publiquement Moscou.

Par ailleurs, les intérêts russo-chinois s'opposent sur certaines régions: Pékin lorgne toujours sur la Sibérie orientale, que la Russie contrôle peu et dont les ressources attisent les convoitises (gisements de gaz, de pétrole, de terres rares, forêts), sur ce territoire qui voit peu à peu se renforcer l'immigration

chinoise

Des liens asymétriques sont également entretenus entre la Chine et la Corée du Nord, un allié de longue date, qui se rapproche cependant de Moscou pour limiter sa dépendance à Pékin.

La Chine soutient économiquement son voisin depuis des années, particulièrement depuis la mise en place des sanctions. La péninsule coréenne constitue en effet pour Pékin un espace crucial pour sa stratégie régionale. Aussi les Chinois espèrent-ils y conserver leur influence.

Avec l'Afrique, les relations apparaissent tout autant déséquilibrées. En effet, si la Chine a multiplié le financement de projets d'infrastructures, devenant le principal bailleur de fonds du continent, plusieurs nations africaines à l'économie fragile se sont trouvées surendettées sous le poids des prêts chinois (ex: Kenya).

En Afrique, Pékin a investi dans le secteur du transport et de l'énergie, devenant, dès 2009, le principal partenaire commercial du continent. Puis, la Chine y a diversifié ses engagements (formations techniques dans les nouvelles technologies de l'information, appuis à la création d'entreprises, etc.) et a eu recours à des sociétés militaires privées pour y exercer son influence.

Cependant, les relations entre la Chine et le continent africain sont anciennes. Nées dès les années 1950 avec la conférence de Bandung, elles s'étaient renforcées durant la guerre froide, lorsque la Chine soutenait des Mouvements de libération nationale (MLN).

Depuis les années 2000, la Chine a renforcé sa présence en Afrique, notamment après 2013, à mesure de l'expansion de ses nouvelles routes de la soie.

I Durant des années, la Chine a inondé le continent africain de prêts et d'aides diverses. Après avoir connu un pic de volume de prêts en 2016, le pays a cependant freiné le mouvement tandis que sa croissance économique ralentissait. Toutefois, après 2023, la Chine recommençait à investir sur le continent (ex: signature de contrats de construction et d'extraction de minéraux critiques). Si Pékin entendait se réorienter vers des

projets plus petits et moins coûteux (des projets « petits, mais beaux », pour reprendre les termes de Pékin), le Plan d'action de Beijing (2025-2027) apparaissait toutefois ambitieux (50 milliards de dollars), visant le développement infrastructurel et industriel du continent.

Outre des investissements souvent peu transparents (qu'obtient la Chine en échange?), daucuns pointent du doigt des accords de coopération peu avantageux ou ne répondant pas aux priorités locales. Certains projets sont en effet jugés plus favorables à la Chine qu'aux pays africains.

Alors qu'en 2008, Joseph Kabila avait signé avec la Chine un contrat «mines contre infrastructures», 15 ans plus tard, l'Inspection générale des finances du Congo-Kinshasa dénonçait « une colonisation économique inacceptable » et Félix Tshisekedi réclamait un dédommagement (20 milliards de dollars).

Malgré l'asymétrie des relations, l'Afrique rejette l'ambition chinoise de défendre un ordre international renouvelé accordant davantage de place aux pays du «Sud global». Cette volonté est rejoints par l'Amérique latine, une région que la Chine considère comme un pilier de son expansion commerciale et où elle détrône peu à peu les Etats-Unis, qui en faisaient leur chasse gardée (doctrine Monroe).

Pékin a multiplié les projets en Amérique latine: infrastructures, investissements, accords, commerciaux. Environ deux tiers des pays de la région ont rejoints les Routes de la soie.

La Chine est alors devenue le premier partenaire commercial du Brésil, du Chili ou encore du Pérou.

Enfin, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de l'UE dans les années 2020. Cependant, là encore, les relations sont nettement déséquilibrées.

Depuis des années, Bruxelles dénonce l'accès inégal des entreprises européennes au marché chinois et accuse la Chine de concurrence déloyale. En effet, l'Union européenne affiche un déficit commercial avec la Chine de plus de 300 milliards d'euros. Et pour cause, Pékin a très tôt investi dans les technologies d'avenir avant d'inonder les marchés mondiaux avec des

produits bon marché et subventionnés. Parallèlement, l'industrie occidentale a nettement décliné.

L'UE reproche également le rapprochement entre Pékin et Moscou ou encore son soutien à l'Iran.

Ainsi, l'Empire du Milieu gagne toujours en puissance sur l'Occident (ex: exportation croissante de technologies de pointe), se montrant capable de répondre aux pressions commerciales américaines.

Révélateur du pouvoir de la Chine sur l'Europe, cette dernière n'a pas été épargnée par l'endettement causé par les prêts chinois. En 2021, le Monténégro cherchait en effet des solutions pour rembourser un prêt chinois afin de ne pas céder de terres stratégiques à son créancier, comme l'avaient fait la Grèce et l'Italie, quelques temps plus tôt.

De plus, la Chine mise sur de nouveaux territoires, à l'image de l'**Antarctique**, où elle a ouvert sa cinquième station, devenant peu à peu une puissance polaire majeure.

Cette course au pôle Sud a débuté il y a plusieurs décennies. La première expédition Antarctique date de 1984. Un an plus tard, la Chine y installait sa première base permanente (surnommée « la grande muraille Antarctique »). Ses cinq stations antarctiques permettent aux scientifiques chinois d'étudier la calotte glaciaire, l'écologie marine ainsi que le changement climatique.

En tissant ainsi progressivement sa toile aux quatre coins de la planète, la Chine a su imposer sa puissance au monde. Sa présence croissante sur la scène internationale lui permet de jouer un nouveau rôle diplomatique, mais aussi d'avoir les moyens de renforcer son pouvoir sur la région asiatique.

Des liens régionaux difficiles

Ces dernières années, l'Empire du Milieu a multiplié les confrontations en Asie (ex: militarisation d'archipels contestés). En dépit d'une politique étrangère affichée comme défensive, le pays adopte une posture virulente à l'encontre de ses voisins, ce qui conduit à de **nombreuses confrontations**, dans une région où chacun cherche à étendre sa zone d'influence. Pour y répondre, différentes alliances ont vu le jour entre les puissances qui cherchent à contenir la Chine, et notamment entre les Etats-Unis et le Japon ou la Corée du Sud. Ces alliés traditionnels de Washington entretiennent en

effet des liens tumultueux avec Pékin.

Les rivalités en mer de Chine ont accentué la rivalité avec le géant américain, qui s'est impliqué dans ces conflits régionaux, notamment en renforçant ses liens avec ses alliés.

Les Philippines et le Japon ont ainsi signé un pacte de défense en 2024 et renforçaient leurs liens avec l'Australie.

Ainsi, les dirigeants des îles du Pacifique (PALM, réunissant notamment le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les îles Salomon, Fidji, Kiribati ou encore Samoa), en 2024, s'étaient accordés pour renforcer leur coopération militaire, notamment pour permettre aux navires et avions japonais de stationner sur les îles; en effet, le Japon craignait que la Chine ne bloque les voies navigables qui lui sont indispensables pour répondre à ses besoins en énergie, ce, depuis la signature, en 2022, d'un pacte de sécurité entre la Chine et les îles Salomon. Par ailleurs, à travers sa stratégie indo-pacifique «Vision pour un Indo-pacifique libre et ouvert», le Japon promeut une coopération internationale dans différents domaines (construction d'infrastructures de qualité, mise en œuvre d'une meilleure connectivité pour permettre aux pays d'être reliés à l'économie internationale). Tokyo entend en effet jouer un rôle important dans la région afin d'éviter que la Chine ne gagne davantage en influence dans le Pacifique Sud.

Les relations sont également tendues avec l'**Inde** et le **Pakistan**.

La Chine a renforcé son emprise sur le Pakistan, notamment en décidant, en 2015, d'y investir des milliards de dollars d'infrastructures. Pékin comptait en effet faire du pays un véritable carrefour régional entre la mer d'Oman et le Moyen-Orient. La Chine cherche ainsi à sécuriser son accès à l'océan Indien et aux matières premières.

De son côté, la rivalité entre l'Inde et la Chine n'a cessé de s'accentuer au fil de leur développement économique parallèle, alimentant la compétition sur le plan stratégique et économique. Ainsi par exemple, alors que la Chine initiait ses "nouvelles routes de la soie", l'Inde proposait son projet surnommé "route de la liberté". Ainsi, et bien que les relations apparaissaient apaisées depuis 2002 (ex: coopération dans leur lutte contre le terrorisme), la Chine accroît par exemple sa pression militaire sur l'Inde dans l'Himalaya. De même, pour contrer l'influence grandissante de l'Inde et éviter qu'elle ne

conclue des partenariats susceptibles de constituer une menace pour elle, la Chine tente de créer des divisions internes chez son rival. Elle utilise pour cela les réseaux sociaux et mène des cyberattaques (ex: sur le réseau internet de Bombay) visant à fragiliser l'Inde.

I En 2025, New Delhi et Pékin apaisaient leurs relations (ex: réouverture d'un pèlerinage afin de permettre à des pèlerins indiens de franchir la frontière chinoise, reprise des vols directs entre les deux pays, avancées sur les visas). Malgré cela, le conflit frontalier persiste dans l'Himalaya. Celui-ci remonte à la première guerre sino-indienne en 1962 mais s'est réellement intensifié ces dernières années. L'Inde reprochait en effet à la Chine de construire des barrages, des villages ou encore d'amasser des troupes le long de la frontière. C'est ainsi qu'en 2020, de violents affrontements ont eu lieu entre patrouilles chinoises et indiennes. Cette situation a laissé les deux pays dans une situation de *statu quo*, même si les échanges commerciaux, avantageux pour la Chine, ont perduré.

ETATS-UNIS

Les Etats-Unis réunissent cinquante Etats, issus d'un territoire longtemps occupé par les peuples amérindiens avant d'être secoué par la Guerre de Sécession.

En un peu plus de deux siècles, ils sont devenus la première puissance économique mondiale, ce qui leur a permis d'exercer une influence politique, économique et sociale considérable sur le monde durant des décennies. Aujourd'hui, ce statut d'hyperpuissance est quelque peu écorné dans un monde qui tend à être de plus en plus dominé par la puissance chinoise.

I BREF HISTORIQUE

La puissance américaine s'est d'abord fondée sur une forte **immigration venue d'Europe** occidentale. L'attribution gratuite de terres cultivables à certains migrants et l'apport de capitaux par d'autres migrants ont accéléré le développement économique des Etats-Unis (création de banques, etc.).

Ils montent ensuite en puissance après les deux guerres mondiales, desquelles ils ressortent grands vainqueurs et qui les a peu affectés. En devenant créanciers des Etats européens (envoi d'armes, souscription de prêts colossaux), grâce au **plan Marshall**, les Américains accroissent leur influence sur le Vieux Continent.

Ils entendent ainsi contrer l'influence soviétique, qu'ils affrontent technologiquement et idéologiquement durant la guerre froide (course aux armements, développement de l'informatique, de l'aérospatial, etc.). Finalement, en 1989, la chute de l'Union soviétique permettra aux Etats-Unis de devenir la première puissance économique mondiale.

Dans ce monde devenu unipolaire, les Américains vont encore accroître leur influence, usant notamment de **smart power** pour allier incitations (essentiellement économiques), dissuasion et usage ponctuel de la force.

Le cinéma constitue un moyen du soft power américain, grâce aux liens entre Hollywood et le gouvernement. De plus, le cinéma hollywoodien détenant entre 60 et 75% des parts du marché international, les films permettent de

fédérer les individus autour de valeurs communes, qui conduisent à les rendre universelles.

La promotion de la sécurité du pays s'est forgée autour du concept de « Nation Building », qui a conduit à imposer le modèle américain à différentes nations en y envoyant l'armée. Ce projet a cependant échoué à de multiples reprises, et notamment au Vietnam ou en Afghanistan.

Tout comme en Irak, la présence américaine en Afghanistan a conduit à la construction de routes, d'écoles et de centrales électriques. Mais les financements sont surtout revenus aux chefs de guerre, qui ont pris en charge la sécurité et la redistribution de l'aide internationale. Ainsi, les Etats-Unis perdront leur légitimité dans le pays, surtout après l'assassinat de Ben Laden en 2011.

I ECONOMIE

Le **poids économique** conséquent des Etats-Unis est tel qu'il leur a permis de peser dans les grandes institutions internationales et d'y imposer leur modèle (ONU, FMI, Banque mondiale, OTAN). En effet, sur les 50 premières multinationales du monde, une trentaine sont américaines.

Cependant, ces dernières décennies, les Etats-Unis ont été fragilisés par la montée en puissance des économies émergentes et la **crise économique** de 2007-2008. Mais l'économie du pays repartait quelques années plus tard, annonçant alors dix années de croissance économique ininterrompue.

Le retour de la croissance économique en 2011-2012 s'est notamment fondé sur la production d'hydrocarbures non conventionnels (gaz de schiste).

Ainsi, en 2018-2019, les Etats-Unis bénéficiaient d'une croissance économique relativement forte; en outre, le taux de pauvreté était au plus bas depuis soixante ans. Après des périodes difficiles et les craintes d'une récession en 2023, la croissance américaine se stabilisait autour de 2% en 2024-2025 et bénéficiait d'un dollar fort.

Cependant, le pays souffre depuis des années d'un endettement abyssal et d'une balance commerciale déficitaire depuis 40 ans. En outre, l'économie des Etats-Unis est devenue très dépendante de puissances étrangères, les

Américains ayant **emprunté à l'étranger** pour maintenir la valeur du dollar: au Japon, mais surtout à la Chine. Cette nouvelle dépendance à l'égard de son rival était révélatrice du relatif affaiblissement de l'empire américain, qui réagissait notamment par une résurgence du **nationalisme économique**.

Le projet du «Nation Building at Home», un projet politique démocrate de long terme visant la reconstruction intérieure (restauration de la puissance américaine, de ses bases internes, notamment économiques et financières, décroissance du budget militaire, plan d'emploi américain, plan familial, etc.) devait en effet privilégier le patriotisme économique (ex: plan d'infrastructures) et les investissements dans l'innovation technologique afin de concurrencer la Chine. Des efforts de diversification de l'approvisionnement ont ainsi par exemple favorisé la relocalisation de la production aux États-Unis (ex : relance de l'extraction de terres rares, abandonnée dans les années 1990 au profit d'une Chine désormais en position de quasi-monopole mondial).

Pourtant longtemps promoteurs du libre-échange, les Etats-Unis s'orientent ainsi, à la fin des années 2010, vers des **mesures protectionnistes**, inscrivant cette nouvelle politique dans une stratégie de long terme.

Le président Trump cherchera ainsi, durant ses deux mandats, à favoriser la croissance américaine en rééquilibrant sa balance commerciale, en produisant davantage sur son sol et en favorisant l'achat national. L'objectif est de reconstruire une base industrielle, de relocaliser la production, tout en permettant l'innovation. Cette politique de **réindustrialisation** s'inscrit dans la guerre économique à laquelle se livrent les Etats-Unis et la Chine.

C'est en effet pour mieux concurrencer le rival chinois et ainsi conserver leur position dominante que le pays de l'Oncle Sam entend freiner ses dépenses (ex: guerres) afin d'investir au niveau national, dans les secteurs où il est le plus compétitif (numérique, matériaux, énergie, spatial, etc.)

Dans le droit fil de la doctrine Monroe, les Etats-Unis de Donald Trump affichaient, en outre, leur volonté de s'accaparer certains territoires et ressources (ex: Amérique latine, Groenland).

■ En 2025, les Etats-Unis cherchaient à négocier un cessez-le-feu en Ukraine qui aménagerait un accès privilégié des

Américains aux ressources ukrainiennes. Aussi, ils signaient un décret visant à préparer l'exploitation minière des hauts fonds marins (contenant des nodules polymétalliques riches en minéraux), y compris au-delà de sa zone économique exclusive (ZEE).

I POLITIQUE INTÉRIEURE

La vie politique américaine, marquée par le **bipartisme**, est rythmée par les combats réguliers entre Démocrates et Républicains.

Quant à la société américaine, elle est marquée par de fortes inégalités de revenus, supérieure à celle d'autres pays riches. De plus, le taux de pauvreté a fortement augmenté ces dernières années et l'on a constaté l'expansion du travail des enfants (liée à l'inflation et à l'arrivée massive de jeunes migrants latino-américains). Parallèlement, les disparités raciales perdurent (ex: taux de pauvreté et taux d'incarcération supérieurs chez les Noirs).

Après avoir traditionnellement été une terre d'accueil des migrants (ce qui conduira au Melting Pot), les Etats-Unis ont fortement réduit le quota de réfugiés dans les années 1980. Toutefois, en 2020, 14 % de la population américaine était née à l'étranger. Or malgré une lutte victorieuse contre la ségrégation (Rosa Parks, Martin Luther King) au cours de la seconde moitié du 20^e siècle, les tensions raciales ont perduré. Nombre d'Américains ont régulièrement dénoncé la haine raciale et les bavures policières, plusieurs hommes noirs ayant été tués par la police américaine, notamment à Ferguson en 2014 ou à Minneapolis en 2020 (George Floyd).

En outre, les Etats-Unis restent relativement segmentés en territoires ethniques : le sud-est comprend encore aujourd'hui une importante proportion de Noirs (descendants d'esclaves), la Californie et le Texas sont peuplés par les Latinos (Los Angeles), et les Etats du Nord sont majoritairement peuplés de Blancs.

I POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Bref historique

Dès leur origine, les Etats-Unis se sont perçus comme un empire (George Washington parlait de « mini empire »). Cette vision de la nation était renforcée par le refus de toute ingérence des puissances européennes dans les affaires américaines (« l'Amérique aux Américains »).

En défendant ainsi les intérêts nord-américains sur l'ensemble du continent (doctrine Monroe), le pays entrera peu à peu dans une forme d'impérialisme.

Alors que les colons américains se borneront initialement à appliquer la doctrine Monroe, le 19^e sera caractérisé par « l'isolationnisme », et donc la constitution d'un pré carré américain. Après avoir émergé en tant que puissance sur son continent, la sécurisation des voies de communication maritimes mondiales deviendra nécessaire et fera des Etats-Unis la première marine mondiale du 20^e siècle (selon la formule de sir Walter Raleigh: « qui contrôle le commerce mondial contrôle les richesses du monde et par conséquent le monde lui-même »).

Cette évolution sera sous-tendue par la doctrine américaine de la «destinée manifeste», apparue dans les années 1840 en référence à une « mission divine » de la nation américaine: dans une forme de messianisme, les Etats-Unis entendaient alors diffuser leur civilisation et leur modèle démocratique à travers le monde. Cette doctrine sera reprise par les néoconservateurs américains au début des années 2000, lors des interventions militaires au Moyen-Orient. S'ils tenteront de transformer à leur image ces pays, de nombreuses difficultés se feront jour en raison d'incompatibilités entre les particularismes étatiques et le modèle américain.

L'impérialisme américain prendra des formes multiples, se focalisant sur la **promotion d'un «monde juste et démocratique»** fondé sur la protection des droits de l'Homme et la diffusion de la démocratie dans le monde. C'est en affichant une telle intention que les Etats-Unis sont entrés en conflit, dès 1848 au Mexique, puis en 1853 au Japon, et plus tard au Vietnam, à Cuba ou encore aux Philippines (colonisation qui débute par sa «libération»).

Puis, la domination américaine prendra un nouveau tournant après la Seconde Guerre mondiale. S'érigent en « leaders du monde libre » durant la guerre froide, les Etats-Unis s'imposent en tant que force du bien destinée à assumer le leadership mondial.

Dès 1630, John Winthrop (fondateur du Massachusetts) imaginait la Nouvelle-Angleterre comme un phare éclairant le monde. En 1839, un journaliste américain (John L. O'Sullivan) avançait que la destinée des Etats-Unis était de conduire le monde.

La fin de la Guerre froide fera ensuite du pays l'unique superpuissance du monde (c'est la fin de l'Histoire de Francis Fukuyama). La doctrine Wolfowitz formule alors le nouvel objectif américain: conserver ce statut et empêcher l'émergence d'un nouveau rival ; le monde doit rester unipolaire. Cela ne passera plus par un impérialisme territorial, le but de la politique étrangère américaine étant uniquement la constitution d'un environnement favorable aux États-Unis. Ainsi, profitant de leur statut d' «hyperpuissance» (Hubert Védrine) et conformément à l'impérialisme moderne, ils installent de nombreuses bases dans différents endroits du monde (au sein de pays qui demeurent formellement indépendants et souverains) et diffusent massivement l'hypercapitalisme.

Par ailleurs, la puissance militaire américaine s'impose dans de nombreux conflits (Vietnam, Corée, Irak, Afghanistan...).

Le début des années 1990 avait été marqué par une réduction des dépenses en matière de défense. Mais à partir de 1997, les Etats-Unis décident de renforcer leurs armements sophistiqués et de soutenir la présence de troupes à l'étranger. Ainsi, entre 2001 et 2010, le budget du ministère de la défense va augmenter d'environ 80%. Les engagements militaires vont alors se multiplier (Irak, Afghanistan, etc.) et installer durablement une présence américaine dans divers endroits du monde.

Au début des années 2000, c'est dans une «guerre contre le terrorisme» que les Etats-Unis s'engagent en intervenant en Afghanistan et en Irak, où ils disent vouloir détruire des armes de destruction massive, qui s'avèreront inexistantes.

Dans le même temps, de nouvelles puissances émergent et contraignent le pays à faire évoluer sa politique étrangère. Il s'agira désormais de limiter les montées en puissance russe et chinoise, défient particulièrement son hégémonie. En sus de ces deux concurrents, le géant américain est confronté à l'émergence d'acteurs «secondaires» (Turquie, Inde, Arabie saoudite, Émirats, etc.) dont l'indépendance stratégique croissante et les liens avec l'ennemi russe

le conduisent à adopter une position plus pragmatique.

C'est dans ce contexte qu'au début du 21^e siècle, les Américains décident de **se retirer des affaires du monde**, et donc de se désengager de certains théâtres d'opérations militaires. Ils miseraient désormais sur une doctrine d'engagement limité en réduisant leur présence militaire au profit d'une implication diplomatique dans les zones instables.

*Cette politique de **recul progressif des opérations extérieures** débutée sous la présidence Obama est le fruit de la succession d'échecs militaires américains au 20^e siècle, notamment au Vietnam, et au début du 21^e siècle, au Moyen-Orient.*

Cette décision était notamment motivée par la volonté américaine de s'orienter vers l'Asie ("pivot asiatique" amorcé depuis 2008) avant que ne débute un redéploiement vers l'Europe. En effet, en s'orientant vers le Pacifique, les Etats-Unis entendaient endiguer la puissance chinoise en apportant un soutien à la sécurité et la défense du Japon, de Taïwan et de la Corée du Sud, mais aussi en instaurant un dialogue stratégique et diplomatique avec l'Inde et certains pays d'Asie du Sud-Est.

Mobilisés par cette confrontation stratégique avec la Chine, les États-Unis n'avaient plus autant de capacités à consacrer au Moyen-Orient. Ils remettaient ainsi en cause l'idée de Grand Moyen-Orient qui avait motivé leur «guerre contre le terrorisme». Refusant désormais leur traditionnel rôle de «gendarme du monde», ils se retiraient ainsi de Syrie et d'Afghanistan, mettaient fin à leur participation dans la guerre au Yémen, décidaient de se retirer d'Irak (dans le contexte de l'accord avec les Talibans en 2020), quittaient le Niger et allégeait leur présence dans le Golfe (ex: retrait de matériels militaires lourds d'Arabie saoudite afin de les redéployer sur le front asiatique).

I En 2025, le retrait progressif des troupes américaines en Irak se poursuivait. De même, le désengagement en Syrie devait conduire Washington à ne plus conserver qu'une seule base dans le pays, contre huit auparavant.

Une présence militaire toujours active

La politique de désengagement n'a pas conduit à endiguer l'influence américaine au Moyen-Orient ou en Afrique. Outre la création d'une coalition, en 2014, pour lutter contre l'Etat islamique dans le monde arabe (notamment en Syrie et en Libye), les Etats-Unis ont continué à mener des **opérations «antiterroristes» dans plus de 80 pays** (ex: frappes aériennes contre l'Etat islamique, puis contre le groupe extrémiste al-Shabab en Somalie en 2018-2019 et 2021).

Après le 7 octobre 2023, le pays a renforcé sa présence militaire au Moyen-Orient, revenant ainsi sur sa décision de réduire ses effectifs dans le droit fil du retrait d'Afghanistan en 2021. Il s'agissait d'un moyen de reprendre le contrôle sur certaines zones de tensions (menace iranienne, instabilité en mer Rouge, etc.) sans mettre en œuvre de vastes opérations.

I En 2025, le commandement américain pour l'Afrique (Africom) a multiplié les frappes en Somalie afin de lutter contre des terroristes, à commencer par l'Etat islamique, mais ciblant aussi les Shebabs (attaques de drones).

Aussi, les Etats-Unis ont apporté une aide militaire massive à l'Ukraine à compter de 2022 (livraisons d'armement, partage de renseignements, importantes aides financières, etc.).

Les sociétés militaires privées américaines (ex: The Mozart Group) ont joué un rôle important dans le conflit ukrainien, fournissant un soutien logistique et de la formation aux forces ukrainiennes.

Le pays conserve également une présence militaire minimale pour limiter la prolifération des groupes djihadistes.

Aussi, il dispose de **plus de 750 bases militaires dans le monde**, et notamment au Japon depuis la Seconde Guerre mondiale. Aux installations militaires dans le Golfe s'ajoute notamment la base aérienne d'Al-Udeid, au Qatar. Ces bases sont généralement plus petites et plus discrètes qu'auparavant. Longtemps localisées en Europe (pour lutter contre l'ennemi soviétique), elles se concentrent désormais surtout en Asie. Cependant, les forces américaines demeurent encore très présentes en Italie, en Grèce et en Turquie, dans le cadre de l'OTAN et de la défense antimissile balistique.

Stratégie de défense et d'influence

Depuis des décennies, la défense du leadership américain est notamment passée par des outils de soft power (ex : universités), par la protection du dollar, mais aussi par le maintien de son **avance technologique**, de sa capacité d'innovation, de la puissance de sa base industrielle et technologique de défense (BITD) et de sa suprématie militaire. Les Américains renforcent ainsi leurs capacités de défense.

La «dissuasion intégrée» américaine repose sur un appareil de combat interarmées très efficace et sur la garantie de l'arsenal nucléaire.

Dans un autre registre, l'influence américaine s'exerce aussi à travers différents organismes, et notamment par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) ou encore la National Endowment for Democracy (NED). Quant à la stratégie nationale de défense (National Defense Strategy, NDS), élaborée en 2022, elle visait à renforcer les capacités de défense américaines face à des menaces jugées de plus en plus impérieuses.

■ En 2025 était lancé le projet « Stargate », un vaste plan visant à construire un réseau de 50 mégadatacenters aux États-Unis en cinq ans.

■ Les Etats-Unis annonçaient, par ailleurs, un nouveau projet de défense, un « dôme d'or ». Il s'agit de pouvoir arrêter les missiles intercontinentaux russes et chinois en mettant en orbite des «intercepteurs» capables de détruire les missiles ennemis peu après leur lancement. Ce projet n'était pas sans rappeler l'Initiative Defense Strategy (IDS), la « guerre des étoiles » de Ronald Reagan, ni sans questionner les effets de cette militarisation de l'espace.

La fragilisation de l'hégémonie américaine a conduit les Etats-Unis à accroître leur budget militaire dans les années 2020 et à lutter contre l'**expansionnisme chinois**, notamment en entamant une guerre commerciale avec Pékin et en tentant d'endiguer son développement technologique (via l'empêchement de tout accès à certaines technologies

permettant d'accroître sa puissance, en préservant leur avance technologique). La menace russe est également prise au sérieux, bien qu'elle ne soit pas une priorité de la stratégie américaine. Les Etats-Unis souhaitent surtout éviter la constitution d'alliances susceptibles de les concurrencer. Aussi tentent-ils de **briser l'axe Moscou-Pékin-Téhéran** autant que les liens éventuels entre l'Europe et la Russie.

Depuis le 18^e siècle, la crainte américaine d'une puissante Eurasie a conduit les Etats-Unis à ne pas la laisser s'étendre. Ainsi, la coexistence pacifique, que la Russie de l'après Guerre froide appelait de ses vœux, a finalement été écartée par l'application de la doctrine Wolfowitz, qui entendait maintenir la suprématie américaine. Cela passait par le démembrement de la Fédération de Russie en différentes entités indépendantes.

En outre, pour l'économie mondiale et le marché mondial des hydrocarbures (pétrole et gaz). Les Etats-Unis ont organisé leur maîtrise du commerce mondial (doctrine Clinton de l'Advocacy Policy) en tentant d'empêcher les relations commerciales directes entre Européens, mais aussi entre la Chine et la Russie (ex: exclusivité des fournitures militaires américaines à leurs alliés), ainsi qu'en contrôlant les voies d'approvisionnement de l'Europe en pétrole (via les oléoducs) et en gaz.

Les Américains maintiennent, par ailleurs, la pression sur l'**Iran** (ex: **frappes de 2025** en soutien à Israël) et la Corée du Nord.

En Afrique et au Moyen-Orient, outre leurs bases militaires, les Etats-Unis conservent leur influence à travers plusieurs actions (ex: aide militaire d'environ 1 milliard de dollars à l'Egypte chaque année).

Les Etats-Unis mènent une politique de promotion de la croissance économique et du développement social en Afrique subsaharienne à travers l'African Growth and Opportunity Act (Agoa), une loi commerciale promulguée en 2000 qui a participé de la transformation économique de la région.

Malgré cette politique volontariste, Washington perd de son influence dans différentes régions du monde au profit de puissances émergentes (Russie, Turquie, Chine, etc.). Au Moyen-Orient par exemple, la Russie joue un rôle croissant en nouant des partenariats politiques et économiques en lieu et place

des Américains dominaient (ex: marché militaire traditionnellement dominé par les Etats-Unis). De la même façon, Pékin occupe une place de plus en plus importante dans la région, notamment d'un point de vue diplomatique (ex: reprise des relations diplomatiques entre l'Iran et l'Arabie saoudite en 2023 sous l'égide de la Chine).

I En 2025 cependant, les Etats-Unis parvenaient à faire signer un accord de paix entre le Hamas et Israël.

Les Etats-Unis tentent cependant de demeurer une puissance mondiale incontournable et à renforcer leur propre sécurité, dans un monde dont ils entendent rester les *seuls leaders légitimes* capables de rassembler les démocraties contre les «autocraties» (Chine, Russie, Iran, etc.). Pour cela, ils ont mené une **politique protectionniste particulièrement virulente**.

I En 2025, d'importants droits de douane étaient imposés sur les produits entrant aux États-Unis en provenance de nombreux partenaires commerciaux. La Chine, le Canada, le Mexique ou encore l'Union européenne se voyaient particulièrement affectés par ces décisions.

I RELATIONS EXTÉRIEURES

Relations bilatérales

Les Etats-Unis maintiennent leur traditionnelle entente avec l'Arabie saoudite.

Les relations entre la Maison-Blanche et les Saoud sont anciennes : en 1945, les deux pays concluaient un accord engageant les Etats-Unis à garantir la sécurité du royaume en échange de leur approvisionnement pétrolier (Pacte du Quincy). Aujourd'hui encore, d'importants liens économiques (nombreux contrats dans les domaines de l'armement et de l'énergie) existent entre les deux pays, en dépit des ponctuelles tensions qui émaillent leurs relations (critique de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, invasion américaine de l'Irak en 2003 perçue comme un moyen de contrôler les cours du pétrole, loi

américaine permettant aux victimes du 11 septembre de poursuivre l'Arabie saoudite, réduction de la dépendance au pétrole saoudien grâce au gaz de schiste, etc.).

En effet, depuis des années, et notamment depuis le 11 septembre, les deux pays prennent leurs distances et les dissensions se sont encore accrues dans les années 2020.

Ils entretiennent également, depuis des décennies, des liens importants avec Israël, qu'ils ont soutenu dans leur guerre contre le Hamas à partir de 2023, malgré de ponctuelles dissensions.

Washington a fourni des renseignements aériens à Israël, déployé deux groupes d'attaque de porte-avions au Moyen-Orient fin 2023, apporté une aide financière à l'Etat hébreu (au-delà de l'aide annuelle), s'est abstenu lors du vote d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à des pauses humanitaires prolongées à Gaza, etc.

Les Américains soutiennent également l'Etat hébreu contre l'Iran (ex: interception des drones et missiles iraniens visant Israël en 2024, frappes sur l'Iran en 2025). Maintenant leur stratégie de «pression maximale» envers Téhéran, Washington espère en effet forcer le pays à négocier sur son programme nucléaire et balistique.

Après s'être retirés de l'accord sur le nucléaire iranien en 2018, les Etats-Unis ont rétabli leurs sanctions pour maintenir la pression sur l'Iran, avec lequel les relations s'étaient pourtant apaisées dans les années 2010 en dépit de l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays depuis 1979.

I Les Etats-Unis luttent contre les «proxys» iraniens (ex: Hezbollah libanais), et notamment contre les rebelles yéménites houthis qu'ils accusent d'être soutenus par Téhéran. Ainsi, en 2025, les États-Unis lançaient une campagne massive de frappes aériennes contre les rebelles houthis au Yémen. L'objectif affiché était de mettre un terme aux incursions houthis au niveau de routes maritimes cruciales (la mer Rouge transporte environ 15 % du commerce mondial).

I En 2025, les Etats-Unis frappaient les principaux sites nucléaires iraniens. Par la suite, les négociations sur le

nucléaire stagnaient. Les deux pays ne parvenaient pas à s'entendre: Washington estime que le désarmement complet est indispensable à la stabilité régionale quand Téhéran entend maintenir un programme d'enrichissement et l'exclure du cadre des négociations les questions balistiques et régionales.

Au-delà du Moyen-Orient, de nombreuses tensions sont apparues ces dernières années avec le **Venezuela**.

I En 2025, les Etats-Unis ont multiplié les démonstrations de force au large des eaux territoriales vénézuéliennes. Une flotte de guerre américaine sillonnait en effet la mer des Caraïbes, affichant l'intention de lutter contre le narcotrafic. Mais sous couvert d'une telle lutte, il s'agissait surtout d'impulser un «changement de régime» à Caracas.

Les relations entre les Etats-Unis et la **Corée du Nord** étaient également tendues.

Après une escalade verbale sans précédent avec le régime communiste nord-coréen en 2017, les relations s'étaient apaisées l'année suivante, lors d'un sommet pour la paix, qui avait pour la première fois permis la rencontre entre un président américain et un dirigeant nord-coréen. Malgré cela, les Etats-Unis ne sont pas parvenus à obtenir l'abandon de ses armes nucléaires. Ils ont alors continué à mener des exercices militaires avec Séoul.

I En 2025, Pyongyang se disait prêt à « coexister pacifiquement » avec Washington si son rival reconnaissait son programme nucléaire.

Une virulente guerre d'influence géostratégique se joue également avec la Chine et la Russie.

Les rivalités n'avaient pas empêché les puissances russes et américaines de s'entendre pour reconduire le traité New Start pour 5 ans et un sommet était

organisé entre les présidents russe et américain en 2021.

Dans cette confrontation, l'Ukraine a joué un rôle de pivot géostratégique.

Le politologue américain Zbigniew Brzezinski estimait que sans l'Ukraine, la Russie cessait d'être un Empire eurasiatique (Le Grand échiquier, 1997). L'importance de l'Ukraine dans la stratégie russe s'explique notamment par l'accès qu'elle offre à la mer Noire. La volonté de contrôle de ses rivages s'inscrit dans une stratégie initiée par Pierre le Grand, poursuivie par l'impératrice Catherine ou encore par le «projet grec» de Potemkine, qui devait renforcer la présence russe en créant un réseau de villes nouvelles (Odessa, Sébastopol, Marioupol...).

Cette importance de l'Ukraine explique les jeux d'influence qui ont été à l'œuvre durant la Révolution orange de 2004: en face des acteurs d'influence russe, des ONG et fondations essentiellement américaines formaient et finançaient les militants (ex: Freedom House, fondation Open Society Institute); des think tanks américains (ex: le National Democratic Institute) ont également apporté une aide décisive. Plus généralement, l'Occident s'est impliqué dans les pays situés au sein de l'ancien giron soviétique, à l'image de la Géorgie, pays stratégiquement important pour Washington et qui comptait de nombreuses ONG étrangères (ex: Open Society Institute) et organismes internationaux (Unicef, PNUD, etc.) œuvrant à la diffusion de valeurs (défense des droits de la femme, renforcement de la société civile, prévention contre le sida etc.) dès les années 2000.,

Alliances

Après avoir remis en cause les logiques multilatérales, qu'ils s'étaient pourtant évertués à échafauder durant des décennies pour asseoir leur puissance, les Etats-Unis ont opté pour une logique plus pragmatique.

La plupart des organisations internationales (ex: Cour Pénale Internationale, OTAN) ont été critiquées, voire remises en question: retrait du traité de libre-échange transpacifique, renégociation des accords de l'ALENA, retrait de l'UNESCO, de l'accord de Paris sur le climat, etc. La participation au sein de certaines organisations est jugée trop couteuse et entravant la liberté d'action américaine.

Le pays privilégie la concertation pour l'adoption d'instruments communs (ex

: contrôle des investissements étrangers) ou de normes communes (ex: secteur numérique) avec des partenaires stratégiques. Ainsi, le pays **négocie moins de règles bilatérales ou multilatérales qu'il ne rassemble divers Etats au sein de forums** (ex: Trade and Technology Council), ce, notamment afin de limiter l'internationalisation des normes chinoises.

Le pays se montre désormais plutôt défavorable à la régulation du commerce international par des règles multilatérales.

Néanmoins, certaines structures multilatérales demeurent un outil de la puissance américaine, à l'image de l'OTAN ou encore, dans une certaine mesure, du Dialogue stratégique quadrilatéral (**Quad**). Celles-ci permettent aux Etats-Unis de contrer l'influence de la Russie à l'Est de l'Europe, et celle de la Chine en Asie-Pacifique.

*Le Quad a été réactivé en 2021 renforçant ainsi l'alliance militaire tripartite entre les Etats-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni (Aukus) pour mieux contrer la Chine dans la région indo-pacifique. Aussi, en 2022, les Etats-Unis avaient lancé l'**IPEF** (Cadre économique pour l'Indo-Pacifique), un partenariat économique en Asie-Pacifique.*

I Des exercices militaires annuels ont lieu dans la région Asie-Pacifique entre certains pays d'Asie et les États-Unis, des exercices cherchant à contenir l'influence chinoise dans la zone (Australie, du Japon, Corée du Sud, du Canada, Nouvelle-Zélande, Thaïlande, Philippines, etc.).

Cette politique de coopération est notamment utilisée par les Etats-Unis pour sécuriser leurs approvisionnements en minerais critiques.

Face au projet chinois des nouvelles routes de la Soie, les États-Unis entendent structurer leur système de coopération afin de sécuriser leurs approvisionnements en minerais. Cela constitue l'une des priorités stratégiques de Washington, qui, pour cela, entretient des relations privilégiées avec plusieurs pays, à commencer par le Canada et l'Australie (grands producteurs miniers).

I En 2025, la Chine et les Etats-Unis concluaient un accord-

cadre relatif à l'approvisionnement en terres rares, secteur dominé par Pékin.

FRANCE

Le rôle joué par la France dans la construction de l'Union européenne, la promotion de son «exception culturelle» ainsi que sa puissance nucléaire font du pays une grande puissance internationale.

Cependant, son poids économique et politique déclinant révèle les profondes difficultés économiques et sociales ainsi que les divisions internes qui s'y jouent.

I ECONOMIE ET SOCIÉTÉ

La croissance du PIB devait atteindre moins de 1% en 2025, une avancée fragile qui ne suffisait pas à alléger la charge de la dette.

Si la France est le troisième pays de la zone euro le plus endetté, derrière la Grèce et l'Italie, sa dette est jugée peu risquée en raison de la solidité des banques, d'une production diversifiée, mais aussi de l'existence d'une épargne importante susceptible d'être taxée.

■ En 2025, la dette publique atteignait plus de 110% du PIB.

De plus, le taux de chômage est encore relativement élevé (environ 7% de la population active en 2025) et le taux de natalité recule. Aussi, les inégalités demeurent fortes: selon l'INSEE, en 2021, les 20 % les plus riches avaient un niveau de vie 4,5 fois plus élevé que les 20 % les plus pauvres.

La baisse de l'impôt sur la fortune et l'allégement de l'imposition des revenus financiers ont enrichi les plus riches. Ainsi, entre 1998 et 2010, le patrimoine moyen des 10 % les plus fortunés avait plus que doublé.

Parallèlement, la pauvreté n'a eu de cesse d'augmenter depuis le milieu des années 2000 (près de 10 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté en 2025, soit 1 Français sur 7), notamment chez les jeunes et les familles monoparentales.

La France est également confrontée à la détérioration des services publics (ex: multiplication des décès aux urgences, durcissement de l'accès aux allocations

chômage, etc.).

Parallèlement, la population française a continué à évoluer: vieillissement démographique, mutation de la famille, travail des femmes, affaiblissement de la protection sociale, adoption du mariage pour tous, évolution des mœurs, etc. Ces changements ont modifié le rapport à l'éducation ou encore au travail et renforcé les différences intergénérationnelles.

I POLITIQUE INTÉRIEURE

La France, héritière du jacobinisme, a connu une centralisation croissante ces dernières années. Outre la réduction du nombre de régions à 13 en 2015, la France entend maintenir son pouvoir sur les territoires stratégiques que constituent ses Outre-mer (un budget d'environ 28 milliards d'euros par an leur est consacré). Cependant, leur gestion apparaît difficile, ce que révèlent les problèmes économiques et sociaux de ces régions. Les niveaux de vie moyens s'avèrent en effet beaucoup plus faibles qu'en métropole; la pauvreté y est plus élevée et les conditions de vie plus difficiles.

A Mayotte, les conditions de vie sont difficiles (insécurité, habitat insalubre, immigration illégale), tout comme en Guyane, où l'insécurité a augmenté en raison du trafic de drogue, de l'immigration clandestine ou encore de l'orpailage illégal.

De plus, des tensions y sont apparues ces dernières années, notamment en **Nouvelle-Calédonie**, en 2024. Sur fond de crise du nickel, la France avait alors déployé l'armée sur ce territoire qui se trouve au cœur de sa stratégie Indo-Pacifique.

I En 2025, un accord prévoyait la création d'un « Etat de la Nouvelle-Calédonie » et la nationalité calédonienne, permettant aux habitants d'obtenir la double nationalité française et calédonienne. Il devait être soumis à référendum.

En France métropolitaine également, la société a été traversée par de nombreux bouleversements (ex: manifestations contre l'installation de mégabassines, mouvement des **« gilets jaunes »**).

Fin 2018, en riposte à la prochaine mise en œuvre d'une taxe sur le carburant, une partie de la population française manifestait son mécontentement. Rapidement, les revendications se sont élargies à de nombreuses difficultés économiques et sociales, mais aussi à des demandes politiques (ex: mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne). Ce mouvement était porté par la «France périphérique» (C. Guilluy), celles des zones rurales, mais aussi par les retraités, les personnes à faibles revenus et les classes moyennes.

Lors de ce mouvement, les violences policières ont largement été pointées du doigt par les manifestants en raison des mutilations de manifestants.

Parallèlement, la France a peu à peu renforcé ses mesures de répression et de restriction des libertés dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

*Pour faire face aux nouvelles menaces terroristes, le pays avait décidé de consolider ses **mesures de sécurité**: renforcement du plan Vigipirate dans les lieux sensibles, mise en place de mesures de sécurité dans les écoles, lutte contre la radicalisation, adoption de la loi renseignement, entrée dans le droit commun des mesures de l'état d'urgence, interdictions de manifestations, arrestation de militants écologistes en marge de la COP21, blocage administratif de sites internet sans intervention de la justice, loi sécurité globale, loi sur le renseignement, loi sur les Jeux Olympiques de 2024 légalisant officiellement la surveillance algorithmique dans l'espace public pour certains événements sportifs, récréatifs et culturels, dissolution d'associations, loi contre le séparatisme, loi Avia contre la haine en ligne, etc. Ces différentes lois et propositions de loi ont progressivement cherché à clarifier l'utilisation des outils technologiques par la police (ex: création d'un régime juridique pour la captation d'images par des moyens aéroportés, libéralisation de l'usage des caméras-piétons chez les forces de l'ordre).*

La mise en place de ces mesures a notamment été facilitée par l'élargissement du périmètre de plusieurs fichiers de «sécurité publique», qui devait permettre le fichage massif de militants politiques via l'obtention de données personnelles (habitudes de vie, activité en ligne, activités publiques, données de santé, etc.).

Aussi, les mesures de la loi renseignement de 2015 ont été entérinées et la notion de sécurité nationale étendue pour couvrir les attaques terroristes

aussi bien que les violences collectives (ex: manifestations non déclarées) ou l'ingérence étrangère en matière économique.

La France a également connu des soubresauts dans sa vie politique, marquée par une forte opposition au pouvoir ainsi que par la montée de l'extrême droite.

I Dans les années 2020, la France connaissait une instabilité gouvernementale (dissolution de l'Assemblée nationale, succession de Premiers ministres, etc.).

I POLITIQUE EXTÉRIEURE

Par son histoire, la France occupe une place importante sur la scène internationale. Après s'être affirmé durant le Haut Moyen-Age, le pays est en effet devenu une grande puissance au cours des siècles suivants, notamment grâce à son vaste empire colonial.

En conflit avec la Grande-Bretagne au cours des 18^e et 19^e siècles, la France a acquis un immense empire colonial qui a permis à la langue française de se diffuser aux quatre coins du monde. De cet empire colonial perdurent encore certains territoires désormais français (La Réunion, Martinique, Guadeloupe, Guyane) et 200 millions de francophones présents aujourd'hui dans le monde.

Ainsi, malgré une influence économique et politique désormais limitée sur la scène internationale, la France entretient son rayonnement culturel à l'étranger et entend se placer en leader de l'Union européenne, dont il est l'un des principaux moteurs. Le pays dispose pour cela de nombreux outils de *soft power* et de coopération: l'un des réseaux d'ambassades et de consulats les plus importants au monde, des écoles françaises dans les grandes villes du monde, etc.

L'obtention d'un accord à l'issue du sommet sur le climat, tenu à Paris fin 2015, avait contribué à renforcer l'image positive de la France sur la scène internationale.

L'influence française se joue aussi à travers **les instances internationales**

(ONU, G8), qui ont parfois permis au pays d'affirmer certaines positions (ex: en 2003, refus de la France d'engager ses troupes militaires en Irak), mais aussi de défendre le multilatéralisme et le libre-échange.

La diplomatie française emploie aussi des moyens militaires pour soutenir sa politique étrangère, liant ainsi *soft* et *hard power*. Outre ses outils de puissance (arme nucléaire, porte-avions, etc.) et au-delà de ses territoires d'Outre-mer, le pays dispose de **bases permanentes** sur différentes zones stratégiques.

La France dispose d'une "force de présence" dans plusieurs pays avec lesquels des accords bilatéraux ont été conclus (Sénégal, Gabon, Djibouti, Emirats arabes unis, Côte d'Ivoire), permettant au pays de disposer de trois Bases opérationnelles avancées. Aussi, des militaires français sont déployés en Guyane (FAG), dans l'océan Indien (FAZSOI), en Nouvelle-Calédonie (FANC) ou encore aux Antilles (FAA). Cependant, les Français sont dépendants du pays hôte et Djibouti et les Émirats arabes unis bénéficient de clauses de défense et d'assistance en cas d'agression.

Les forces militaires françaises ont également été déployées aux abords de la Russie en réaction au conflit ukrainien en 2022 : en Roumanie, en Estonie, mais aussi en Lituanie.

La France est, en outre, intervenue à plusieurs reprises dans différents théâtres d'opérations: en **Libye** (2011), en République centrafricaine (Sangaris, 2013), mais aussi en Irak et en **Syrie** (Chammal, 2014) pour lutter contre le terrorisme.

Au-delà de ces interventions militaires, la France **exporte ses armes** à divers endroits du monde (deuxième exportateur mondial d'armes en 2024). Ces exportations permettent de renforcer certaines alliances (ex: avec les Emirats ou le Qatar) ou aux pays acheteurs de s'assurer d'un certain soutien français (ex: Grèce vis-à-vis de la Turquie).

En achetant du Rafale, l'Inde provoque des réticences américaines à lui vendre des armes. Ainsi, la vente d'armes crée une relation de défense qui n'est pas neutre.

Outre la poursuite d'intérêts économiques autant que géopolitiques, l'exportation d'armes permet de diffuser une véritable culture opérationnelle et des standards d'entraînement, et crée également une accoutumance

technologique.

Si la France vend notamment des armes et des systèmes de surveillance à l'Egypte, ce type de vente a été remis en question pour des raisons éthiques lorsqu'il s'agissait de ventes d'armes à l'Arabie saoudite, alors enlisée dans un conflit au Yémen. En effet, signataire du traité sur le commerce des armes depuis 2014, la France ne peut vendre des armes susceptibles de servir «à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité, des violations graves des conventions de Genève de 1949, des attaques dirigées contre des civils ou des biens de caractère civil et protégés comme tels, ou d'autres crimes de guerre».

Mais la France a progressivement perdu une part de sa souveraineté dans divers domaines, **mettant à mal son autonomie stratégique**. La puissance française est donc régulièrement questionnée puisque le pays est très largement dépendant dans différents secteurs (numérique, technologique ou encore militaire).

La souveraineté économique est cruciale car elle fait partie de la souveraineté nationale. L'économie française doit donc être protégée de sa dépendance et de ses multiples vulnérabilités, dans un contexte de grande compétitivité mondiale depuis la fin de la Guerre Froide. Des actions sont ainsi menées pour défendre l'économie et les entreprises d'atteintes diverses (ex: protection des informations stratégiques par l'intelligence économique), mais aussi pour répondre aux besoins de la défense nationale.

I Selon certains membres du Cercle de Réflexion Interarmées, le projet OTAN 2030 affaiblit la souveraineté de la France, embrigadant les Européens dans la rivalité sino-américaine en échange d'une protection contre la Russie.

La France, en raison de sa **désindustrialisation**, est également très dépendante des industries étrangères.

Au milieu des années 1970, la France a privilégié la constitution d'une économie de services au détriment de son industrie. Cette désindustrialisation oblige désormais à moderniser l'appareil productif français ainsi qu'à revoir l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement (ex:

maîtrise de tous les composants d'une batterie). Aussi la conduite d'une politique de réindustrialisation s'avère-t-elle difficile.

Par ailleurs, pour assurer son indépendance, la France entendait notamment simplifier l'ouverture de nouvelles mines (ex: mines de lithium) afin d'effectuer sa transition énergétique et avant l'interdiction de la vente de nouvelles voitures thermiques en 2035.

Le pays tente donc de mettre en place les moyens de son autonomie, à une époque marquée par le désengagement américain en Europe autant que par des relations internationales au caractère souvent asymétrique (ex: affaire Aukus en 2021). Les autorités françaises misent, pour cela, notamment sur la diversification de leurs partenaires étrangers.

France et Afrique

Après avoir mené, durant des années, de multiples opérations militaires dans la bande sahélo-saharienne (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad) dans le cadre de l'opération française «Barkhane», qui avait pris le relais de «Serval», la France a fait face à l'hostilité croissante de la population africaine. Et pour cause, destinées à lutter contre le terrorisme islamiste dans la région, ces opérations françaises ne semblaient pas obtenir les effets escomptés.

L'opération «Serval», qui se donnait pour objectif de limiter l'influence des terroristes islamistes au Mali, avait conduit à la dispersion des membres d'Al-Qaïda dans les pays voisins et rendu nécessaire le stationnement des forces françaises dans le pays durant une longue période. Aussi, la violence n'avait pas reculé malgré les victoires tactiques remportées lors de l'opération Barkhane dans la zone dite des « trois frontières » (située entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger). En effet, la concentration des forces sur l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) avait profité au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), affilié à Al Qaïda. Ainsi, l'influence française en Afrique de l'Ouest était remise en cause pour ses défaillances: les groupes armés (liés à Al-Qaïda et à l'État islamique) étendaient leur influence au Sahel, s'enracinant plus profondément dans la société et s'infiltrent vers le golfe de Guinée. La France comptait donc sur des renforts européens (Takuba) ainsi que sur l'accompagnement des armées sahéliennes afin de parvenir à leur autonomisation dans la lutte contre le djihadisme (une mission déjà mise en place par le G5 Sahel).

Ainsi, en 2021, la France annonçait la **fin de l'opération Barkhane**, tout en poursuivant certaines actions sur le terrain. L'année suivante, face à l'hostilité croissante des dirigeants africains et des populations, l'opération prenait officiellement fin et le pays quittait le Mali.

Ce départ inaugureait de nombreux retraits ultérieurs, contraints par l'arrivée au pouvoir de jupes dans les pays du Sahel. En effet, accusée de déstabiliser la région, mais aussi de néo-colonialisme (ex: franc CFA), la France était enjointe par ces nouveaux régimes à quitter le Niger et le Burkina Faso, qui se rapprochaient de la Russie (notamment à travers la société de mercenaires privée Wagner). Ce sera également le cas de la Centrafrique (après la fin de l'opération Sangaris en 2016), où le sentiment anti-français était alimenté par les médias.

Selon certains observateurs, l'opération militaire Barkhane constituait l'un des éléments de l'impérialisme français en Afrique (ex: maintien de gisements d'uranium utiles à l'industrie nucléaire française). Les mouvements panafricains voyaient dans l'implication des forces françaises en Afrique une forme de survie de la «Françafrique» nourrissant un ressentiment anti-français.

Ainsi, alors que plus de 5000 militaires français maintenaient une présence française au Sahel, la France réduisait drastiquement ses effectifs et se voyait obliger de quitter de nombreux pays de la région. Après le Mali ou le Niger, ce sera au tour du Tchad, puis du Sénégal. Les troupes étaient drastiquement réduites au Gabon et en Côte d'Ivoire (dont le président a longtemps été le principal pilier de la « françafrique »).

En Côte d'Ivoire et au Gabon, les bases françaises étaient transformées en « camp partagé » axé sur la formation et permettant d'accueillir des troupes françaises.

I En 2025, la France quittait également le Sénégal, cédant au pays la dernière base permanente qu'elle détenait en Afrique de l'Ouest.

Autrefois considérée comme le « gendarme de l'Afrique », la France s'est ainsi largement désengagée des pays d'Afrique de l'Ouest. L'ancienne puissance

coloniale ne dispose désormais plus que d'une seule base en Afrique, à Djibouti. Elle privilégie à présent la **coopération avec des Etats souverains** qui entendent conserver leur indépendance (ex: formation des militaires locaux).

Désormais, Paris s'oriente vers la coopération militaire, la formation et le soutien, mais aussi la guerre d'influence (ex: contre la désinformation russe en Afrique).

Toutefois, l'armée s'était dotée, en 2024, d'un Commandement pour l'Afrique basé à Paris et organisant le soutien aux pays partenaires (équivalent de l'Africom américain). L'objectif français demeurait inchangé: lutte contre le terrorisme et les trafics, formation des armées régionales, etc.

Paris tentait ainsi de s'adapter à la nouvelle demande africaine de partenariats équilibrés et bénéfiques aux deux parties. Le pays nouait donc des partenariats économiques, culturels et climatiques (ex: One Forest Summit en 2023, accord de coopération commerciale avec le Kenya en 2024, partenariat d'accompagnement au développement économique et social centrafricain, etc.).

Dans ce contexte, la question du retour des objets culturels d'origine africaine sur le continent africain a fait de plus en plus débat. Ainsi, des biens culturels ont été restitués par la France au Bénin, au Sénégal ou à Madagascar (ex: restitution de trois crânes de l'époque coloniale en 2025), la restitution du patrimoine étant un engagement français depuis 2017.

Ainsi, la France maintient des liens étroits avec les pays africains, l'Afrique demeurant pour le pays une priorité stratégique, économique et géopolitique.

France et Monde arabe

La France entretient des liens privilégiés avec nombre de pays arabes (Algérie, Tunisie, etc.), dans le droit fil de sa traditionnelle **«politique arabe»**. Cependant, ces relations sont l'objet de régulières tensions diplomatiques, portant notamment sur la question du contentieux mémoriel (tensions avec l'Algérie), mais aussi celle du Sahara occidental.

En 2024, après deux ans de relations difficiles avec le Maroc, la France avait renoué avec le pays pour des raisons économiques. Elle reconnaissait le plan

marocain d'autonomie du Sahara occidental de 2007 comme seule base pour aboutir à une solution politique juste et consolidait ses liens avec le royaume (exercices militaires, échanges économiques, etc.).

Aussi, malgré une longue tradition de soutien au peuple palestinien, la France a soutenu Israël après 2023, tout en continuant à financer l'UNRWA (agence onusienne pour les réfugiés palestiniens), puis en reconnaissant, en 2025, l'Etat de Palestine.

France et Russie

Alors que les deux pays ont longtemps entretenu un réseau d'interdépendances commerciales dans les secteurs énergétique et agricole (la Russie était l'un des grands fournisseurs de la France en pétrole), les liens ont diminué après l'invasion de l'Ukraine. Les échanges commerciaux ont nettement reculé et Paris a cherché à réduire sa dépendance au marché russe en multipliant les accords alternatifs.

Seul le gaz naturel liquéfié (GNL) échappait à l'embargo et demeurait importé. Aussi, les importations d'engrais russes avaient presque doublé après le début du conflit ukrainien.

En outre, les liens franco-russes étaient ternis par les accusations de cyberattaques et les ingérences réciproques, tandis que les deux pays se livraient à une guerre informationnelle. La France soutenait en effet fermement l'Ukraine face à la Russie (ex: cession de Mirages 2000-5 à Kiev, envoi d'instructeurs militaires français).

I En 2025, la France qualifiait de «menace» la Russie, qu'elle considère comme son principal adversaire en Europe. L'année précédente, le pays avait conclu un accord sécuritaire bilatéral avec Kiev ainsi qu'un accord de défense avec la Moldavie, qui entretenait des relations tendues avec Moscou.

France et Inde

Après un partenariat stratégique signé en 1998, la relation franco-indienne a connu un vif essor: outre les secteurs culturel, économique et diplomatique, c'est surtout un partenariat de plus en plus stratégique qui s'est noué. Les

domaines de l'énergie nucléaire, de la recherche et développement (ex: technologies, intelligence artificielle), de l'aérospatiale, du militaire (exercices militaires conjoints, exportation d'armements) sont en effet au cœur de ces relations bilatérales.

I En 2025, l'Inde commandait 26 avions de chasse Rafale.

France et Indo-Pacifique

Longtemps implantée dans la région asiatique via ses colonies (de 1674 à 1954), la France a réduit le nombre de ses troupes en Asie au début du 2^e siècle.

| Sa présence navale avait déjà fortement diminué à partir des années 1990.

Cependant, suite à la publication de sa stratégie Indo-Pacifique en 2019, la France y a considérablement renforcé sa présence et déploie régulièrement ses moyens navals (sous-marins nucléaires d'attaque, porte-hélicoptères, etc.). Aussi, les soldats français participent à des exercices militaires avec les marines japonaises et américaines.

*7 000 soldats français sont prépositionnés dans les cinq **bases militaires** situées à Abu Dhabi, Djibouti, La Réunion, Nouméa et Papeete pour protéger les intérêts de la France.*

Les forces armées de la zone sud océan Indien (FAZSOI) constituent le principal point d'appui dans l'océan Indien, auxquelles s'ajoutent les forces françaises aux Émirats arabes unis (FFEAU), forces françaises stationnées à Djibouti (FFDj) et les soldats français répartis entre la Polynésie française (FAPF) et la Nouvelle-Calédonie (FANC). La France est ainsi présente dans l'Océan Indien et dispose d'une présence militaire via La Réunion. Elle dispose ainsi de zones économiques exclusives (ZEE) riches en ressources halieutiques et potentiellement en hydrocarbures. Aussi, les armées françaises participent à de nombreux exercices bilatéraux et multilatéraux.

Cependant, certains États voisins contestent la souveraineté de la France à Mayotte et aux îles Éparses, considérant l'action des forces armées comme une forme de néocolonialisme. Pour la France, son contrôle sur les îles Éparses lui permet de maîtriser une grande partie du canal du Mozambique

| et de ses ressources (ex: pêche).

I En 2025, le coup d'État militaire à Madagascar risquait de raviver les tensions autour des îles Eparses, le nouveau régime pouvant durcir ses revendications nationalistes et redéfinir les relations postcoloniales avec la France, qui cherche encore à préserver ses intérêts dans la région.

La France mène également des dialogues stratégiques de défense, à l'instar des dialogues stratégiques trilatéraux « France-EAU-Inde » et « France-Inde-Australie ».

France et Etats-Unis

La relation franco-américaine repose sur une traditionnelle alliance leur permettant d'adopter des positions communes sur les grandes questions internationales (ex: soutien à l'Ukraine), bien que s'éloignant de certaines politiques américaines (ex: soutien moindre à Israël dans sa guerre à Gaza).

| En 2021, l'annulation par l'Australie du contrat de sous-marins français au profit de l'accord AUKUS (entre les Etats-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni), décision prise sous la pression américaine, avait conduit au rappel de l'ambassadeur français à Washington.

France et Amérique du Sud

Le réinvestissement diplomatique et économique français en Amérique latine s'inscrit sur une base politique commune, notamment fondée sur l'approche dite du «non-alignement actif» (privilégier l'intérêt national à l'alignement sur Washington, Pékin ou Moscou). La France s'est ainsi rapprochée du Brésil ces dernières années (ex: nouveau plan d'action du partenariat stratégique signé en 2024)

Ces relations peuvent jouer un rôle important dans la réponse aux crises climatiques ou énergétiques: les pays de la façade pacifique sont de cruciaux fournisseurs de mineraux stratégiques et des partenaires pour la mise en œuvre d'une transition énergétique et numérique.

France et Chine

Si les relations franco-chinoises sont asymétriques, cela n'empêche pas les multiples coopérations, le pouvoir chinois souhaitant que l'Europe prenne ses distances avec les Etats-Unis (comme de Gaulle en 1964). Ainsi, la France et la Chine entendent approfondir leurs échanges, et coopèrent déjà dans de nombreux domaines (aéronautique, automobile, etc.).

Les échanges se sont ainsi diversifié au fil des décennies, évoluant vers une coopération plus innovante et technologique: (ex: financements chinois à destination d'entreprises françaises spécialisées dans l'intelligence artificielle et la cybersécurité).

Des scientifiques français avaient été associés à l'exploration chinoise de la face cachée de la Lune, une opération cruciale pour la Chine.

Cependant, si la Chine est le troisième partenaire commercial de l'Hexagone, le déficit commercial reste fort.

INDE

Après un essor économique fulgurant au début des années 2000, l'Inde est devenue la quatrième puissance économique mondiale.

Cette puissance clé du "Sud global", pays fondateur des BRICS, fait néanmoins face à un certain ralentissement de son économie depuis quelques années ainsi qu'à une pauvreté endémique persistante.



I BREF HISTORIQUE

L'Inde, placée sous domination britannique dès le 18^e siècle, a accédé à l'indépendance en 1947, sous l'impulsion du nationalisme indien, né au 19^e siècle et

popularisé par Gandhi.

La colonisation britannique de l'Inde a formellement débuté en 1757 et été facilitée par l'East India Company, qui a joué un rôle déterminant dans la colonisation de ce vaste territoire. Son objectif commercial a en effet évolué vers une politique d'expansion qui lui a permis de placer une grande partie du sous-continent directement ou indirectement sous sa tutelle au 19^e siècle.

Cependant, cette mainmise se verra remise en cause par la première guerre d'indépendance indienne, en 1857, puis par la création du parti du Congrès, en 1885. Fondé par des notables et des intellectuels, ce parti cherchera à mettre un terme à la colonisation grâce aux actions menées par son dirigeant, Gandhi (actions de désobéissance civile comme la «Marche du sel» ou les exercices de jeûne). La notoriété grandissante du mouvement favorisera leur victoire, qui conduira, finalement, à la partition du pays. En quelques semaines, l'Inde sera divisée en deux : une Inde multiconfessionnelle à majorité hindoue et un État musulman, le Pakistan.

Le Premier ministre Nehru engrangera alors la **démocratie parlementaire** dans le pays et redessinera la carte de l'Inde en se fondant sur des critères linguistiques afin d'éviter toute revendication identitaire. Son influence sera telle qu'il deviendra le moteur du **Mouvement des non-alignés**. De plus, ses essais nucléaires, menées durant la guerre froide, permettront au pays d'acquérir une stature internationale. Parallèlement, l'Inde s'affirmera contre la puissance américaine : un traité d'amitié indo-soviétique est signé en 1971 alors que dans le même temps, le Pakistan s'allie avec les Occidentaux.

Economiquement, l'Inde va longtemps stagner, restant contrainte par une bureaucratie et un protectionnisme rigides. Puis, dans les années 1990, une nouvelle **politique économique libérale** va s'imposer et réellement moderniser le pays. Si cette évolution ne conduira pas à l'éradication de la pauvreté (qui déjà était problématique à la proclamation de l'indépendance du pays), cette figure emblématique du Tiers-monde gagnera progressivement en autonomie et en importance sur la scène internationale.

I POPULATION

Pays le plus peuplé au monde depuis 2023 (1,4 milliard d'habitants), l'Inde abrite de multiples cultures. C'est un territoire à la fois métissé et nourri de nombreux particularismes.

La croissance démographique de l'Inde reste forte, ce, malgré les mesures de freinage des naissances, qui avaient déjà été impulsées par Indira Gandhi: le pays est aujourd'hui trois fois plus peuplée qu'en 1947.

Aux côtés des 80% d'hindous vivent 200 millions de **musulmans**, le pays accueillant la troisième communauté musulmane du monde. A cela s'ajoutent 27 millions de chrétiens (surtout installés au Sud), des Sikhs (environ 16 millions de personnes concentrées au Nord) et d'autres religions minoritaires (bouddhisme, jaïnisme, etc.).

Cette diversité religieuse a souvent été exploitée politiquement, notamment par le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP), qui a attisé les rivalités entre hindous et musulmans pour accéder au pouvoir.

La multiplicité des religions a également provoqué des explosions de violence entre communautés (émeutes entre hindous et musulmans), qui ont notamment conduit à la destruction de la mosquée d'Ayodhya en 1992. De même, les révoltes des Sikhs ont provoqué de graves violences dans les années 1970-1980 (dont l'assassinat du Premier ministre Indira Gandhi) dans le but d'obtenir la création d'un Etat sikh. Ces rivalités se sont finalement apaisées au cours des années 2004.

Le caractère plurireligieux de l'Inde est géré par la politique de **laïcité** du pays (*secularism*), qui conduit à traiter avec une même bienveillance chaque religion. Une même politique régit les multiples langues du pays: bien que l'hindi soit la langue officielle (45 % des Indiens parlent hindi), les autres langues majeures sont considérées « langues nationales »; le pays compte ainsi 122 langues principales.

Par ailleurs, pour limiter le déterminisme des **castes**, un système de quotas avait été créé après l'indépendance pour favoriser les intouchables et les basses castes, victimes de discriminations depuis des siècles.

Les castes sont issues des Lois de Manu, un texte fondateur de l'hindouisme qui avance que l'Être suprême a créé les hommes à partir de son corps. Ainsi, de sa bouche sont nées les brahmanes (classe élitaire des prêtres), de son bras, les kshatriya (guerriers, seigneurs qui aujourd'hui travaillent dans l'armée, la police), de sa cuisse, les vaishyas (commerçants, agriculteurs) et de son pied, les shudras (serviteurs). A cela s'ajoutent les hors castes, les intouchables ou dalits («opprimés»). Si ce système de castes est désormais moins rigide qu'autrefois (le président indien Ram Nath Kovin était un "intouchable"), il perdure néanmoins (beaucoup se maintiennent dans leur statut social d'origine et il y a très peu de mariages intercastes). La Constitution indienne de 1950 en effet n'abolissait pas les castes, seulement la discrimination par la caste afin que les castes inférieures bénéficient

| d'avantages (*discrimination positive*).

I POLITIQUE INTÉRIEURE

République **parlementaire fédérale** composée de 28 Etats, l'Inde a longtemps majoritairement soutenu le **parti du Congrès**, un mouvement reconnu pour sa lutte en faveur de l'indépendance du pays. Défenseur de la démocratie et de la laïcité, ce parti était parvenu à maintenir une certaine unité au sein du pays malgré sa grande diversité.

Cependant, perçu comme un symbole de la perpétuation du modèle dynastique, ce mouvement politique a peu à peu perdu du terrain. Le pays a alors assisté à la montée en puissance de mouvements politiques régionaux. C'est ainsi qu'aux côtés des deux principaux partis, le Bharatiya Janata Party (BJP) et le Congrès, les petits partis comme l'AAP ont commencé à faire entendre leur voix, dans les années 2010. Le nationalisme hindou s'est alors doublé d'un national-populisme, incarné par **Narendra Modi**, dirigeant du parti hindouiste BJP. Celui-ci accède au poste de Premier ministre en 2014. Il mène alors une politique **libérale** afin d'accompagner le développement économique et la modernisation du pays, dans une volonté de rompre avec le passé et ambitionnant de devenir un pays développé d'ici au centenaire de l'indépendance.

Ce renouveau indien s'est fondé sur une croissante personnalisation du pouvoir et un durcissement politique qui tendait peu ou prou à remettre en cause les bases du pays fédéral, démocratique, multiconfessionnel et laïc que les pères fondateurs de l'Inde moderne avaient forgées. En effet, le gouvernement nationaliste a conduit une politique dominée par le **religieux** et l'**identité hindoue**, conduisant à une mise à l'écart des musulmans.

Estimant que les musulmans disposent déjà de leur propre Etat, à savoir le Pakistan (qui s'est défini comme une république islamique), la droite hindouiste entend faire de l'Inde un État hindou: révision des manuels d'histoire (retirant les références aux héritages musulmans de l'Inde), instauration d'une Journée internationale du yoga, mise en place d'une "démocratie ethnique" (dans laquelle les pouvoirs sont détenus par la communauté majoritaire, les hindous), inauguration d'un temple dédié à Ayodhya (qui devait devenir la nouvelle capitale spirituelle du monde), etc.

I En 2025, le pèlerinage de Kumbh Mela, vaste rassemblement religieux rassemblant plus de 500 millions de personnes (afin de se purifier dans les rives sacrées du Gange) était encensé par Narendra

Modi, qui y voyait l'incarnation de «l'héritage spirituel éternel de l'Inde».

Le nationalisme hindou a également promu la «**décolonisation**» du Code pénal afin de mettre un terme aux lois de l'ère coloniale. Par ailleurs, le remplacement du nom «Inde» par celui de «Bharat», se voyait de plus en plus envisagé.

L'idéologie nationaliste hindoue s'est étendue en Inde. Elle repose sur le concept de l'hindutva, théorisée en 1923 et qui entend uniformiser l'Inde, considérée comme la propriété des hindous. Aussi les autres croyances sont-elles écartées et leurs fidèles considérés comme des ennemis de l'intérieur.

Ces évolutions se sont accompagnées d'une progressive atteinte au pluralisme médiatique dans la plus grande démocratie du monde.

*Au fil des années, la plupart des grands médias se sont retrouvés aux mains d'oligarques proches de Narendra Modi quand d'autres subissaient la censure, les menaces ou le harcèlement, dans une forme de criminalisation des journalistes, notamment étrangers (annulation des licences attribuées par le gouvernement, recours aux lois pénales à leur encontre pour les censurer: lois antiterroristes, lois sur la sédition). Ainsi, les différentes oppositions et critiques se sont vues éteintes (ex: affaiblissement, voire fermeture de milliers d'ONG par la privation de soutiens financiers étrangers) et les réseaux sociaux considérés comme des sources de désinformation susceptibles de troubler l'ordre public. Aussi, des **lois réduisaient la liberté d'expression** des citoyens et les autorités poursuivaient les opposants politiques. Le gouvernement nationaliste hindou disait ainsi éviter toute intrusion étrangère, toute promotion de la sédition et donc la désagrégation de l'Inde.*
A l'inverse, l'industrie du cinéma Bollywood était sollicitée pour propager la ligne idéologique du BJP, tout comme les manuels d'histoire.

En outre, les institutions démocratiques indiennes apparaissaient fragilisées, le Parlement devenant une simple chambre d'enregistrement, quand les ministres étaient jugés inféodés au pouvoir central.

Outre l'arrestation de figure de l'opposition pour corruption présumée peu avant des élections en 2024, le gouvernement a notamment été remis en cause pour son recours à la torture (mise en cause de policiers pour des faits de violence).

Dans ce contexte, les années 2020 ont été propices à la remise en cause de la politique de Narendra Modi, qui se voyait contraint au compromis avec ses opposants suite aux élections législatives de 2024.

A cette occasion, Rahul Gandhi (petit-fils d'Indira Gandhi), du parti du Congrès, avait été nommé leader de l'opposition, un poste gouvernemental qui n'existe plus depuis 2014 et qui permet de participer à d'importantes nominations dans les agences de l'État.

La politique indienne continuait également à être secouée par les **tensions dans la région himalayenne du Cachemire**, passée depuis 2019 sous contrôle du pouvoir central et qui avait vu son autonomie suspendue.

Cette région disputée entre l'Inde et le Pakistan est le lieu d'affrontements entre militaires indiens et combattants séparatistes (que l'armée considère appartenir au Lashkar-e-Toiba, un groupe terroriste d'origine pakistanaise).

I SITUATION ÉCONOMIQUE

L'Inde bénéficie d'une **croissance d'environ 6%** par an ces dernières années, un chiffre qui dépasse depuis plusieurs années la performance de la Chine (qui représente toutefois 50% du PIB de la région asiatique, contre 10% du PIB pour l'Inde).

La première puissance démographique mondiale est ainsi devenue l'une des plus grandes économies mondiales, lui permettant d'acquérir une véritable puissance à l'échelle internationale.

Cette économie dynamique est le fruit d'un développement progressif, débuté dans les années 1990, lorsqu'elle s'est libéralisée après avoir longtemps reposé sur une main-d'œuvre qualifiée et bon marché. Très agricole (le secteur représente 45% de la main-d'œuvre et 15 % du PIB indien; 2/3 de la population dépend de l'agriculture), l'économie indienne s'est diversifiée à partir des années 2000, notamment grâce à l'accroissement de la consommation privée: les **classes moyennes** indiennes constituent désormais un vaste marché de quelques centaines de millions de consommateurs.

*Au début des années 2020, l'Inde avait choisi de **libéraliser les prix agricoles**, auparavant encadrés par les pouvoirs publics.*

La puissance économique indienne s'est construite à partir de la philosophie politique indienne fondée sur la multipolarité et l'**autosuffisance** (*Atmanirbhar Bharat*, ou Inde autosuffisante). Aussi l'Inde a-t-elle investi dans ses infrastructures stratégiques, mais aussi modernisé et diversifié ses secteurs-clés, passant d'une économie essentiellement agraire à une puissance industrielle et technologique majeure (ex: investissements dans le secteur informatique dès les années 1990).

Grâce à des initiatives ciblées et des partenariats, le pays a gagné en autonomie autant qu'en influence, réduisant sa dépendance à la Chine ou à Taïwan (ex: production indienne de semi-conducteurs) et diminuant ses importations.

Le pays est très dépendant des importations car il a peu de ressources énergétiques relativement à sa population et à l'immensité de son territoire.

Pour assurer son indépendance, l'Inde mise donc sur les énergies renouvelables (solaire, éolien) bien que les deux tiers de son électricité soient produits grâce au charbon.

Par ailleurs, l'Inde a accru son indépendance économique et joué un rôle important dans certains secteurs vitaux (ex: médicaments proposés à des prix compétitifs attirant les investissements étrangers).

En envisageant de devenir la **nouvelle usine du monde**, et donc en développant l'industrie manufacturière, l'Inde a protégé ses petites et moyennes entreprises de la concurrence étrangère et attiré les investissements étrangers (ex: initiative « Make in India » lancée en 2014 pour inciter les entreprises nationales et internationales à fabriquer leurs produits en Inde). L'Inde bénéficie ainsi désormais de grandes industries liées au pouvoir et d'une main-d'œuvre abondante (la moitié de la population a moins de 25 ans).

L'avènement d'une «nouvelle Inde», puissante économiquement et innovante, est aussi passée par le développement de l'enseignement et de la recherche. En faisant du soutien à la tech une priorité, l'Inde a favorisé la digitalisation de l'économie (e-commerce, santé, éducation, etc.), qui s'est appuyée sur de nombreuses initiatives (programme « Digital India », projet BharatNet, système d'identification « Aadhaar », etc.).

*Avec le développement de l'économie numérique, les transactions en actifs numériques virtuels ont largement augmenté. C'est dans ce contexte que l'Inde a introduit en 2022 une version virtuelle de la monnaie nationale, la **roupie numérique**. L'année précédente, le gouvernement indien avait mis en place un nouveau système d'aides sociales, E-Rupi, afin d'en faciliter la distribution (environ 300 programmes d'aides financières directes existent en Inde). De plus, dans le cadre du Genome India project, l'Inde a élaboré une immense base de données de génomes humains (afin de développer des soins adaptés aux spécificités de l'Inde).*

Depuis les années 2010, plusieurs grands chantiers ont également été lancés, dopant l'activité économique. Les **infrastructures** (routes, rails, etc.) se sont considérablement améliorées afin d'accompagner l'essor économique et favoriser le développement industriel du pays.

Cependant, si l'Inde figure désormais parmi les grandes économies mondiales, sa croissance très rapide apparaît trop faible pour améliorer le niveau de vie de la population. Le chômage demeure important et la demande intérieure est encore relativement faible.

Beaucoup d'Indiens vivent du secteur informel, qui représente environ 80% de l'économie du pays. Ainsi, la croissance est soutenue par une minorité de la population.

De plus, le pays souffre des contradictions de son système: le nationalisme économique du pays se heurte aux injonctions du libéralisme. Ses choix protectionnistes (notamment dans l'industrie) rendent ses infrastructures peu compétitives et rebutent les investisseurs étrangers, déjà découragés par la faiblesse du marché intérieur mais aussi par l'environnement politique.

I SITUATION SOCIALE

La prospérité économique de l'Inde n'a pas mis un terme aux fortes **inégalités**, qui demeurent importantes dans le pays. Les fruits de la croissance sont en effet très inégalement répartis au sein de la population: les 1 % des Indiens les plus riches concentrent 40 % des richesses. En quelques années en effet, le nombre de milliardaires a triplé tandis que les revenus de la population majoritaire ont stagné et que près de la moitié de la population vivait encore sous le seuil de pauvreté.

Le PIB par habitant est 5 fois moins élevé qu'en Chine. 800 millions de personnes vivent des aides alimentaires.

Cependant, selon le programme pour le développement des Nations Unies (PNUD), l'Inde a sorti 415 millions de personnes de la pauvreté entre 2005-2006 et 2019-2021. Le gouvernement indien s'est également attelé à la transformation des secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité alimentaire (mise en place d'un programme alimentaire pour 70% de la population indienne). Pourtant, le pays ne parvient pas à enrayer la sous-alimentation chronique de sa population. Malgré une urbanisation croissante, l'Inde reste massivement rurale et pauvre. Les trois quarts des foyers vivent dans les campagnes malgré l'explosion démographique des mégapoles.

Ainsi, la réduction de la pauvreté, la discrimination positive ou encore l'amélioration des conditions sanitaires demeurent des enjeux importants.

En outre, l'Inde subit de plus en plus d'évènements climatiques extrêmes. Outre les

sécheresses, les inondations sont devenues irrégulières et soudaines. Elles conduisent à une érosion des sols qui rogne les terres cultivables à chaque évènement. La qualité de l'eau du Gange ne cesse d'empirer. De plus, la population indienne subit depuis des années une grave **pollution atmosphérique**. En effet, dans les grandes villes comme New Delhi, l'air est devenu aussi irrespirable qu'en Chine durant les années de son plein développement.

I RELATIONS EXTÉRIEURES

Une puissance de l'Asie-Pacifique

Grâce à son influence économique, l'Inde, le «bureau du monde», a acquis un poids croissant sur la scène internationale, bien que le pays ne soit pas parvenu à devenir membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'Inde, qui a présidé le G20 en 2023 mais aussi l'OCS, attend une réelle reconnaissance internationale. Déjà le pays s'affirme dans les domaines du cyberspace, du numérique, mais aussi de l'espace: sur fond de rivalité sino-indienne, l'Inde est devenue un **acteur spatial** de premier rang et entend s'ériger en véritable acteur du marché (satellite indien en orbite de Mars, pose d'une sonde à la surface de la Lune en 2023).

Le pays a également accru sa puissance militaire en augmentant ses dépenses dans le secteur (premier porte-avion «made in India» en 2022). Le pays est en outre détenteur de l'arme **nucléaire** et bénéficie d'un poids démographique conséquent qui contribue à sa puissance.

L'Inde avait refusé d'adhérer au Traité de non-prolifération nucléaire, y voyant là une discrimination dans l'accès à cette arme de dissuasion.

Par ailleurs, les **services de renseignements** indiens apparaissent de plus en plus efficaces.

Les services de renseignements extérieurs (Raw) sont impliqués dans un nombre croissant d'affaires à l'étranger. Alors que le gouvernement indien aurait déjà largement utilisé le logiciel Pegasus pour espionner journalistes, militants ou académiciens et mené une opération d'influence en direction des décideurs européens (selon l'ONG DisinfoLab en 2020), les services indiens pratiquent l'espionnage industriel et le ciblage des indépendantistes de confession sikhe, qui réclament un état indépendant dans le Pendjab indien et que le gouvernement indien qualifie de terroristes.

Forte de son influence croissante, l'Inde entend donc devenir l'un des pays pivots

dans la région Asie-Pacifique, mais surtout une véritable puissance mondiale capable d'atténuer le pouvoir croissant de son voisin chinois.

L'Inde dispose de deux bases navales sur l'archipel de Lakshadweep, à 250 km des Maldives. Ainsi, le pays renforce ses capacités de lutte contre le trafic de drogue et la piraterie dans l'océan Indien.

Le pays ambitionne en effet de devenir un **contrepoids face à la Chine** en Asie, bien que son rival ait un poids économique cinq fois plus important. Outre le conflit direct qui se joue à sa frontière (conflits territoriaux issus de la période coloniale), l'Inde adopte progressivement un jeu stratégique face à ce rival.

Les deux géants asiatiques s'étaient affrontés militairement dans l'Himalaya en 2020, au niveau de leur frontière commune. Il s'agissait du premier affrontement meurtrier depuis 1975. L'Inde a, par la suite, accusé l'armée chinoise d'être encore présente sur son territoire, à la frontière du Tibet et de la région du Ladakh.

Le pays a ainsi refusé d'intégrer le RCEP conclu en 2020, notamment pour éviter d'être inondé de produits chinois bon marché. Néanmoins, malgré leurs différends, la Chine et l'Inde accroissent leurs échanges commerciaux et les deux pays coopèrent dans diverses instances (BRICS, G20, Organisation de coopération de Shanghai). Les relations sino-indiennes sont donc complexes, faites de rivalités, de concurrence, autant que de coopération.

Le projet mis en œuvre à la fois par les Indiens et leur partenaire israélien, l'IMEC (l'India Middle East European Corridor), devait concurrencer celui des Nouvelles Routes de la soie développé par Pékin.

I En 2025, la Chine et l'Inde reprenaient leurs échanges après des années de rupture diplomatique (visite diplomatique chinoise en Inde, assouplissement des politiques mutuelles de visa, reprise des vols Inde-Chine, etc.). Par ailleurs, l'Inde importe énormément de Chine, et a besoin des terres rares et de la technologie chinoises.

Des relations internationales équilibrées

Ni aligné aux puissances du Sud ni au bloc occidental, l'Inde mène une approche équilibrée qui lui permet de conserver son autonomie tout en maximisant ses avantages économiques ou géopolitiques.

L'Inde cherche à transformer son image à l'étranger afin d'apparaître comme une grande puissance. Le soft power indien a longtemps reposé sur Bollywood et se

fonde aujourd’hui sur son image de « plus grande démocratie du monde » ou encore sur la figure de Gandhi. Malgré cela, à l’étranger, de nombreuses voix contestent cette image de l’Inde car contredite par sa politique intérieure (ex : contradiction entre l’éloge de la démocratie et le verrouillage des oppositions).

Le pays garde un pied en Occident (ex: membre du Quad et du G20, activités à l’OMC) tout en développant ses alliances au sein du «Sud global»: participation à la fondation des BRICS, intégration à l’Organisation de Coopération de Shanghai (menée par la Chine), association à l’ASEAN, participation au Forum Inde-Brésil-Afrique du Sud, etc. En intégrant des organisations variées, l’Inde se positionne comme une puissance d’équilibre entre puissances occidentales et puissances du Sud. Elle compose avec les puissances occidentales ou leurs opposants au gré de ses besoins. Aussi le pays est-il devenu un interlocuteur parfois utile aux grandes puissances mondiales.

Traditionnellement à sa diplomatie fondée sur le non-alignement et la coexistence pacifique, l’Inde est réticente au recours à la force. Aussi avait-elle condamné l’invasion russe en Ukraine en 2022 et proposé ensuite sa médiation dans des pourparlers de paix.

Cette posture «**multi-alignée**» (anciennement «non-alignée») sert les intérêts du bloc occidental, les pays de l’Ouest souhaitant accroître leurs liens avec New Dehli pour contrecarrer la Chine dans la région Indo-Pacifique.

New Delhi a accru ses relations économiques avec les États-Unis, le Japon, l’Allemagne ou encore la France (ex: signature en 1998 d’un partenariat stratégique avec Paris, coopération entre les Etats-Unis et l’Inde en 2005 sur le nucléaire civil, importante diaspora indienne Outre-Atlantique, etc.). L’attractivité de l’Inde s’est réellement accrue à mesure que ses partenaires européens et américains cherchaient un contrepoids face aux ambitions chinoises.

L’Inde a ainsi renforcé ses liens avec l’Union européenne (UE), qui est déjà son plus important partenaire commercial (elle représente environ 20% du total de ses échanges) et un grand investisseur dans le pays. Mais l’UE cherche encore à intensifier les relations commerciales (ex: transferts de technologies, numérique, etc.) et à faciliter l’accès des investisseurs indiens sur le marché européen et vice versa. Le pays s’est également rapproché de la France, pays avec lequel s’était négocié l’achat de Rafale en 2015 et 2025.

Elle sert aussi les intérêts de la Russie, avec laquelle l’Inde maintient des liens.

Les liens entre Moscou et New Delhi sont anciens, notamment hérités de la Guerre froide. Des divergences sont toutefois apparues dans le contexte de la guerre en

Ukraine: l'Inde promouvait la paix et la résolution pacifique du différend. En revanche, le pays n'a pas voté les résolutions de l'ONU contre Moscou. De plus, il est très dépendant de la Russie, à laquelle il achète du pétrole: ses achats de brut russe ont été multipliés par plus de 20 entre 2021 et 2024. Le pays lui achète également des armes (environ 60% du matériel militaire vient de Russie), qui nécessitent entretien et maintenance.

En se positionnant ainsi entre les deux camps, l'Inde se forge en tant que grande puissance indépendante crédible dans les instances internationales. C'est en effet en diversifiant ses partenariats internationaux qu'elle construit son autonomie stratégique et lutte contre l'emprise chinoise sur l'Asie. Ainsi, en dépit d'une ouverture limitée de son marché, l'Inde multiplie les **alliances** et les coopérations.

L'Inde a lancé le projet d'IMEC (Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe), qui relie l'Europe à l'Inde en passant par l'Arabie saoudite, pour contourner les Routes de la soie.

Cette philosophie politique indienne, fondée sur la multipolarité (équilibre international), lui permet de mieux défendre sa souveraineté, notamment en refusant de participer aux accords multilatéraux économiques et commerciaux (ex : refus du volet commercial de l'IPEF en 2022) ou en promouvant sa monnaie dans les transactions internationales (dans le droit fil du processus de dédollarisation).

Aspirant à la désoccidentalisation du monde, l'Inde souhaiterait en effet s'ériger en leader du «Sud global». Déjà le pays s'est, depuis les années 2000, rapproché du continent africain pour sécuriser ses approvisionnements en énergie et en matières premières (Angola, Nigeria, Soudan), mais aussi pour y investir via ses grandes enseignes (Tata). Elle y investit de façon stratégique dans de nombreux secteurs (santé, transport, etc.), **offrant aux pays d'Afrique une alternative** aux approches plus agressives de la Chine (ex: massifs investissements directs étrangers).

Dans ses relations avec le continent africain, l'Inde s'appuie sur une coopération Sud-Sud fondée sur la valorisation d'un héritage culturel commun. Troisième partenaire commercial de l'Afrique, elle a accru d'environ 20% ses relations commerciales avec le continent depuis les années 2000. En lui fournissant des médicaments ou encore des technologies autant qu'en multipliant les sommets et les rencontres avec les dirigeants africains, l'Inde rattrape son retard en Afrique face à une Chine en expansion. Elle fait désormais partie des cinq premiers investisseurs du continent africain.

L'Inde conserve également des rapports privilégiés avec l'axe « IBSA », qui regroupe l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, et qui se donne pour but de promouvoir leurs

intérêts communs, notamment en matière de défense.

IRAN

Héritier de l'empire perse, l'Iran est un pays chiite, contrairement à ses voisins arabes, majoritairement sunnites. Sa population de 77 millions d'habitants se compose à 70% de citadins et bénéficie d'une classe moyenne éduquée.

Pays influent dans la région, notamment car il dispose de la première réserve de gaz naturel et de la quatrième réserve mondiale de pétrole, l'Iran était sorti de son isolement diplomatique après l'accord sur le nucléaire conclu avec les Etats-Unis en 2015. Mais son ultérieure remise en question a provoqué de nouvelles tensions avec l'Occident, tandis que ses liens avec Israël ne cessaient de se distendre. Ce climat conduira aux frappes américaines et israéliennes sur son sol, en 2025.

I BREF HISTORIQUE

L'histoire de l'Iran est jalonnée par de nombreuses civilisations. Le territoire a en effet longtemps été placé sous l'autorité de plusieurs Empires (empire sassanide, etc.). Ce n'est qu'avec la conquête arabo-musulmane de la Perse que la région est entrée dans une nouvelle période: l'ère islamique. Celle-ci a perduré durant des siècles, sous une autorité monarchique.

Mais au 20^e siècle, le pays va connaître de nombreux bouleversements, à commencer par le partage du territoire perse en différentes zones d'influence, en 1907. Puis, le royaume de Perse sera rebaptisé Iran en 1934, après la décolonisation. L'année suivante, le shah interdira aux femmes le port du voile et imposera aux hommes de s'habiller « à l'occidentale ». Dans le même temps, le pays se soumettra à l'économie occidentale.

C'est dans ce contexte qu'au début des années 1950, le Premier ministre, Mohammad Mossadegh, nationalise l'industrie pétrolière. Il est alors rapidement renversé par un coup d'Etat militaire soutenu par le Shah et la CIA. Dans les années qui suivent, le régime du Shah d'Iran poursuivra une politique pro-occidentale et pro-israélienne, soutenue par les Etats-Unis en dépit d'une hostilité populaire à l'égard des Américains.

Finalement, en 1979, une **révolution islamique** portée par l'ayatollah Khomeiny renverse le Shah et son système monarchique. Craignant une

contagion révolutionnaire, les pays voisins contre-attaquent : l'Irak entre alors en guerre contre l'Iran de 1980 à 1988 pour lutter contre la menace perse et chiite. Par ailleurs, le changement de régime aura des conséquences sur les liens entre l'Iran et les puissances occidentales, avec lesquelles les relations deviendront difficiles.

I POLITIQUE, SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE

Le **régime théocratique** de l'Iran donne aux mollahs un pouvoir important en matière de respect des principes religieux au sein de la société (port du voile par les femmes, etc.). Au sommet de ce régime, le président iranien joue donc le rôle d'un premier ministre, l'autorité supérieure revenant au Guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, qui dispose du véritable pouvoir. Il a été désigné après la mort de l'ayatollah Khomeiny par une Assemblée de mollahs, au pouvoir réputé issu de Dieu.

Le président de la République est la deuxième personnalité du pays après le Guide, qui est le véritable chef de l'Etat. Le Guide a ainsi joué un rôle crucial dans la politique du pays, notamment en décidant de la reprise des négociations bilatérales secrètes avec les Etats-Unis dès 2011. Aujourd'hui encore, le Guide suprême oriente la politique et contrôle l'armée autant que les médias.

De son côté, le président est le chef du gouvernement : il nomme et révoque les ministres, préside le Conseil. Il est responsable envers le Guide, la nation et le Parlement. Il n'est pas le chef des armées, une fonction qui revient au Guide.

L'Assemblée approuve également l'élection d'un Parlement et d'un président de la République, élu au suffrage universel direct pour un mandat de 4 ans.

Ce système politique a été contesté à plusieurs reprises par la population : en 1997, le peuple iranien s'est soulevé, tout comme en 2009 (contre le régime de Mahmoud Ahmadinedjad). Mais l'arrivée au pouvoir du président Hassan Rohani (entre 2013 et 2021), religieux modéré, tendait à réconcilier le régime avec ses opposants. Cela n'a pas empêché l'augmentation de la répression à l'encontre des défenseurs des droits humains (ex: **répression meurtrière** fin 2019, après un vif soulèvement contre le régime).

La société iranienne est également confrontée à de nombreuses oppositions internes, notamment portées par les jeunes, qui manifestent pour leurs libertés, mais aussi par les Moudjahidin du peuple iranien, qui luttent contre les ayatollahs, ou encore par la diaspora iranienne, davantage tournée vers les valeurs occidentales. Les opposants au régime dénoncent sa brutale et violente répression ainsi que la réduction des espaces de liberté (notamment d'expression). La police des mœurs s'est en effet renforcée ces dernières années, menant des arrestations massives sur la voie publique (femmes arrêtées pour un port de voile non réglementaire, hommes arrêtés pour des pantalons trop courts ou des tatouages).

Le nombre d'exécutions (généralement liées aux infractions relatives aux stupéfiants) a augmenté en Iran durant les années 2022-2024. Par ailleurs, les contestations populaires ont régulièrement fait l'objet de violentes répressions (insurrection notamment portée par le mouvement «Femme, Vie, Liberté»).

L'Iran est aussi malmenée par les **effets des sanctions** imposées par l'Occident en raison de son programme nucléaire. Aussi le pays demeure-t-il en proie à d'importantes difficultés économiques et sociales (inflation atteignant 50% en 2024, effondrement de la monnaie, fuite des capitaux, manque de diversification de l'économie, pauvreté ou encore chômage d'environ 20%). Ne pouvant se développer économiquement malgré une population fortement éduquée (la plus éduquée du Moyen-Orient), l'Iran a développé un **système économique résilient**. Ecartés du système mondialisé, les Iraniens ont en effet dû inventer un modèle économique alternatif en renationalisant leur production ou encore en régionalisant leurs échanges.

Le système économique reste fondé sur une économie de résistance et les banques étrangères demeurent réticentes à établir des liens avec l'Iran.

Malgré son exclusion du système bancaire international (ex: coupé du système Swift depuis 2018) et de nombreux marchés occidentaux, l'économie iranienne résiste. Elle est portée par ses hydrocarbures, une forte intervention de l'État et l'existence d'un grand marché informel. Cette « économie de la résistance » repose également sur l'existence d'un appareil économique militarisé parallèle, qui constitue le bras économique des Gardiens de la

Révolution. En dépit de ressources et de contrats opaques, celui-ci contrôle des secteurs cruciaux (pétrole, gaz, infrastructures, BTP, etc.).

I RELATIONS EXTÉRIEURES

Depuis la révolution islamique de 1979, les relations entre l'Iran, ses voisins et les puissances occidentales se sont ternies. Le pays est resté relativement isolé malgré une détente après l'accord sur le nucléaire de 2015. Téhéran s'est cependant rapproché de la Chine et de la Russie, qui lui ont permis de faire face aux sanctions imposées par les Occidentaux en raison de son programme nucléaire.

La question nucléaire

Signataire du **traité de non-prolifération**, l'Iran n'est pas autorisé à posséder l'arme nucléaire. Sa production d'uranium enrichi et ses essais nucléaires ont donc provoqué de vives tensions avec l'Occident.

Un bras de fer s'est engagé avec les Occidentaux, qui n'ont pas mené le même combat contre le Pakistan voisin, Israël ou encore l'Inde. En outre, le pays a eu recours au nucléaire civil fourni par la France pour développer sa production d'uranium enrichi.

Le dossier nucléaire iranien avait débuté en 2002, par la découverte de sites nucléaires non déclarés. En 2006, l'ONU imposait ses premières sanctions à l'Iran, qui affirmait mener un programme civil. Le pays a donc continué à mener des essais nucléaires malgré les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, les mises en garde de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et les **sanctions économiques et financières** (ex: embargo sur la coopération en matière pétrolière et gazière). Un bras de fer s'est ainsi engagé avec l'Occident.

Cependant, au cours des années 2010, des négociations ont été menées afin de restaurer le dialogue, conduisant à l'accord de 2015: il prévoyait une limitation de l'enrichissement d'uranium, le renforcement des inspections internationales et la levée des sanctions imposées par les Etats-Unis, l'Union européenne et les Nations unies. L'Iran réaffirmait renoncer au nucléaire militaire.

Ainsi, dans les années qui ont suivi, l'Iran a éliminé la totalité de son stock d'uranium enrichi à plus de 3,67% et le nombre de centrifugeuses a été fortement réduit.

Grâce à cet “**accord de Vienne**”, la République islamique sortait de son statut d’« exclu » de la communauté internationale et attirait des investisseurs occidentaux (ex: installation de compagnies pétrolières étrangères, investissements dans l’industrie, le tourisme, etc.). Ce renouveau sera bref. En 2018, les Etats-Unis se retirent de l’accord et rétablissent les sanctions. En riposte, l’Iran revient sur ses propres engagements, s’affranchissant de nombre de ses obligations, qui devaient garantir le caractère civil de son programme nucléaire.

L'Iran avait également estimé que les Européens n'avaient pas tenu leurs engagements dans la mise en œuvre de l'accord de 2015: ceux-ci devaient poursuivre les échanges commerciaux avec Téhéran après le départ des Américains en 2018.

C'est dans ce contexte qu'en 2020, le Parlement iranien, dominé par les conservateurs, votait une loi visant à **accélérer le programme nucléaire** (reprise des activités pour atteindre un enrichissement d'uranium à 20%, augmentation du nombre de centrifugeuses).

Parallèlement, l'Iran restreignait progressivement sa coopération avec l'AIEA (réduction des inspections prévues par le traité de non-prolifération, débranchement des caméras de surveillance, retrait d'accréditations d'experts).

Les Iraniens ont ainsi poursuivi leur programme nucléaire, devenant peu à peu un «pays du seuil», c'est-à-dire susceptible de se doter de la bombe atomique en quelques semaines.

L'AIEA estimait que l'Iran enrichissait de l'uranium jusqu'au niveau de 60% (proche de la qualité militaire) et accroissait ses stocks d'uranium. Aussi le pays disposait-il de suffisamment de matière pour fabriquer plusieurs bombes atomiques.

Cette situation a nettement terni les relations avec Israël et les Etats-Unis, qui frappaient les installations nucléaires iraniennes en 2025. Malgré cela, l’Iran réaffirmait son droit à l’enrichissement d’uranium et au développement d’un programme civil.

I Le pays dénonçait également la politique américaine, qui avait trahi la diplomatie en bombardant son territoire, arguant qu'il cherchait à fabriquer l'arme nucléaire alors que Téhéran assure ne développer qu'un programme civil.

L'influence régionale

Dans les années 1990, l'ayatollah Rafsandjani avait mis en place une politique accordant peu d'importance à une quelconque ambition régionale. Mais dans un Moyen-Orient majoritairement sunnite, l'Iran a peu à peu tissé un réseau d'alliances rassemblant nations et groupes politico-militaires, que le pays a lui-même créés ou qui préexistaient (ex: Houthis au Yémen). Cet «**axe de la résistance**» rassemble essentiellement des chiites (à l'exception du Hamas ou du Jihad islamique palestinien, sunnites), qui partagent une vision stratégique commune à l'Iran. S'érigent en défenseur des communautés chiites, le pays a financé et armé ces acteurs non-étatiques au Liban (Hezbollah), en Syrie, en Irak, en Palestine et au Yémen (mouvement Ansarullah).

Ce réseau a constitué l'une des principales composantes de la politique étrangère iranienne au Moyen-Orient. Il a notamment permis à l'Iran de lutter contre Israël, que Téhéran considère comme une émanation occidentale en terre musulmane. C'est aussi un outil de lutte contre les mouvements sunnites radicaux et un moyen d'éviter la confrontation directe avec les États-Unis et Israël.

La stratégie iranienne est née dans les années 1980. Elle s'est construite grâce aux gardiens de la révolution (corps d'élite distinct de l'armée régulière), puis à la Force Al-Qods (sa branche chargée des opérations extérieures). Elle visait à protéger le régime du Guide suprême en coordonnant et en appuyant l'action de milices au Moyen-Orient, comme le Hezbollah libanais ou l'organisation Badr irakienne, des relais locaux bénéficiant d'un ancrage politique et culturel dans leur propre pays.

Ce réseau paramilitaire iranien a ensuite gagné en importance à partir des années 2000, à la faveur de la «guerre contre la terreur» menée par les Etats-Unis, qui ciblent des «Etats voyous», à commencer par l'Iran. Et après l'attaque du 7 octobre 2023 contre Israël, «l'axe de la résistance» avait renforcé son action en soutien à la cause palestinienne. Ce réseau a permis à

L'Iran d'étendre son influence religieuse et géographique (ex: accès à la Méditerranée via le Hezbollah). En effet, les milices ont soutenu les intérêts iraniens en Syrie et propagé des idéologies chiites via la construction de mosquées d'obédience chiite ou encore le financement de promoteurs des idées iraniennes.

Cette stratégie d'influence est un moyen pour l'Iran de s'imposer comme garant de la paix et de la stabilité régionales, affirmant que sa puissance ne sera utilisée que contre les puissances opprimes. Le pays, empire nationaliste, s'inscrit ainsi dans sa traditionnelle défense du territoire national, qui n'envisage pas la conquête de territoires extérieurs.

L'Iran a donc mené différentes actions de soutien aux pays voisins. Ainsi, à partir des années 2010, le pays a soutenu militairement le régime syrien de Bachar Al-Assad aux côtés du Hezbollah libanais, ainsi que des miliciens rebelles houthistes (issus d'une branche chiite) qui ont renversé le président yéménite soutenu par l'Arabie saoudite.

Les relations entre l'Iran et l'Arabie saoudite sont traditionnellement difficiles. Après 2003, l'Arabie saoudite avait cherché à endiguer la montée en puissance des acteurs non-étatiques liés à l'Iran. De son côté, Téhéran a longtemps tenté de contrer l'avancée des salafistes sunnite, derrière lesquels le pays voyait la main de l'Arabie saoudite, afin de protéger ses frontières. Et en 2016, les deux pays avaient rompu leurs relations après l'attaque contre les installations diplomatiques saoudiennes à Téhéran, tandis que Téhéran soutenait les milices yéménites houthis qui combattaient les Saoudiens au Yémen.

Finalement, la République islamique et le royaume sunnite rétablissaient leurs relations diplomatiques en 2023, dans le cadre d'un accord négocié par la Chine.

Le pays a également pris part à la guerre en Irak, fournissant un appui militaire au gouvernement chiite de Bagdad pour combattre l'Etat islamique (EI).

L'Iran et l'Irak ont ensuite renforcé leurs relations dans différents domaines (relations frontalières, transports, relations commerciales), et adopté des ambitions similaires (ex: volonté d'obtenir le retrait des troupes étrangères

| présentes dans la région).

Cependant, après 2023, l'affaiblissement politique et militaire du Hezbollah au Liban, les frappes sur les milices houthis au Yémen et sur le Hamas à Gaza ainsi que la chute du régime de Bachar Al-Assad ont **fragilisé cet « axe de la résistance »**.

Les relations avec l'Occident

Après la révolution islamique et l'éviction du shah d'Iran, allié des Occidentaux, les relations entre l'Iran et l'Occident se sont tendues. Puis, la prise d'assaut de l'ambassade américaine à Téhéran avait achevé d'entamer la rupture des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et l'Iran.

Au fil des décennies, l'animosité n'a eu de cesse de se renforcer, alimentée par les tensions entre l'Iran et Israël, allié traditionnel des Etats-Unis. L'Iran a en effet soutenu le peuple palestinien et lutté **contre l'impérialisme occidental**. Malgré de ponctuelles détentes (accord de 2015, arrivée au pouvoir du président Rohani), Washington a maintenu la pression sur Téhéran (rétablissement des sanctions en 2018 pour contraindre le pays à une renégociation globale).

Cette stratégie de mise sous pression de l'Iran devait notamment contraindre le pays à cesser de financer les milices en Irak ou encore en Syrie. En effet, après le début de la guerre entre Israël et le Hamas, les rebelles houthis, alliés yéménites de l'Iran, menaçaient les bateaux passant par le golfe d'Aden, par lequel transite un dixième du commerce maritime mondial. Aussi, les milices irakiennes soutenues par l'Iran (« Résistance islamique en Irak ») avaient intensifié leurs attaques contre les bases américaines dans le nord de l'Irak et en Syrie en soutien à la cause palestinienne.

Il s'agissait notamment pour les Etats-Unis de limiter le rapprochement entre l'Iran, la Chine et la Russie, avec lesquelles les échanges se sont accrus. L'objectif était également de réduire l'influence iranienne dans les conflits au Moyen-Orient, ses “proxys” étant particulièrement considérés comme des menaces. Mais c'est surtout contre son programme nucléaire que s'érige l'Occident. C'est ce qui justifiait les **attaques israélo-américaines sur le territoire iranien en 2025**, bien que les Américains et les Israéliens aient alors affiché leur ambition de parvenir à un changement de régime en Iran. Cependant, le régime iranien, bénéficiant d'une population rassemblée autour

d'un Etat fort qui entend se défendre contre toute attaque, était parvenu à se maintenir bien qu'affaibli.

Les attaques avaient détruit une partie du programme nucléaire iranien. À cela s'ajoutait l'affaiblissement des proxies iraniens comme le Hezbollah, les Houthis, le Hamas et le Djihad islamique, mais aussi la perte des soutiens voisins (chute de Bachar el-Assad). Dans ce contexte, les autorités iraniennes menaient, après la guerre des douze jours, une répression féroce depuis sur fond d'accusations de liens avec Israël.

I Par ses attaques, Israël avait cherché à empêcher Téhéran d'acquérir l'arme nucléaire, mais entendait également opérer un changement de régime. Le pays espérait ainsi anéantir la menace iranienne, déjà fragilisée par ses actions (assassinat du chef du Hamas, puis du chef du Hezbollah).

I En 2025, l'ONU rétablissait ses sanctions contre l'Iran, qui refusait de céder aux demandes américaines (ex: cession de son enrichissement en échange d'une suspension des sanctions).

Iran et "Sud global"

Alors que les tensions avec l'Europe et les États-Unis se faisaient toujours plus vives et que les sanctions entravaient ses exportations de pétrole, l'Iran s'est tourné vers les pays d'Asie, et en particulier vers la Chine et l'Inde, mais aussi vers la Russie. Marquant ainsi son **indépendance vis-à-vis des Etats-Unis**, le pays a cherché à s'autonomiser.

Il a ainsi développé ses **échanges économiques, politiques et militaires avec la Chine et la Russie**, avec lesquelles il renforce la coopération, notamment militaire (ex: exercices militaires conjoints dans le nord de l'océan Indien et dans la mer d'Oman).

Ces ententes, construites sur le temps long, avaient conduit, en 2020, à la signature d'accords sur 25 ans avec la Chine et la Russie, prévoyant des investissements massifs dans les secteurs pétrochimiques, pétroliers et gaziers, ainsi que le renforcement des zones de libre-échange autour de la route de la soie. L'Iran contournait ainsi les sanctions américaines, qui devenaient *de facto*

inopérantes. De leur côté, la Chine et à la Russie allaient désormais bénéficier d'un accès au Moyen-Orient pour s'y déployer militairement.

Les accords comportaient un volet économique et un volet militaire. Ils prévoyaient d'importants investissements (ex: déploiement d'équipements numériques et notamment de la 5G par les Chinois), en échange desquels l'Iran devait donner la priorité à la Chine et à la Russie dans divers projets économiques et énergétiques. Cela devait également permettre à ses deux partenaires d'obtenir un accès au Moyen-Orient afin de s'y déployer militairement et donc de dissuader les ennemis de l'Iran susceptibles de l'attaquer. Cela n'empêchera pas l'attaque américaine en 2025.

Puis, en 2021, l'Iran signait un **accord sur 25 ans avec la Chine**, premier partenaire commercial de la République islamique d'Iran. Par cet accord, Pékin s'engageait à investir massivement dans l'économie iranienne en échange d'un accès facilité au pétrole iranien, dont il est le principal acheteur. Si le rapport est déséquilibré (la Chine est le premier partenaire commercial de l'Iran, à l'inverse Téhéran n'est que le 38^e), les deux pays s'entendent sur leur volonté de promouvoir la diplomatie et la stabilité dans le monde.

Les relations sino-iraniennes sont historiques, les deux pays ayant été en contact par la route de la Soie durant des millénaires. Leurs liens se sont plus récemment développés sur le terrain économique et commercial, mais aussi politique. Ainsi, depuis plus de quinze ans, Pékin est le premier partenaire économique de Téhéran (ex: investissements chinois dans les secteurs automobile, pétrolier, gazier et pétrochimique iraniens), qui a augmenté ses exportations pétrolières vers la seconde puissance mondiale.

Aussi, la Chine a généralement adopté des politiques favorables à l'Iran, notamment dans le cadre de son programme nucléaire. Et pour cause, pour le régime communiste, la République islamique, en sus de disposer d'importantes réserves pétrolières et gazières, occupe une position stratégique sur la route de la soie, mais aussi au Proche-Orient.

I La Chine n'était pas intervenue durant les attaques américaines sur le sol iranien en 2025, disposant de peu de levier pour jouer dans le conflit et privilégiant la diplomatie. Surtout, si la Chine soutient l'autonomie militaire de l'Iran, elle veille aussi à préserver ses relations stratégiques avec son

partenaire israélien (avec lequel elle entretient des dialogues sécuritaires).

Depuis quelques années, l'Iran se rapproche également de la Russie, les deux pays essayant de contourner les sanctions occidentales (développement d'une moindre dépendance au dollar, échange de technologies sensibles). Ce rapprochement était toutefois conjoncturel, le combat contre l'Occident ne masquant pas les **nombreux terrains de concurrence entre Téhéran et Moscou** (ex : marché pétrolier).

Dès les années 1960, la Russie et l'Iran ont renforcé leur collaboration économique (ex: construction russe du réacteur nucléaire de Bouchehr). Et si leurs relations ont ponctuellement été difficiles (ex: Russie approuvant les sanctions de l'ONU dans le dossier du nucléaire iranien, rupture d'un contrat signé en 2007 pour la fourniture à l'Iran d'un système de missiles sol-air S-300), il n'en demeure pas moins que les deux pays se sont notamment entendus sur le dossier syrien pour soutenir le président Bachar el-Assad.

Ainsi, après la signature d'un traité de coopération de 20 ans signé en 2001, la République islamique d'Iran et la Fédération de Russie signaient en 2022 un document sur la coopération stratégique à long terme. Cet accord stratégique et économique global de 25 ans permettait des investissements réciproques dans différents domaines (transports, énergie, industrie et services). Puis, à la faveur de la guerre en Ukraine, l'Iran aurait fourni des drones à la Russie.

I En 2025, un accord de partenariat stratégique global était signé entre l'Iran et la Russie. Il s'agissait d'un rapprochement historique sur les plans militaire (ex: intensification des échanges militaro-techniques, organisation d'exercices conjoints), technologique et économique. Dans ce droit fil, Téhéran et Moscou signaient un accord pour la construction de centrales nucléaires en Iran (qui, pour l'heure, n'en dispose que d'une seule, à Bouchehr, pour la production d'électricité).

I La même année, l'Iran signait un accord de libre-échange avec l'Union économique eurasienne (UEE), bloc commercial dirigé par Moscou.

L'Iran a aussi développé des relations avec le **Venezuela** : en 2022, pour renforcer leur alliance, les deux pays avaient signé un accord de coopération stratégique pour une durée de 20 ans et les relations bilatérales se développaient (ex: cession d'un million d'hectares de terres agricoles vénézuéliennes à l'Iran).

C'est donc sur ses alliés du «Sud global» que compte l'Iran, qui a rejoint **l'Organisation de coopération de Shanghai** (OCS) en 2023 et les **BRICS+** l'année suivante. La République islamique compte ainsi sur la consolidation du monde multipolaire pour échapper aux sanctions occidentales et s'ouvrir à de nouveaux marchés.

Malgré cette ouverture, le pays espère toujours la levée de toutes les sanctions économiques afin de déployer réellement sa puissance.

RUSSIE

La Fédération de Russie est le plus vaste pays au monde (neuf fuseaux horaires). Elle s'étend sur une superficie de 17 millions de km² (contre 22 millions durant la période soviétique), divisés en 7 arrondissements fédéraux et 21 régions autonomes.

Le pays bénéficie d'importantes ressources minières et énergétiques qui lui ont permis de devenir l'un des principaux exportateurs mondiaux et un acteur influent à l'échelle internationale (blé, engrais, gaz, pétrole, etc.). La puissance économique de la Russie s'accompagne d'une influence politique, qui s'appuie notamment sur son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, sa participation aux BRICS, mais aussi sur sa technologie militaire, nucléaire et spatiale de pointe.

I BREF HISTORIQUE

Au début du 20^e siècle, la Russie connaît de violentes crises qui provoquent le soulèvement de sa population. D'importantes grèves, auxquelles s'ajoutent des revers militaires (ex: importante **défaite face au Japon**), contraignent le tsar Nicolas II à quitter le pouvoir.

La **Révolution bolchévique** de 1917 va alors donner naissance à la République fédérative soviétique de Russie (1918), puis à l'URSS (Union des républiques socialistes soviétiques) en 1922. Ce nouvel état des choses va permettre à Lénine d'appliquer les préceptes marxistes, une politique qui sera rapidement assouplie par la Nouvelle politique économique (NEP). Puis, Staline renouera avec un **socialisme "pur"**, notamment en créant des collectivités communales. L'économie sera alors totalement contrôlée par l'Etat et des millions de citoyens regroupés dans des camps de travail. Mais la rigidité bureaucratique de l'URSS (prix fixés arbitrairement, énormes dépenses en armement, etc.) paralyse son économie et aggrave la situation des Soviétiques: le pays connaîtra une grave **famine**.

L'URSS acquerra néanmoins une place importante sur la scène internationale. En effet, son rôle déterminant lors de la Seconde Guerre mondiale en fera un acteur incontournable qui ne cessera de s'affirmer durant la Guerre froide,

après sa démonstration de force lors du blocus de Berlin.

Durant cette période, l'URSS fait progressivement évoluer son économie et son régime politique. La fin de la période stalinienne est en effet l'occasion de rompre avec les politiques précédentes, **Khrouchtchev** déclarant vouloir améliorer le niveau de vie de la population. En revanche, avec son successeur, Léonid Brejnev, le parti communiste dominera à nouveau la vie politique et l'élite bureaucratique s'opposera régulièrement à l'*intelligentsia*. Mais l'arrivée au pouvoir de **Gorbatchev** changera la donne en proposant une politique de transparence (*glasnost*) et de restructuration du pays (*perestroïka*). Cela n'empêchera pas l'URSS d'imploser en 1991.

Dans les années qui suivent, la conversion du pays au libéralisme conduit à une grave **crise économique**: son PIB ne reviendra à son niveau de 1990 qu'en 2005 et les inégalités sociales et la pauvreté s'accroissent.

Si le niveau de vie a augmenté dans les années 2000, il s'est ensuite progressivement dégradé: le taux de pauvreté était en hausse presque constante après 2012.

Le niveau de vie moyen, autrefois modeste, s'est en effet effondré après la chute de l'Union soviétique : les revenus ont augmenté, mais parallèlement, le prix des logements, de la culture ou encore des loisirs a explosé. Avec la suppression progressive de la gratuité de certains services (notamment des transports) et la difficulté croissante des Russes à trouver un emploi, la qualité de vie s'est généralement dégradée (stress, etc.). De plus, le système de santé restait précaire (le taux de mortalité dépassait celui de la période soviétique) et une partie de la population peinait à trouver un logement ou un emploi convenables. Certains Russes restent ainsi nostalgiques de l'ère soviétique et regrettent l'effritement d'une solidarité interindividuelle au profit d'un « égoïsme de groupe » (selon l'expression russe).

La Russie a néanmoins bénéficié de son ouverture à l'économie de marché en exportant ses **hydrocarbures** et en développant le secteur des services marchands au détriment du secteur industriel. L'économie s'est ainsi organisée autour des matières premières énergétiques, au premier rang desquelles figurent le pétrole brut et le gaz naturel. Cette évolution économique s'est accompagnée de l'intégration du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2012 et de l'accroissement de son rôle dans le système de commerce

multilatéral.

Après la chute de l'URSS, le pays a connu une grande vague de libéralisation économique et de privatisations des entreprises. Les anciennes élites politiques sont alors devenues une puissante classe d'oligarques, qui a rapidement perdu de son pouvoir à l'arrivée de Vladimir Poutine, dès les années 2000.

Par ailleurs, malgré ce processus de libéralisation, certaines entreprises sont restées relativement à l'écart du processus de privatisation (ex: l'entreprise monopolistique Gazprom) et le secteur pétrolier, même privatisé, est resté soumis au contrôle de l'Etat.

Après s'être relevée de la crise de 2008-2009 et après un ralentissement de sa croissance économique en 2013 (aggravé par les **sanctions internationales** mises en place après l'annexion de la Crimée et par la baisse des cours du pétrole), la Russie a ensuite renoué avec la croissance.

La dépendance russe au secteur pétrolier reste importante, car les recettes pétrolières fournissent environ 40-50% des recettes du budget.

I ECONOMIE

La croissance du produit intérieur brut devait atteindre environ **2,5%** en 2025. Ainsi, après des années de croissance (environ 3-4% par an), l'économie russe a connu un essoufflement.

Cette situation résulte notamment de la guerre en Ukraine, qui a conduit à la mise en place d'une économie de guerre, fondée sur l'accroissement des dépenses de défense et sa compensation par la rente énergétique. Ce modèle économique peine en effet à se maintenir. Malgré sa résilience affichée face aux sanctions, la Russie a en effet commencé à connaître des difficultés. La chute des prix du pétrole et l'accroissement de la dette militaire ont eu raison de la bonne santé économique russe.

En effet, le pays demeure très dépendant de ses revenus pétroliers (les revenus issus des hydrocarbures représentent un tiers des recettes fiscales de la Russie) et le contexte de guerre a entravé le passage d'une économie de rente à une économie diversifiée.

Les premières années de guerre en Ukraine avaient montré une Russie à l'économie résiliente malgré les sanctions occidentales (restriction à l'exportation et à l'importation, exclusion du système bancaire international des établissements russes, gel des avoirs de la Banque centrale russe, retraits d'enseignes et d'investissements internationaux, etc.). Cependant, celle-ci se fondait excessivement sur le secteur pétrolier, qui, malgré l'embargo, a su prospérer. En effet, la « flotte de l'ombre » (qui rassemble des navires non enregistrés ni assurés dans des pays du G7 ou de l'UE) a permis le transport du pétrole afin d'échapper au plafonnement du prix imposé par l'Occident. Elle aurait permis à Moscou d'exporter 2,3 millions de barils de brut par jour et représenté environ 17 % des pétroliers mondiaux.

Par ailleurs, la Russie espérait profiter de l'importante quantité de pétrole qu'elle aurait découverte en Antarctique et qui lui permettrait de produire jusqu'à 511 milliards de barils. Cependant, ces velléités se heurtent au traité sur l'Antarctique de 1959, qui interdit l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures dans cette zone.

De plus, la Russie dépend de ses dépenses militaires et donc de la poursuite de la guerre en Ukraine.

Malgré ces difficultés, l'économie russe s'appuie sur la politique de souveraineté économique et financière qu'elle mène depuis 2014 et qui l'a renforcée. En outre, sa faible dette publique (environ 16% du PIB en 2023) limite sa dépendance à l'égard des banques, permettant ainsi d'atténuer le poids des sanctions occidentales.

*La Russie a progressivement mis en place les conditions de son autonomie financière. Outre, la **forte participation du secteur public dans l'économie** (la fonction publique représente environ 40% de l'emploi en Russie et de grandes entreprises d'Etat emploient des millions de personnes), qui a permis de freiner la baisse de la consommation, puis de la rétablir rapidement, Moscou a redressé son agriculture et misé sur son gaz et son pétrole suite aux sanctions occidentales de 2014 (export vers l'Europe). Le pays avait également lancé un système de transfert de messages financiers (SPFS) et la carte de crédit Mir pour renforcer davantage son autonomie financière (après le gel de l'utilisation des réseaux Visa et Mastercard sur le territoire russe). La Russie a aussi acheté beaucoup d'or: le rouble étant adossé à l'or,*

*cette monnaie est devenue plus résiliente. De plus, le pays dispose de réserves monétaires au plus haut. Parallèlement, les « grands projets nationaux » (investissements massifs dans de nombreux secteurs) étaient revus à la baisse après 2022 et l'imposition de contrôles de capitaux a rendu le rouble plus fort. Par ailleurs, la Russie substituait certains produits sanctionnés à une production nationale. Enfin, le processus de **dédollarisation** de l'économie russe (s'orientant notamment vers le yuan chinois) lui a permis d'être moins dépendante du système économique et financier international (les contrats gaziers conclus par Moscou avec Pékin devaient ainsi être réglés en roubles et en yuans après 2022).*

Par ailleurs, le pays a tissé des liens avec certaines puissances émergentes, réorientant son **commerce extérieur vers l'Asie et, plus largement, vers le «Sud global»**. Les ressources que l'Europe ne lui achetait plus étaient désormais vendues à l'Inde, la Chine ou encore l'Arabie saoudite (qui les revendait ensuite aux Occidentaux). La Chine a ainsi pris la place de l'industrie automobile allemande (qui avait quitté la Russie après 2022), mais aussi celle du secteur de la téléphonie. Comme l'Inde, la Chine achète, de surcroît, abondamment le pétrole russe. Quant à la Turquie, elle avait accru de plus de 80% ses exportations vers la Russie (importation en Turquie de biens ensuite réexportés en Russie).

Le volume du commerce extérieur de la Russie avec les pays des BRICS avait, fin 2023, augmenté de 28 % (les exportations de 21 % et les importations de 38 %). Les échanges commerciaux au sein de l'association avaient quadruplé.

I En janvier 2025, Moscou a signé un traité global avec Téhéran, portant sur la défense, l'énergie et la finance.

En assurant ainsi son autonomie stratégique, l'Ours russe avait considérablement réduit l'effet des sanctions.

I POLITIQUE INTÉRIEURE

Depuis le début du 2^e siècle, la Russie renoue progressivement avec la **recentralisation des pouvoirs** au nom de la « diagonale du pouvoir » (limitation du pouvoir des élus de province, contrôle des médias, contrôle des

oligarques, etc.). Cette politique russe s'est inscrite dans la durée, facilitée par les jeux de pouvoir opérés au sein de l'élite (ex: entre Dimitri Medvedev et Vladimir Poutine, dans les années 2010).

Si un candidat russe hors parti peut se présenter à la présidentielle lorsqu'il obtient les signatures de 5000 citoyens, vérifiées par une commission électorale, l'opposition reste limitée dans le pays.

Dans ce contexte, l'opposition a régulièrement dénoncé des fraudes et déstabilisé le pouvoir par différents mouvements de révolte internes, dénonçant notamment sa corruption (ex: Pussy Riot, Alexeï Navalny décédé en 2024) et des valeurs peu en accord avec celles de l'Occident.

En 2020, une grande révision constitutionnelle introduisait des principes conservateurs (foi en Dieu, indexation des retraites, mariage réservé aux hétérosexuels, enseignement patriotique, garanties sociales, etc.).

Outre le blocage de réseaux sociaux (Meta), les Occidentaux dénoncent un paysage médiatique intérieur russe censuré et très contrôlé, certains médias indépendants ayant été contraints de poursuivre leurs activités depuis l'extérieur du pays (ex: Novaïa Gazeta, Dojd).

Les médias d'État transnationaux (RT et Sputnik) ont été interdits dans l'Union européenne après 2022; en France, le patron de Telegram avait été arrêté en 2024.

Les autorités russes sont également malmenées par des attaques terroristes depuis des décennies.

La politique russe a régulièrement été malmenée par la Tchétchénie ainsi que par les républiques autonomes de la Volga et de l'Oural.

République indépendantiste du Caucase du Nord, la Tchétchénie est née de peuples montagnards regroupés en 6 républiques autonomes, dont fait partie la Tchétchénie. Ce territoire à majorité musulmane a proclamé son indépendance après la chute de l'URSS, en 1991. Elle a ensuite refusé de signer le traité constitutif de la fédération de Russie l'année suivante. Or ce territoire est stratégique en ce qu'il permet notamment l'exportation du pétrole du Caucase vers l'Asie et l'Europe. Face aux velléités indépendantistes de la petite république du Caucase, le Kremlin va donc décider de lui imposer un blocus aérien et économique, avant d'organiser une attaque en 1994. Cela enlisera la Russie dans la première guerre de Tchétchénie (1994-1996), qui

prendra fin avec les accords de Khassaviourt. Mais ces accords mettent à mal la puissance russe. Aussi pour éviter toute menace contre l'intégrité de son territoire, la Russie va-t-elle décider de mener une attaque surprise pour riposter aux attentats de 1999, ce qui mènera à la seconde guerre de Tchétchénie. Puis, dans le droit fil des attentats du 11 septembre 2001, le président Vladimir Poutine considérera la Tchétchénie comme une base arrière du terrorisme international. Ainsi, malgré la fin de la guerre, une opération antiterroriste sera menée en Tchétchénie jusqu'en 2009. En outre, des affrontements persisteront ensuite.

Dans les années 2020, la Russie a subi plusieurs attaques terroristes: contre son ambassade à Kaboul en 2022, puis à Moscou en 2024 (attaque revendiquée par l'État Islamique au Khorassan).

Les rivalités entre la Russie et l'Etat islamique (EI) résultent en partie des luttes menées par le pays contre l'organisation terroriste: après l'intervention de l'URSS en Afghanistan (dans les années 1970), puis de la Russie en Tchétchénie et en Syrie (en 2015), l'EI entendait riposter contre celui qui aurait porté contre elle des coups décisifs.

I RELATIONS EXTÉRIEURES

La Russie occupe une place importante sur la scène internationale, tant d'un point de vue diplomatique que militaire, mais aussi en tant que fournisseur d'énergie.

Le président russe souhaitait entraîner la "Grande Russie", cette "civilisation-pays", vers un développement souverain dans un monde multipolaire permettant l'équilibre des puissances mondiales. L'impérialisme russe est traditionnellement considéré comme archaïque, de type romain et territorial: comme Rome, la fédération de Russie intègre à l'intérieur de ses frontières de nombreux peuples (ex: tatars).

Une puissance militaire et politique croissante

Au début des années 2000, dès l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, le **budget militaire avait été augmenté**, l'objectif étant de réformer les forces armées et de favoriser la reconstruction militaire.

Peu à peu, la Russie a créé une armée professionnelle, recruté des contractuels tandis que les actifs industriels du complexe militaro-industriel se modernisaient.

La Russie a, parallèlement, développé son armement de qualité.

*La Russie dit détenir des armes "invincibles", à l'image d'un missile de croisière à propulsion nucléaire à "portée illimitée" (qui se déplace en suivant un chemin imprévisible), de missiles intercontinentaux suborbitaux ou encore de missiles hypersoniques indétectables par les systèmes anti-missiles de l'OTAN. De même, le drone sous-marin Poséidon, extrêmement difficile à intercepter, rend trop dangereuse toute attaque nucléaire contre la Russie. Aussi, des munitions de précision ont été utilisées sur le champ de bataille ukrainien (ex: obus d'artillerie Excalibur guidé par GPS), supplantant les armes high tech américaines. De plus, le pays bénéficiait, en 2024, du plus grand arsenal au monde d'ogives nucléaires. Ainsi, la Russie a développé son image de **puissance de haute technologie autonome**, mais aussi régulièrement affiché sa force militaire par le biais de grands exercices militaires autant qu'à travers ses interventions décisives au Moyen-Orient. Le pays dispose désormais d'une grande force de frappe lui permettant de rivaliser avec le géant américain.*

Puis, avec le début de la guerre en Ukraine, la Russie a décidé de renforcer son complexe industrialo-militaire, le rendant plus compétitif (production d'artillerie supérieure à l'Occident). Outre l'augmentation de son budget de défense (qui a triplé entre 2021 et 2024), le pays a également recours à l'arme informatique pour mener des attaques informationnelles (*sharp power*) et des opérations d'espionnage.

I En 2025, le budget militaire russe augmentait encore, tandis que se consolidait la militarisation de l'économie, l'armée devenant un pôle structurant du budget.

Une expansion stratégique

La Russie cherche à accroître son **influence sur les territoires post-soviétiques** en Ukraine, dans le Caucase ou encore en Biélorussie. Elle tend ainsi à retrouver son pouvoir sur des régions qu'elle refuse de voir accaparées par le camp occidental. Pour éviter un tel scénario, la Russie avait installé des

unités militaires, en Crimée, suite à son annexion, accélérant ainsi la militarisation de la péninsule.

La Russie cherche aussi à limiter les relations entre l'Union européenne et les Etats-Unis en affaiblissant l'OTAN.

I En 2025, le président russe qualifiait Russes et Ukrainiens de «peuple unique», concluant que toute l'Ukraine appartient à la Russie.

Aussi, la Russie dispose d'une forte présence navale en Atlantique et en Méditerranée, et exerce des pressions en mer Noire et en mer Baltique. De plus, la Russie a renforcé sa flotte du Pacifique en y affectant les derniers fleurons de ses sous-marins à propulsion nucléaire.

La Russie mène une guerre hybride en mer Noire: manipulation cartographique (visant à légitimer son autorité sur la Crimée), émissions de faux signaux ou brouillage GPS («jamming», «spoofing»), émissions radio illégitimes, etc.

I La Russie a perdu la base navale de Tartous après la chute du régime syrien en 2024.

Mais pour renforcer son autonomie et développer son influence, la Russie mise également sur son **intégration au sein des pays d'Afrique subsaharienne**. Son influence s'est ainsi renforcée dans la région ces dernières années (ex : Mali) et depuis 2019, de multiples accords de coopération bilatérale ont été conclus entre la Russie et certains pays d'Afrique subsaharienne.

Si après la chute de l'Union soviétique (qui avait fortement investi en Afrique), la Russie s'était retirée du continent africain, il s'y est ensuite progressivement réinvesti à partir de la fin des années 1990. Mais ce retour a réellement pris de l'ampleur après le Sommet Russie-Afrique de Sotchi, en 2019, et donc après que l'annexion de la Crimée en 2014 ait conduit à une crise dans les relations russo-occidentales, poussant alors la Russie à chercher de nouveaux partenaires.

De leur côté, les Etats africains ont bien accueilli ce retour, la Russie constituant une alternative à une Chine perçue comme hégémonique. Elle n'est, en outre, pas considérée comme une puissance pilleuse de matières premières et offre des prix réduits par rapport aux équipements américains et européens.

La Russie apporte désormais des technologies utiles à certains pays comme l'Algérie, le Nigeria ou encore l'Égypte (ex: construction d'une centrale nucléaire). Mais c'est surtout à travers les **prestations de sécurité** que les liens se nouent avec l'Afrique. Les Russes fournissent des forces militaires ainsi que des armes afin de garantir la sécurité de gouvernements, d'infrastructures ou d'entreprises. Ces entités œuvrent dans des environnements instables et assurent la sécurité de certains régimes et mènent des actions à moindre coût sans risque de confrontation ouverte.

I La Russie s'est appuyée sur la société militaire semi-privée Wagner durant des années. En 2024-2025 cependant, afin d'éviter de nouveaux scandales (ex: Moura en 2022), le pays décidait du retrait de Wagner du Mali et de la réorganisation de ses forces à travers *Africa corps*, structure étatique directement rattachée au ministère russe de la Défense. Ainsi il s'agit désormais d'un vecteur officiel de l'Etat russe au Sahel destiné à soutenir les gouvernements locaux dans la lutte contre les groupes djihadistes.

Certaines structures permettent quant à elles de mener des campagnes d'influence. Les médias publics russes constituent en effet des vecteurs d'influence dans la stratégie du Kremlin. Ces moteurs du *soft-power* russe se déploient particulièrement en Afrique, où ils sont souvent considérés comme une source d'information alternative (ex: Sputnik).

Certains acteurs russes s'infiltrent au sein de systèmes médiatiques africains, comme en République centrafricaine (ex: développement de Sputnik France en Afrique subsaharienne francophone, notamment au Mali et au Cameroun). En outre, des procédés russes, notamment de désinformation anti-occidentale, sont mis à disposition pour influencer les élections dans certains pays, comme cela aurait été le cas à Madagascar en

2019 lors de la campagne présidentielle (financement de plusieurs candidats). Aussi, des jeux vidéo russes diffusent un discours anti-occidental en Afrique subsaharienne.

L'African Initiative est devenue un véritable vecteur d'influence de la Russie en Afrique (à la suite l'Internet Research Agency, qui menait des campagnes de désinformation discréditant l'Occident en Afrique).

Pour les Etats africains, les accords de coopération militaro-technique permettent de juguler les multiples sources d'insécurité qu'ils subissent (terrorisme, conflits, etc.). En échange, la Russie obtient des partenariats dans le domaine de l'énergie, ce qui lui permet d'être présente dans l'exploitation de minerais, de pétrole et de gaz (ex: gestion de mines d'or par Wagner en Centrafrique ou au Mali).

I En 2025, Moscou a signé des accords de défense avec le Mali, le Burkina Faso et le Niger, et fournissait également de l'équipement militaire.

Mais l'investissement de la Russie en Afrique n'est pas uniquement orienté vers l'exploitation des ressources minières. Il s'agit surtout d'étendre son influence dans la région et d'y poursuivre son intégration à mesure que les acteurs occidentaux s'affaiblissent (à commencer par la France).

Les Russes cherchent également de nouveaux lieux d'approvisionnement en misant sur l'**Arctique**, dont ils tendent à faire l'une des principales zones minières et routes maritimes du monde.

L'Arctique est perçu par certains comme le berceau de la "race russe", un territoire qui permet donc à la Russie de retrouver sa puissance et de légitimer la politique qu'elle y instaure. Depuis 2008 en effet, l'Etat russe mène une stratégie de reconquête de l'Arctique. Elle a pris la forme de politiques de développement visant l'exploitation des ressources de ces régions. Des "mégaprojets" ont ainsi vu le jour, à l'image de la Route maritime du Nord (transit de destination). Aussi, les régions arctiques ont été restructurées pour entrer dans la "Zone arctique de la Fédération de Russie". Ces projets ne créent cependant pas de richesses locales au sein de ces régions, où le taux de pauvreté a parfois augmenté et où la pollution s'est

accrue en raison de l'extraction de matières premières, (dont les ressources sont accaparées par l'Etat fédéral).

La Russie militarise la région, qui pour elle (comme pour le Canada) constitue une frontière intérieure naturelle. Le pays y a déjà procédé à d'immenses investissements à la fois civils et militaires ces dernières années à travers son projet «**Arctic 2035**» (création d'une administration centralisée, etc.). Son objectif est d'accroître le trafic de fret au sein de la Route Maritime du Nord, afin d'acheminer ses ressources vers les marchés internationaux, notamment asiatiques. Le but est aussi d'augmenter l'extraction des ressources naturelles, l'Arctique russe représentant un quart des réserves nationales de pétrole, 80% du gaz naturel et étant riche de multiples minéraux (nickel, cobalt, etc.). L'extraction d'hydrocarbures constitue en effet une nécessité pour le fonctionnement de l'Etat russe, dont l'économie demeure peu diversifiée.

Riche en ressources naturelles, l'Arctique fait l'objet de convoitises; plusieurs Etats riverains s'y affrontent (Canada, Danemark avec le Groenland, États-Unis avec l'Alaska, Norvège avec le Svalbard).

Une influence politique internationale croissante

La Russie joue un rôle important sur la scène internationale: outre sa participation aux**BRICS** et à l'Organisation de coopération de Shanghai (**OCS**), le pays s'est trouvé à plusieurs reprises en position de force sur le terrain militaire autant que diplomatique en jouant un rôle crucial dans certains conflits du monde arabe (ex: Syrie). Cette politique étrangère active l'a conduit à négocier avec des pays ou des organisations aux visées divergentes (ex: Hezbollah, Israël).

La Russie a renforcé son implication au Moyen-Orient avec l'aide de l'Iran et joué un rôle croissant en Méditerranée. Le pays s'est ainsi, par exemple, impliqué dans la crise libyenne, puis en Syrie (en tant qu'intermédiaire entre les Kurdes et Damas après le retrait des troupes américaines du nord du pays) et avait proposé, en 2016, une médiation dans le conflit israélo-palestinien. De même, en 2020 et 2022, un cessez-le-feu avait été signé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sous l'égide de la Russie. Moscou tendait ainsi à prendre un rôle traditionnellement joué par les puissances occidentales.

Cette politique internationale active s'appuie également sur certaines organisations.

I En 2025, le Forum économique de Saint-Pétersbourg, qui rassemble des dirigeants mondiaux, des chefs d'entreprises, des investisseurs ou encore des universitaires pour discuter des problèmes économiques mondiaux, révélait la lente perte d'influence russe dans le monde. En effet, le nombre de dirigeants se rendant au forum n'a cessé de diminuer ces dernières années.

Opposition à l'Occident

Après la chute de l'Union soviétique, l'Occident avait retrouvé son pouvoir sur une Russie affaiblie qui se tournait peu à peu vers l'Europe. Mais l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine allait changer la donne. Son ambition de restaurer le pouvoir de la Russie sur la scène internationale et d'assurer son autonomie impliquait le refus de toute influence étrangère sur son territoire. Le Kremlin s'est alors érigé contre un Occident qui cherchait à réduire sa puissance ou menaçait son intégrité (ex: intégration des pays de l'ex-Union soviétique à l'Union européenne, avancée de l'OTAN vers l'Est).

Au fil des ans, les sujets de discordes n'ont cessé de se multiplier (ex : Syrie, Libye), provoquant parfois de vives tensions (ex: affaire Skripal en 2018, menaces nucléaires en 2022-2023), sur fond de divergences profondes des valeurs.

Moscou s'est évertué à éviter le déploiement du bouclier américain en Europe de l'Est et la remise en cause de la neutralité ukrainienne (refus russe de l'entrée de l'Ukraine au sein de l'Alliance atlantique, notamment afin d'éviter le déploiement d'unités de l'OTAN à ses frontières).

La Russie cherchera à faire respecter son espace d'influence et s'opposera à toute influence occidentale dans son giron. Le pays refuse en effet toute présence ennemie à ses frontières immédiates.

C'est ainsi qu'après un bref affrontement entre la Russie et la Géorgie en 2008 (qui conduit à la reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud, petite république séparatiste géorgienne pro-russe), Moscou décidait, en 2014, de rattacher la Crimée à son territoire.

Rattachée à l'Ukraine en 1954, la Crimée avait le statut d'une République

autonome, dotée de son propre Parlement. Ce territoire avait donc organisé, en 2014, un référendum sur son rattachement à la Russie, conduisant à l'annexion de la Crimée par la Russie, qui a ensuite investi dans les infrastructures (écoles, hôpitaux). Condamnant cette mainmise russe, l'Occident a imposé d'importantes sanctions économiques à la Russie.

*La Russie tend en effet à replacer dans sa zone d'influence plusieurs régions voisines, à **unifier le peuple russe**. Après avoir annexé la Crimée — qui avait été rattachée à l'Ukraine en 1954 par Khrouchtchev après avoir été russe depuis 1774 —, la Russie entendait continuer à protéger les russophones. Ce faisant, elle s'est implantée dans certaines régions, où elle a accru son influence militaire autant que sa sphère d'influence politique (référendums sur le rattachement des régions du Donbass).*

Parallèlement, la Russie développe les moyens de sa puissance et promeut **l'avènement d'un monde multipolaire**, dans un mouvement plus large de contestation de la *Pax Americana* (paix sous domination américaine). Le pays deviendra ainsi moteur dans la désoccidentalisation de la gouvernance mondiale.

C'est dans ce contexte qu'intervient la guerre en Ukraine, en 2022. Cet événement achèvera de tendre les relations entre Russes et Occidentaux, qui leur imposent alors de lourdes sanctions et se voient écartés des sommets internationaux.

La Russie s'est alors encore davantage éloignée de ses partenaires européens, et notamment de la Finlande et de la Suède, qui se rapprochaient de l'OTAN. Elle quittait, par ailleurs, le Conseil de la Baltique, créé après la chute de l'Union soviétique.

Les rivalités se concrétisaient par un affrontement militaire entre l'Occident (notamment via l'aide de l'OTAN à l'Ukraine) et la Russie. A cela s'ajoutait une vive guerre de l'information ainsi que des menaces de conflit nucléaire.

*Le sabotage du gazoduc **Nord Stream 2** a fait l'objet de nombreuses interrogations. Et pour cause, devant relier la Russie à l'Allemagne en passant sous la mer Baltique, il vise l'acheminement de dizaines de milliards de m³ de gaz par an en Europe occidentale afin d'y garantir l'approvisionnement. Or ce tuyau était exploité par le géant russe Gazprom. Le rapprochement russo-*

allemand avait été mal perçu par les Etats-Unis, qui multipliaient les pressions pour faire échouer le projet (ex: interruption du chantier en 2020 en raison de sanctions américaines), quelques années avant son sabotage, que la Russie attribuait aux Etats-Unis.

Le développement d'alliances

Les sanctions internationales ont conduit la Russie à créer ou à renforcer certains liens stratégiques.

La Russie a pu compter sur son allié biélorusse. En effet, estimant avoir été déstabilisé par les Occidentaux en 2020, qui auraient fait pression sur son pays, le président biélorusse Alexandre Loukachenko s'était tourné vers la Russie, la soutenant dans sa guerre en Ukraine (ex: transfert d'armes nucléaires tactiques russes vers la Biélorussie).

Moscou s'est ainsi rapproché de la **Chine**, qui, sans souhaiter construire une alliance militaire formelle ni aider directement le pays dans sa guerre en Ukraine, a significativement accru ses échanges commerciaux avec le pays après 2022 (« partenariat sans limite » scellé entre Pékin et Moscou en 2022). Moscou devenait ainsi le premier fournisseur de pétrole de la Chine et l'industrie lourde russe était maintenue par la demande chinoise. De plus, Pékin coopérait technologiquement pour contrer les sanctions occidentales.

Les liens de défense s'étaient déjà resserrés depuis les années 2010, avec la multiplication d'exercices militaires de plus en plus sophistiqués (ex: « Joint Sea »).

Les liens entre les deux pays sont d'autant plus importants que leur poids sur la scène internationale est devenu colossal sur les plans économique, militaire et diplomatique. Or tous deux défendent les mêmes objectifs (affirmation de sa souveraineté, défense de ses intérêts) ainsi que la **même vision des relations internationales: multipolarité, respect mutuel, non-ingérence et coopération**.

Chine et Russie s'accordent sur le rejet du modèle occidental, considérant toutes deux que la prospérité économique peut exister sans connaître les travers des démocraties occidentales (individualisme exacerbé, changements constants de gouvernements, perte des traditions). Ils promeuvent au contraire une société stable et respectueuse des «bonnes mœurs», à l'opposé

de la «décadence occidentale».

I En 2025, Xi Jinping avait déclaré que la Chine et la Russie devaient « renforcer leur soutien mutuel ». Les deux pays affichaient, par ailleurs, leur unité face aux pressions occidentales. Ils entendaient également renforcer leur coopération scientifique et technologique afin d'assurer leur souveraineté.

Les relations sino-russes sont cependant opportunistes autant qu'asymétriques.

Depuis des années, la Russie espère la mise en place du gazoduc Force Sibérie II, reliant les champs de gaz sibériens à la région chinoise sur Xinjiang. Cependant, la Chine craint de devenir ainsi trop dépendante de l'énergie russe.

La Russie bénéficie d'un partenariat plus équilibré avec l'Inde, devenue un importateur de pétrole crucial pour ses revenus; auparavant quasi inexistant, les achats de brut russe étaient multipliés par plus de vingt entre 2021 et 2024. La Russie fournit également le gouvernement indien en armes (à hauteur de 60% du matériel militaire indien), le rendant dépendant de leur maintenance.

Les liens entre l'Inde et la Russie sont anciens et amicaux, hérités de la Guerre froide. Aujourd'hui, New Delhi, sans soutenir Moscou dans son action en Ukraine, ne la condamne pas.

De même, l'**Iran** s'est rapproché des Russes en dépit de relations longtemps tendues (la Russie était signataire, aux côtés des Occidentaux, de l'accord nucléaire iranien de 2015 visant à stopper son acquisition de l'arme nucléaire). Le partenariat russo-iranien s'est renforcé à partir de 2022, notamment sur le plan nucléaire et militaro-technique (ex: livraison d'avions russes à l'armée de l'air iranienne, livraisons de drones de combat et de missile iraniens à la Russie).

En 2022, l'Iran approuvait l'offensive russe en Ukraine. Dans la foulée, un protocole d'accord était signé entre la société nationale iranienne de pétrole et le géant russe Gazprom. Dans ce droit fil, l'Iran continuait à soutenir matériellement la Russie dans sa guerre en Ukraine. Les deux pays

renforçaient par ailleurs leur coopération stratégique, née en 2001, sur le long terme.

■ En 2024-2025, la diplomatie russe prenait le parti de l'Iran lors de ses confrontations avec Israël.

La Corée du Nord a également soutenu l'effort de guerre russe en fournissant des armes et des troupes à son allié.

La Russie et la Corée du Nord avaient signé, en 2024, un accord de partenariat global prévoyant une assistance mutuelle en cas d'agression contre une partie du traité. En échange d'une aide technologique ou encore alimentaire, les Nord-Coréens livraient des munitions à la Russie.

L'ensemble des alliances russes nouées en Asie se sont inscrites dans le cadre de la stratégie du «**pivot oriental**», qui consiste à redéployer la politique étrangère et le commerce extérieur russes depuis l'Europe vers le Sud (Iran, Pakistan, Inde).

La Russie s'est également tournée vers le **Moyen-Orient** (pays du Golfe, etc.), renforçant notamment son influence sur la Syrie, pays avec lequel les liens sont anciens et où elle dispose de deux bases (base navale de Tartous et aérodrome militaire de Hmeimim), mais aussi en Libye. En effet, ayant perdu son allié syrien, le pays voyait le territoire libyen comme une alternative pour répondre à ses ambitions en Afrique, un moyen de maintenir une présence militaire en Méditerranée et de conserver un accès direct à l'Afrique du Nord.

A la suite du conflit libyen des années 2010, la Russie a renforcé sa présence militaire en Libye et tenté de s'y implanter économiquement (ex: secteur pétrolier), soutenue par l'Est libyen. C'est désormais avec l'Africa Corps que la Russie espère renforcer son influence dans le pays, qui servirait de base pour ses opérations dans les pays voisins (Soudan, Tchad, Niger, etc.).

Par ailleurs, la Russie a accru ses liens avec l'Algérie, pays avec lequel elle effectue des manœuvres militaires depuis 2017. Depuis, les armées algérienne et russe n'ont cessé de converger, notamment en matière d'interopérabilité.

Le partenariat militaire avec le Niger s'est également renforcé, tout comme

les liens militaires et économiques avec le Soudan (ex: projet à Port-Soudan).

En Syrie, la chute du régime Assad changeait la donne et obligeait les Russes à revoir les accords conclus avec le pays afin de participer à la reconstruction syrienne. En effet, la Russie avait joué un rôle déterminant dans le conflit syrien, permettant à Bachar El-Assad de se maintenir au pouvoir (puis, à sa chute, de se réfugier sur le territoire russe). Le pays était intervenu militairement, en 2015, pour repousser rebelles et groupes djihadistes dont Ahmed al-Charaa, le président de transition syrien, est issu.

La Russie a également approfondi sa coopération économique avec la Turquie après l'imposition des sanctions occidentales (notamment dans le secteur de l'énergie).

*Les intérêts russes et turques sont régulièrement entrés en concurrence (ex: Syrie, Libye) depuis les années 2000 (ex: dans les années 2020, **en Afrique de l'Ouest**, où les deux puissances menaient des stratégies d'influence similaires en recourant à des sociétés militaires privées). Cependant, leurs actions communes visaient l'élimination progressive de l'emprise américaine sur certains pays (Libye, Soudan). Aussi, leurs dissensions n'empêchaient pas les négociations de paix (ex: en Libye en 2020, processus d'Astana, etc.).*

Le pays a également construit des relations stratégiques avec plusieurs pays d'Amérique latine depuis les années 2000.

Moscou a aussi instauré des partenariats stratégiques sur le continent sud-américain, avec des pays souvent opposés à l'hégémonie américaine: Venezuela (coopération notamment dans le nucléaire et le militaire), Nicaragua, Argentine, Bolivie (qui importe le pétrole russe) ou encore le Brésil (grand importateur de carburant russe). Par ailleurs, les médias RT et Sputnik sont très présents en Amérique latine.

En revanche, Moscou tend à perdre son influence dans l'espace ex-soviétique: outre la guerre en Ukraine, le pays a perdu son bastion dans la région du Caucase du Sud.

I La Russie se rapproche cependant de l'Afghanistan, reconnaissant, en 2025, le gouvernement taliban. Le pays entend développer ses relations commerciales avec Kaboul (énergie, transports), mais aussi d'utiliser le pays comme zone

de transit pour exporter du carburant vers le Pakistan et l'Inde. Des lignes ferroviaires et des gazoducs devaient être construits dans le cadre du corridor de transport international «Nord-Sud».

TURQUIE

Héritière de l'Empire ottoman, la Turquie est une république démocratique et laïque. Officiellement candidate à l'entrée dans l'Union européenne depuis 1999, elle s'est tournée vers les pays du Sud tout en maintenant ses liens avec l'Occident.

En raison de son histoire et de sa localisation géographique, la Turquie a toujours lié Orient et Occident, rôle qu'elle tend encore à jouer à l'heure où elle s'affirme comme un acteur international crucial. Elle bénéficie pour cela d'un territoire stratégique : par ses détroits, il est un lieu de passage des pétroliers (le Bosphore), mais aussi des oléoducs vers la Méditerranée.

I BREF HISTORIQUE

Né au 14^e siècle, l'Empire ottoman a connu son apogée sous le règne de Soliman le Magnifique (1520-1566), avant de voir son territoire peu à peu réduit à partir des 18-19^e siècles.

C'est ainsi qu'au début du 20^e siècle, le **traité de Sèvres** de 1920 va réduire l'Empire à une partie seulement de l'Asie Mineure, prévoyant la constitution d'un État arménien et envisageant un Kurdistan indépendant. Inacceptable pour les Turcs, cette situation sera combattue par Mustafa Kemal, grand chef de guerre qui proclamera la naissance de la République de Turquie en 1923, après l'abolition du sultanat. Il deviendra alors le président d'une République qu'il va moderniser et occidentaliser (adoption de l'alphabet latin, interdiction du port du voile pour les femmes et du turban pour les hommes, développement de l'éducation sous le contrôle de l'État, vote des femmes, etc.). Menant une politique à la fois autoritaire et nationaliste, il sera nommé Père de la nation, **Atatürk**.

Des décennies plus tard, prenant le contre-pied du kémalisme, le président Erdogan alimentera le rêve ottoman, partageant avec son prédécesseur un vif nationalisme hérité de la crainte d'une dislocation de l'Etat née de Sèvres. Cela explique son attitude discriminante à l'égard des minorités (ex: Alévis), mais aussi sa politique intransigeante menée contre les Kurdes.

I POLITIQUE INTÉRIEURE

La Turquie est une république parlementaire dont le paysage politique est marqué par le rôle crucial que joue le Parti de la justice et du développement (AKP), parti islamо-conservateur. Dans ce pays pourtant laïc, l'AKP a gagné en importance depuis le début des années 2000 tandis que l'un de ses fondateurs, Erdogan, multipliait peu à peu les références religieuses: désireux de restaurer un ordre moral très conservateur (ex: pénalisation de l'adultère), l'homme va incarner l'islamisme politique, mais également un fort nationalisme.

La concentration du pouvoir

Dans les années 2010, le président Erdogan a fait l'objet d'une opposition croissante, certains dénonçant la corruption mais aussi l'**islamisation du pays**, qui remet en question l'héritage kémaliste fondé sur un Etat laïc et un contrôle étroit du sunnisme, la religion majoritaire. Il remettra ainsi en cause le caractère multiculturel de la société turque et la liberté religieuse (ex: Sainte-Sophie d'Istanbul redevenait formellement une mosquée en 2020).

Le caractère autoritaire du système politique va surtout se faire jour après la **tentative de putsch de 2016**, qui conduit à un durcissement du pouvoir en place : d'importantes purges sont alors menées et l'année suivante, une réforme constitutionnelle accroît le pouvoir présidentiel (ex: transfert de l'essentiel du pouvoir exécutif au président qui nommerait lui-même les ministres, possibilité d'intervenir directement dans le domaine judiciaire). A cela se sont ajoutées diverses mesures répressives (ex: contrôle des réseaux sociaux). Cela n'empêchait toutefois pas, en 2023, la réélection du président Erdogan.

La question kurde

Les Kurdes représentent 10-15% de la population turque. Considérés comme un danger pour l'unité territoriale turque, ils ont souvent été malmenés par le pouvoir turc, qui craint la création d'un Kurdistan autonome.

La pression exercée sur les Kurdes a généralement été accentuée à mesure que des échéances politiques approchaient, révélant l'instrumentalisation de la question kurde.

Si durant les années 2000, les relations entre la Turquie et les Kurdes s'étaient assouplies (pour répondre aux demandes européennes, dans l'optique turque d'intégrer l'UE), Ankara a vu la menace kurde ravivée en 2015 par l'entrée au Parlement du Parti démocratique des peuples (HDP). Pro-kurde, ce parti était en effet soupçonné d'entretenir des liens avec les militants du Parti des travailleurs au Kurdistan (PKK), que la Turquie considère comme une organisation terroriste.

Né à la fin des années 1970, le PKK s'est livré à un violent combat contre la Turquie dans le but d'obtenir la création d'un État kurde. Usant de méthodes radicales, il a ensuite œuvré pour la reconnaissance du peuple kurde et la conservation de leur culture.

Il disposait de nombreuses bases dans les montagnes du nord irakien et avait installé ses quartiers généraux au Kurdistan irakien, conduisant l'armée turque à mener, après 2022, une vaste opération militaire dans cette zone où la Turquie avait installé plus de 130 bases militaires.

Or la menace est jugée d'autant plus forte que la branche syrienne du PKK (les Forces démocratiques syriennes ou FDS) dirigeait le nord-est de la Syrie depuis le Printemps arabe de 2011. A la faveur de la guerre civile qui débutait alors, les Kurdes avaient pris la tête de territoires autonomes riches en hydrocarbures et étaient devenus des acteurs incontournables au Moyen-Orient. Soutenus par l'Occident (financement par les Etats-Unis des FDS dans le cadre de l'opération «Inherent Resolve» visant la lutte contre l'Etat islamique), ils ont en effet apporté une aide cruciale à la lutte contre les djihadistes dans la région.

De son côté, Ankara a continué à viser les Kurdes de Syrie et d'Irak par des bombardements et faisait pression sur le gouvernement autonome du Kurdistan irakien pour en chasser le PKK.

Cependant, en 2025, à la faveur de la chute du régime syrien quelques mois plus, le **PKK annonçait sa dissolution** et donc la fin de la lutte armée. De plus, Damas et Ankara opéraient un rapprochement conduisant à la conclusion d'un **accord entre le gouvernement intérimaire syrien et les FDS**.

Cette initiative ouvrait la voie à une reconnaissance inédite de l'identité

kurde, alors que les Kurdes syriens ont subi durant des décennies la politique d'arabisation menée par la Syrie.

Cette évolution devait conduire au retrait des forces américaines de la région, mais surtout au retrait turc de l'Irak. En effet, la présence d'Ankara en Irak était justifiée par sa lutte contre le PKK installé au Kurdistan irakien.

I ECONOMIE

Depuis les années 2000, la Turquie bénéficie d'une croissance de son PIB d'environ 5% par an. Durant cette période, le président Erdogan a fortement libéralisé et privatisé l'économie, ce qui a favorisé l'afflux d'investissements dans le pays. Parallèlement, le niveau de vie des Turcs s'est amélioré: le PNB par habitant a triplé sous l'AKP. De plus, le pays a multiplié les constructions d'infrastructures, menant une politique de grands travaux (ex: «Canal Istanbul»).

Cependant, dans les années 2020, le pays a ainsi subi une forte **inflation**, la dépréciation de la valeur de la livre turque, les effets de l'arrivée massive de migrants syriens, irakiens et afghans ou encore le net accroissement de l'endettement privé. Aussi, les investisseurs étrangers ont fui le pays, rendant d'autant plus difficile son redressement économique.

Ainsi, malgré des taux de croissance d'environ 3 à 5% en 2023-2025, l'hyperinflation entraînait une paupérisation des classes moyennes et populaires ainsi qu'un accroissement des inégalités.

I RELATIONS EXTÉRIEURES

Au 21^e siècle, la Turquie, qui dispose de grandes richesses minières, a commencé à affirmer une véritable politique extérieure. A la recherche d'une autonomie stratégique, le pays s'est alors démarqué par un net activisme visant à raviver l'influence dont il bénéficiait du temps de l'Empire ottoman.

Développant un *soft power* mêlant **modernité et diffusion de l'islam politique**, sa politique se veut à la fois ambitieuse et sans compromission, alternant action offensive et souplesse, dans une vision de long terme. Le pays a ainsi réduit sa dépendance aux importations en misant sur son industrie de

défense afin d'assurer son autosuffisance et accroître sa puissance.

Une politique étrangère multidirectionnelle

Pont entre l'Europe et l'Asie, mais aussi carrefour entre des régions instables (Proche-Orient, Caucase, Balkans), la Turquie occupe une position géostratégique cruciale qui lui permet de garder un pied dans chaque camp, se voulant à la fois une puissance de l'Est et une puissance de l'Ouest.

En vertu de la convention de Montreux (1936), la Turquie garde les détroits de Bosphore et des Dardanelles, des zones stratégiques. Le pays est ainsi un lieu de surveillance du Moyen-Orient et des détroits entre la mer Noire et la Méditerranée

Motivée par des impératifs sécuritaires, elle a développé des relations diplomatiques hétérogènes qui lui permettent d'éviter tout conflit. En effet, le pays n'hésite pas à adopter des **positions ambivalentes**, entrant en conflit avec ses propres alliés et nouant des alliances au gré des circonstances. Cette politique diplomatique active lui a permis de demeurer dans l'**OTAN** tout en **demandant son adhésion aux BRICS** (en 2024) et en ambitionnant rejoindre l'OCS (dominée par la Chine). Le pays demeure en bons termes avec la Russie et la Chine, mais aussi avec l'Occident. De même, majoritairement sunnite, il entretient des liens avec le Hamas palestinien tout en maintenant, au gré des circonstances, des liens avec Israël.

Au même moment, Ankara achetait des drones à Israël (pour les livrer aux Azerbaïdjanais) tout en soutenant le Hamas; de même, la Turquie a livré des drones à l'Ukraine (dont elle défend la souveraineté et l'intégrité territoriale) tout en développant ses liens économiques avec la Russie et en refusant de se joindre aux sanctions occidentales.

La politique dite « d'équilibre » menée par Ankara, ajoutée à sa position stratégique et sa puissance diplomatique (le pays bénéficie du 6^e réseau diplomatique au monde), font du pays un acteur diplomatique et stratégique incontournable. La Turquie se dit en effet capable de dialoguer avec des interlocuteurs variés et de créer des liens entre les Occidentaux et leurs rivaux (ex: avec les Talibans ou avec Moscou). La Turquie est ainsi devenue un interlocuteur crucial pour nombre de grandes puissances mais aussi dans le cadre de crises régionales, et notamment en Afrique, où elle étend son influence.

Dès les années 1990-2000, la Turquie avait facilité de discrets pourparlers entre la Syrie et Israël. Ce rôle de médiation s'est de nouveau illustré au cours des années 2020, notamment dans la résolution du différend entre l'Éthiopie et la Somalie (en 2024).

I En 2025, la Turquie proposait sa médiation entre le Rwanda et la République démocratique du Congo (RDC).

La stratégie turque du multi-alignement a accru la puissance d'Ankara, qui, loin de demeurer un simple pivot géopolitique, est devenu un véritable acteur géostratégique qui étend particulièrement son emprise sur les régions voisines. Porteur d'une idéologie islamо-conservatrice dont il entend diffuser le modèle, le pays a **soutenu des acteurs locaux sunnites (islamistes radicaux), notamment en Syrie.**

Durant des années, le président Erdogan espérait se rapprocher de Damas afin que les enjeux qui le préoccupent soient évoqués: les forces kurdes présentes aux frontières de la Turquie et le renvoi des 3 millions de Syriens réfugiés sur son territoire. Cependant, Bachar el-Assad conditionnait toute négociation au retrait des troupes turques de son territoire. En effet, la Turquie s'était installée sur une partie du Nord de la Syrie, près des Kurdes. Face à cette impasse, le président turc décidait, en 2024, de soutenir l'offensive menée par les rebelles qui conduira à la chute du régime syrien. Ce faisant, il y fera reculer les influences iranienne et russe à son profit.

I En 2024-2025, la Turquie étendait son influence sur la Syrie, avec laquelle elle signait un accord de défense. Le pays cherche à y chasser les Kurdes et à consolider un État central syrien, dont la stabilité lui ouvrirait les portes d'un vaste marché économique.

De plus, ces dernières années, Ankara a multiplié les incursions armées, directes ou indirectes, dans son proche voisinage. Le pays est intervenu en Libye et a apporté un soutien actif à l'Azerbaïdjan dans sa guerre contre l'Arménie au Haut-Karabagh (en 2020 et 2022).

La Turquie et l'Arménie entretiennent des rivalités anciennes liées à l'absence de reconnaissance officielle du génocide de 1915. Aussi les relations diplomatiques turco-arméniennes sont-elles inexistantes; en outre, depuis 1993, leurs frontières terrestres sont fermées et surveillées par la Russie.

Cette militarisation de la politique étrangère turque était justifiée par une Turquie qui se disait encerclée par des crises provoquées par d'autres puissances mondiales ou régionales afin de contrôler la zone. Aussi Ankara disait-elle devoir faire de même pour défendre ses intérêts stratégiques, conserver son autonomie et sa liberté d'action dans son environnement régional, notamment en mer Noire.

En mer Noire, des gisements de gaz ont été identifiés dans la zone maritime turque, un atout dont bénéficierait une Turquie très dépendante de ses importations pétrogazières.

Diversification des outils de puissance

En quelques années, la Turquie est apparue comme un véritable **acteur du marché de l'armement**, étoffant son industrie, notamment dans le secteur des drones armés.

La Turquie est peu à peu montée en puissance dans le domaine de l'armement, notamment avec la production de drones militaires, vendus en Ukraine et en Azerbaïdjan ces dernières années, mais aussi avec ses ventes d'armes à l'Éthiopie, l'Angola, le Tchad ou encore au Maroc.

Dans les années 2020, la Turquie a également décidé de lancer le projet « Dôme d'acier », un dispositif de défense aérienne qui lui fera bénéficier de son propre système de défense antimissile.

La puissance d'Ankara s'appuie aussi sur les bases militaires ouvertes à l'étranger, notamment en Libye et en Syrie, mais aussi au Qatar, en Somalie et au Soudan.

Par ailleurs, la Turquie entend faire partie des grandes nations spatiales, l'espace étant perçu comme un marché autant qu'un terrain de compétition entre puissances; dans ce cadre, l'**Agence spatiale turque** (TUA) était créée en 2018.

Enfin, la Turquie porte des ambitions navales et des revendications sur des ZEE en Méditerranée (ex: forage dans les eaux chypriotes).

Relations étrangères

■ *Turquie et Occident*

Si la Turquie a longtemps entretenu des relations apaisées avec ses voisins occidentaux (elle avait rejoint l'OTAN en 1952 et l'OCDE quelques années plus tard, puis déposé sa demande d'adhésion à la CEE en 1987), son *soft power* se fonde aujourd'hui en partie sur le rejet du modèle occidental.

Pour la Turquie, son maintien dans l'OTAN constitue une véritable assurance sécurité; de son côté, l'Alliance Atlantique bénéficie, à travers la Turquie, d'une base d'action utile pour agir dans la région.

Ainsi, malgré le maintien de relations diplomatiques avec Washington, et en dépit de leur traditionnelle alliance, les relations américano-turques sont ponctuellement tendues depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP.

Dans les années 2010, outre l'affaire Fethullah Gülen, la Turquie estimait que le soutien apporté aux milices kurdes au nom du combat américain contre l'Etat islamique aidait le PKK dans sa lutte contre l'Etat turc.

I Durant la guerre entre Israël et le Hamas, la Turquie affichait son désaccord par rapport à la position américaine, Ankara défendant plutôt le peuple palestinien.

Les relations sont également difficiles avec l'Union européenne, marquées par une adhésion sans cesse repoussée, notamment liée à l'absence de règlement de la question chypriote ainsi qu'au recul démocratique turc. Cependant, l'UE constitue pour la Turquie un partenaire stratégique depuis des décennies (ex: coopération en matière de recherche et d'innovation, coopération culturelle, etc.). De plus, leurs échanges économiques demeurent conséquents, l'économie turque étant très intégrée à l'économie européenne.

Ainsi, malgré des critiques occidentales émises à l'encontre de la politique intérieure turque (ex: répression en 2016 suite à la tentative de coup d'Etat, autoritarisme), les liens entre la Turquie et l'Occident demeurent favorables.

La Turquie a été critiquée pour ses atteintes à la souveraineté de Chypre et de la Grèce, ses opérations illégales en Irak dans les années 2010, mais aussi en Libye, ou encore pour ses actes belliqueux visant les Kurdes syriens, ainsi qu'à l'égard du soutien plus ou moins affiché d'Ankara à l'Etat islamique et à d'autres groupes terroristes figurant sur la liste de l'ONU (ex: Hay'at Tahrir al-Sham), notamment durant le conflit syrien. Face à cela, l'Occident a souvent fait preuve d'indulgence en ne relevant pas certains agissements turcs (ex: achats par la Turquie de missiles à la Russie, et non à l'OTAN). En effet, cela permet de maintenir la Turquie dans l'Alliance atlantique et de conserver des liens avec un pays stratégique. Par ailleurs, l'Occident n'est pas exempt d'accusations similaires (ex: soutien français à Al-Nosra durant le conflit syrien, soutien américain aux moudjahidines afghans, etc.).

■ *Turquie et Russie*

Alors que les deux pays se sont écharpés en Syrie et que la Turquie n'a jamais approuvé l'annexion de la Crimée et condamné l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, Ankara et Moscou se sont toutefois régulièrement entendus sur plusieurs sujets cruciaux.

Les deux pays avaient notamment décidé d'écartier les Occidentaux durant le conflit syrien dans les années 2010 et la Russie avait refusé de donner des armes aux milices kurdes (celles-ci n'ont pas été utilisées contre la Turquie) ; aussi, Ankara a refusé d'appliquer les sanctions européennes contre Moscou en réponse à son offensive en Ukraine en 2022.

Turcs et Russes partagent en effet le **ressentiment antioccidental** (concept d'eurasisme) et mènent une lutte commune contre les terrorismes caucasiens. Ils divergent cependant sur les relations qu'ils entretiennent avec certains pays (l'Arménie, la Libye, la Syrie de Bachar el-Assad, l'Egypte d'Abdel Fattah al-Sissi ou encore l'Arabie saoudite de Mohammed ben Salmane) et se concurrencent en Libye, au Soudan ou encore en Afrique sub-saharienne.

La Russie et la Turquie mettent en œuvre des politiques de sécurité et d'influence similaires, alliant exportations d'armement et utilisation de sociétés militaires privées pour défendre leurs objectifs stratégiques. Or ces modèles se concurrencent en Afrique de l'Ouest, où ils partagent certaines

| zones d'opérations dans le cadre de la lutte contre des groupes armés.

Cependant, si les relations politiques apparaissent ambivalentes, leurs relations commerciales sont solides: outre un **important volume d'échanges** entre les deux pays, Moscou a construit la première centrale nucléaire de la Turquie, à laquelle elle fournit également des produits agricoles. De plus, les relations énergétiques et financières se sont considérablement développées ces dernières années, notamment avec la mise en place du *Turkish stream*, qui passe sous la mer Noire pour éviter l'Ukraine et devait sécuriser l'approvisionnement turc en gaz.

I Les transactions pétrolières ont permis à la Russie de contourner certaines sanctions occidentales après 2022. Mais déjà en 2019, l'achat de missiles S-400 russes avait provoqué la colère de Washington.

La Russie et la Turquie entretiennent donc des liens qui leur permettent d'assurer leur sécurité, toutes deux se trouvant sur un relatif pied d'égalité depuis que la Turquie a réduit sa dépendance au gaz russe.

| Pour les Russes, Ankara constitue un levier d'action susceptible de faire pression sur l'Alliance atlantique dont le pays fait partie.

■ *Turquie et Afrique*

La Turquie entretient des relations très anciennes avec l'Afrique subsaharienne. Si l'avènement de la République turque en 1923 avait conduit Ankara à s'éloigner de l'Afrique pour regarder vers l'Occident, la donne a changé à la fin du 20^e siècle. En gagnant dès lors en autonomie, en menant sa propre diplomatie, les autorités turques se sont de nouveau tournées vers l'Afrique. Ainsi, dès 1998, un «Plan d'action pour une ouverture à l'Afrique» était mis en place.

Dans ce droit fil, le président Erdogan s'est évertué, au cours de son mandat, à renforcer les liens entre le continent africain et la Turquie, conduisant le pays à désormais disposer de près de 40 ambassades africaines. Ces relations ont d'abord débuté par des actions caritatives et sociales (distributions

alimentaires), religieuses (rénovation et construction de mosquées dans des pays à majorité non musulmane ou non) et culturelles (feuilletons turcs à la télévision, implantation d'écoles confessionnelles islamiques). Puis, à partir des années 2010, les entreprises turques de BTP construisent des infrastructures au sud du Sahara (aéroports, chemins de fer, hôpitaux, etc.). Après 2016, c'est la coopération militaire qui s'intensifie avec des pays ayant besoin d'armes peu chères adaptées aux conflits avec les groupes armés terroristes ou djihadistes qu'ils affrontent (ex: vente de drones armés Bayraktar TB2).

Si les ventes d'armes ont considérablement augmenté, l'armement turc ne représente encore que 0,5% des achats du continent africain (contre 30% pour l'armement russe).

Ainsi, **d'une diplomatie caritative, puis économique, la Turquie est passée à des coopérations sécuritaires.** C'est notamment la tournure qu'ont prises les relations entre Ankara et la Somalie: après lui avoir apporté un soutien humanitaire, le pays a noué avec lui un partenariat étroit en matière économique et sécuritaire lui permettant d'étendre son influence dans la région. La Somalie abrite ainsi la plus grande base militaire turque à l'étranger depuis 2017 (à **Mogadiscio**, afin de former les soldats somaliens).

La Turquie a signé, en 2024, un accord commercial pour exploiter le pétrole et le gaz au large des côtes somaliennes. Aussi, un accord de défense devait permettre la marine turque d'aider à la défense du littoral et à la reconstruction des forces navales somaliennes en échange d'un accès aux ressources de la zone économique maritime du pays.

Dans ce droit fil, le pays a développé des relations avec nombreux d'Etats africains: l'Angola pour ses ressources naturelles (ex: phosphate), le Togo et le Nigeria, le Niger (accords sur l'énergie, l'agriculture, la défense) ou encore la RDC (coopération économique et sécuritaire). Ces partenariats montrent que le secteur de la défense est devenu le moteur de la politique étrangère turque dans les pays africains. Outre l'Algérie, l'un des bastions nord-africains des investissements turcs, la Turquie a déployé plusieurs attachés militaires en Afrique et y agit par l'intermédiaire sa société de défense paramilitaire **Sadat**, notamment présente au Niger, où plusieurs centaines de mercenaires ont été déployés pour défendre et protéger les intérêts turcs dans le pays (ex: protection de mines exploitées par des entreprises turques). La Turquie a

également fourni des drones Bayraktar TB2 à l'Éthiopie et à la Libye.

I Le Niger et la Turquie souhaitaient renforcer leur coopération dans les domaines du pétrole et du gaz naturel mais aussi dans le secteur militaire. Niamey dispose déjà de drones turcs.

Cependant, la Turquie noue des liens commerciaux avec le continent africain, où elle investit fortement. Des entreprises turques ont en effet mené de grands projets d'infrastructures (ex: aéroport de Mogadiscio géré par FAVORI), les exportations turques vers l'Afrique ont considérablement augmenté et le nombre d'ambassades sur le continent a explosé. Tout en évitant de s'impliquer dans les conflits qui s'y jouent afin de conserver des liens favorables avec tous ses partenaires, le pays veut s'afficher comme une puissance favorisant son développement autant que comme une puissance d'apaisement.

■ *Turquie et Amérique*

Dans les années 2020, la Turquie entendait renforcer ses liens avec l'Amérique latine. Ainsi, après le Brésil ou encore la Colombie, la Turquie se rapprochait du Venezuela.

En 2024, le Venezuela et la Turquie avaient différents accords, notamment pour poursuivre l'exploitation de l'or dans le centre du pays latino-américain (une zone pourtant déjà ravagée par l'extraction illégale de minerais).

En Amérique latine, le pays voit là une opportunité de développement fondé sur des partenariats stratégiques (défense, technologie, culture). Il y a donc multiplié le nombre d'ambassades et les échanges commerciaux entre les deux régions se sont accrus.

■ *Turquie et monde arabe*

Dans une forme de néo-ottomanisme, la Turquie s'est érigée en modèle du

monde arabe. S'appuyant sur une culture musulmane partagée et une mémoire encensée de l'Empire ottoman, elle aspire à **l'hégémonie sur le monde sunnite**.

Dans les années 1980, l'intérêt de la Turquie pour le Moyen-Orient a conduit au développement du concept de néo-ottomanisme. L'idée est d'accroître son influence sur la région en nouant des liens avec les différents Etats et en valorisant l'héritage ottoman.

Ainsi, dès 2016, la Turquie nouait de nouvelles alliances (normalisation des relations avec Israël, adoption d'une posture plus modérée vis-à-vis du président égyptien Sissi ou encore de la Russie) et défendait l'islam politique, apportant son soutien aux Frères musulmans (en Égypte, en Tunisie) et au Hamas palestinien.

La Turquie, qui a été l'un des premiers soutiens à l'enclave palestinienne et au Hamas (sans toutefois lui apporter de soutien militaire). Le pays s'est ainsi érigé en fervent défenseur de la cause palestinienne après le 7 octobre 2023, sans toutefois rompre totalement avec Israël, avec les liens économiques demeurant étroits.

*La Turquie avait été le premier pays musulman à reconnaître Israël en 1949. Par la suite, les relations économiques se sont développées en dépit de périodes de fortes tensions. Ainsi, malgré 12 ans de tensions, Israël et la Turquie avaient rétabli leurs relations diplomatiques en 2022, un pas important pour la région en raison du poids important
Puis, la guerre à Gaza avait conduit à la rupture des relations commerciales en 2024, tandis que les relations diplomatiques étaient maintenues.*

Le pays conserve également des liens étroits avec le Moyen-Orient, notamment en participant à l'Organisation de la coopération islamique. Dans la région, Ankara a également développé ses capacités diplomatiques et militaires, gagnant en influence dans de nombreuses zones conflictuelles (intervention militaire en Syrie, en Irak, en Afghanistan, aide au gouvernement de Tripoli en Libye).

La Turquie a cherché à mener une progressive politique d'apaisement avec ses voisins, après s'être imposée comme défenseur des sunnites. En effet, dans sa quête d'hégémonie sur la région, le pays s'était alors heurtée à

l'hostilité des Émirats arabes unis, de l'Égypte du maréchal Sissi, mais aussi de l'Iran et de l'Arabie saoudite. Proche de la confrérie des Frères musulmans, puis du Qatar, accusée par ses voisins saoudiens et émiriens de soutenir les islamistes et le terrorisme, la Turquie avait finalement renforcé la fracture dans le monde arabo-musulman. Ainsi, après des années de tension et en dépit de persistantes dissensions, Ankara avait cherché à se réconcilier avec les grandes puissances arabes régionales, reprenant le dialogue avec l'Arabie saoudite, les Emirats ou encore Israël, mais aussi l'Egypte et l'Iran dans les années 2020.

Cette politique s'est notamment focalisée sur ses concurrents sunnites anti islam politique, ce qui a conduit la Turquie à atténuer son soutien aux Frères musulmans. La Turquie a, dans ce cadre, bénéficié de l'aide du Qatar pour renforcer sa **présence militaire** sur ce qui correspond à l'ancien Empire ottoman ; elle y a installé une base militaire en 2016 et des centaines de soldats turcs y sont stationnés dans le cadre de sa mission avec l'OTAN.

Avec l'Irak, Ankara a noué des liens qui vont au-delà de la question du partage des ressources hydriques. Bagdad ambitionne notamment de construire une route et une voie ferrée pour relier les rives irakiennes du Golfe arabo-persique à la Turquie et l'Europe («Route du développement»).

I Alors que la Turquie a obtenu de l'Irak l'interdiction du PKK, elle espérait également la création d'un centre opérationnel conjoint pour la conduite de ses opérations contre le groupe armé kurde sur le territoire irakien.

De même, la Turquie s'est rapprochée de son voisin iranien ; les relations commerciales turco-iraniennes se sont renforcées, bien qu'atténuées par les sanctions relatives au dossier nucléaire.

L'Iran et la Turquie sont en désaccord sur de nombreux sujets. En Syrie par exemple, les deux pays ont soutenu des camps opposés, tout comme en Irak. De même, dans le Caucase, Ankara soutient l'Azerbaïdjan alors que Téhéran apporte traditionnellement son soutien à l'Arménie. Aussi, le soutien de l'Iran au Hezbollah libanais pose problème à une Turquie dont les accointances avec le partenaire américain demeurent un sujet de tensions avec Téhéran. Néanmoins, l'Iran et la Turquie, qui font le choix commun de l'islam politique

comme mode de gouvernement, ont tous deux appuyé le Qatar face à l'embargo décrété par l'Arabie saoudite et ses alliés en 2017. De plus, ils collaborent sur la question kurde (ex: refus de l'indépendance de la région kurde en Irak), s'entendent dans leur opposition à Israël et à l'Arabie saoudite et se sont rapprochés dans le cadre du processus d'Astana.

I L'Iran et la Turquie adoptaient une position commune face à l'offensive israélienne de 2023. Et en 2025, la Turquie dénonçait l'attaque de l'Etat hébreu sur Téhéran.

La Turquie tend également à renouer les **liens avec Damas**, alors que toutes les relations officielles avaient été rompues en 2011, après le début du conflit syrien, moment à partir duquel un nombre important de Syriens sont venus s'y réfugier.

Dans les années 2020, la Syrie exigeait que la Turquie retire ses forces (qui contrôlent des zones frontalières au nord du pays et influencent le nord-ouest, où sont implantés des djihadistes) avant d'avancer vers une normalisation des relations. Toutefois, un début de reprise du dialogue s'amorçait entre Recep Tayyip Erdogan et Bachar El-Assad en 2024, malgré des volontés contraires (Armée syrienne libre).

I En 2024-2025, la chute de Bachar el-Assad et l'arrivée au pouvoir des islamistes renouvelaient les relations turco-syriennes. En effet, il existe des liens anciens et étroits entre le pouvoir islamiste turc et le mouvement Hayat Tahrir al-Cham (HTC), qui a fait tomber le président syrien. Aussi la Syrie désormais gouvernée par des musulmans sunnites (très largement majoritaires en Syrie comme en Turquie), constituait-elle dès lors un allié incontournable de la Turquie, qui entendait participer à la reconstruction du pays (via ses entreprises de BTP).

- *Turquie et Eurasie*

Ankara s'est peu à peu tournée vers les **Balkans**, une importante zone d'influence qui constitue une porte vers l'Europe. La Turquie y a mené certaines opérations militaires (opération de la KFOR de l'OTAN au Kosovo, opération EUFOR Althea de l'UE en Bosnie).

La Turquie se fonde sur l'histoire commune de l'Empire ottoman pour tisser des liens avec les Balkans. En sus de ses investissements dans les infrastructures (ex: autoroute Sarajevo-Belgrade) ou encore la coopération culturelle, le pays y vend ses drones militaires (à la Serbie autant qu'au Kosovo).

La Turquie a également développé son influence dans le Caucase, mais aussi en Asie centrale, ce qui en a fait un acteur incontournable pour la Chine, la Russie, le Pakistan ou encore l'Iran.

L'implication de la Turquie au Haut-Karabagh en 2020 a par exemple été déterminante dans l'issue du conflit qui a opposé l'Arménie à l'Azerbaïdjan.

Le pays cherche aussi à conserver une influence **en mer Egée**, où il a mené des prospections d'hydrocarbures dans les années 2020. La Turquie entend ainsi conserver un contrôle dans cette zone stratégique (forage dans les eaux chypriotes, présence dans les eaux grecques). Mais cette région riche en gisements de gaz naturel et en hydrocarbures est devenue un lieu de tensions entre plusieurs pays, et notamment entre Athènes et Ankara. Un contentieux historique lie en effet ces deux pays, en désaccord sur le statut de certains territoires maritimes (ex: îles en mer Egée), sur la délimitation de leurs frontières en mer Egée et au niveau de zones d'exploitation maritimes.

Ces conflits territoriaux anciens (de la période ottomane jusqu'à l'indépendance de la Grèce en 1832) avaient connu un pic de tension en 2020, lorsque la Turquie envoyait un bateau de prospection d'hydrocarbures et des navires de guerre dans les eaux grecques. En effet, la Turquie avait signé avec la Libye, en 2019, un mémorandum sur la délimitation des zones maritimes en Méditerranée et désigné une partie de la zone grecque comme turque. Ankara ne reconnaît donc pas la zone économique grecque dans la mer Égée, ce que dénonce Athènes fut extrêmement dure.

I Depuis 2023, les relations diplomatiques s'apaisent entre la Grèce et la Turquie. Les deux pays ont signé des accords dans

les domaines de l'économie, de la santé ou encore du tourisme. Cependant, le problème de la division des zones économiques en mer Égée reste un sujet de désaccord.

I En 2025, la Turquie annonçait la construction d'un mur à sa frontière avec la Grèce, tout comme elle l'avait déjà fait le long de ses frontières avec l'Iran et la Syrie afin d'empêcher les traversées illégales. Pendant des années en effet, les autorités grecques ont accusé la Turquie de transférer délibérément des migrants vers les îles frontalières grecques.

Le contentieux est également lié à **Chypre**: alors que les Chypriotes espèrent une réunification de leur pays, la Turquie rejette cette perspective.

Depuis son invasion par l'armée turque en 1974 en réponse à un coup d'État de nationalistes chypriotes-grecs qui souhaitaient la rattacher à la Grèce, l'île est divisée entre la République de Chypre au sud, qui est membre de l'Union européenne, et la République turque de Chypre-Nord (RTCN), autoproclamée en 1983 et seulement reconnue par Ankara. Par la suite, lors d'un référendum organisé en 2004, les Chypriotes grecs ont rejeté un plan d'unification soutenu par les Nations unies. Ainsi, le différend de plusieurs décennies entre Chypriotes grecs et Chypriotes turcs demeure bien que les efforts de réunification de l'île divisée aient été relancés en 2025, alors qu'ils étaient gelés depuis 2017.

I Ces dernières années, la Turquie a cherché à bloquer d'importants projets d'infrastructures impliquant la Grèce et Chypre en Méditerranée orientale, notamment le GSI (qui vise à créer un câble électrique sous-marin reliant les réseaux électriques de la Grèce, de Chypre et d'Israël) et l'EMC (East to Med Data Corridor). Le pays mène en effet une politique active en Méditerranée orientale, dans le droit fil de sa doctrine fondée sur la revendication d'un vaste domaine maritime: la « Patrie Bleue » (Mavi Vatan).

CRISES ET CONFLITS

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'Afrique subsaharienne s'est fortement développée depuis le début du 21^e siècle. Bénéficiant depuis des années d'une croissance forte et d'une urbanisation qui connecte dorénavant le continent au monde, cette vaste région se transforme progressivement.

La croissance africaine n'est plus seulement tirée de l'exportation de produits miniers ou énergétiques, mais résulte également d'une **croissance interne** et d'une profonde mutation des sociétés africaines. Cependant, le continent africain demeure très contrasté, entre zones développées et territoires encore sillonnés par des peuples nomades (Maures, Peuls, Touareg, Toubous, etc.).



I BREF HISTORIQUE

Dès le Moyen Âge, le continent africain a participé aux échanges commerciaux mondiaux. Très tôt, il a existé des réseaux commerciaux entre l'Afrique et des peuples très éloignés (ex: Asie de l'Est). Cela a favorisé l'essor économique, mais aussi culturel du continent les 12^e et 16^e siècles.

A partir du 9^e siècle, en Afrique de l'Ouest et en Afrique saharienne, plusieurs empires se sont succédé: l'empire du Ghana (commerce de l'or, du sel et des esclaves avec le monde arabe, contrôle

des routes transsahariennes), du Mali (empire de Mansa Moussa riche en or) et des Songhaïs. Quant à l'Afrique australe, elle était en partie administrée par l'empire du Grand Zimbabwe entre les 11^e et 14^e siècles. En Afrique du Nord-Est, se trouvaient l'Égypte ancienne et le royaume d'Axoum.

L'Afrique était alors très hétérogène. Des régions administrées coexistaient avec de **grands empires et des sociétés sans Etats**, où des groupes nomades profitaient de frontières flexibles. Puis, au cours des siècles suivants, les conquêtes de territoires par certains dirigeants politiques conduiront à la création de frontières.

Au début du 19^e siècle, Ousman Dan Fodio créait l'empire de Sokoto. De son côté, El Hadj Omar Tall luttera contre la colonisation et étendra son empire théocratique sur ce qui deviendra plus tard le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée et le Mali.

C'est dans ce contexte que la conquête de territoires par les Européens débute, au 15^e siècle, notamment avec les Portugais. Outre les échanges de biens et de marchandises avec les populations, celles-ci sont alors «christianisées» et parfois capturées pour devenir esclaves. C'est en effet pour la **traite des esclaves** que le continent africain suscite l'intérêt européen, un attrait qui ne déclinera qu'à la fin du 19^e siècle, lorsque l'Europe se met en quête des richesses africaines (diamants, or, cuivre, etc.). Ce nouvel attrait conduira les dirigeants européens à décider du partage de l'Afrique lors la conférence de Berlin de 1884-1885, qui permettra à chacun d'y revendiquer une sphère d'influence.

La plupart des dirigeants africains acceptent alors ce partage entre Occidentaux et interprètent les propositions européennes selon leurs propres intérêts. La population, quant à elle, ne partage pas cette opinion. Aussi des résistances émergent-elles, à l'image de celle des Boers, en Afrique du Sud (guerre des Boers en 1880-1881 puis en 1899-1902). D'autres peuples résistent, comme les Ibos, les Ashantis, les Hereros ou les Éthiopiens.

Ces résistances n'empêcheront pas les puissances européennes de parvenir à coloniser une très grande partie de l'Afrique subsaharienne dès le début du 20^e siècle. Par ce biais, elles cherchent à sécuriser leurs approvisionnements en matières premières (à destination des industries européennes) et à ouvrir de nouveaux marchés pour leur production.

Cependant, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à la faveur du droit à l'autodétermination des peuples, certains mouvements nationalistes prennent de l'ampleur et entraînent une progressive **décolonisation** du continent, souvent pacifique, parfois violente (insurrection malgache, guerre camerounaise, guerre d'indépendance algérienne, émeutes au Congo, révolution de la majorité hutue au Rwanda, etc.).

De cette histoire tumultueuse, l'Afrique conservera des institutions politiques, qui, ayant été créées par les puissances coloniales, manqueront d'enracinement autant que de légitimité. Cette situation favorisera par la suite les luttes de pouvoir et la compétition souvent violente pour le contrôle des institutions étatiques. Le phénomène sera d'autant plus évident que l'Etat reste une structure encore fragile et relativement peu institutionnalisée dans de nombreuses régions d'Afrique. S'y enraine donc parfois le clientélisme, voire par le néopatrimonialisme (les dirigeants considèrent l'Etat comme leur bien personnel), au sein d'Etats faillis ou de proto-Etats.

I FAIBLESSES ÉTATIQUES

Beaucoup de pays africains demeurent en proie à de fortes instabilités politiques: contestations d'élections, arrangements constitutionnels permettant à des présidents vieillissants de briguer de nouveaux mandats contestés, changements politiques occasionnant des violences, manque d'alternances politiques, **coups d'Etat** militaires (en 2022, au Burkina Faso et en Guinée-Bissau; en 2023, au Niger et au Gabon), violences politiques, manipulation des élections.

En effet, au cours des dernières années, l'ordre étatique s'est effondré dans de nombreux pays d'Afrique. Après 2019, les coups d'Etat se sont multipliés, majoritairement au sein de pays qui ont régulièrement été dominés par des régimes militaires (Mali, Niger, Tchad, Soudan, Burkina Faso, Guinée). La plupart des juntas militaires ainsi arrivées au pouvoir prolongeaient les périodes de transition, compromettant l'avènement d'un gouvernement civil dans des pays qui ont pourtant parfois été des modèles de démocratie (Mali, Niger). Face à ces putschs, les organisations régionales ne parvenaient pas à maintenir les normes démocratiques au sein des pays concernés malgré leurs condamnations et sanctions (ex: Cédéao).

La Cédéao était accusée d'être souple avec les dirigeants autoritaires élus, mais ferme avec les putschistes. Aussi, la Communauté d'Afrique de l'Ouest, majoritairement composée d'anciennes colonies françaises, est souvent perçue comme une organisation influencée par l'Occident.

Les putschs étaient révélateurs des difficultés de nombreux dirigeants africains à enrayer la violence dans les pays concernés. Les militaires affichaient leur volonté d'y remettre de l'ordre et accusaient les politiciens de **corruption**, formulant ainsi la méfiance populaire à leur égard.

A la remise en cause de l'intégrité des dirigeants s'ajoutait des politiciens en raison des échecs politiques en matière de sécurité et de développement économique et social, mais aussi des liens qui se nouent parfois entre pouvoirs publics et privés (ex: Etat angolais lié aux industries extractives).

La bonne marche des institutions politiques est souvent rendue difficile par ces facteurs, et particulièrement par le climat de violence (ex: terrorisme islamiste), qui affaiblissent des Etats déjà structurellement faibles. Au manque de contre-pouvoir politique ou d'opposition s'ajoutent parfois l'absence de véritables élections (élections truquées, maintien au pouvoir) ou la faible mobilisation sociale, qui entrave toute quête de légitimité étatique. Cette situation entrave les avancées démocratiques ainsi que le développement économique et social des Etats africains.

La force d'un Etat repose notamment sur le contrôle d'un territoire (monopole de la contrainte physique légitime), la légitimité populaire (pour le respect des lois) ou encore sur la reconnaissance internationale.

En outre, après des décennies passées sous influence occidentale, beaucoup de pays africains n'ont pas construit de modèle politique adapté à leurs spécificités. Ces jeunes Etats souffrent d'une édification difficile et souvent contestée qui rend ardu un véritable contrôle du territoire. Les dirigeants **peinent à imposer l'autorité de l'Etat**, que les citoyens perçoivent souvent comme une institution d'extorsion plus que comme un pourvoyeur de services publics légitimant ainsi son existence. Dans un tel contexte, les frontières entre les représentants de l'Etat et les groupes armés sont souvent brouillées et les contestations politiques sont légion (ex: contestation de l'opposition après les élections en RDC, en 2024).

Il n'est pas rare que des dirigeants imposent leur maintien au pouvoir. Au Togo, malgré des élections, le pays n'a jamais connu d'alternance démocratique. Le parti du président Faure

Gnassingbé dirige le pays depuis 2005, comme l'avait fait son père pendant 38 ans.

Quant au Rwanda, son président Paul Kagamé est au pouvoir depuis 2000.

Cependant, à l'opposé de régimes qualifiés d'autoritaires, plusieurs pays africains sont jugés démocratiques, à l'image du Sénégal, considéré comme un modèle en Afrique subsaharienne.

■ En Zambie, une alternance démocratique pacifique avait eu lieu en 2021.

Il y a toutefois très peu de régimes démocratiques en Afrique. En effet, beaucoup d'élections ont permis à des militaires de demeurer au pouvoir et d'aucuns qualifient certains régimes africains d'autocraties électorales, non de démocraties.

■ En 2025, au Gabon, le parti du général qui avait provoqué un coup d'Etat sortait victorieux des élections. Sans réelle opposition (les figures de l'opposition avaient été intégrées au sein du pouvoir) et avec des accusations de manipulation électorale, cela marquait le retour d'un pouvoir peu démocratique et d'un régime hyperprésidentiel.

■ De son côté, la fragilité de l'État somalien perdurait.

Pourtant, les Africains restent largement favorables à la démocratie et beaucoup de pays africains possèdent les bases de la démocratie électorale (processus électoraux relativement transparents).

La majorité des Africains rejette le modèle de parti dominant, ce que la Chine promeut pourtant sur le continent (programmes de formation à destination des gouvernements). De son côté, le néopanafricanisme rejette l'idée de démocratie, importée de l'Occident et qui ne conviendrait pas à l'Afrique.

IV VIOLENCE ET CONFLITS RÉGIONAUX

Après la fin de la guerre froide, l'Afrique subsaharienne a connu un nombre croissant de conflits régionalisés. Ainsi, bien que de nombreux Etats africains vivent dans une relative paix (Namibie, Botswana, etc.), la majorité des conflits dans le monde se concentre encore en Afrique.

En effet, de nombreux conflits armés ont éclaté sur le continent dans les années 1990 (Sierra Leone, Libéria, Somalie, etc.) et de fortes instabilités ont émaillé une partie du territoire (ex: Nigéria, RDC dans le nord-Kivu). Souvent, il s'agit de guerres récurrentes qui s'éternisent en raison de la fragilité des institutions étatiques, de la gestion difficile de ressources naturelles convoitées, du radicalisme religieux ou encore de l'existence de frontières arbitraires nées de la décolonisation. Ces facteurs, souvent combinés, entraînent des conflits complexes et souvent durables autant que multiformes, notamment lorsque les oppositions sont instrumentalisées (ex: entre éleveurs et agriculteurs et donc entre Peuls et Dogons)

Bien que les conflits ethniques apparaissent nombreux, le rôle de l'identité ethnique est en réalité moins fort qu'on pourrait l'imaginer. L'identité nationale prévaut en effet souvent et nombre d'ethnies locales ont surtout été instrumentalisées (Hutu et Tutsi durant la période coloniale), voire

créées (ex: Ngala, au Congo). Par exemple, au Nigeria, Boko Haram a instrumentalisé le ressentiment du nord musulman vis-à-vis d'un sud chrétien perçu comme favorisé. Les frustrations locales sont souvent utilisées, comme en Somalie, où le ressentiment de groupes marginalisés a permis le recrutement au sein des Chabab. Les sentiments d'injustice, de marginalisation ou encore d'humiliation servent ainsi la violence au sein de territoire aux États absents.

- **Au Burkina Faso et au Mali, les massacres de civils peuls se sont multipliés. D'aucuns estiment que les communautés peules sahéliennes font l'objet d'un véritable nettoyage ethnique. Ces attaques menées contre les communautés peules résultent de leur assimilation aux groupes djihadistes; ils sont en effet considérés par leurs attaquants, *a minima*, comme des sympathisants aux islamistes radicaux.**
- **Au Nigeria, la sécheresse croissante entraîne des conflits fonciers entre éleveurs et agriculteurs.**

Les tensions intercommunautaires se fondent généralement sur des rivalités historiques, notamment liées aux **ressources naturelles** et se jouent en dehors de toute régulation étatique. Les minéraux constituent parfois des monnaies d'échange pour financer les conflits, alimentant ainsi l'économie informelle. Au Sahel, les groupes djihadistes tirent par exemple parti de l'orpaillage illégal.

Ces tensions sont donc favorisées par le ralliement de rébellions locales au terrorisme international (en Ouganda, au Mozambique, etc.) autant que par la **prolifération des armes** sur de nombreux territoires. Depuis le début des années 2010 en effet, la montée de l'intégrisme islamique sur une partie du continent africain a conduit à l'extension de groupes **djihadistes**. Outre Boko Haram au Nigeria, les Chabab en Somalie ou encore AQMI, l'État islamique (EI), notamment par le biais des groupes terroristes qui lui sont affiliés (ex: ISWAP, né d'une scission avec Boko Haram), continuait d'étendre son influence en Afrique de l'Ouest et au Sahel dans les années 2020. Cette intensification de l'activité de groupes djihadistes se concentre notamment sur la région des Grands Lacs, mais aussi sur le Sahel ou encore sur la Corne de l'Afrique, où sévissent les Chabab (groupe rattaché à Al Qaida) et que le gouvernement fédéral somalien tente de chasser (le pays est en «guerre totale» contre eux depuis 2022).

Au Nigeria, après 2009, le conflit entre les autorités et Boko Haram s'est mué en violents conflits entre les deux factions djihadistes nées de ce groupe terroriste (le JAS et l'EIAO), ce qui n'apparaissait pas favorable à l'ISWAP, l'État islamique en Afrique de l'Ouest. Le pays est ainsi en proie à de multiples sources de violences djihadistes, mais aussi au banditisme armé, à la piraterie, etc. Les djihadistes ont procédé à des enlèvements de civils, ciblant notamment les écoles (ex: enlèvement d'écoliers en 2014 et de déplacés en 2024).

- **L'État islamique au Grand Sahara (EIGS) sévit encore dans la zone des trois frontières (aux confins du Mali, du Niger et du Burkina Faso), tout comme les jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à Al-Qaïda. S'y opposent des groupes armés non-étatiques aux forces de sécurité nationales et milices communautaires.**

I Le phénomène djihadiste est aussi en expansion dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Nigeria, Bénin), où le groupe État islamique en Afrique de l'ouest (Isawap) a connu un regain d'assurance. L'on constate qu'après l'arrivée des régimes militaires, la situation sécuritaire s'est dégradée et que certains États du golfe de Guinée commencent à subir la pression des groupes terroristes.

I Dans la zone du Lac Tchad (à la frontière entre le Niger, le Tchad, le Nigeria et le Cameroun), les violences résultent de deux groupes rivaux issus de la scission de Boko Haram : l'EIAO (État islamique en Afrique de l'Ouest) et le JAS (Groupe sunnite pour la prédication et le jihad).

I Les groupes terroristes exploitent le vide sécuritaire des Etats, mais aussi leurs dissensions et l'absence de coordination régionale. En 2025, la constitution d'une «force unifiée» de 5 000 soldats issus des armées du Niger, du Burkina Faso et du Mali devait répondre à cette fragilité institutionnelle et sécuritaire des États sahéliens.

La violence est également le fait de groupes rebelles, à l'image du M23, qui a sévi dans l'est de la RDC.

I En 2025, la résurgence d'un groupe armé (« Lakurawa ») a été à l'origine d'attaques sur le sol nigérian.

I En Centrafrique, le nord-ouest et le sud-est du pays ont été malmenés par les exactions commises par des groupes d'hommes armés que ni l'armée centrafricaine ni les mercenaires de Wagner ne parvenaient à contrer. Le pays connaît ainsi encore une violence endémique, qui ne cesse réellement depuis la chute de Bokassa en 1979. Cependant, en 2025, conformément à un accord de paix, les groupes rebelles de l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) et Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R) n'existaient plus.

Elle est aussi le fait de la population lors d'élections: au Zimbabwe (en 2018), en Côte d'Ivoire (en 2020), au Burundi (en 2020), au Ghana (en 2020) ou au Gabon (en 2023).

Tout comme le Soudan ou l'Ethiopie, le Cameroun connaît une recrudescence des violences. Dans le pays, des groupes séparatistes luttent depuis 2017 pour obtenir la sécession de régions anglophones et la création de la République d'Ambazonie. La minorité anglophone estime en effet avoir été injustement traitée pendant des décennies par l'État (dominé par les francophones).

Au Soudan, après la chute d'Omar Al-Bachiren 2019, la période de transition démocratique s'est soldée par un échec. En 2023, les dissensions ont conduit à une guerre d'usure entre les Forces armées soudanaises (du général Abdel Fattah Al-Bourhane) et les Forces de soutien rapide (du général Mohammed Hamdan Daglo, dit « Hemetti »).

A ces violences s'ajoutent celles des forces de sécurité étatiques et des paramilitaires commises à l'encontre des civils dans des contextes de guerre.

En RDC, au Cameroun, en Éthiopie, au Mali, au Burkina Faso ou encore au Soudan du Sud, des abus à l'encontre de civils étaient imputés aux forces gouvernementales ou à des groupes armés non-

étatiques (ex: paramilitaires et armées).

Ces multiples conflits entraînent de vastes déplacements de populations, au risque d'aggraver des situations déjà difficiles dans certaines régions, notamment sur le plan humanitaire.

Cependant, ces dernières années ont vu l'apaisement de certains conflits.

En Ethiopie, une guerre civile a opposé les Tigréens au pouvoir central éthiopien (allié de l'Érythrée) de 2020 à 2022. Les tensions sont ensuite restées vives avec l'Érythrée; elles étaient notamment liées à la situation géographique du pays, qui donnerait à l'Ethiopie un accès à la mer (que le pays pourrait aussi obtenir via le Somaliland, mais dont la reconnaissance par l'Ethiopie provoquerait de vives tensions avec la Somalie).

I Ainsi, en 2025, la « Déclaration d'Ankara » offrait à l'Éthiopie un accès alternatif à la mer Rouge sans compromettre la souveraineté de la Somalie et en légitimant le Somaliland.

I ECONOMIE ET SOCIÉTÉ

D'après les Nations unies, un habitant sur cinq souffre de la faim sur le continent africain, qui pourtant abrite 60 % des terres arables encore non utilisées dans le monde. Sa dépendance aux importations pour l'approvisionnement en denrées de base (riz, blé) ainsi que sa croissance démographique rapide constituent donc des défis cruciaux pour l'avenir.

Le continent africain entame des projets visant à accroître les rendements en utilisant des semences améliorées ou encore des technologies « climato-intelligentes » afin de passer d'une agriculture de subsistance (composée de petites exploitations familiales) en maillon de filières agro-industrielles. Cette transition pose la question de la dépendance qu'elle induit envers de grandes entreprises productrices de semences.

Epicentre des crises humanitaires, l'Afrique est en outre dépendante d'une aide internationale qui ne couvre qu'une partie de ses besoins, dans des pays qui ont été particulièrement fragilisés ces dernières années (Mali, Soudan, Mozambique, Nigeria, etc.). Le besoin d'assistance s'est en effet accru avec les conflits armés, la répression, les violences communautaires, les difficultés économiques (inflation, effondrement des monnaies nationales, hausse du coût de la vie) et les événements climatiques extrêmes, qui entraînent le **déplacement de nombreuses personnes** sur le continent (ex: au Burundi, soumis à de récurrents événements climatiques).

L'Afrique est de plus en plus touchée par des catastrophes climatiques: sécheresses, vagues de chaleurs intenses, pluies diluviales, inondations. Cela contribue à la déstabilisation des territoires africains (ex: bouleversement des pays d'accueil de réfugiés climatiques, à l'instar du Kenya, qui a accueilli des réfugiés fuyant une grave sécheresse en Afrique de l'Est).

I Il y aurait 35 millions de déplacés internes en Afrique, et donc trois fois plus qu'il y a 15 ans. Ces déplacements résultent en grande partie des conflits et des catastrophes naturelles (graves sécheresses, fortes pluies, etc.). Au Burkina Faso par exemple, des centaines de milliers de personnes ont dû quitter leur village pour fuir les affrontements entre les djihadistes et l'armée régulière ces dernières

années.

Ces difficultés entraînent également l'augmentation de la faim et de la malnutrition dans de nombreux pays (Nigéria, RDC, Soudan, Somalie, etc.).

Une économie fragile

La croissance économique de l'Afrique subsaharienne était d'environ **4% en 2025**, malgré une forte inflation dans certains pays (Nigeria, Égypte) et de hauts niveaux d'endettement (ex: Ghana). Certains pays bénéficient d'une forte croissance économique, à l'image du Rwanda, l'un des pays les plus stables et les plus développés du continent africain (croissance d'environ 8-10%), de l'Éthiopie (7,6 %), de l'Ouganda, mais aussi du Bénin et de la Côte d'Ivoire, où la relative stabilité politique favorise une robuste croissance économique.

I Première puissance du continent africain, le Nigeria a vu son PIB réel chuter de 30% entre 2015 et 2024, faisant fuir les multinationales. Par ailleurs, la pauvreté continue de sévir dans le pays. Cependant, ce pays le plus peuplé et le plus urbanisé du continent bénéficie de ressources naturelles abondantes (pétrole, gaz) et la finance, les télécoms et la tech y sont en expansion. De plus, la croissance y est positive. Ainsi, en 2025, les investisseurs étrangers revenaient sur les marchés nigérians et le Nigéria intégrait les BRICS en tant que pays partenaire.

A l'inverse, dans de nombreux Etats, les conflits, les faiblesses étatiques et l'insuffisance de recettes fiscales freinent le développement économique.

I Le trafic de drogue est de plus en plus important en Afrique de l'Ouest.

Pour favoriser son développement économique, l'Afrique a pris différentes initiatives, misant notamment sur un meilleur accès à l'électricité (600 millions d'Africains n'ont pas l'électricité) ou encore sur le développement des télécommunications. L'accès à internet a ainsi considérablement augmenté sur le continent: de moins de 10% de couverture en 2010, il atteignait plus de 40% en 2024, malgré des disparités (notamment liées aux coûts).

I En 2025, le sommet africain pour l'énergie « Mission 300 » visait à approvisionner en électricité 300 millions de personnes n'y ayant pas encore accès. Ce partenariat public-privé reposait sur une coopération entre la Banque mondiale ou la Banque africaine de développement et différents organismes (ex: Fondation Rockefeller).

Le continent africain s'appuie également sur le développement de la **coopération économique régionale**. A l'Union douanière d'Afrique australe (SACU), créée en 1969, s'est ajoutée la Communauté économique africaine (CEA), adoptée en 1991. Celle-ci visait à créer une union économique et monétaire à l'échelle du continent, et donc à harmoniser et coordonner les activités des communautés économiques régionales. Puis, en Afrique de l'Ouest, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) est créée en 1994 (Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, etc.). Là encore, l'objectif était de construire un marché commun en harmonisant

les règles économiques et financières.

Puis, en 2019, 54 pays se rassemblaient au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine (**ZLECAF**). Il s'agit de favoriser le commerce intra-africain en renforçant l'intégration économique. La création d'un marché unique pour les biens et les services devait en effet accroître les flux commerciaux en raison de la baisse des taxes aux exportations entre pays africains.

I En 2025, l'Afrique lançait PAPSSCARD, première carte de paiement panafricaine du continent. Il s'agissait d'une étape importante vers son indépendance financière. L'objectif était de fournir aux Africains une alternative aux réseaux internationaux, et donc d'atteindre la souveraineté financière en construisant des systèmes de paiement qui ne dépendent pas des réseaux étrangers.

Mais si de nombreuses organisations ont été créées depuis l'indépendance, rares sont celles qui ont été au-delà de l'instauration d'une zone de libre-échange; la circulation des capitaux, des services et des travailleurs est demeurée limitée. Les projets visant à établir des unions douanières (tarifs extérieurs communs) ou à adopter une monnaie commune (unions monétaires) ont généralement échoué. Ainsi, le commerce intrarégional en Afrique demeure relativement faible. Cependant, le continent africain bénéficie d'un fort potentiel de croissance économique et attise les convoitises étrangères en raison de son potentiel agricole (qui attire les pays du Golfe) autant qu'en raison de sa richesse en ressources naturelles (café, cobalt, or, cuivre, etc.). Aussi l'Afrique pourrait-elle devenir un poids lourd de l'économie mondiale.

I UNE PERSISTANTE INFLUENCE ÉTRANGÈRE

La dépendance à l'aide étrangère

Outre la diffusion de son modèle politique (ex: démocratie), culturel et économique (capitalisme libéral), l'influence occidentale s'exerce sur le continent africain à travers la force militaire, mais aussi à travers **l'aide humanitaire** qui lui est apportée.

Durant des décennies, de nombreuses organisations non gouvernementales sont venues soutenir l'Afrique, notamment après la guerre du Biafra, en 1969. La réduction de la pauvreté a progressivement reposé sur la promotion des soins de santé primaires afin d'assurer l'accès à la santé (Déclaration d'Alma-Ata de 1978), sur la mise en place de politiques de santé reproductive (mise en place des politiques de planning familial dans les années 2000, soutien massif de l'USAID), sur la diffusion de la vaccination (notamment via Gavi), etc.

I En 2025, les Etats-Unis annonçaient la fin de l'Agence des États-Unis pour le développement international (Usaid), dont des ONG présentes en Afrique dépendaient fortement (Éthiopie, Soudan du Sud).

Des initiatives locales voyaient cependant le jour, à l'image de l'Agence humanitaire de l'Union africaine, créée en 2020.

L'implication directe des grandes puissances

Les ambitions persistantes de puissants pays étrangers en Afrique révèlent encore la mainmise d'Etats tiers sur ce vaste territoire.

Dès leur indépendance, beaucoup d'Etats africains ont en effet maintenu des liens importants avec les Occidentaux. La France a, par exemple, maintenu des **bases militaires** au sein de ses anciennes colonies (Tchad, Djibouti, Sénégal, etc.) et déployé ponctuellement ses forces militaires dans de multiples pays africains. L'outil militaire a ainsi permis aux anciennes puissances coloniales de maintenir leur influence en Afrique, en les combinant à des dispositifs économiques ou encore culturels.

En 2019, les États-Unis disposaient de 29 bases sur le continent africain. Quant aux troupes britanniques, elles étaient présentes à Djibouti, au Malawi, au Nigeria, en Sierra Leone, en Somalie et au Kenya.

Toutefois, cette influence a été remise en question au 21^e siècle, notamment avec la montée en puissance de l'anti-occidentalisme et plus particulièrement du **sentiment antifrançais** au sein de l'Afrique francophone.

Ce ressentiment s'est notamment focalisé sur le franc CFA, encore imprimé en France et considéré comme un instrument de domination postcoloniale par un panafricanisme qui milite pour une réelle décolonisation. Et pour cause, le franc CFA, adossé au cours de l'euro, a été utilisé pour sanctionner les pays qui l'utilisent (ex: contre le Mali et le Niger, après les putschs militaires des années 2020).

Ainsi, si la plupart des États africains conservent des relations de coopération avec les puissances occidentales, beaucoup ont préféré accroître leurs échanges avec les pays émergents d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient. Cette **diversification des partenariats** permet à l'Afrique de renégocier ses accords avec les Occidentaux et de trouver des alternatives aux partenaires traditionnels occidentaux. Les nouvelles puissances promeuvent en effet des partenariats plus égalitaires dénués de toute empreinte coloniale.

De leur côté, la Chine, l'Inde, mais aussi la Russie, le Brésil, la Turquie ou encore l'Iran ont besoin des ressources africaines pour leur développement. Porteuses d'une nouvelle vision de l'ordre international, ces puissances s'intéressent de plus en plus aux pays d'Afrique, sur lesquels elles n'exercent aucune ingérence. L'Afrique leur offre ainsi de nouveaux marchés et de potentiels soutiens politiques, tous s'unissant autour dans la volonté de remettre en cause l'ordre mondial, une perspective qui permettrait au continent d'être mieux représentée au sein des institutions internationales.

De nouvelles influences

En quelques décennies, le territoire africain a vu s'implanter de nombreuses puissances montantes, et notamment la **Turquie**, dont l'influence récente s'exerce à travers la construction de liens économiques (ex: implantation de Turkish Airlines), culturels, mais surtout sécuritaires («diplomatie du drone», société militaire privée Sadat).

Les SMP turques reprennent la stratégie de Wagner, proposant la formation de troupes et la vente de matériels. Sadat, l'entreprise de sécurité privée affiliée à la Turquie, s'implante ainsi notamment

dans la région ouest de l'Afrique.

Ainsi, l'armement turc se diffuse et permet aux armées africaines de s'équiper à moindre coût (ex: drone TB2 Bayraktar), notamment dans la région du Sahel.

■ En 2025, la Turquie jouait un rôle clé dans la médiation d'un accord entre l'Éthiopie et la Somalie.

De son côté, la **Chine** est installée depuis des années sur le continent, dont elle est le premier partenaire commercial. L'Afrique constitue en effet un levier contre l'Occident dans la stratégie globale chinoise. Cependant, les relations sino-africaines sont particulièrement asymétriques et placent le continent dans une situation de dépendance.

La Chine s'est implantée en Afrique en devenant son plus grand pourvoyeur de prêts (153 milliards de dollars octroyés entre 2000 et 2019). Cela a eu des conséquences parfois néfastes: absence de respect du droit des salariés africains, endettement accru d'Etats africains, etc. En effet, l'Empire du Milieu a surtout accordé des prêts à long terme, et non des subventions, les entraînant dans le « piège de la dette » que la Chine peut utiliser pour obtenir des avantages stratégiques sur le continent.

Par ailleurs des **SMP chinoises** comme DeWe, sont déployées en Afrique centrale ou encore au Nigeria. La Chine, qui souhaite par ce biais protéger ses projets d'infrastructures menés dans le cadre de ses Nouvelles routes de la soie, compte au moins 25 sociétés militaires privées et assure par ce biais la sécurité de ses intérêts en Afrique.

Si la présence de mercenaires sur le continent est ancienne, elle a été questionnée ces dernières années en raison de l'emprise croissante de certaines sociétés militaires privées.

Après la décolonisation, dans les années 1960, le continent africain a vu arriver nombre de mercenaires, notamment européens : au Katanga (RDC), puis au Biafra, mais aussi au Mozambique et en Angola (lors de guerres contre le Portugal).

Par la suite, la sécurité privée a continué à prospérer, dans les années 1990 en Angola et en Sierra Leone, puis au Sahel, au Mali ou encore en République centrafricaine. Cette évolution s'est nourrie de la faiblesse des institutions, mais résulte aussi de l'attractivité des sous-sols africains.

En effet, les entreprises privées sont notamment engagées par les gouvernements pour assurer des activités que ces derniers ne parviennent pas à remplir (soutien logistique, formation de forces armées locales, de gardes du corps présidentiels, etc.). Elles sont aussi recrutées par des entreprises ou des puissances étrangères installées sur les territoires africains afin d'assurer la protection de sites d'extraction de ressources. En RDC, des sociétés privées ont par exemple travaillé pour les Nations unies ou encore des ONG. En Centrafrique ou au Tchad, des SMP ont été engagées pour la mise en place de camps militaires ou encore pour assurer des missions de maintenance ou d'approvisionnement. De même, en 2015, l'armée nigériane avait fait appel à plusieurs sociétés privées sud-africaines pour lutter contre Boko Haram.

Aussi, des sociétés de sécurité françaises ou encore la société de conseil Burnham Global, alliée à Paramount, seraient présentes en Afrique.

C'est aussi par l'intermédiaire de mercenaires qu'opère la **Russie**, dont la présence sur le

continent n'est également pas nouvelle. En effet, depuis des années, un nombre croissant de pays africains a fait appel à la société russe Wagner (pays du G5 Sahel, Libye, Mozambique, République centrafricaine, au Soudan, etc.). Celle-ci était ainsi présente dès 2018 en Centrafrique, et réclamée par Bamako sur son territoire en 2021. Cependant, la sécurisation opérée par les paramilitaires russes s'est finalement avérée contrastée, remettant en question l'implantation croissante de la Russie sur le continent.

I Malgré la présence de Wagner, les violences contre les civils se sont accrues, les forces russes faisant difficilement la différence entre les terroristes et certains groupes ethniques. Des centaines de civils ont été enlevés et détenus en dehors de tout cadre légal dans des camps de l'armée malienne et de Wagner.

I Au Mali, la multiplication des attaques jihadistes (du Jnim, lié à al-Qaïda, et de l'Etat islamique au Sahel) a remis en cause la suppléance de l'armée malienne par le groupe russe Wagner. Aussi ce dernier a-t-il été remplacé par l'« Africa corps », directement contrôlé par Moscou.

Les mercenaires de Wagner fournissaient des instructeurs à plusieurs Etats; en échange se mettait en place un trafic de ressources naturelles. Avec Africa corps, les mercenaires forment les forces de sécurité locales et mènent des opérations contre l'opposition armée et les rebelles de différents pays.

Cependant, Moscou continue à jouir d'une image favorable en raison des intérêts et de l'histoire que les Russes partagent avec les pays africains. Outre leur ambition commune tendant à construire un monde multipolaire juste et démocratique, leurs liens s'inscrivent dans le droit fil du traditionnel soutien russe à la lutte contre l'oppression coloniale. De plus, l'aide russe permettrait aux Etats africains de renforcer leur capacité défensive et leur souveraineté, et ainsi de les fortifier.

Pour les Occidentaux, l'influence russe en Afrique a encouragé le développement d'un ressentiment à l'égard de l'Occident et l'opposition aux interventions françaises, britanniques ou américaines.

C'est également sur un **passé commun de lutte contre le colonialisme et l'apartheid** (ex: mouvement des non-alignés) que se fondent les relations indo-africaines; c'est en effet en Afrique que le Mahatma Gandhi a utilisé la non-violence et la résistance pacifique.

Dans ce droit fil, l'Inde propose aujourd'hui une coopération fondée sur le respect mutuel et le développement partagé. Le pays a fait de l'Afrique une priorité et initiait dès 2008 les forums Inde-Afrique. Devenue deuxième créancier du continent africain, qui est la première zone régionale d'investissement indien dans le monde, l'Inde y est très présente, notamment via des partenariats public-privé et des garanties contre le surendettement. Alternative à la Chine, le pays a fait de la défense et de la sécurité les piliers essentiels des relations indo-africaines.

L'Afrique est également convoitée par les **Etats du Golfe**, qui, en raison de leur climat chaud et aride peu propice aux cultures, recherchent des terres cultivables afin d'assurer leur sécurité alimentaire. Ils investissent également sur le continent dans différents secteurs (infrastructures, télécoms, secteur bancaire, etc.). Par ailleurs, leurs diplomatiqes cherchent à s'impliquer davantage dans les processus de médiation afin de résoudre les conflits du continent (ex: dans la Corne de

l'Afrique ou au Sahel).

Les Émirats arabes unis sont ceux qui investissent le plus sur le continent africain. Ils sont suivis par l'Arabie saoudite (qui promettait près de 25 milliards de dollars jusqu'en 2030) et le Qatar. Parmi les pays d'Afrique destinataires de ces investissements, l'Égypte est le premier. Viennent ensuite le Maroc, l'Algérie, le Nigeria et l'Afrique du Sud.

Israël et l'Iran œuvrent aussi de plus en plus activement à leur implantation durable sur le continent.

L'arrivée de ces puissances en Afrique permet aux Etats de se tourner vers de nouveaux partenaires, qui, en s'installant sur le continent, modifient les équilibres géopolitiques. Malgré cette évolution, les acteurs occidentaux tentent d'y maintenir leur influence, à l'image de l'Union européenne et de ses institutions financières, qui y renforcent leur positionnement.

I La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) s'est ouverte à une plus grande partie de l'Afrique. L'objectif est de répondre au besoin de financement privé du continent, et donc à sa dynamique économique.

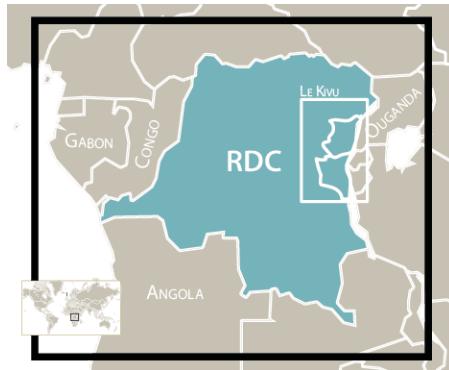
De même, les États-Unis investissent en Afrique centrale, renforçant leur position dans cette région largement influencée par la Chine. Ils entendent ainsi connecter l'est et l'ouest du continent (de la Tanzanie à l'Angola, en passant par la Zambie ou la RDC) en créant un écosystème économique basé sur la présence d'entreprises américaines.

Ainsi, l'Afrique devient le lieu d'une nouvelle compétition stratégique née de la multipolarisation du monde. C'est aussi le terrain d'affrontement entre les géants américains et chinois, qui se confrontent via différents outils (diplomatie, militaire, finance). C'est un combat pour la domination des ressources africaines qui se joue sur cet immense territoire riche en terres rares, en métaux précieux et en réserves d'énergie.

RDC

Deuxième plus vaste pays d'Afrique, la République démocratique du Congo (R.D.C.) a été placée sous domination belge (Congo belge de 1908 à 1960) avant de devenir République du Congo, puis Zaïre entre 1971 et 1997.

Depuis le début des années 2010, l'est de la RDC est en proie à de grandes violences, malmenée par les affrontements entre des groupes rebelles et les combattants du gouvernement.



I SITUATION GÉOPOLITIQUE

Depuis son indépendance en 1960, la RDC a été gangrénée par des politiques corrompues et des tensions ethniques. Le pays a aussi été confronté aux convoitises de ses voisins en raison de ses importantes réserves de diamant, de cobalt, d'or, d'étain et de coltan.

De plus, la fin du règne du président Mobutu, en 1997, a fait sombrer le pays dans le chaos tandis que les territoires alentours connaissaient une résurgence de la violence.

L'homme fort du Rwanda, le Tutsi Paul Kagame, a soutenu la rébellion congolaise de Laurent-Désiré Kabila pour renverser le maréchal Mobutu Sese Seko en 1997.

C'est dans ce contexte que, depuis les années 2000, le Nord et le Sud-Kivu, deux provinces orientales de la République démocratique du Congo, ont vécu au rythme des guerres incessantes et du cycle sans fin des rébellions.

Le Kivu, région frontalière entre l'Ouganda et le Rwanda, compte parmi les zones les plus densément peuplées d'Afrique. Cela s'explique par leur climat, qui les rend propices à l'agriculture et à l'élevage bovin, mais aussi par de nombreuses vagues migratoires qui ont débuté dès le 18^e siècle. Les Rwandais sont en effet massivement venus répondre aux besoins de main-d'œuvre des exploitations européennes durant la seconde moitié du 20^e siècle. Ces flux de population ont engendré des tensions entre les autochtones et les « transplantés » coloniaux.

Cependant, le Kivu a réellement basculé en 1994, lorsque des Hutus rwandais sont venus se réfugier après le génocide des Tutsi. Cette région est ensuite devenue le lieu de tensions entre les Forces démocratiques alliées (affiliées à l'Etat islamique) et les Forces démocratiques de libération du Rwanda.

Et pour cause, les provinces du Nord et Sud-Kivu sont **riches en minérais stratégiques** (**or, coltan**, etc.) qui sont l'objet de convoitises et alimentent un système mêlant conflits armés, contrebandes et stratégies économiques régionales. Ces ressources minières structurent en effet une économie parallèle profitable à des groupes armés locaux autant qu'à des réseaux internationaux.

Le sous-sol des provinces orientales de la République démocratique du Congo est très riche (or, coltan, étain, tantale, tungstène, etc.). Ainsi, si les groupes armés tirent leurs revenus de différentes activités (taxation d'alcool, routes), l'or demeure une ressource particulièrement rentable en raison de sa facilité à être transportée puis revendue.

Par ailleurs, le Nord-Kivu possède les premières réserves mondiales de coltan, essentiel pour la fabrication de dispositifs électroniques (téléphonie, informatique, aéronautique, aérospatial, etc.).

L'exploitation illégale des ressources naturelles par des acteurs locaux ou transnationaux et l'installation durable de réseaux est favorisée par la faiblesse structurelle de l'État congolais, qui, en ne contrôlant pas son territoire, laisse prospérer des administrations et une fiscalité parallèles.

Les principaux acteurs locaux sont rassemblés au sein de la coalition AFC/M23, qui lutte contre les Forces armées congolaises afin de conserver et accroître son influence sur le Kivu.

L'Alliance des Forces Démocratiques du Congo (AFDC) et le «Mouvement du 23 mars» (M23) sont réunis au sein de la coalition AFC-M23. Si le M23 avait cessé son combat en 2013, après un an d'existence, il avait repris les hostilités en 2021, estimant que le gouvernement n'avait pas tenu ses promesses.

Cette région a ainsi subi de multiples violences, accrues par la montée en puissance du M23, qui progressivement opérait à la manière d'une armée conventionnelle et s'appuyait sur des équipements plus sophistiqués. Aussi une aide étatique semblait-elle à l'œuvre: le Rwanda, qui a longtemps nié son implication, se voyait accusé de soutenir l'organisation.

Depuis des décennies en effet, les ressources de la RDC attisent la convoitise de ses voisins (Rwanda, Ouganda, etc.), qui soutiennent certains groupes exploitant ces richesses.

Le Rwanda dispose d'un sous-sol pauvre. Il s'est donc accaparé les mines d'or congolaises et cherche à contrôler les mines de tungstène, d'étain et de coltan. Ce pillage a été renforcé par les actions du M23.

Ainsi, la résurgence de la rébellion du M23 dans l'est de la RDC, en 2021, serait née d'une **rivalité géopolitique entre l'Ouganda et le Rwanda**. Pour rebattre les cartes du paysage politique régional, le Rwanda aurait donc réactivé le M23 afin d'étendre son influence, au détriment de l'Ouganda. Cependant, peu à peu, l'amélioration des relations entre les deux pays les conduisait, à compter de 2022, à soutenir conjointement le M23.

La reprise de la guerre et le soutien militaire du Rwanda a renforcé le pillage des ressources congolaises et ravivé les persécutions contre les Tutsis.

Malgré son implication dans le conflit, le Rwanda n'a pas perdu de poids sur la scène internationale. Le pays a continué à jouer un rôle clé au sein des Nations unies en Afrique et dispose d'une importante puissance militaire.

Fort de ces soutiens ougandais et rwandais, le groupe armé a pu s'étendre dans la province du Nord-Kivu et lutter contre les forces loyalistes de la RDC. Depuis 2021, les rebelles du M23 étaient ainsi parvenus à **s'emparer de vastes territoires** dans l'est de la RDC.

Au début des années 2020, le Rwanda s'était trouvé de plus en plus isolé dans la région et voyait ses intérêts menacés (ex: opérations militaires conjointes

| entre le Congo et l'Ouganda, partenariats économiques et sécuritaires).

Les rebelles ont alors pris le contrôle des richesses présentes dans les zones conquises et y ont nommé des administrations parallèles, tout en poursuivant leurs affrontements avec l'armée. Cette situation a contraint des milliers de personnes à fuir vers des camps de réfugiés. La violence et l'insécurité ont entraîné une grave crise humanitaire.

L'est de la RDC est un lieu de transit pour le commerce autant que pour l'aide humanitaire. Une base importante de maintien de la paix des Nations unies y est située, attirant entreprises, consulats et organisations internationales.

I Les provinces touchées par le conflit (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri et Tanganyika) font face à une grave crise alimentaire et à des déplacements massifs.

Face à la violence qui se jouait sur son territoire, le pouvoir congolais a accusé le Rwanda d'alimenter l'instabilité dans l'est de son pays en soutenant le M23. Il dénonçait la violation de l'intégrité et de la souveraineté de son pays, menaçant de déclarer la guerre à son voisin.

De son côté, fin 2021, l'armée ougandaise s'était déployée dans le nord-est de la RDC pour appuyer les forces armées congolaises contre les Forces démocratiques alliés (ADF), un groupe armé affilié au groupe Etat islamique.

La RDC s'est alors tournée vers des instances régionales et internationales pour apaiser la situation. La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) envoyait ainsi une force de maintien de la paix (SAMIDRDC). Aussi, une résolution onusienne exigeait le départ des troupes rwandaises du sol congolais et la fin du soutien de Kigali au M23.

Cependant, ces organisations ne parvenaient pas à mettre un terme au conflit; en outre, la mission de maintien de la paix de l'ONU en RDC (Monusco) mettait fin à ses activités dans la province du Sud-Kivu en 2024, après 22 ans de présence.

I SITUATION ACTUELLE

Le M23 a progressivement pris possession d'une partie du territoire congolais, mettant la main sur les mines de coltan et d'étain. C'est ainsi qu'après avoir pris de larges pans de territoire dans la région des Kivus avec l'aide de l'armée rwandaise depuis fin 2021-début 2022, le groupe rebelle s'emparait de Goma en 2025.

Cependant, quelques mois plus tard, un **accord de paix** était signé entre la RDC et le Rwanda, sous l'égide des Etats-Unis. Après trente ans de guerre, les prémisses d'une fin du conflit dans l'est de la RDC s'amorçaient.

Cependant, ni les rebelles hutus des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR, fondées en 2000 par d'anciens responsables du génocide des Tutsis) ni l'AFC/M23, qui contrôlait pourtant plusieurs agglomérations dans la région, n'ont été impliqués dans les discussions. Finalement, une déclaration de principe avec le M23 était signée au Qatar « en faveur d'un cessez-le-feu permanent ».

I L'accord prévoyait la fin du soutien de l'Etat aux FDLR et aux milices associées ainsi que le désengagement des forces armées.

Un fragile chemin vers la paix s'esquissait alors, tout en laissant des questions en suspens, à commencer par celle du désarmement des FDLR, que le Rwanda considère comme une menace et dont il exige la neutralisation par le gouvernement congolais.

I De nombreux sujets de discussion devaient être placés sur la table, et notamment celui de la libération des prisonniers (des centaines de personnes avaient été arrêtées par l'AFC/M23). Aussi, le président Felix Tshisekedi réclamait «la reconnaissance des génocides perpétrés sur le territoire congolais», ce que refusait le Rwanda. Par ailleurs, les autorités congolaises continuaient à accuser Kigali d'être derrière l'avancée du mouvement rebelle AFC/M23, avec lequel elles refusent tout dialogue direct (afin d'éviter que leurs revendications ne remettent en cause le pouvoir en place). Considérant ainsi que le Rwanda maintient des troupes sur

son sol, la RDC refusait de signer le cadre économique régional prévu par l'accord de Washington.

I Par ailleurs, en 2025, l'ancien président de la RDC, Joseph Kabila, était condamné à la peine de mort par la Haute Cour militaire de Kinshasa, notamment pour « crimes de guerre » et « trahison », car considéré comme l'un des initiateurs de l'Alliance Fleuve Congo (AFC), branche politique du M23.

Cependant, le processus de paix se poursuivait entre les deux parties, conduit par le Qatar, avec le soutien de Washington et de l'Union africaine

I Malgré l'accord de paix et les pourparlers, la situation évoluait peu sur le terrain: les affrontements s'étaient intensifiés et l'armée congolaise perdait plusieurs positions stratégiques dans le Sud-Kivu.

SAHEL

Le Sahel, bande de territoire de plus de 5000 km de long, se trouve à la limite du Sahara. Il comprend 11 pays, dont la majorité des habitants vit de l'agriculture et de l'élevage. Or depuis des décennies, les terres se dégradent et les températures montent, ce qui rend difficile la subsistance d'une population qui ne fait que croître (2 milliards de personnes en 2050).

Les pays du Sahel central (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) sont en outre confrontés à de grandes difficultés socio-économiques qui ont entraîné une grave crise alimentaire (6,9 millions d'enfants de moins de 5 ans étaient affectés par une malnutrition aiguë en 2024) ainsi qu'à des coups d'Etat militaires.



I DE MULTIPLES FACTEURS D'INSTABILITÉ

La région sahélienne, qui a connu une succession de grands empires (Kanem dès le 9^e siècle, royaume du Ghana, empire du Mali, empire Songhay ou encore, aux 17^e-18^e siècles, le royaume bambara de Ségou), a été placée sous influence française entre le milieu du 19^e siècle et les années 1960.

Peu à peu, après avoir été des Etats florissants, les pays du Sahel se sont enlisés dans la pauvreté et l'instabilité malgré leurs richesses (gisements d'uranium, de calcaire et de phosphate).

Difficultés économiques et sociales

Dans les années 1970 déjà, la région sahélienne a été confrontée à une grande sécheresse qui avait engendré une crise alimentaire. Aujourd'hui, elle demeure la

proie d'**événements climatiques** extrêmes (ex: sécheresses, irrégularité des pluies, inondations), aggravés par une pression démographique qui accentue la détérioration des sols et la désertification.

Au Sahel, la gestion de l'eau est source de conflits entre éleveurs et agriculteurs. D'un côté, les éleveurs transhumants recherchent, selon le rythme des saisons, des points d'eau pour leur bétail. De l'autre, les agriculteurs cultivent leurs terres à proximité des rares points d'eau. Cela explique que des tensions soient apparues, à plus forte raison dans un contexte de changement climatique: avec l'augmentation de la désertification s'exerce une pression croissante sur les ressources naturelles, à commencer par l'eau. 80 à 90 % des conflits en milieu rural au Sahel seraient ainsi liés à l'accès aux ressources naturelles.

De plus, ce territoire est traversé par de multiples crises nées d'une **faillite politique, sécuritaire** (circulation des armes légères) et institutionnelle.

La faiblesse des moyens étatiques s'explique notamment par une fiscalité insuffisante, mais aussi par l'importance de l'économie informelle et de la corruption. Elle conduit les pays de la bande sahélienne (Nigeria, Mauritanie, Tchad, Mali, Burkina Faso...) à laisser régner l'insécurité autant qu'à entraver l'approvisionnement en électricité et à ne permettre qu'un accès limité aux soins et à l'éducation.

En effet, aux conditions socio-économiques extrêmement difficiles (inégalités, chômage, etc.), renforcées par les **sanctions** que la Cédéao a imposées après les putschs au Mali et au Niger (ex: suspension des transactions financières), s'ajoutent les **déplacements massifs** de migrants et l'insécurité alimentaire, qui affectent surtout les régions touchées par la violence (zone des «trois frontières», région du bassin du lac Tchad, etc.). Pour pallier à ces difficultés persistantes, des aides alimentaires sont régulièrement apportées par des organisations occidentales (ex: Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies).

Contrairement aux pays du Sahel central, où la malnutrition progresse, la situation alimentaire dans les zones des pays du golfe de Guinée est plutôt bonne. De son côté, le Mali tente de se développer grâce à ses matières premières, à la culture du coton ou encore à l'élevage, même si le pays souffre de problèmes structurels (enclavement, déficit d'infrastructures, pauvreté, etc.).

Dégradation de la situation sécuritaire

Le Sahel a vu sa situation se dégrader à mesure que se multipliaient les **conflits inter et intracommunautaires** et que les **groupes djihadistes** gagnaient du terrain.

Après avoir connu une longue période d'accalmie à la fin du 20^e siècle, le Mali, considéré comme stable et démocratique, a plongé dans le chaos en tombant aux mains des djihadistes après un coup d'Etat en 2012. Alors que la rébellion touarègue revendiquait l'autonomie de l'Azawad, les organisations djihadistes et les conflits se sont diffusés à l'ensemble du Sahel. Un nombre croissant de territoires maliens a alors commencé à échapper au pouvoir central, une situation qui ne s'est pas améliorée malgré les accords d'Alger, signés en 2015. Et pour cause, les accords déjà passés avec les Touaregs en 1991, 2006 et 2009 n'ont jamais véritablement été appliqués. En effet, les crises touarègues sont anciennes et résultent de problèmes structurels auxquels est venu s'ajouter, dans les années 2000, le défi du terrorisme.

La région sahélienne est en effet fortement touchée par le radicalisme islamiste, traversée par de multiples groupes armés.

Le radicalisme islamiste s'est propagé au Sahel à partir de l'Algérie, dans les années 1990. A cette époque, la guerre civile détruit le pays, et des groupes islamistes armés affaiblis rejoignent Al-Qaida. Puis, d'autres groupes djihadistes vont se former pour se livrer à différents trafics (drogue, migrants, etc.). Le Sahel constituait en effet un lieu de passage pour des groupes terroristes dès les années 1990.

Et à compter de 2003, la région est devenue une zone de déploiement pour le GSPC (le Groupe salafiste pour la prédication et le combat), dont les combattants ont été interdits de retour en Algérie. Le GSPC s'est alors installé au Sahel, et cela a attiré l'organisation Al-Qaïda, qui cherchait de nouveaux alliés; ainsi, le GSPC a intégré Al-Qaïda sous le nom d'Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique). Ces mouvements terroristes ont pris de l'ampleur après l'effondrement de la Libye en 2011.

Des groupes jihadistes auparavant concentrés dans le nord du Mali se sont ensuite diffusés dans la zone dite "des trois frontières" (Mali, Burkina Faso, Niger) et ont multiplié les attaques contre institutions et civils, fragilisant l'ensemble de la région. C'est dans ce contexte que l'Etat islamique pénétrait dans la zone, en 2015.

La région est en proie aux violences perpétrées par l'État islamique au Sahel, qui a utilisé le vide sécuritaire résultant notamment du retrait des troupes françaises pour étendre sa sphère d'influence.

Sous la bannière de l'État islamique dans le Grand Sahel (EIGS) (2015-2019), cette organisation affiliée depuis 2015 à l'organisation État islamique (EI) s'est établie en tant que « province du Sahel » autonome de l'État islamique en cherchant à mieux contrôler ce territoire.

*L'EI Sahel est également lié à **Boko Haram et sa ramification ISWAP** (groupe djihadiste né d'une scission avec Boko Haram en 2016, branche ouest-africaine de l'EI).*

Ce mouvement terroriste se place en rival d'Al-Qaida pour le contrôle de la zone « des trois frontières ». Il œuvre contre la branche locale d'Al-Qaida, le JNIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin/Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans), qui renforce son emprise économique et sa gouvernance locale dans l'ouest du Mali, grâce à une économie illicite

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) est né en 2017 d'une alliance de groupes djihadistes du Sahel liés à Al-Qaïda. Il a perpétré des attaques au Mali et au Burkina Faso avant d'y conquérir des territoires, puis d'y soumettre les populations à la charia et au paiement de la zakât (taxe prélevée au nom de l'islam).

Quant à la Katiba Macina, il s'agit d'un groupé affilié au GSIM né en 2015.

Les djihadistes trouvent leurs recrues au sein de communautés qui ont, elles-mêmes, formé des milices en lutte les unes contre les autres. Cela a alimenté de multiples rivalités, accrues par les tensions intercommunautaires et les trafics. Ce climat risquait ainsi de mener à une **djihadisation du banditisme**.

Au Mali, dans les années 2010, des milices d'autodéfense se sont développées. Cela a permis à la rébellion touareg de gagner en importance, puis de piller les biens des Peuls. Si ces derniers s'en plaindront auprès des autorités malientes, l'absence de réaction de leur part nourrira des déceptions que les djihadistes exploiteront à leur profit. Certains Peuls se feront ainsi enrôler par ces combattants qui leur apportent du soutien.

C'est dans ce contexte qu'en 2017-2018 va débuter un cycle de vengeances. Tout commence lorsque des djihadistes massacrent les habitants d'un village dogon (cultivateurs avec lesquels les Peuls, éleveurs, vivent jusqu'alors en paix). Ces derniers se vengent en ciblant les Peuls, qu'ils assimilent aux islamistes. Ces massacres intercommunautaires ne prendront fin qu'en 2021, par la conclusion d'un accord de paix. Les tensions demeureront toutefois vives entre les Peuls et les autres groupes ethniques (notamment les Bambaras et les Dogons), conduisant à la formation de groupes d'autodéfense ethniques (ex: Dozos, Dan Na Ambassagou, etc.), qui assurent la protection de leurs villages et de leurs biens.

Par ailleurs, les violences des groupes armés islamistes et des milices ethniques se sont ajoutées à celles attribuées aux armées nationales ou leurs supplétifs comme Wagner et les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), une milice présente au Burkina Faso créée par les populations afin de se défendre face aux terroristes et pour s'adoindre aux Forces de défense et de sécurité (FDS).

*Les **exactions répétées des armées** de la région, notamment au Burkina Faso (où l'armée est régulièrement soupçonnée d'exécuter des villageois), alimentaient le*

terrorisme et délégitimaient les appareils de défense et de sécurité.

Au Mali aussi, l'armée, gangrénée depuis des décennies par la corruption et l'impunité, était accusée de tuer des civils et d'opérer des rafles arbitraires (ex: ciblage des jeunes portant la barbe car considérés islamistes). Les militaires étaient aussi accusés de stigmatiser et de massacer des Peuls suspectés de sympathies avec les terroristes. Ainsi, l'armée malienne se révélait incapable de protéger les civils dans les zones rurales les plus reculées.

Ainsi, du Burkina Faso au Tchad, en passant par le Niger et le Mali, des groupes armés islamistes sillonnent le Sahel, profitant de frontières poreuses pour mener des attaques contre des militaires, des institutions étatiques, des infrastructures (coupure de routes, de lignes d'approvisionnement) et des communautés. Ces violences ont fait de nombreuses **victimes chez des civils** (recrutement d'enfants-soldats, enlèvements, attaques contre des écoles, terrains minés).

Les groupes armés qui sévissent au Sahel profitent d'un Etat quasiment inexistant, incapable de résister aux attaques extérieures.

I SITUATION POLITIQUE

Après 2020, plusieurs coups d'Etat se sont succédé en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale: Guinée, Gabon, Côte d'Ivoire, Tchad, Mali (en 2020), Burkina-Faso et Niger (2021 et 2022). Désormais, les **militaires sont au pouvoir au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad**.

Dans ces pays qui ont déjà connu nombre de coups d'Etat militaire par le passé, les juntas militaires arrivées au pouvoir entendent alors restaurer la paix, mais aussi l'autorité et la légitimité des Etats autant que leur indépendance et leur souveraineté.

Ces juntas affichent, par ailleurs, leur intention de laisser ensuite la place à un pouvoir civil. Cependant, les élections se voyaient sans cesse repoussées (ex: au Burkina Faso et au Mali) ou plaçaient au pouvoir les militaires (au Tchad, les élections portaient au pouvoir le chef de la junte, le général Mahamat Idriss Déby).

Au Mali, une nouvelle loi électorale avait été adoptée en 2022 et un projet de nouvelle Constitution énonçait des principes généraux: principe de l'alternance démocratique, principe de l'indépendance de la justice, etc.

Certaines voix dénonçaient l'**aggravation des violations des droits humains** et la réduction des espaces politiques et civiques depuis l'arrivée au pouvoir de régimes militaires (ex: suspension des activités politiques de partis et d'associations, atteintes aux médias et à toutes voix discordantes). La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) leur réclamait l'organisation d'élections et avait placé le

Mali sous embargo économique après le putsch. En réponse, le Mali, le Niger et le Burkina Faso annonçaient leur **sortie de la Cédéao** en 2024.

■ **Aussi, le Burkina Faso, le Mali et le Niger se retireraient de la Cour pénale internationale en 2025.**

Dans cet esprit de reconquête de leur souveraineté, les juntas décidaient plutôt de se rassembler autour d'une alliance: la **Confédération Alliance des Etats du Sahel (AES)**, officiellement lancée en 2023. Il s'agissait d'un pacte de défense mutuelle conclu entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

L'AES visait une intégration plus poussée entre les Etats membres, mais aussi la paix et la prospérité de la région. Ainsi, les régimes militaires décidaient de la création d'une banque d'investissement et d'un fonds de stabilisation. La création d'une monnaie sahélienne, et ainsi l'abandon du franc CFA, était également en projet.

■ **En 2025, l'AES créait une banque régionale d'investissements pour renforcer l'autonomie financière et stimuler la croissance économique des pays membres.**

■ **Aussi, une «force unifiée» de 5.000 soldats des armées du Niger, du Burkina Faso et du Mali voyait le jour afin de lutter contre le terrorisme dans la région.**

■ INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

Départ des Occidentaux

Dans les années 2010, plusieurs forces armées étrangères sont intervenues au Sahel pour contrer la violence de groupes terroristes sévissant dans la région. La France y a ainsi déployé ses militaires en 2013, via l'opération Serval, poursuivie par l'opération **Barkhane**. De leur côté, les Etats-Unis renforçaient leur engagement militaire dans la région, notamment au Niger. A cela s'ajoutait la force européenne **Takouba**, lancée en 2020 pour appuyer l'armée malienne, également soutenue par des forces multinationales comme la **Minusma** (opération de maintien de la paix des Nations unies au Mali), la Force multinationale mixte (FMM) ou le **G5 Sahel** (lancé en 2017).

En dépit de ces multiples interventions, les groupes djihadistes au Sahel ont poursuivi leur développement, continuant à déstabiliser la région. Aussi les puissances occidentales autant que les organisations multilatérales africaines (Cédéao et Union africaine) étaient-elles remises en question dans leur capacité à enrayer l'insécurité

(ex: la lutte des forces françaises contre l'EI en 2018 avait conduit à la dispersion des djihadistes). Suite aux coups d'Etat des années 2020, ces présences étrangères étaient donc enjointes à quitter les pays du Sahel.

Après l'arrivée au pouvoir des colonels en 2020, le Mali dénonçait le néo-colonialisme de la France ainsi que les «insuffisances graves» de la coopération militaire ou encore les «atteintes flagrantes» à sa souveraineté nationale.

Par ailleurs, les politiques démocratiques et libérales mises en œuvre au Sahel par les puissances occidentales étaient critiquées en ce qu'elles se heurtaient à la pensée conservatrice de la région et se trouvaient en décalage avec ses enjeux (focalisation sur des problématiques de genre ou d'inclusion sexuelle, sur l'immigration, etc.).

La France s'exécutait (ex: fin de l'opération Barkhane en 2022, fin de l'accord de coopération militaire avec le Tchad en 2025), mettant fin à l'influence française en Afrique. De même, les Etats-Unis perdaient une position stratégique en se retirant du Tchad et du Niger (tout comme l'Allemagne).

La mission de maintien de la paix des Nations Unies au Mali (MINUSMA) était également priée de quitter le pays après une dizaine d'années de présence sur le territoire.

De nouvelles ingérences

Tandis que la France quittait le Sahel, de nouvelles alliances se nouaient avec l'Iran (ex: signature accords de coopération avec le Mali), le Maroc, mais aussi certains pays d'Europe de l'Est (ex: République tchèque, Slovénie ou encore Hongrie, qui signait un accord sécuritaire avec le Tchad en 2024), désireux de stimuler les échanges commerciaux et les investissements.

Quant à la **Turquie**, elle s'y est rapidement implantée, fournissant des drones de combat aux armées du Mali et du Burkina Faso. En outre, **Sadat**, société militaire privée turque, devait jouer un rôle croissant au Sahel.

La Turquie souhaitait renforcer son partenariat stratégique avec le Niger, notamment dans les domaines sécuritaire et économique, en sus de fournir des aides au développement. Ankara envisageait également de conduire un projet de corridor transsaharien liant les pays du Golfe de Guinée à l'Algérie.

Cependant, certaines initiatives ont été critiquées car la Turquie a pu conditionner ses aides à des exigences en matière religieuse (ex: scolarisation des enfants dans les écoles coraniques en échange d'allocations sociales). Comme Doha, cette puissance régionale s'infiltre ainsi dans des sociétés fragiles par le biais de la religion afin de s'y implanter dans une visée géopolitique ou géostratégique.

La **Russie** s'est également particulièrement rapprochée des pays du Sahel, qui ont demandé son aide pour maintenir la stabilité de la région à mesure que l'Occident quittait la zone. La société paramilitaire **Wagner** s'est ainsi implantée au Sahel, de la Centrafrique au Burkina Faso. Ayant pour mission de sécuriser la population face aux violences des djihadistes, elle en profite pour exploiter les richesses de la région. Devenu *Africa corps*, ce groupe permet à Moscou de renforcer son dispositif sécuritaire (sécuriser l'accès aux ressources naturelles) et diplomatique au Sahel, d'établir des partenariats à long terme dans les infrastructures et l'énergie et ainsi de réduire l'influence occidentale.

Pour se rapprocher de certains pays, et notamment du Burkina Faso, la Russie s'appuie sur la rhétorique anti-impérialiste et panafricaniste du régime militaire, confronté à diverses menaces sécuritaires. Avec le Niger par exemple, un projet de coopération global a conduit la Russie à livrer du matériel militaire (ex: système de défense anti-aérien) et à y implanter des instructeurs.

Entre la Russie et le Tchad, des partenariats bilatéraux devaient se nouer dans certains secteurs (mines, agriculture).

Cette forte influence russe est cependant concurrencée par celle de Pékin, qui a noué des liens avec les pays de l'AES. La Chine leur fournit ainsi désormais des armes, les conseille militairement et y produit de l'armement.

L'influence chinoise se traduit par des investissements importants (ex: construction d'un siège pour la CEDEAO à Abuja, au Nigeria), l'absence d'ingérence politique directe (armes proposées à des coûts avantageux sans exiger de contreparties politiques).

SOUDAN

Après avoir subi une guerre qui a conduit à la partition du Soudan du Sud en 2011, puis le renversement d'Omar El Béchir, qui était au pouvoir depuis trente ans, le Soudan espérait une transition démocratique.

Mais depuis 2023, deux clans s'affrontent pour le pouvoir, opposant les forces armées soudanaises aux Forces d'appui rapide, dans ce pays qui compte parmi les plus pauvres au monde.



I ORIGINES DU CONFLIT

L'histoire du Soudan a été traversée, dès 1955, par des guerres civiles et des conflits ethniques et religieux. C'est dans ce contexte qu'après des décennies de guerre civile, le Sud-Soudan naissait, en 2011, d'une partition avec le Soudan. La République du Soudan et la République du Soudan du Sud étaient alors

créées.

Cependant, les conflits ont perduré et le sud sombrait dans une nouvelle guerre civile.

Au Soudan du Sud, deux ethnies se sont opposées entre 2013 et 2018: celle du président Salva Kiir, les Dinkas, et les Nuers du vice-président Riek Machar, qui deviendra le principal chef rebelle. Finalement, après une confrontation entre les forces gouvernementales et les opposants de Salva Kiir, celui-ci remportait la victoire et devenait président de la République. Kiir signait alors un accord de paix avec Riek Machar (qui devenait premier vice-président), mettant fin à la guerre civile. Cependant, la pacification était entravée par l'absence de signature des accords avec les groupes de rebelles de l'Alliance des mouvements d'opposition. De plus, la question de la répartition des ressources provoquait des tensions entre les différentes communautés ethniques, dans un pays qui compte plus de 200 ethnies et dont le pétrole constitue la principale ressource. Et pour cause, ces tensions ont été accentuées par les dirigeants, qui cherchaient à contrôler les revenus issus de cet or noir.

I En 2025, le vice-président Riek Machar était démis de ses fonctions par le président Sava Kiir, accusé d'avoir planifié des attaques contre l'armée et donc de «trahison», « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité ». Cet évènement intervenait dans un contexte persistant d'affrontement ethnique entre les forces au président Salva Kiir (dinka) et celles du vice-président (nuer), conduisant au déplacement de plusieurs centaines de milliers de personnes. En effet, en dépit de l'accord de paix de 2018, qui convenait d'un partage du pouvoir au sein d'un gouvernement de transition, les combats avaient repris au début de l'année.

Au nord, territoire connu sous le nom de Soudan, une révolte conduisait à la **destitution d'Omar El Béchir** en 2019. Menée sous l'impulsion du **général al-Burhane** et du général Daglo (dit «**Hemedti**»), elle entraînait une période de transition ouvrant la voie à l'avènement d'un régime civil. Cependant, les deux hommes lançaient, en 2021, un putsch contre le Premier ministre pour

évincer les civils du pouvoir.

Malgré leurs actions et intérêts communs, des dissensions sont apparues entre ces deux figures du pouvoir. En effet, Hemedti, chef d'un important groupe paramilitaire que constituent les **Forces de soutien rapide** (FSR), craignait de perdre son indépendance lorsque le pays intégrerait les forces paramilitaires au sein de l'armée pour entamer sa transition démocratique. Aussi des rivalités ont-elles émergé avec le général al-Burhane, à la tête de l'armée soudanaise. Les deux hommes ne parvenant pas à s'entendre sur les conditions de cette intégration, une lutte de pouvoir a commencé à se jouer entre les deux alliés devenus adversaires, menant à de vives violences dans le pays.

Les dissensions entre les deux hommes forts reposaient sur de nombreux griefs. Les combattants du général Daglo ont notamment été accusés d'avoir violemment réprimé les manifestants prodémocratie. Puis, le général Burhane a dénoncé une trahison après l'attaque de son QG par les FSR.

De son côté, Hemedti accusait son rival d'être un criminel et s'affichait en adversaire de l'islam politique, dénonçant l'infiltration de l'armée régulière par des islamistes. Il se rangeait ainsi du côté des civils contre l'armée pour se réclamer des acquis de la révolution de 2019 ; il se plaçait, de ce fait, en défenseur des «régions marginalisées» (ex: Darfour) pour s'ériger contre l'image d'une armée jugée élitiste. Mais la compétition entre les deux camps trouve aussi ses origines dans le contrôle des ressources : si l'armée régulière bénéficie en ce sens d'avantages, certains mercenaires du Darfour se sont toutefois accaparé d'importantes ressources (trafic d'or et de migrants).

La tension s'est ensuite accrue entre les deux camps, chacun recrutant des milices locales et distribuant des armes avant que n'éclatent les **combats, en 2023**. Et malgré différents pourparlers de paix (sous l'égide des États-Unis, de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis et de l'Union africaine), les deux parties ne sont pas parvenues à un cessez-le-feu.

Et pour cause, les violences étaient alimentées par le **soutien des Emirats arabes unis aux FSR et par les soutiens russe, iranien et chinois à l'armée soudanaise** (ex: fourniture de drones). N'ayant aucun intérêt à ce que le conflit cesse, ces puissances étrangères le prolongeaient et violaient l'embargo sur les armes imposé par le Conseil de sécurité de l'ONU depuis 2018.

I En 2025, le Soudan accusait le Kenya d'équiper les paramilitaires des FSR, tout comme les Émirats arabes unis, mais aussi des mercenaires du général Khalifa Haftar, l'homme fort de l'Est libyen, qui coopèrent eux aussi avec les paramilitaires d'Hemedti. Ainsi, le pays rompait ses relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis.

Ainsi appuyés par l'étranger, les paramilitaires du général Hemedti poursuivaient leur avancée, prenant le contrôle de nombreux territoires, à commencer par l'est du pays (le Darfour) et une partie du sud-est. Peu à peu, le général al-Burhan ne contrôlait plus qu'une partie du territoire soudanais: installé à Port-Soudan, le commandement de l'armée soudanaise contrôlait seulement l'ouest ainsi que le sud-ouest du pays.

I CONSEQUENCES DU CONFLIT

L'affrontement qui se joue entre l'armée et les paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) pour le pouvoir depuis avril 2023 a fait des dizaines de milliers de morts et provoqué une grande **crise de déplacement** (plus de 13 millions de déplacés selon l'ONU).

Outre les violations des droits de l'Homme et les crimes internationaux, d'aucuns dénonçaient le ciblage ethnique des communautés masalit au Darfour et craignaient un retour aux graves violences que la région a connues dans les années 2000.

Parmi les millions de personnes déplacées, une partie d'entre elles a fui vers les pays voisins (notamment en Egypte, qui a accueilli 1,5 million de Soudanais) et l'on ne compte plus les cas de pillages, de mariages forcés, de violences sexuelles, de disparitions forcées ou de détentions arbitraires. Ces violations massives des droits de l'homme se sont accompagnées d'une grave crise humanitaire: un tiers de la population souffrait de malnutrition, tandis que les épidémies et la **famine** menaçaient.

I SITUATION ACTUELLE

Parti d'une querelle entre deux généraux en 2023, le conflit a rapidement glissé vers la guerre civile à mesure qu'il dégénérât en conflit ethnique. Les violences entre les forces armées soudanaises et le puissant groupe paramilitaire des FSR se sont au contraire multipliées (bombardements sur les hôpitaux, utilisation du viol comme arme de guerre, etc.).

I En 2025, après des mois de défaite, les Forces armées du Soudan reprenaient l'État d'al-Jazira, grenier à blé du pays, puis la capitale Khartoum. En riposte, les Forces de soutien rapide (FSR) avaient mené une attaque de drone contre Port-Soudan, une zone contrôlée par l'armée.

Pour poursuivre les combats, les FSR s'appuient sur les ressources du pays, les territoires qu'ils contrôlent produisant des tonnes d'or par an. Aussi, ces forces demeurent soutenues par les Émirats arabes unis, l'Éthiopie et le Tchad. Le Qatar, l'Iran et l'Égypte approvisionnent l'armée soudanaise. Quant à la Russie et la Turquie, elles fournissent des armes et des munitions aux deux parties. Ces aides ont favorisé la continuation des affrontements, qui se déroulent dans un climat global d'impunité.

Or cette situation a plongé la population soudanaise dans de graves difficultés, confrontée à une malnutrition et à une résurgence du choléra favorisée par le manque d'eau potable, de médicaments et de nourriture. En outre, l'exode massif déstabilise les pays voisins, à commencer par le Soudan du Sud, qui a accueilli plus de 1,2 million de réfugiés alors qu'il est l'un des pays les plus pauvres du monde.

Le conflit a causé la destruction d'un important pipeline situé au Soudan (en 2024), faisant perdre 90% des revenus liés à la vente d'hydrocarbures au Soudan du Sud, qui en dépend pourtant fortement.

De même, des milliers de personnes ont fui vers le Tchad et l'Egypte.

I En 2025, le conflit soudanais débordait en Centrafrique, où des groupes armés attaquaient les civils. Par ailleurs, les paramilitaires, héritiers de ceux qui avaient semé la terreur dès 2003 au Darfour, étaient accusés de commettre un génocide.

AMÉRIQUE LATINE

Après des années d'instabilité et de conflits, l'Amérique latine s'est dotée de régimes démocratiques au cours du 20^e siècle et a connu un réel essor économique lui permettant de peser sur la scène internationale, forte de ses 650 millions d'habitants.



Dans les années 2000, la région a vu arriver au pouvoir des partis aux idéologies de gauche. Bénéficiant des fruits de leurs ressources énergétiques, ces

gouvernements étaient parvenus à réduire les inégalités sociales et la pauvreté. Dans le même temps, ils sont devenus, avec l'Asie, le **moteur de la croissance mondiale**.

Le développement économique régional repose notamment sur la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC).

Les disparités sont cependant restées importantes, le Brésil et le Mexique représentant à eux seuls 60% du PIB du continent.

Le continent est également marqué par la fragilité structurelle de l'emploi: plus de la moitié des emplois dépend du secteur informel, ce qui affecte les économies étatiques.

L'Amérique du Sud fait également face à de nouveaux défis, et notamment à la hausse continue des flux migratoires internes au continent, une source de déstabilisation qui s'ajoute aux phénomènes climatiques extrêmes ainsi qu'à l'explosion de la production et des trafics de stupéfiants.

Le continent sud-américain est traversé par différents flux migratoires. Aux vagues migratoires vénézuéliennes des années 2017-2020 se sont ajoutées celles qui partent des Caraïbes en passant par l'Amérique centrale pour atteindre les États-Unis ou encore celles qui rejoignent le sud (Chili, Pérou). Ces migrations bouleversent les économies nationales, notamment en Colombie, où une partie des 6 millions de migrants vénézuéliens se sont installés après 2017 (les autres ont rejoint le Panama et les pays andins).

I UNE FRACTURE IDÉOLOGIQUE ?

Après avoir connu un essor fulgurant au début des années 2010, l'Amérique latine a plongé dans une crise politique, mais aussi économique (croissance en berne, accroissement de l'inflation, du chômage et de la pauvreté) en dépit d'une croissance économique qui avoisine 2% dans les années 2020.

*La politique des présidents de la gauche latino-américaine a été minée par la crise économique de 2008. A cela se sont ajoutés d'importants **scandales de corruption** qui ont ébranlé la vie politique brésilienne, vénézuélienne, mais aussi chilienne, péruvienne et équatorienne.*

C'est alors qu'une nouvelle génération de dirigeants a succédé à l'ancienne salve de présidents de gauche. Après l'arrivée au pouvoir du président ultralibéral

Bolsonaro au Brésil, l'Argentine a porté un président prônant l'intégrité de l'Etat et l'efficacité économique, Javier Milei. Toutefois, certains pays ont connu l'arrivée ou le **retour de pouvoirs de gauche** (au Pérou en 2021, en Colombie en 2022, au Mexique et au Venezuela en 2024).

I En 2025, la Bolivie demeurait en proie à une crise politique et économique persistante (l'ancien président Evo Morales était empêché de se présenter aux élections présidentielles, permettant à des figures de droite de s'imposer), tandis que le Honduras se voyait toujours confronté à une instabilité chronique, de même que le Pérou (contestations de la jeune génération contre le gouvernement).

Ainsi s'est constituée une ligne de fracture idéologique qui entrave la coopération régionale et le consensus sur certains enjeux politiques, sécuritaires ou économiques régionaux ou globaux (ex: climat, guerre à Gaza).

L'Argentine a souvent pris des positions pro-occidentales entrant en contradiction avec les positions d'un «Sud global» qu'entendait porter le président brésilien. Et alors que Lula entendait faire des BRICS un outil d'influence international afin de se poser en leader d'une restructuration de l'ordre international, Javier Milei refusait que son pays en devienne membre. De même, à l'opposé du Vénézuéla de Maduro, dont le régime n'est pas condamné par la gauche (Lula au Brésil, Petro en Colombie, Sheinbaum au Mexique), les gouvernements de droite, comme ceux du Salvador et du Paraguay, s'alignent sur les politiques américaines (ex: soutien du Paraguay et de l'Argentine à l'Etat hébreu dans sa guerre à Gaza).

Aussi, les organisations régionales voyaient leurs actions limitées par les fractures politiques et idéologiques internes, à l'image de la CELAC.

I Le Système d'Intégration centraméricain s'est retrouvé à l'arrêt après des postures prises par le Nicaragua en 2023. De son côté, le Marché commun du sud (Mercosur) était notamment paralysé par les tensions entre le Brésil et l'Argentine (qui se disait prête à se retirer du Mercosur si cela s'avérait nécessaire pour conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis). Quant à l'ALBA, d'anciens membres (Équateur, Honduras) s'en sont retirés.

I UNE INSÉCURITÉ PERSISTANTE

Minée par de **profondes inégalités**, avec d'extrêmes écarts de richesse et une protection sociale limitée, l'Amérique latine est gangrénée par l'insécurité.

La période coloniale a été à l'origine d'inégalités durables avec la constitution de grandes propriétés terriennes, qui se sont perpétuées aux 19^e et 20^e siècles ; c'est là que l'on trouve l'origine des inégalités structurelles persistantes en Amérique latine.

Par la suite, les Etats, structurellement faibles, n'ont pas pu mettre en place de réelle politique de redistribution fiable sur le long terme. Cependant, le Venezuela de Chavez, grâce aux revenus pétroliers, était parvenu à sortir de la pauvreté une grande partie de la population, de même que le Mexique, dans les années 2020.

De surcroît, la violence liée au **narcotrafic** augmente depuis quelques années : alors que les cartels de Jalisco et de Sinaloa, au Mexique, ont étendu leur emprise en Amérique centrale et sur la façade pacifique de l'Amérique du Sud (exportation vers l'Amérique du Nord), l'Equateur est devenu un lieu central d'exportation de la cocaïne produite au Pérou, en Bolivie, en Colombie et à la frontière amazonienne du Brésil pour rejoindre l'Occident. Aussi le pays est-il contaminé par la violence qui découle de leur présence et affecte une partie de la zone andine (trafic de cocaïne).

I Certaines régions d'Équateur sont devenues le théâtre d'affrontements entre cartels de la drogue rivaux, qui se concurrencent pour acheminer la cocaïne vers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. Dans ce contexte, en 2024, le pays décrétait l'«état de conflit armé interne».

I En Colombie, les dissidents des FARC de l'état-major central (EMC) occupent de vastes zones de culture de coca, le principal ingrédient de la cocaïne. Cette zone est ainsi devenue le lieu d'affrontements entre ces dissidents et la guérilla de l'ELN, mais aussi avec l'armée, occasionnant un vaste exode.

I Parmi les autres lieux notables de trafic, la zone dite de la Triple frontière (entre le Paraguay, le Brésil et l'Argentine) se situe au

carrefour de nombreux trafics (drogue, prostitution, armes, etc.).

I Au Pérou, pour répondre au crime organisé, le gouvernement décidait d'instaurer l'état d'urgence dans la capitale Lima. Le pays subit en effet une grave crise sécuritaire qui avait précipité la destitution de la présidente en 2025.

Cette situation entrave le développement de l'Amérique du Sud, les trafiquants de drogue et les organisations criminelles affectant les structures étatiques et sociales de pays où règne déjà une forme de désillusion populaire à l'égard des pouvoirs publics. De plus, certains **gangs attaquent frontalement les Etats**, à l'image d'Haïti, qui a sombré dans le chaos à mesure que des gangs organisés se sont montrés déterminés à s'emparer d'un pouvoir affaibli par le vide institutionnel.

Le crime organisé influence directement la vie publique, certaines campagnes électorales étant ponctuées par une extrême violence, à l'image de l'Equateur en 2023 (assassinat d'un candidat à la présidentielle lié à l'essor des cartels dans le pays) et du Mexique l'année suivante. Cette violence politico-électorale révèle les rivalités entre groupes criminels pour le contrôle de territoires, qui se traduisent par des conflits au sein des municipalités (lutte pour l'accès à des postes stratégiques dans la police ou l'administration).

I Les Caraïbes subissent par ricochet la situation chaotique d'Haïti, submergé par le pouvoir des gangs qui contrôlent des pans critiques de l'économie ainsi que des villes (ex: Port-au-Prince).

Les menaces portées par ces groupes criminels aux institutions étatiques et le risque de déstabilisation régional qu'elles infligent sont déjà visibles dans certaines régions. Cela explique que certains Etats se soient attelés à la **reconquête des espaces publics**, à l'image du **Salvador**, en lutte contre l'éradication des «maras».

Entretenant en 2022 de s'engager dans une "guerre totale" contre les maras, qui sévissaient depuis les années 2000, le président Nayib Bukele a réussi à faire chuter la violence dans le pays. Si pour cela, de nombreuses libertés humaines ont été bafouées, cette politique devait permettre de rétablir la stabilité du

Salvador et son attractivité. Cette lutte contre les gangs a en effet permis au pays de voir le taux d'homicide passer de 18 pour 100 000 habitants en 2021 à 1,9 en 2024.

I En 2025, le Salvador affirmait avoir démantelé le commandement des gangs qui sévissaient dans le pays.

I RELATIONS EXTÉRIEURES

Ces dernières années, l'Amérique latine s'est rapprochée d'une Chine de plus en plus implantée sur le continent et qui occupe une place croissante dans son économie.

De nombreux pays latino-américains participent en effet à l'initiative BRI (Belt and Road Initiative ou « Initiative route et ceinture »). C'est principalement dans ce cadre que la Chine est devenue, depuis les années 2000, un grand investisseur (ex: financement d'une grande centrale hydroélectrique en Equateur) ainsi qu'un grand pourvoyeur de prêts à destination du continent sud-américain (essentiellement vers le Brésil et l'Argentine). Le pays est devenu le principal partenaire commercial de l'Amérique latine.

La Chine est notamment intervenue dans la construction de deux barrages sur la rivière Santa Cruz en Argentine et a participé au projet péruvien du port de Chancay, un pivot important de la BRI. Aussi, la Colombie a rejoint l'initiative Belt and Road.

La présence accrue de la Chine sur une région longtemps placée sous domination américaine est mal perçue par les Etats-Unis. Face au poids économique et commercial croissant de Pékin, Washington répond en faisant, dans une certaine mesure, renaître la doctrine Monroe.

Edictée en 1823, la « doctrine Monroe » a posé certaines bases de la politique étrangère américaine. Il s'agissait d'instaurer la gestion de l'ensemble de l'Amérique par le Nord, qui écartait ainsi tout concurrent sur ce territoire. Toute intervention dans les affaires des nations américaines était, dès lors, considérée comme une menace à la paix et la sécurité des Etats-Unis. Cette doctrine a longtemps assuré la domination des États-Unis sur l'ensemble du continent américain.

L'enjeu, pour les Américains, réside dans le contrôle des marchés, des ressources

et des chaînes de valeur. La politique interventionniste menée en Amérique latine s'inscrit cependant dans le cadre de la guerre commerciale avec la Chine ainsi que dans le contexte de lutte contre le narcotrafic (notamment venu de Colombie, premier producteur mondial de cocaïne) et l'immigration (via une pression accrue sur des pays comme le Venezuela ou Haïti).

I En 2025, les Américains décidaient de déployer leurs forces navales et aériennes dans les Caraïbes pour une opération antidrogue. En réponse, le Vénézuela déployait des millions de miliciens dans le pays pour défendre son territoire et sa souveraineté.

I Par ailleurs, les Etats-Unis suspendaient leurs aides financières à destination de la Colombie, qui avait élu pour la première fois un président de gauche. Cette situation remettait en cause la relation entre les deux pays, qui s'était créée à la suite du Plan Colombia lancé en 2000 (partenariat stratégique pour soutenir la lutte antidrogue et la sécurité intérieure).

Ainsi, bien que longtemps écartée de la compétition géopolitique mondiale, l'Amérique latine constitue l'un des principaux terrains de la confrontation engagée entre la Chine et les Etats-Unis.

Face à ces rivalités extérieures, et manquant d'autonomie sur la scène internationale, les pays latino-américains adoptent une posture de « **non-alignement actif** » (Jorge Heine), tout comme elle l'avait fait le Chili, au 20^e siècle (politique anti-impérialiste de Salvador Allende). Cette stratégie diplomatique, marquée par une volonté de s'émanciper davantage de l'Occident, est particulièrement portée par le président Lula.

Le continent sud-américain a été marqué par les ingérences américaines, l'Occident ayant été accusé d'avoir participé, voire fomenté des renversements de régimes jugés radicaux. Le 20^e siècle a en effet connu de célèbres coups d'Etat : après avoir tenté de mener une réforme agraire favorable au peuple, Jacobo Árbenz au Guatemala était renversé par un coup d'Etat organisé par la CIA en 1954 ; au Chili, en 1973, le président socialiste Salvador Allende était renversé par le général des armées, Augusto Pinochet, appuyé par la CIA. De même, le régime castriste fera l'objet de multiples tentatives de renversement.

Aujourd'hui encore, les accusations mutuelles de complot sont fréquentes (ex: lors de la révolte au Nicaragua en 2018, de la contestation menée par des indigènes en Equateur en 2022, etc.). De même, au Nicaragua, Daniel Ortega, au pouvoir depuis 2006, a été accusé de mener une violente répression des manifestations en 2018 et de fraudes électorales en 2021. A Cuba, où demeure un parti unique, le manque de liberté de la presse est encore critiqué autant que la répression des protestations (ex: en 2021). Au Guatemala, les accusations de corruption et de fraude ont marqué les élections de 2023 et la presse s'est vue muselée, dans un pays où la pauvreté est endémique. Quant au Venezuela, les autorités accusent régulièrement leur voisin américain d'essayer de renverser leur régime.

A l'écart des rivalités qui se jouent en Amérique latine, l'Union européenne tente de nouer des liens avec les pays de la région.

Après 25 ans de négociations, l'Union européenne et le Mercosur avaient signé un accord de coopération en 2024.

COLOMBIE

En 2016, un accord historique était signé entre le gouvernement et la guérilla des FARC pour mettre fin à plus de 50 ans d'un conflit qui a causé des milliers de morts. Mais en dépit d'un apaisement et de mesures de réinsertion des anciens guérilleros, les guérillas dissidentes ont continué à se battre avec les troupes colombiennes quand d'autres reprenaient la main sur des territoires stratégiques du narcotrafic.

Et malgré des négociations de paix qui semblaient peu à peu conduire à un chemin d'apaisement, notamment après l'arrivée au pouvoir du président Gustavo Petro en 2022, la violence des guérillas est demeurée très importante.

I CONTEXTE HISTORIQUE

Dès son indépendance vis-à-vis de l'Espagne en 1819, la Colombie a connu de nombreuses tensions (au 19^e siècle entre bolivaristes et santandéristes, puis entre conservateurs et libéraux, etc.). Plusieurs guerres civiles ont émaillé l'histoire du pays avant qu'un arrêt des dissensions partisanes n'ouvre la voie à quatre décennies de paix. Le début du 20^e siècle offrira ainsi à la Colombie une stabilité politique favorable à son développement économique.

Mais dans les années 1950, ce climat est terni par une guerre civile et la succession de **guérillas** qui torpillent l'autorité et les infrastructures de l'État dans le but de prendre le pouvoir en ralliant les masses populaires.

Plus tard, la **nouvelle Constitution de 1991** marquera un tournant pour le pays en proclamant un «État social de droit» reconnaissant la diversité ethnique et culturelle de la Colombie et instaurant un organe judiciaire indépendant ainsi qu'une Cour constitutionnelle. Mais malgré ces avancées, la Colombie va voir renaître les conflits, notamment entre **narcotraiquants et FARC**.

Le trafic de drogue occupe une place importante en Colombie, premier producteur de cocaïne au monde.

C'est pour tenter d'affaiblir ces mouvements armés que, dans les années 2000, le président Álvaro Uribe Vélez va soutenir un important effort de guerre

(aidé par les États-Unis dans le cadre du *Plan Colombia*) en modernisant l'armée et en menant des offensives qui vont affaiblir les guérillas. A l'issue de ces luttes, un **accord de paix était conclu en 2016 avec les rebelles des FARC.**

La Colombie sortait alors de plusieurs décennies de guerre civile avec les FARC, bien que la paix ne soit pas totale. C'est dans ce contexte qu'un nouvel essor économique gagnait le pays, qui consolidait son **régime démocratique** en dépit des violentes conflictualités qui continuaient à s'y jouer.

Ces évolutions n'ont toutefois pas enrayer les profondes difficultés qui affectent le pays le **plus inégalitaire d'Amérique latine**. 33% de la population se trouvait sous le seuil de pauvreté en 2023 et le taux de travail informel était parmi les plus élevés d'Amérique latine (56%).

Le pays a mis en place des réformes sociales (ex: inscription gratuite dans l'éducation supérieure publique) reposant sur la taxation des plus riches (personnalités et entreprises) mais aussi sur les exportations de pétrole et de charbon. Les années 2020 ont aussi été marquées par l'adoption d'une réforme des retraites en faveur des personnes âgées sans ressources afin qu'elles passent au-dessus du seuil d'extrême pauvreté.

I SITUATION ACTUELLE

Malgré l'accord avec les FARC et bien que le taux d'homicides soit désormais le plus faible depuis 40 ans, la Colombie reste en proie à la violence des trafiquants de drogue.

Si les FARC ont abandonné la lutte armée, s'engageant dans un processus de désarmement et de réinsertion, d'autres guérillas ont refusé de rendre les armes. C'est le cas de l'Armée de libération nationale (ELN), du Clan del Golfo, de la Segunda Marquetalia et de «l'état-major central des FARC» (EMC-FARC), principale dissidence des ex-FARC, qui refusaient l'accord de paix de 2016 et le désarmement qui a suivi. Ils multipliaient donc les attaques armées pour étendre leur mainmise sur les territoires importants du narcotrafic; quant à l'ELN, l'organisation pratiquait les enlèvements contre rançon.

Ces groupes se battent entre eux pour le contrôle de territoires de culture de

la coca, leur but était de s'y maintenir pour poursuivre leurs activités.

Pour la freiner, le président Gustavo Petro, premier président de gauche en Colombie, affichait son intention de **mettre un terme à la «guerre anti-drogues»** et à l'ancienne doctrine de «l'ennemi intérieur», dans les années 2020. Il entendait réduire la violence et la criminalité, prônant la paix et le dialogue avec les groupes armés.

Estimant que l'ancienne doctrine avait été un échec, ne conduisant qu'au renforcement des mafias autant qu'à l'affaiblissement des Etats, le président colombien tentait par cette nouvelle approche d'engager des négociations avec les différents groupes dissidents des FARC encore actifs.

Cela avait notamment conduit à accorder des « avantages juridiques » aux membres du Clan del Golfo en échange de leur reddition ainsi qu'à différentes tentatives de cessez-le-feu (ex: cessez-le-feu de l'ELN à l'été 2023 et de la Segunda marquetalia, deuxième groupe dissident des ex-FARC, en 2024), cependant souvent violés, entraînant des suspensions de pourparlers.

I L'ELN était sortie des négociations avec l'Etat colombien, qui, par ailleurs, avait déployé son armée dans le Catatumbo, lieu de production et de transformation de la coca.

De multiples groupes sont même de nouveau actifs dans plusieurs régions de Colombie et certains fronts progressent. Aussi la violence était-elle en hausse en 2025.

I En 2025, les enlèvements, qui avaient diminué après 2016, étaient en forte hausse.

Ainsi, malgré une nette diminution du nombre de morts par rapport aux années 2000, la violence, alimentée par le narcotrafic, perdure. La «paix totale» prônée par le président colombien semble donc encore compromise dans une Colombie toujours minée par une pauvreté considérée une porte ouverte sur la violence.

I En 2025, des violences causaient la mort d'une centaine de

personnes et le déplacement de milliers de Colombiens. L'état d'urgence avait été décrété.

VENEZUELA

Après la mort d'Hugo Chavez en 2013, le Venezuela a connu une crise politique et institutionnelle durable qui a conduit à la montée en puissance de l'opposition. Parallèlement, le pays voyait sa situation économique se dégrader fortement, minée par les sanctions occidentales.

Ce contexte a conduit plus de 7 millions de Vénézuéliens à quitter leur pays depuis 2013. Et à l'intérieur même du pays, 2 millions de personnes se sont déplacées entre 2019 et 2024.



I CONTEXTE HISTORIQUE

Au début du 2^e siècle, le Venezuela a bénéficié d'une économie lui permettant de devenir la troisième puissance économique d'Amérique latine en termes de produit intérieur brut (PIB). Parallèlement, après l'arrivée au pouvoir d'Hugo Chavez en 1998, le pays s'est attaché à instaurer une **politique redistributive** afin de réduire la pauvreté et améliorer l'équité sociale (ex: accès à l'éducation).

Mais si cette politique a porté ses fruits, la réussite sociale reposait

essentiellement sur la rente pétrolière et sur la personne de Chavez. Ainsi, son successeur, Nicolas Maduro, a manqué de légitimité pour poursuivre le mouvement bien qu'il ait poursuivi la même politique.

Aussi après la mort d'Hugo Chavez en 2013 le Venezuela a-t-il connu une grave crise politique. Réélu pour un second mandat en 2018 à la suite d'élections anticipées et contestées, Nicolas Maduro a cependant continué à gouverner le pays. Or son opposant, Juan Guaido, s'est alors autoproclamé président en exercice. Il était en cela soutenu par des puissances étrangères, à commencer par les Etats-Unis et la France, qui le reconnaissaient comme président «par intérim» et soutenaient les rassemblements populaires tout en faisant pression sur le président Maduro afin que celui-ci quitte le pouvoir.

Les États-Unis avaient alors imposé deux grands vagues de sanctions économiques et financières, en 2017, puis en 2019. A cela s'ajoutait l'embargo pétrolier, qui devait favoriser le départ du président Maduro, tout comme devait le faire le soutien à l'opposition. Cependant, l'opposition a progressivement perdu sa popularité, ne parvenant pas à obtenir une véritable légitimité. De plus, le président Maduro continuait, dans les faits, à gouverner le pays.

A l'inverse, d'autres pays ont soutenu le président socialiste, à commencer par la **Russie et la Chine**, qui l'a financièrement aidé à traverser la grave crise économique qu'il subissait (ex: accords économiques dans les secteurs énergétique et minier). Outre la vente de son pétrole à la Chine, le Venezuela signait avec l'Iran un accord stratégique de vingt ans «dans tous les domaines» (énergie, défense, tourisme).

Aussi, le Venezuela se rapprochait de la Colombie après l'arrivée au pouvoir du président de gauche, Gustavo Petro.

Cela atténueait l'effet des sanctions occidentales, sans toutefois enrayer le déclin économique du pays. En perdant son plus grand acheteur de brut, le Venezuela voyait notamment accroître son endettement et se trouvait en grande difficulté pour rembourser ses créanciers.

Pour tenter d'améliorer la situation économique et sociale du pays, le président Maduro avait mis en place un plan de relance économique: augmentation des salaires, lancement d'une nouvelle monnaie (le bolivar souverain), lutte contre l'inflation par la dévaluation, lancement d'une

cryptomonnaie, en 2018, pour contourner les sanctions (le petro), etc. Mais l'absence de résultats probants conduisait à l'abandon du petro en 2024.

Ainsi, dès 2014-2015, le Venezuela a commencé à s'enliser dans de profondes difficultés économiques avant que la **chute des cours du pétrole** ne porte encore un coup au pays. C'est ainsi que le produit intérieur brut a chuté de 75 % entre 2014 et 2020. Les Vénézuéliens ont alors été confrontés à une **hyperinflation** (1000000% en 2018), à une pénurie des biens de première nécessité et de médicaments ainsi qu'aux défaillances des services publics (dégradation des écoles, dysfonctionnements persistants du système de santé, etc.). Cette situation économique provoquait un **exode massif** vers les pays voisins (Colombie, Pérou, puis États-Unis) qui concernait plus d'un quart de la population nationale.

I SITUATION ACTUELLE

Si les inégalités et l'insécurité alimentaire reculent ces dernières années, la pauvreté monétaire touche une très grande partie de la population vénézuélienne (environ 70-80%). De plus, la production de pétrole reste limitée par les sanctions occidentales, qui empêchent sa vente.

Cependant, à de nombreuses reprises, le Venezuela a obtenu un allègement des sanctions en échange de la mise en œuvre de mesures politiques internes plébiscitées par les Etats-Unis (élections libres, respect des droits, etc.). Ainsi, en 2022, un accord entre le gouvernement de M. Maduro et l'opposition avait permis à Caracas d'obtenir l'allègement des sanctions américaines (reprise partielle des activités d'extraction de pétrole au Venezuela du géant pétrolier Chevron). L'année suivante, le pays obtenait une levée partielle des sanctions (sur les transactions de gaz et de pétrole), avant de les voir reconduites. En effet, Washington estimait que le président Maduro n'avait pas respecté l'organisation d'élections libres (la principale dirigeante de l'opposition n'avait pas été autorisée à participer à l'élection présidentielle). Le Venezuela dénonçait alors « la prétention des États-Unis de surveiller, mettre sous tutelle, contrôler et manipuler l'industrie pétrolière vénézuélienne par le biais de sa politique ».

Les Etats-Unis cherchent ainsi à contraindre le Venezuela à organiser des élections libres, dénonçant régulièrement la tenue des élections

vénézuéliennes, notamment en 2024-2025.

Dans les années 2010, l'emprisonnement des opposants et la fraude électorale en 2018 avait été dénoncé par les élites occidentales, conduisant le président Nicolas Maduro à refuser l'observation du scrutin de 2024 par l'Union européenne, considérant cela comme des pratiques néocolonialistes et interventionnistes.

En effet, l'opposition est jugée muselée par le pouvoir vénézuélien. Entre l'exil, les arrestations (pour «trahison», «conspiration»), les déclarations d'inéligibilité et les divisions internes, les voix dissidentes se font en effet silencieuses.

La victoire de Nicolas Maduro aux élections présidentielles de 2024 avait été rejetée par de nombreux Etats d'Amérique latine (Argentine, Chili, Équateur, Uruguay, etc.) quand les présidents Lula et Gustavo Petro affichaient une «neutralité bienveillante».

I En 2025, le président vénézuélien annonçait une réforme constitutionnelle visant à « démocratiser la vie politique et sociale », à transformer l'Etat en « un Etat démocratique du peuple, pour le peuple et avec le peuple. » Pour l'opposition, il s'agissait plutôt de lois «antifascistes» ou «anti-corruption» jugées liberticides.

Les Américains maintenaient ainsi la pression sur le régime vénézuélien.

I En 2025, les Etats-Unis se déployaient militairement dans les Caraïbes, affichant leur volonté de lutter contre le trafic de drogue (destructions d'embarcations, etc.). Le président américain accusait parallèlement Nicolas Maduro d'entretenir des liens avec le narcotrafic, offrant une récompense de 50 millions de dollars pour sa capture. En réponse, le Venezuela dénonçait « un plan impérial visant un changement de régime pour imposer un gouvernement fantoche contrôlé par les États-Unis et venir nous voler le pétrole [...] et le gaz ». De son côté, la Colombie et le Brésil critiquaient également l'opération américaine, jugeant la présence militaire «

disproportionnée » et portant atteinte à la souveraineté des pays d'Amérique latine.

ASIE ET OCÉANIE

L'Océanie rassemble le continent australien et de multiples archipels (Polynésie, Micronésie, Mélanésie). A l'ouest, l'Asie est le plus vaste des continents.



I L'OCÉANIE, ENJEU DE RIVALITÉS

Par son positionnement géographique et ses richesses, l'espace indo-pacifique se trouve au cœur des rivalités qui opposent les grandes puissances que sont la **Chine** et les **Etats-Unis**.

*L'océan Pacifique est devenu l'un des trois axes majeurs de la donnée au 21^e siècle en raison du réseau de **câbles sous-marins** de communication qui traversent l'Océanie.*

Alors que les États-Unis sont présents militairement dans le Pacifique depuis longtemps (bases à Hawaï, accords avec l'Australie et le Japon, etc.), la Chine y a progressivement étendu son influence pour contester la mainmise américaine sur la région autant que pour sécuriser ses routes commerciales maritimes et ainsi y garantir

ses intérêts économiques.

Les Samoa, les Fidji, le Vanuatu, Kiribati et les îles Salomon ont intégré les nouvelles « routes de la soie ». Par ailleurs, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Australie, bénéficiant de ses exportations de minerai de fer ou encore de charbon. Cependant, Canberra demeure dans le giron américain. Aussi l'Australie tente-t-elle de concilier ses liens économiques avec Pékin et son alliance sécuritaire avec Washington.

Pékin a ainsi fourni de l'aide à de nombreuses nations insulaires et y a développé des infrastructures, démontrant son intérêt croissant pour un Pacifique qui, de surcroît, tend à se militariser.

Les dettes de certaines îles sont largement détenues par la Chine (ex: Tonga), qui, par ailleurs, avait signé un vaste accord visant au renforcement de la coopération en matière économique et sécuritaire avec les îles Salomon en 2022.

Mais cette présence croissante de la Chine dans le Pacifique Sud inquiète l'Australie et les États-Unis, qui tentent de **contrebalancer son influence**, notamment en consolidant leurs relations avec les pays de la région. Les Américains ont ainsi multiplié les initiatives de développement et les aides économiques à destination des Etats insulaires (ex: Cadre économique du Pacifique).

Des ambassades américaines ont été ouvertes aux Salomon et aux Tonga. De plus, Washington s'engageait à raccorder les Tuvalu à un câble sous-marin d'afin d'améliorer les télécommunications. Les Etats-Unis ont également œuvré au renforcement du système d'alliances et de partenariats au sein du Pacifique (avec le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, l'Inde, l'ASEAN et les pays insulaires), au déploiement militaire dans la zone et à la promotion de la création de l'AUKUS en 2021. Cependant, cela aurait conduit à stimuler la course à l'armement, voire à attiser la confrontation militaire. Malgré cela, les Etats-Unis poursuivaient le mouvement en signant, en 2025 un traité de 50 ans avec l'Australie sur les sous-marins nucléaires.

I En 2025, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Australie signaient le traité de défense « Pukpuk », qui prévoit une assistance réciproque en cas d'attaque. Ce traité illustre la tendance australienne à créer un maillage d'alliances dans le Pacifique pour faire face à la rivalité stratégique sino-américaine.

Au niveau sécuritaire, les Etats-Unis assurent la défense des Etats fédérés de Micronésie, qui avaient accepté, en 2021, l'implantation d'une base américaine sur leur sol. De même, en 2023, la Papouasie-Nouvelle Guinée (PNG) signait un accord de sécurité accordant aux forces américaines l'accès à ses ports et aéroports en échange

d'un accès aux satellites de surveillance américains et d'une aide financière. De plus, des exercices militaires conjoints étaient menés par les Philippines, les États-Unis, le Japon et l'Australie en mer de Chine méridionale.

De son côté, bien que moins influente que la Chine et les Etats-Unis, l'**Australie** cherchait à renforcer sa puissance dans la région et à garder son autonomie face aux deux grands. Le pays entend ainsi protéger son commerce maritime, notamment en développant une grande flotte de navires de combat et en augmentant ses stocks de missiles. Il mise aussi sur les partenariats au sein du Pacifique.

L'Australie, première puissance océanienne, s'est dotée de nouveaux armements (ex: sous-marins à propulsion nucléaire). Parallèlement, le pays a multiplié les partenariats avec les Etats-Unis et le Japon (ex: Quad lancé à la fin des années 2000; Indo-Pacific Economic Framework (IPEF) né en 2022 pour renforcer l'intégration des membres dans les domaines de l'économie numérique ou encore celui des énergies vertes).

Par ailleurs, l'Australie a notamment signé, en 2023, un accord de sécurité avec la PNG (renforcement de la sécurité intérieure pour lutter contre le trafic de drogue ou encore contre les violences tribales), créait un partenariat policier commun entre plusieurs îles du Pacifique (initiative de police du Pacifique) en 2024 et signait, l'année suivante, un traité stratégique avec l'île de Nauru.

Aussi, le pays a mené des missions de maintien de la paix aux îles Salomon et formé des agents à Nauru et aux Fidji. Il a également signé, en 2023, un accord avec les Tuvalu prévoyant l'accueil des réfugiés climatiques des habitants de l'archipel sur son sol.

Outre les rivalités entre puissances, le Pacifique est également une région menacée par le réchauffement climatique. L'**élévation des eaux** excèderait en effet la moyenne mondiale. Ainsi, les **Tuvalu**, comme Kiribati, craignent la montée du niveau de la mer. Premier pays dont l'existence était ainsi remise en cause, il a déjà vu certains atolls être submergés. Or cet archipel polynésien revêt une importance stratégique et économique cruciale en raison de sa vaste zone économique exclusive.

La montée des eaux guette aussi Nauru, une île qui a déjà subi la surexploitation de ses mines de phosphate.

I L'ASIE, TERRITOIRE DE PUISSANCES

Structurée autour de montagnes très élevées d'où partent d'imposants fleuves, l'Asie accueille le point culminant de la Terre, l'Everest. Les montagnes occupent une grande partie du territoire de certains pays, faiblement habités. La population

asiatique représente pourtant plus de 60 % de la population mondiale.

Au-delà de ces importantes disparités de population, le continent est également marqué par ses **contrastes économiques**. Alors que le Japon et la Corée du Sud bénéficient d'une économie développée, comparable à celle des pays occidentaux, ils ont vu la montée en puissance des géants indiens et chinois, qui désormais s'imposent sur la scène internationale. Les nombreuses **revendications de puissance** en Asie s'exercent donc désormais entre une puissante Chine, une Inde en plein développement et un Japon économiquement fort.

Aux côtés des grandes puissances économiques asiatiques, certains pays tentent de se faire une place, à l'image de la Mongolie.

Indépendante de l'Union soviétique depuis 1990, la Mongolie affirme son identité, notamment en ravivant la figure de Gengis Khan. Ce pays, dont la densité humaine est la plus faible au monde, dispose de nombreuses réserves minérales. (cuivre, uranium, terres rares, etc.). Aujourd'hui, cette jeune démocratie cherche à affirmer son identité et son indépendance face à ses puissants voisins russes et chinois.

L'**Asie centrale** gagne aussi peu à peu en importance, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Turkménistan suscitant des **convoitises croissantes** chez les grandes puissances. Les échanges commerciaux se sont renforcés avec la Russie, qui privilégie toutefois le secteur sécuritaire (défense, militaire), à l'inverse d'une Chine très présente dans les secteurs économiques et commerciaux. Cette forme de partage d'intérêts entre Moscou et Pékin se confronte cependant, dans une moindre mesure, aux intérêts américains et iraniens. Les pays du Golfe jouent également un rôle croissant en Asie centrale, où demeurent des foyers de **radicalisme**.

Après s'être implanté à la fin du 20^e siècle, le mouvement islamiste d'Ouzbékistan s'est replié au Pakistan, puis en Afghanistan, avant de rallier la «filiale» afghane de l'Etat islamique, l'EI province du Korassan. Face à lui, Al Qaida est allié des Talibans, qui ont repris le pouvoir en Afghanistan.

La région est également secouée par de nombreux soubresauts politiques, à l'image de la Birmanie, qui, après un putsch militaire en 2021, sombrait dans la guerre civile. Au Bangladesh, la Première ministre fuyait le pays en 2024, mettant fin à 15 ans de pouvoir jugé autocratique.

L'année suivante, de nouvelles rivalités réapparaissaient entre le Cambodge et la Thaïlande, qui s'opposent sur le tracé de leur frontière depuis plus de cent ans.

■ En 2025, des échanges de tirs avaient lieu entre les armées du Cambodge et de la Thaïlande. Cette crise, considérée comme la plus

grave depuis près de 15 ans, avait ravivé un ancien conflit.

C'est aussi le cas entre l'Inde et le Pakistan, qui s'affrontent sur la question du Cachemire.

■ En 2025, le conflit autour du Cachemire était ravivé après des décennies de tensions. Une attaque meurtrière menée contre des civils indiens avait déclenché une riposte massive de New Delhi (opération baptisée Sindoos visant des « camps terroristes » au Pakistan).

Ces conflits trouvent souvent leur source dans la fixation des frontières lors de la constitution des Etats modernes, au sein de pays longtemps placés sous la coupe de pays occidentaux (ex: partition imposée par l'impérialisme britannique en 1947 et qui a conduit à fracturer le Cachemire).

Le continent asiatique est également traversé par des conflits nés de rivalités entre puissances, à l'image des menaces et offensives en mer de Chine méridionale.

Certaines tensions entre puissances asiatiques sont notamment nées, ces dernières années, du rapprochement de la Corée du Sud et du Japon avec les Etats-Unis, que la Chine redoute.

D'autres se cristallisent autour de la question taiwanaise et celle des semi-conducteurs (les restrictions américaines envers ses partenaires sud-coréens et japonais ont limité leur coopération avec la Chine).

Aussi, la présence chinoise dans les eaux philippines en mer de Chine méridionale demeure un sujet de rivalité. De nombreux incidents ont régulièrement lieu entre garde-côtes philippins et chinois.

C'est notamment le cas entre la Thaïlande et le Cambodge, qui entretiennent un conflit frontalier enraciné dans l'histoire coloniale qui remonte à plus d'un siècle: la frontière entre les deux pays, tracée par la France, est à l'origine de revendications dans cette zone riche en gaz naturel et en pétrole.

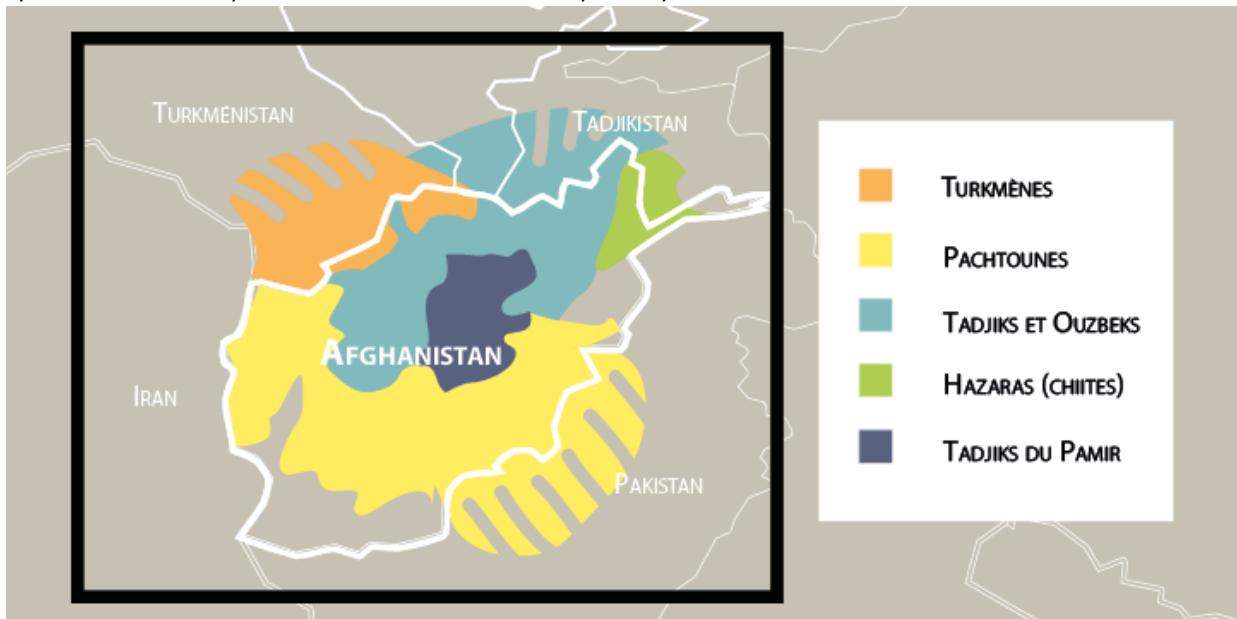
■ En 2025, de vives tensions avaient lieu autour de la frontière disputée, allant jusqu'à des tirs entre les deux voisins. Un cessez-le-feu avait finalement été signé sous l'égide de l'Asean, avec le soutien des États-Unis et de la Chine. Les deux puissances nourrissent en effet des intérêts stratégiques dans la région. Alors que Bangkok entretient des liens avec les États-Unis, Phnom Penh s'est rapproché de la Chine (investissements stratégiques, modernisation de la base navale de

Ream, qui offre désormais à la Chine un accès maritime stratégique dans la zone, etc.).

AFGHANISTAN

Mosaïque d'ethnies, l'Afghanistan est parvenue à s'unifier à partir du 18^e siècle, triomphant des habitudes d'autonomie de ce territoire très montagneux.

Durant des décennies, le pays a fait l'objet de convoitises, depuis les armées perses, grecques et arabes, jusqu'aux armées anglaises, russes puis américaines au 21^e siècle. Ces influences extérieures ont conduit à l'émergence du mouvement taliban, composé d'étudiants majoritairement pachtounes qui entendaient "pacifier" le pays après l'occupation soviétique. Après avoir conquis le pouvoir en 1996, puis chuté en 2001, ils ont repris le pouvoir en 2021.



I SITUATION GÉOPOLITIQUE

L'Afghanistan est un pays enclavé, traversé par une chaîne de montagnes qui prolonge les chaînes himalayennes vers l'Ouest. Ses 35 millions d'habitants y sont inégalement répartis, les régions désertiques du Sud étant très peu peuplées. Le pays se compose de Pachtounes, la première ethnie du pays, de Tadjiks (25%), de Hazaras (15%), mais aussi de diverses ethnies turcophones (Ouzbeks, Turkmenes, Kirghizes, etc.). C'est donc un patchwork de différents peuples, et notamment des deux grandes tendances de l'islam, les sunnites et les chiites (incarnés par les Hazaras).

Cette grande diversité et sa géographie font de la société afghane une structure fragmentée où l'Etat central, aux frontières poreuses, peine traditionnellement à être reconnu.

En outre, bénéficiant d'**importantes réserves de pétrole** et de gisements de gaz naturel, le pays est depuis des décennies l'objet de rivalités politiques, car convoité par ses puissants voisins (Iraniens, Russes, Indiens). Le Pakistan a, par exemple, toujours été intéressé par les terres rares que contient l'Afghanistan, une immense réserve minière peu exploitée.

Le sol afghan regorge de considérables ressources, mais principalement de pétrole et de cuivre (ex: mine de cuivre d'Aynak). Cependant, elles demeurent largement inexploitées en raison de nombreux freins: insécurité, infrastructures défaillantes, incompétence des autorités, etc.

Les difficultés de l'Afghanistan s'expliquent aussi par son environnement régional car le pays dépend des enjeux politiques de son voisin pakistanais, dont il est séparé par une zone tribale montagneuse devenue une zone de non-droit, le **refuge des djihadistes**.

La frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan est l'héritière de la présence britannique dans la région («ligne Duran») et n'a jamais véritablement été reconnue car elle scinde le territoire historique des Pachtounes, l'ethnie majoritaire en Afghanistan.

I SITUATION ACTUELLE

En 2021, les Talibans ont repris le pouvoir en Afghanistan.

Les Talibans avaient instauré, en 1996, une dictature fondamentaliste fondée sur l'application stricte de la charia. En effet, ce mouvement mélange deux extrémismes: le wahhabisme (importé de l'Arabie saoudite à partir du 19^e siècle et qui formule nombre d'interdits) et le mouvement Deobandi (mouvement du Pakistan Nord), qui implique le retour à un islamisme particulièrement radical.

En 2001, suite au 11 septembre, le mouvement taliban avait été chassé du pouvoir par les Américains, qui sont restés stationnés dans le pays durant dix ans.

Si le **gouvernement taliban n'a alors pas été reconnu par la communauté internationale** et que le blocus diplomatique est demeuré, les pays occidentaux et les Nations unies ont peu à peu réintégré le régime au sein de la communauté internationale. Leur but était d'ainsi mieux préserver leurs intérêts dans la région et de lutter contre le terrorisme.

A la fin des années 1990, le régime des Talibans n'était reconnu que par trois pays (Arabie Saoudite, Pakistan, Émirats Arabes Unis).

Dans ce droit fil, en 2025, les Etats-Unis, ainsi que plusieurs pays européens renouaient des liens diplomatiques avec les mollahs afghans. De son côté, après avoir retiré les Talibans de sa liste d'organisations terroristes, la **Russie devenait le premier pays à reconnaître officiellement le gouvernement taliban**.

En maintenant le dialogue avec les Talibans, les Russes cherchaient à éviter que les pays d'Asie centrale ne deviennent les cibles de mouvements terroristes (branche du Khorassan de l'État islamique) et donc à empêcher la propagation du terrorisme, le trafic de drogue ou encore l'afflux de réfugiés dans sa zone d'influence.

Parallèlement, plusieurs pays ont maintenu des liens avec le régime (Iran), certains fournissant une aide économique (Qatar), quand d'autres œuvrent à la reconstruction du pays (Chine).

Pour Pékin, il s'agit d'un moyen de contrer les mouvements de djihadistes entre l'Afghanistan et sa province du Xinjiang, où vit la minorité musulmane des Ouighours. La Chine souhaiterait ainsi transformer cette frontière en route commerciale dans le cadre de ses «Routes de la Soie». Par

ailleurs, en échange de son aide à la reconstruction, le pays accède aux ressources minières afghanes.

En revanche, les liens entre l'Afghanistan et son voisin pakistanais se sont tendus en raison de la recrudescence d'attentats terroristes sur le sol afghan. Ils étaient considérés comme fomentés par des groupes installés sur le territoire afghan (ex: TTP), alors que les Talibans avaient affiché leur intention de promouvoir un ordre régional apaisé. Cependant, le pouvoir central ne contrôle pas réellement les zones tribales de l'est afghan.

I En 2025, de graves affrontements avaient lieu dans les régions frontalières après que des explosions survenues à Kaboul aient été attribuées au Pakistan par le gouvernement taliban, qui avait ensuite lancé une opération à la frontière.

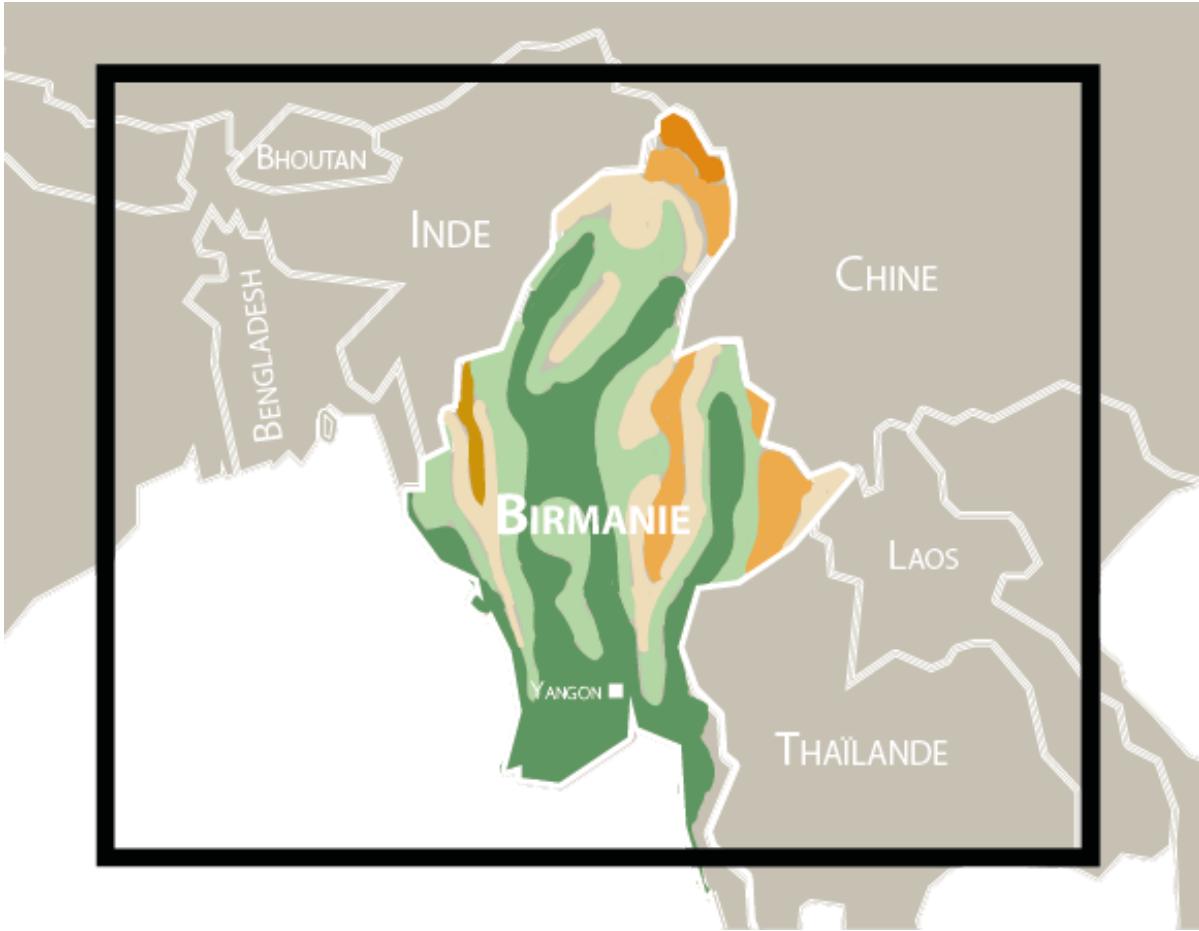
Par ailleurs, l'Afghanistan demeure l'un des pays les plus pauvres au monde (environ 85% de la population vivait sous le seuil de pauvreté en 2023) et des millions de personnes y vivent de l'aide humanitaire. L'économie est exsangue depuis le retour au pouvoir des Talibans, malgré une timide amélioration en 2024-2025. Cela s'explique notamment par les sanctions internationales et la faiblesse des infrastructures, mais aussi par les restrictions à l'activité et à l'éducation des femmes, qui pèsent sur l'économie.

*Pour enrayer le phénomène, les Talibans misent notamment sur la **construction du canal Qosh Tepa**, un projet coûteux qui doit permettre l'irrigation de milliers d'hectares de terres agricoles, dans des régions d'Afghanistan qui souffrent de la sécheresse depuis des années. Aussi, ils misaient sur le développement du tourisme, malgré l'insécurité persistante dans le pays (l'Etat islamique continue d'opérer en Afghanistan). L'Afghanistan a notamment été malmené par le groupe État islamique au Khorassan (EI).*

Au retour des Talibans en effet, les femmes ont vu leurs droits de plus en plus limités: interdiction d'accès à certains lieux (loisirs), fermeture des écoles pour filles, etc. Puis, la société toute entière a subi des restrictions de libertés (ex: coupures Internet visant à «prévenir les actes immoraux»).

BIRMANIE

Après dix ans de démocratie, le pouvoir birman était renversé en février 2021 par un coup d'Etat militaire. Depuis, le pays s'enfonce dans l'une des plus graves crises de son histoire, dévasté par un conflit armé opposant la junte birmane à une multitude de groupes ethniques armés.



I TERRITOIRE ET POPULATION

Le territoire birman est structuré autour d'une vaste plaine centrale où vit une grande partie de la population et qu'entourent des chaînes de montagnes.

La Birmanie, ou Myanmar, reconnaît **135 ethnies** différentes (Bamar, Kachins, Karen, Shans, etc.). L'ethnie majoritaire des Bamar («Birmans ethniques») vit dans les plaines centrales tandis que les minorités ethniques

habitent les périphéries montagneuses.

Ces divisions ont été entretenues par le colonisateur britannique, les Birmans ethniques étant écartés du pouvoir et administrés par la couronne britannique. Les minorités conservaient quant à elles leur système traditionnel.

Ces répartitions géographiques expliquent l'administration territoriale particulière fondée sur l'existence de 7 Régions (majoritairement peuplées de Birmans) et de 7 Etats, situés en périphérie.

Le pays bénéficie de nombreuses ressources naturelles qui intéressent les investisseurs étrangers, et notamment la Chine (ex: 80% de la production birmane de jade est exportée vers l'Empire du Milieu). Mais le pays bénéficie également d'une **position géostratégique** privilégiée car situé entre l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est et donnant accès à l'océan Indien ; l'Asie du Sud-Est est en effet cruciale pour les échanges mondiaux.

I CONTEXTE HISTORIQUE

Annexée à l'Empire des Indes en 1886 (pour devenir une province de l'Inde britannique), puis occupée par les Japonais, la Birmanie gagne son indépendance en 1948. Très vite, le pays entre en guerre civile, conduisant, avec la montée des insurrections, à un coup d'État, en 1962. S'ensuivront cinquante ans de dictature militaire, jusqu'à ce qu'éclate, en 1988, une révolte populaire pro-démocratie. Ce mouvement ouvre alors la voie à l'autorisation de créer des partis politiques. Cela permettra à l'opposition de faire entendre sa voix, et notamment à la **Ligue nationale pour la démocratie** (LDN) de tenter d'instaurer, dans le pays, un régime démocratique; cela ne se fera pas sans difficulté (sa dirigeante, Aung San Suu Kyi, sera régulièrement assignée à résidence). Mais au début des années 2010, les choses changent: parallèlement à son ouverture économique et tandis que la Birmanie fait face à des affrontements intercommunautaires entre la majorité bouddhiste et la minorité musulmane (notamment les Rohingyas musulmans), la censure est abolie et le pays instaure les droits de grève et de manifestation. C'est dans ce contexte qu'en 2015, les premières élections libres depuis 1990 ont lieu. La LDN arrive alors au pouvoir.

L'ancienne colonie britannique entamera ensuite une progressive démocratisation de son régime politique. Toutefois, la liberté d'expression va fortement décliner et les **Rohingyas**, une minorité musulmane, vont subir une violente répression de la part de l'ethnie dominante, les Rakhines, à majorité bouddhiste. Déterminée à protéger leur identité, cette ethnie va mener une répression militaire dans la région de l'Arakan, en 2017. Cela conduira environ 750 000 Rohingyas à fuir les exactions, les destructions de villages, les viols et les exécutions extrajudiciaires pour se réfugier au Bangladesh.

Les Rohingyas, musulmans arrivés dans le pays avec les Britanniques pour servir de main-d'œuvre, ont été accusés de collaboration au moment de la décolonisation. S'ils ont ensuite été relativement intégrés, les Birmans (très nationalistes) ont craint une montée en puissance des musulmans. Aussi ont-ils été l'objet de persécutions dès la seconde moitié du 20^e siècle, après que le général Ne Win ait imposé le bouddhisme comme religion d'Etat. Ainsi, alors que diverses confessions cohabitaient dans le pays (les musulmans représentent moins de 5% de la population birmane), des campagnes de propagande, puis des opérations de purification ont été menées, notamment en 1978 et 1992, entraînant la fuite d'environ 200 000 Rohingyas au Bangladesh.

Ces persécutions étaient justifiées par l'histoire du pays: les Rohingyas ne font pas partie des «races nationales», c'est-à-dire présentes sur le territoire avant 1823, date d'arrivée des colons britanniques. Dénusés de la nationalité birmane, accordée à d'autres ethnies, ils constituent pourtant la minorité ethnique de confession musulmane la plus importante du pays.

La campagne de **nettoyage ethnique menée contre les Rohingyas** fera l'objet d'une déclaration du Conseil de sécurité de l'ONU dénonçant la « violence excessive » exercée par les autorités birmanes. Aussi, la Cour internationale de Justice entamera une action contre la Birmanie pour «actes de génocide» en 2019. Aung San Suu Kyi défendra alors l'armée birmane contre ces accusations et son parti sera de nouveau plébiscité lors des élections législatives de 2020.

Cependant, le chef des forces armées va contester les résultats de ce scrutin, qu'il estime truffé d'irrégularités. C'est ainsi que les militaires décident, le 1^{er}

février 2021, d'arrêter **Aung San Suu Kyi** et le président Win Myint. L'état d'urgence est décrété pour un an et les militaires promettent de nouvelles élections ainsi qu'un transfert de pouvoir garantissant la «stabilité» de l'Etat.

Le coup d'État militaire mettait en exergue l'instabilité de la société birmane, marquée par l'ancre particulier de l'armée au sein du pouvoir mais aussi par le profond enracinement des fractures ethniques et religieuses.

Dès lors, un gouvernement birman d'opposition en exil s'est formé. Aung San Suu Kyi exhortait les Birmans à se révolter, tandis qu'un mouvement de désobéissance civile s'élevait. Des groupes ethniques ont peu à peu pris les armes pour contester le pouvoir de la junte. Certaines zones du pays ont alors sombré dans la **guerre civile, opposant l'armée à des factions ethniques rebelles.**

La junte a ainsi fait face à des oppositions de plus en plus violentes. Elle a alors mené de multiples combats avec les rebelles aux frontières avec la Chine, l'Inde et la Thaïlande. Outre les militants pro-démocratie (mouvement né de la virulente répression des manifestations contre le coup d'Etat par la junte), les militaires luttaient contre plusieurs groupes armés issus de différentes minorités ethniques (de plus, d'anciennes ethnies avaient repris les armes).

Une violente répression s'est ainsi abattue sur les rebelles (exactions, assassinats d'opposants politiques, etc.) et l'économie birmane s'est trouvée paralysée. Les pénuries alimentaires, l'inflation et les restrictions d'importations ont alors fait exploser la pauvreté.

La junte militaire a alors été placée sous le coup de sanctions occidentales et se voyait écartée des principaux sommets de l'Asean. Elle obtenait cependant le soutien de la Russie et de la Chine, qui entretiennent d'importants liens économiques avec la Birmanie, point d'entrée sur l'Océan Indien.

C'est dans ce contexte qu'une alliance de groupes ethniques minoritaires et de mouvements de résistance (militants de la Force de défense populaire, étudiants, ouvriers, etc.) lançait une offensive contre la junte militaire au pouvoir, fin 2023. L'alliance gagnait rapidement du terrain, s'emparant de nombreuses villes, carrefours frontaliers cruciaux et routes commerciales. Le conflit s'étendait rapidement à la quasi-totalité du pays à mesure que la rébellion prenait de l'ampleur en obtenant d'importants succès (chute de plusieurs villes, redditions de soldats, etc.).

Les groupes ethniques armés présents dans plusieurs régions de la Birmanie ont donné naissance à des dizaines de « forces de défense du peuple » en lutte contre le pouvoir militaire et dont certaines ont conquis des territoires dans les régions frontalières à la Chine.

I SITUATION ACTUELLE

La Birmanie demeure confrontée à une succession de prises de territoires, tantôt par les groupes ethniques, tantôt par l'armée, qui a subi de nombreux revers et imposé le service militaire obligatoire.

Face aux combattants anti-junte et à leur contre-offensive, le pouvoir ne maîtrise plus qu'une partie du territoire, **plusieurs parties du pays étant contrôlées par des guérillas** prodémocratie et des groupes armés ethniques.

Malgré cette situation, la junte militaire tente de légitimer son pouvoir. Elle annonçait ainsi la tenue d'élections, en 2025. Cependant, l'activisme de groupes d'opposition, qu'ils soient ethniques ou pro-démocratie, tendait à rendre la tâche difficile.

En 2025, les généraux putschistes birmans annonçaient l'organisation d'élections. Celles-ci étant considérées comme une façon de légitimer le régime militaire, l'opposition avait décidé de les boycotter, voire de les empêcher.

Par ailleurs, après la fin de l'état d'urgence, de nombreuses libertés ont été suspendues et des punitions (ex: peine de mort) ont été imposées par une nouvelle loi électorale pour toute action de sabotage ou de perturbation du scrutin.

De plus, la population continue à subir une guerre civile qui aurait causé 50000 morts et des millions de déplacés; d'aucuns évoquent un nettoyage ethnique de la population rohingya. A cela s'ajoute un véritable effondrement économique, des difficultés alimentaires, une grande pauvreté et l'absence de services publics. Cette situation a conduit certains cultivateurs à se tourner vers la production de pavot (considérée comme une valeur sûre), faisant des Birmans les premiers producteurs d'opium au monde depuis 2024 (devant

l’Afghanistan, où la production s’est effondrée après le retour au pouvoir des Talibans).

I Aussi, le trafic illégal de teck explose depuis la guerre civile et accélère la déforestation.

Devenue ce que d’aucuns considèrent comme un narco-État, la Birmanie est ainsi encore ravagée par une guerre civile qui empêche le retour des Rohingyas, qui avaient fui en 2016-2017. Plus d’un million d’entre eux demeurent ainsi dans des camps de réfugiés au Bangladesh.

I Pour aller plus loin :



CHINE ET ETATS-UNIS

Les relations entre l'aigle américain et le dragon chinois ont longtemps été tendues, lorsque le régime communiste chinois s'était rapproché de l'URSS. Si ces rapports s'étaient pourtant assouplis depuis les années 1970, ils demeurent aujourd'hui encore complexes.

La montée en puissance chinoise, au début du 21^e siècle, a en effet conduit les Etats-Unis à tenter de freiner ce nouveau rival qui concurrence son hégémonie. Une guerre commerciale s'est ainsi installée entre les deux géants économique après 2018.

I DEUX VOLONTÉS DE PUISSANCE

Longtemps contenue, la puissance chinoise avait semblé intégrer le système international structuré autour de normes partagées et de valeurs universelles, après son entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001.

Mais loin d'intégrer ces règles internationales, la Chine de Xi Jinping a refusé que l'idéal de valeurs universelles partagées n'atteigne son territoire, les considérant comme un cheval de Troie. En intégrant l'économie de marché, elle a donc plutôt réaffirmé l'autorité du parti et renforcé sa puissance à la fois économique et politique.

L'entrée de la Chine à l'OMC devait notamment permettre aux Américains d'accéder à une main-d'œuvre bon marché jugée docile. Elle a procuré d'importants profits aux entreprises recourant aux travailleurs chinois. Cependant, les Etats-Unis n'ont pas obtenu de la Chine qu'elle s'oriente vers la libéralisation politique. Pékin a plutôt profité de la dérégulation pour renforcer la puissance de son régime.

C'est ainsi qu'un déséquilibre commercial défavorable aux États-Unis a, peu à peu, redistribué les cartes de l'économie mondiale à mesure que la Chine accroissait encore son poids économique, technologique et militaire.

Dans les années 1980, les industries américaines se sont déplacées en Chine afin de profiter des bas salaires des ouvriers chinois. Cela a permis à l'Empire du Milieu de constituer la base de sa capacité industrielle, puis de produire et

| d'exporter sa production aux États-Unis.

Pour contrecarrer cette tendance, les Etats-Unis décidaient, dans les années 2010, de se réengager militairement et économiquement en Asie (à travers leur politique dite du «pivot» asiatique). Refusant l'émergence de toute nouvelle puissance concurrente, ils affirment alors leur puissance en freinant le développement chinois.

Depuis des siècles, Chine et Etats-Unis affichent des ambitions divergentes.

Les Chinois n'ont jamais eu vocation à renforcer leur influence par un expansionnisme militaire; ce sont avant tout des commerçants. A l'inverse, durant des décennies, la stratégie de puissance américaine a reposé sur la conquête guerrière. Cela explique que les dépenses militaires chinoises soient demeurées bien moindres que celles des Etats-Unis. Cependant, cet écart tend peu à peu à se résorber, la Chine misant de plus en plus sur son appareil sécuritaire pour imposer sa puissance. Elle a ainsi modernisé son armée et dispose désormais d'une importante marine militaire (deuxième flotte mondiale). Son budget trois fois inférieur à celui des Etats-Unis démontre cependant la persistance d'une stratégie plus défensive qu'offensive.

C'est ainsi qu'à partir de 2018, la première puissance mondiale va s'engager dans une **concurrence stratégique de long terme avec la Chine**. Elle en fait une priorité pour réaffirmer sa suprématie, et ainsi garantir sa prospérité autant que sa sécurité. En 2022, la Stratégie de sécurité nationale définie par les Etats-Unis érige ainsi Pékin au rang de principale menace pour l'ordre mondial.

Pour Washington, les pratiques commerciales chinoises relèvent excessivement des entreprises d'Etat. Celles-ci ne sont pas suffisamment intégrées à l'économie de marché, ce qui éloigne la Chine des normes commerciales mondiales, entravant ainsi la prospérité américaine.

Les deux grandes puissances économiques mondiales se sont ainsi lancées, sans relâche, dans une compétition commerciale, technologique et militaire malgré les risques de confrontation directe (ex: îles Spratleys, détroit de Taïwan). Les Etats-Unis cherchent à freiner le développement chinois, en réduisant leur dépendance économique à Pékin et en tentant de contraindre son rival à produire sur le sol américain et à ouvrir son marché aux

entreprises américaines.

Désireux de **ralentir l'essor chinois**, les Etats-Unis se livrent à une concurrence féroce qui trouve toutefois ses limites dans l'interdépendance des économies chinoises et américaines (dans les secteurs de la finance, du commerce ou encore des technologies). En effet, Pékin dépend du **marché américain** pour ses exportations. Quant aux Américains, ils ont besoin des capitaux chinois et leur rival détient une part importante de la dette américaine (environ 20% de la dette détenue par les Etats étrangers). Aussi cherchent-ils donc à élargir l'accès de leurs biens et investissements au marché chinois afin de rééquilibrer la situation et ainsi conserver leur statut de première économie mondiale. Déjà les Etats-Unis conservent une réelle avance dans les domaines économique, financier, technologique, culturel ou militaire.

I DES RIVALITÉS MULTIPLES

Depuis la fin des années 2010, les deux plus grandes puissances mondiales se livrent à un bras de fer mené sur plusieurs fronts : imposition de droits de douane, sanctions contre des entreprises, restrictions à l'exportation de composants stratégiques, contrôle des investissements, etc. C'est donc dans une dynamique de guerre multisectorielle et multi-domaines que les deux pays s'affrontent.

Les tensions sino-américaines se sont notamment cristallisées autour du trafic de drogue. En effet, dans les années 2020, les Etats-Unis ont reproché à la Chine de ne pas mettre fin à la production et à la vente de fentanyl, une drogue de synthèse qui faisait des ravages (crise des opioïdes). Or, à l'image de la guerre de l'opium, les produits chimiques utilisés pour produire le fentanyl étaient importés de Chine. Finalement, en 2024, les Etats-Unis et la Chine signaient un accord visant à freiner le trafic de fentanyl.

Rivalités d'influence territoriale

Les rivalités entre Pékin et Washington s'exercent pour le contrôle de territoires stratégiques.

En ce domaine, la Chine s'est particulièrement distinguée en menant son vaste

projet «Ceinture et Route», depuis 2013. En effet, en construisant d'importantes infrastructures à travers le monde, elle s'est implantée dans de nombreux pays, devenant le principal partenaire de nombreux pays d'Europe ou d'Afrique. A cela s'ajoute le rôle diplomatique croissant de Pékin dans différents conflits internationaux ou régionaux.

Cette progressive influence a permis à la Chine de gagner du terrain **en Afrique et au Moyen-Orient, prenant peu à peu la place des Etats-Unis** dans une région qu'elle avait jusqu'alors peu investie. Profitant du retrait américain, le pays s'est en effet notamment implanté en Irak et en Afghanistan, où il promettait des reconstructions. C'est aussi le cas au Niger, qui avait obtenu le départ des troupes américaines dans les années 2020 et où la Chine a investi dans de nombreux secteurs.

I Le continent africain, au-delà du contrôle de ses ressources naturelles, est le terrain d'une bataille de pouvoir entre la Chine et les Etats-Unis. Alors que Pékin fonde sa puissance sur la construction rapide d'infrastructures (afin de bénéficier de ses matières premières et d'un vivier de consommateurs), Washington privilégie les partenariats durables basés sur une plus grande technicité et sur des partenariats stratégiques permettant de contenir l'expansion chinoise.

En Asie, la Chine a également multiplié les alliances, notamment en répondant favorablement à l'initiative de l'ASEAN de créer le RCEP. Les Chinois ont aussi maintenu des liens importants avec la Russie, notamment depuis les années 2010 (ex: exercices militaires annuels en mer Baltique et dans le Pacifique). Les multiples alliances et la capacité navale croissante de la Chine lui ont permis de s'imposer en Asie-Pacifique.

*Au-delà d'importantes coopérations dans le secteur des hydrocarbures, la Chine a constitué, avec la Russie, l'**Organisation de coopération de Shanghai** (OCS), en 2001.*

Par ailleurs, la Chine signait, en 2021, un vaste accord de coopération avec l'Iran et poursuivait son ascension à travers les BRICS, qui formaient un groupe de plus en plus capable de faire contrepoids face à la puissance américaine.

De leur côté, les Etats-Unis cherchent à maintenir ou à renforcer leur influence dans les zones que la Chine investit. Au Moyen-Orient, ils mènent ainsi une stratégie de sécurité nationale fondée sur le refus de toute domination de la région par une puissance hostile. Malgré leur retrait de la zone, ils entendent en effet continuer à y jouer un rôle, voire à y maintenir une présence militaire (ex: notamment pour lutter contre les menaces terroristes ou protéger Israël).

Dans la région indo-pacifique, les Etats-Unis ont cherché à nouer des alliances, notamment à travers le QUAD, alliance diplomatique relancée en 2020 entre les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie. Il s'agissait de contrer l'expansionnisme chinois dans la région, notamment en mer de Chine.

Le QUAD est un groupe de coopération militaire et diplomatique informel qui a été créé après le tsunami de 2004 afin de favoriser la coopération dans l'océan Indien. Il a été ravivé en 2017 avec une stratégie bien définie lors du Sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) au Vietnam.

Plus généralement, les Américains tentent de conserver une influence en Asie en s'appuyant sur leurs alliés traditionnels sud-coréen, philippins, australiens et japonais (ex: intégration du pacte militaire **Aukus**).

Dans le cadre de la stratégie du pivot lancée par Barack Obama, il était notamment prévu le déploiement de Marines en Australie et un dialogue stratégique avec les Philippines et le Vietnam. Aussi, des exercices navals (déploiement de navires de guerre pour manœuvre conjointe) ont été menés ces dernières années dans la zone Indo-Pacifique, dans les mers d'Asie et dans l'océan Indien.

Quant au partenariat de sécurité baptisé "Aukus", il était conclu en 2021, entre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie. Ce pacte visait notamment la préparation à une hypothétique guerre avec la Chine.

Washington a également cherché à concurrencer le RCEP en lançant, en 2022, un partenariat économique dans la région : le **cadre économique pour l'Indo-Pacifique (IPFE)**, qui rassemble une grande partie des pays membres de l'accord initié par la Chine.

Ces multiples alliances et tentatives d'influence sur la zone indo-pacifique ont

fait de ce lieu un espace d'affrontement indirect entre les deux géants.

La Chine réfute l'existence de l'espace géographique indopacifique — allant des côtes est-africaines aux côtes ouest-américaines — et considère cette dénomination comme un instrument de l'impérialisme américain. En effet, par l'utilisation de ce terme, qui remplace celui d'Asie-Pacifique, il s'agit de supprimer toute référence à la Chine ou à l'Asie.

Les tensions se sont notamment cristallisées autour de la **question taïwanaise**, les Etats-Unis refusant la conquête de ce territoire par la Chine.

Le soutien américain à Taïwan est notamment passé par le regroupement de plusieurs porte-avions américains dans la région, la vente d'armements et l'amplification des exercices militaires. Les États-Unis se disaient également prêts à défendre militairement Taïwan en cas d'attaque chinoise.

Rivalités technologiques

La **course à la performance** qui se joue entre la Chine et les Etats-Unis couvre de multiples secteurs, allant sur le terrain spatial autant que celui des technologies militaires de pointe.

En 2021, les Etats-Unis entendaient déployer de nouveaux systèmes d'armes à longue portée très performants dans une zone s'étendant de la mer de Chine méridionale aux Philippines, puis vers Taïwan et le Japon. Parmi ces systèmes figurent les armes hypersoniques à longue portée (LRHW), capables de frapper des installations situées au cœur de la Chine continentale. La Chine a, de son côté, acquis une grande expertise dans les missiles à longue portée.

■ **En 2025, la Chine démontrait ses capacités militaires (missiles hypersoniques, batteries antiaériennes capables de toucher des satellites, armes laser, drones sous-marins, missile balistique intercontinental capable de porter une ogive nucléaire, etc.) lors d'une parade militaire.** De leur côté, les États-Unis renforçaient leur force de dissuasion, affichaient leur arme hypersonique « Dark Eagle » et annonçaient leur intention de construire un système de défense antimissile, le «Dôme d'or» (sur le modèle du Dôme de fer d'Israël). Le

Pentagone prévoyait également de doubler, voire quadrupler, sa production de missiles pour parer à toute menace chinoise.

Pékin fait face à un rival qui lui refuse l'accès à sa technologie de pointe, notamment en matière de fabrication de puces électroniques, mais aussi dans le domaine spatial – un secteur qui lui a longtemps été réservé.

En 2020, les Etats-Unis décidaient de placer sur liste noire des dizaines d'entreprises chinoises (accusées de violer les droits de l'Homme, mais aussi des secrets commerciaux) afin de les empêcher d'acquérir des technologies américaines. Ainsi, en 2022, l'interdiction par Washington de l'exportation de puces haut de gamme et des technologies servant à les fabriquer a eu des conséquences délétères sur le secteur technologique chinois.

Dans le domaine spatial, les Etats-Unis ont freiné l'avancée chinoise en refusant notamment que des taïkonautes soient envoyés sur l'ISS ou en interdisant à la Nasa de collaborer avec le pays ou ses entreprises.

Washington souhaite en outre rompre les liens qui existent entre les entreprises chinoises et les entreprises américaines qui travaillent sur des technologies jugées stratégiques.

L'intelligence artificielle est également, depuis une dizaine d'années, l'enjeu d'une compétition entre Pékin et Washington. La Chine s'est notamment lancée, à partir des années 2010, dans la militarisation de l'IA, intégrée à la politique nationale de fusion civilo-militaire.

I La sortie de DeepSeek, première intelligence artificielle développée par la Chine, constituait un concurrent direct de l'OpenAI américain.

Face à l'offensive géo-économique et financière chinoise sur l'industrie américaine de l'IA, les Etats-Unis ont cherché à renforcer leur suprématie en la matière. L'innovation se trouve ainsi au cœur de la compétition sino-américaine.

Les Etats-unis ont mis au point une stratégie de suprématie industrielle à partir de 2020 afin de renforcer le financement de la recherche et des

industries avancées et répondre à l'inquiétude grandissante à l'égard de la montée en puissance technologique de la Chine (Endless Frontier Act, Strategic Competition Act, United States Innovation and Competition Act, etc.). Lors d'un exercice, en 2020, un drone équipé d'IA avait ainsi intercepté et neutralisé un missile hypersonique, démontrant l'utilité de l'intelligence artificielle dans la défense.

Guerre commerciale

En 2017-2018, considérant que la Chine entravait le libre commerce et tenant le pays pour responsable de l'essentiel de leur déficit commercial, les Etats-Unis de Donald Trump avaient déclenché une offensive économique visant à rétablir leur suprématie mondiale. Ils promulguaien de lourdes taxes douanières à l'encontre de Pékin, qui répondait par une augmentation équivalente de ses propres taxes sur les produits américains. Une guerre commerciale débutait alors entre les deux pays.

Une **guerre des tarifs** s'est ensuite installée, emmenée par la stratégie protectionniste américaine.

A l'opposé du virage protectionniste opéré par les Etats-Unis, la Chine s'affichait en tant qu'acteur du libéralisme économique, en championne de la finance mondiale et du libre-échange. Pékin utilisait les multinationales américaines pour contrer les tendances protectionnistes américaines. Le pays ouvrait ses portes aux marchés de capitaux nationaux, ce qui permettait aux investisseurs américains, britanniques et européens de détenir des centaines de milliards de dollars d'actions de sociétés chinoises. Ainsi la Chine a-t-elle accéléré son intégration dans les marchés financiers mondiaux tandis que son rival américain se repliait.

Le contrôle sur les composants destinés au secteur militaire à destination de la Chine a été renforcé et les Etats-Unis ont œuvré contre les exportations de technologies, mais aussi limité l'accès des Chinois aux technologies américaines jugées sensibles (ex: éviter l'installation des équipements 5G de Huawei chez leurs alliés). Le but était de **ralentir leur avancée dans des technologies vitales** et sanctionner leurs pratiques économiques et commerciales.

Constatant de faibles effets négatifs sur leur économie et des effets positifs sur

leur production, les Américains ont ensuite imposé de nombreuses hausses de taxes douanières à la Chine, poursuivant des objectifs économiques, politiques et géopolitiques.

I L'année 2025 a été caractérisée par une montée en puissance de l'affrontement entre Pékin et Washington. Après avoir assailli la Chine de droits de douane, une succession de surenchères douanières avait conduit à un minimum de 145% de taxe douanière imposée sur les produits chinois aux États-Unis et de 125% sur les biens américains exportés en Chine. Cela créait, de fait, un embargo commercial entre les deux puissances; de plus, ces lourdes surtaxes douanières bouleversaient les chaînes d'approvisionnement et les marchés mondiaux.

Par ailleurs, en cherchant à pénaliser les exportations chinoises, les États-Unis incitaient la Chine à un redéploiement stratégique, le pays réorientant une partie de son commerce vers l'Asie du Sud-Est (augmentation des exportations chinoises vers le Vietnam, la Thaïlande et l'Indonésie). Pékin a développé de nouveaux marchés (Amérique du Sud, Moyen-Orient, Afrique) et ainsi diversifié ses partenaires commerciaux pour gagner en sécurité.

De nombreuses entreprises chinoises ont déplacé leur production vers des pays qui ne sont pas concernés par les sanctions américaines (ex: Cambodge, Maroc) afin de contourner les droits de douane appliqués par les États-Unis.

De son côté, la Chine dénonçait un «harcèlement» de la part de son concurrent (ex: poursuite en justice de Huawei pour avoir contourné les sanctions contre l'Iran) et optait pour une réponse limitée et ciblée. En effet, Pékin demeure dépendant du marché américain pour faire tourner son économie. Le pays a donc besoin de maintenir ses exportations vers les Etats-Unis, dont dépend l'économie chinoise, par ailleurs minée par un ralentissement de sa croissance, une consommation interne faible et une grande crise immobilière.

I En 2025, la Chine décidait également de limiter ses exportations de métaux critiques, profitant de sa position de

force en la matière. Les autorités chinoises ont également adopté des mesures plus strictes sur les entreprises américaines opérant en Chine, réduisant ainsi les exportations américaines vers leur marché.

VERS UNE DÉTENTE ?

Après l'escalade de tensions dans la guerre commerciale entre Pékin et Washington, une tendance à l'apaisement se profilait: les deux rivaux annonçait, courant 2025, la suspension de l'essentiel de leurs droits de douane punitifs.

■ En 2025, une trêve commerciale de 90 jours était convenue entre les deux pays. Les droits de douane étaient réduits, bien qu'encore élevés (40 % sur les produits chinois exportés vers les États-Unis et environ 25 % pour les exportations américaines vers la Chine). Elle avait été reconduite.

Au cours de cette longue trêve tarifaire, les Etats-Unis menaient des discussions avec la République populaire de Chine afin de parvenir à une solution qui répondrait à leurs préoccupations, à savoir le manque de réciprocité commerciale dans les liens économiques et les inquiétudes en matière économique et de sécurité nationale qui en découlent. Les autorités chinoises finalisaient ainsi un accord commercial avec leur concurrent, portant notamment sur l'accélération des expéditions de terres rares vers les États-Unis, ceux-ci en étant très dépendants.

■ Le géant asiatique est le premier producteur mondial de terres rares, un secteur très stratégique.

■ Par un accord-cadre, Pékin concédait des licences d'exportation pour les terres rares contre une diminution des restrictions pesant sur l'exportation de pièces d'aéronautique utiles à l'industrie chinoise.

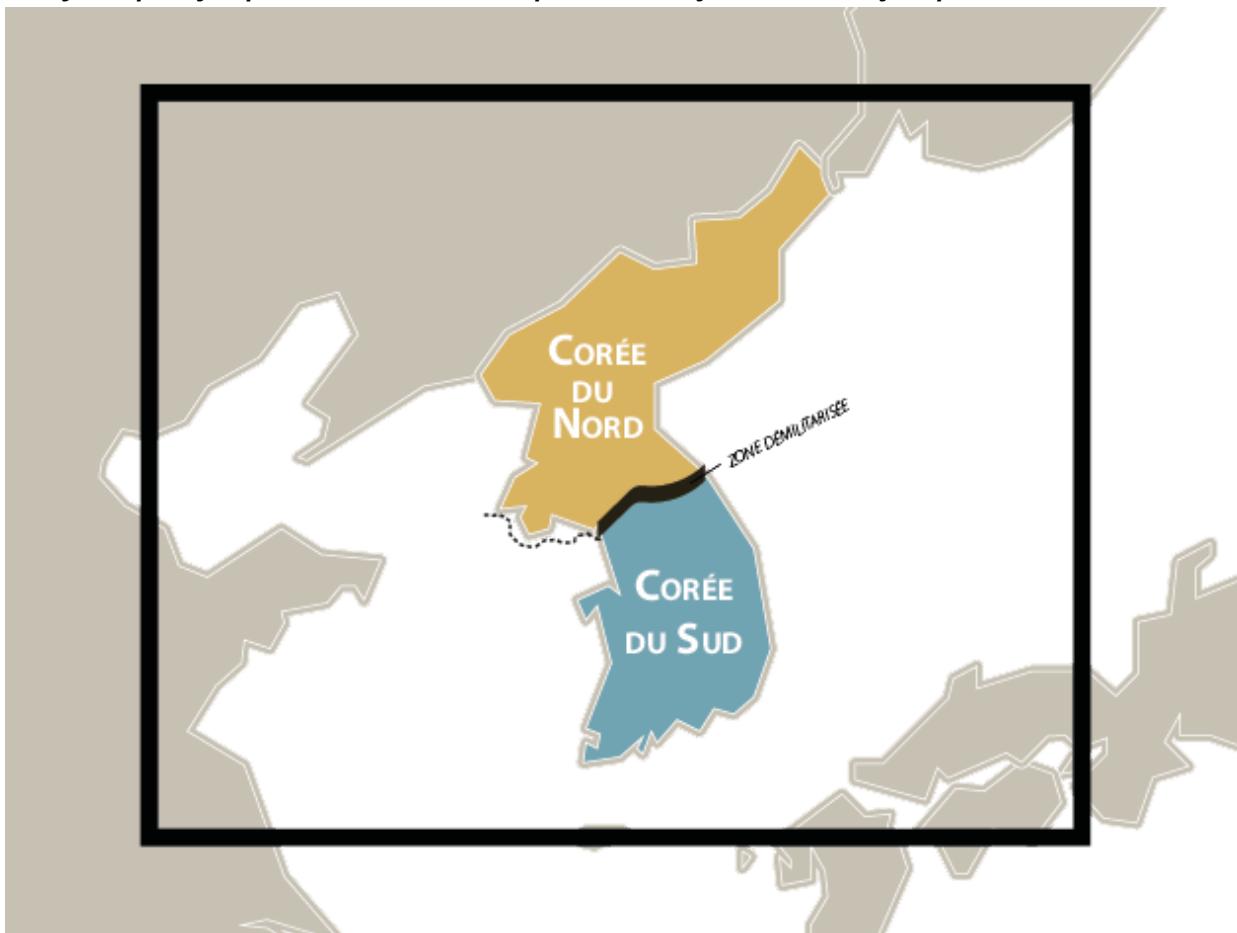
Ainsi, si la trêve commerciale volait en éclat, fin 2025, elle était cependant

suivie de négociations.

I Fin 2025, Pékin décidait d'imposer des restrictions dans le secteur des terres rares; en réponse, les Etats-Unis imposaient de nouveaux droits de douane aux marchandises chinoises.

LES DEUX CORÉES

En 1945, la Corée était divisée en deux zones, séparées par le 38^e parallèle, ligne de démarcation entre les troupes soviétiques au Nord et américaines au Sud. Depuis l'instauration de deux régimes opposés, la Corée du Sud et la Corée du Nord entretiennent des relations difficiles. Et pour cause, la guerre de Corée n'ayant pris fin par aucun traité de paix, le conflit reste actif depuis 1953.



Aujourd'hui, les deux Corées ne se distinguent plus uniquement par leur vision politique et idéologique opposée, mais par leur situation économique et sociale. Alors que Séoul aspire à devenir une puissance régionale, son voisin ne parvient pas à s'extraire de sa posture défensive.

I DEUX RÉGIMES OPPOSÉS

Le régime nord-coréen

La Corée du Nord est un régime **communiste** longtemps resté isolé du reste du monde et opposé au monde occidental, qui considère le pays instable et imprévisible. Ses relations avec les Etats-Unis ont donc été marquées par de vives tensions, notamment après l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, en 2011. Celui-ci a en effet maintenu son pays dans une idéologie forte qui défend en priorité son indépendance et lutte contre l'impérialisme occidental.

Malgré cela, le pays a progressivement cherché à **sortir de son état autarcique**, notamment en faisant appel à des investisseurs étrangers (construction de logements, de parcs d'attractions, etc.). De plus, le pays affichait sa volonté d'améliorer les conditions de vie de sa population, annonçant ainsi une **timide transition vers un nouveau système économique** (ex: limitation des effets de la planification en laissant les entreprises déterminer leurs prix, développement d'une économie parallèle qui accroît les contacts avec l'extérieur, etc.). Dans le droit fil de cette modernisation économique, le pays passait à l'ère numérique: caméras de surveillance, application de paiement sur téléphone, identité biométrique des citoyens, etc. Par ailleurs, le dirigeant nord-coréen célébrait «une nouvelle ère de puissance spatiale » après la mise en orbite d'un **satellite-espion** en 2023.

Afin d'améliorer l'image du pays à l'étranger, et pour afficher aux yeux du monde son avancée vers la modernité, le régime nord-coréen souhaitait s'ouvrir aux réseaux sociaux. Cependant, au-delà du réseau informatique interne contrôlé par l'État, Internet reste quasiment inaccessible (le réseau mondial est accessible seulement dans des lieux publics, durant un temps limité et sous certaines conditions).

Par ailleurs, la Corée du Nord mise sur la surveillance numérique importée de Chine pour accroître son contrôle sur sa population (ex: enfants condamnés à douze ans de travaux forcés pour avoir regardé des séries sud-coréennes en 2024).

Malgré ces évolutions et des taux d'alphabétisation élevés, la population nord-coréenne souffre toujours des difficultés économiques causées par la politique de planification et par les sanctions économiques imposées par l'ONU depuis 2006 en raison de son programme nucléaire (renforcées en 2016-2017).

L'idéologie communiste de planification (le «juche») promeut l'autosuffisance économique et l'indépendance vis-à-vis des pays extérieurs. Ce système n'a pas empêché de ponctuelles insuffisances alimentaires (en 1994, le pays connaissait une grave famine), conduisant au développement de marchés privés et d'activités

| informelles destinées à suppléer aux manques du régime (ex: les marchés informels sont préférés aux supermarchés).

La Corée du Nord a en effet misé sur le développement de son programme nucléaire et balistique, et donc sur un **hard power militaire** qui multiplie les démonstrations de force (nombreux essais balistiques) et permet au pays d'afficher de véritables avancées technologiques dans le domaine de l'armement (drones, système d'armement nucléaire sous-marin, missile hypersonique, programme balistique de haut niveau, etc.). Cette militarisation visait plus à dissuader toute attaque américaine ou sud-coréenne qu'à entrer en guerre. Le pays a en effet longtemps cherché, par sa rhétorique belliqueuse, à maintenir le dialogue avec les Etats-Unis, à attirer leur attention.

Observant ainsi un comportement qu'il juge exemplaire afin d'obtenir une levée des sanctions, Pyongyang prenait finalement conscience, après le sommet de Hanoï en 2019, que cela ne suffirait pas. Les États-Unis refusaient toute concession, réclamant la dénucléarisation complète avant toute normalisation des relations bilatérales et toute levée des sanctions.

Le pays a alors refusé d'abandonner ses armes nucléaires, qu'il considère comme un arsenal vital et stratégique, et s'est **aligné aux politiques chinoise et russe**. Il a donc poursuivi son programme nucléaire et balistique, renforcé ses capacités militaires et produit des équipements plus modernes, ne mettant en place aucune mesures concrètes de dénucléarisation (ex: démantèlement d'infrastructures nucléaires). La Corée du Nord a ainsi développé son arsenal militaire autour des armes non conventionnelles (nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques), mettant l'accent sur le nucléaire.

Longtemps proche de la Chine, le pays a cependant opéré un rééquilibrage de ses relations extérieures en faveur de la Russie, s'estimant trop dépendant de Pékin (notamment économiquement). Si la Corée du Nord s'est rapprochée de la Russie, elle a cependant maintenu des liens importants avec Pékin.

Rare pays à avoir reconnu officiellement l'annexion de la Crimée par la Russie dès 2017, la Corée du Nord a bénéficié d'un accroissement des livraisons russes de pétrole durant la guerre en Ukraine. En 2024, les deux pays signaient un accord stratégique d'assistance mutuelle en cas d'agression. De plus, Pyongyang ravitaillait la Russie en missiles balistiques utilisés en Ukraine; en échange, la Russie apportait son expertise au programme de satellites nord-coréen et de l'aide pour faire face aux pénuries alimentaires dans le pays.

Le régime sud-coréen

A l'opposé de son voisin du nord, la Corée du Sud est devenue l'**une des plus grandes puissances économiques** au monde et s'est intégrée à la communauté internationale. Le pays s'est orienté vers la construction d'une démocratie libérale fondée sur une économie de marché. Il a développé une économie ouverte et dynamique, sous les influences américaine et nippone (culture de la performance, investissements importants dans la recherche-développement, etc.). Outre le soutien américain, tant économique que militaire (environ 30 000 militaires américains stationnent encore sur son territoire), il a entretenu d'importants liens avec le monde occidental, mais aussi avec l'Afrique, pour les richesses agricoles que détient le continent.

Mais en dépit d'un fort développement économique et technologique, la Corée du Sud fait face à des difficultés similaires à celles que rencontrent de nombreux pays occidentaux au 21^e siècle. En sus d'une natalité et d'une **croissance en berne**, le chômage et les inégalités s'accroissent. Aussi, le pouvoir en place a été plusieurs fois contesté ces dernières années et les crises politiques se sont succédé au gré des scandales de corruption.

La vie politique et sociale a été secouée, en 2017, par un scandale d'Etat puis la destitution de la présidente Park Geun-hye. Puis, après l'arrivée au pouvoir de Yoon Suk-yeol en 2022, l'Occident a dénoncé des atteintes répétées à la liberté d'expression (intimidations de journalistes, nombreuses voix dissidentes empêchées de parler par des gardes du corps présidentiels, perte de financement pour des reportages jugés trop critiques, etc.).

I En 2025, le président Yoon Suk-yeol, élu en 2022, était destitué par la Cour constitutionnelle après avoir tenté d'imposer la loi martiale quelques mois plus tôt.

I DES RAPPORTS CONFLICTUELS

Durant la guerre froide, l'instauration de régimes opposés au sein des deux Corées était liée au **soutien obtenu de la part de chacun des deux blocs**. Ainsi, les rapports entre les deux Corées ont longtemps été fonction de l'évolution des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et la Russie.

Mais en 1998, la «politique du rayon de soleil» faisait prendre un nouveau

tournant à la relation Nord-Sud en misant sur une **coexistence pacifique**. Cette même année, une zone touristique nord-coréenne était ouverte aux Sud-coréens. Et afin de poursuivre ce processus d'apaisement, les relations économiques entre les deux Corées se développaient.

Dans ce droit fil, au début du 21^e siècle, la Corée du Sud a tenté de nouer des relations plus cordiales avec son voisin. Des **pourparlers** étaient ainsi menés sous l'égide de la Chine à partir de 2003.

Pourtant, dès la fin des années 2000 et suite à différents **incidents militaires**, les relations entre les deux Corées se sont à nouveau tendues. En 2008, la zone touristique était fermée et le développement de la zone économique conjointe ralentissait fortement. Le ton se durcissait également après le bombardement par Pyongyang de l'île sud-coréenne de Yeonpyeong, en 2010. Puis, les tensions se sont encore accentuées lorsque la Corée du Nord a décidé de fermer la zone industrielle de Kaesong. Et finalement, après l'essai nucléaire nord-coréen fin 2015, Séoul et Pyongyang cessaient tout dialogue.

La scission et les tensions s'étaient encore accentuées après des tirs de missile et des essais nucléaires nord-coréens en 2016-2017. En réponse, Washington déployait le **bouclier THAAD** en Corée du Sud et imposait d'importantes sanctions internationales, notamment économiques, à la Corée du Nord.

Pourtant, malgré ce climat tendu, chaque camp s'était engagé à ouvrir le dialogue. Les Jeux olympiques de **2018** ont alors été l'occasion de faire venir de **hauts dignitaires nord-coréens en Corée du Sud**, une première depuis la fin de la guerre de Corée, en 1953. Cette année a également ouvert la voie à des négociations relatives aux processus de dénucléarisation. De plus, un accord intercoréen était signé la même année, instaurant une «zone tampon» frontalière entre les deux pays afin de réduire les tensions et les risques d'incident armé. Ce pacte de non-agression limitait la présence militaire autour de la zone démilitarisée, qui divise la péninsule en deux depuis soixante-dix ans, afin d'éviter les affrontements.

De même, une zone tampon maritime était définie en mer Jaune, un lieu de tension situé autour de la frontière maritime commune et sur laquelle les deux camps ne sont jamais parvenus à un accord quant à une ligne de démarcation. Ainsi, de nombreux incidents y ont lieu depuis les années 1970.

Ainsi, après 2017, la Corée du Nord a favorisé la «détente» avec son voisin, considérant avoir d'ores et déjà constitué une force nucléaire minimale et jugeant que l'heure était désormais au développement économique. Mais en dépit de cette

volonté et des multiples avancées dans le dialogue intercoréen, les réalisations concrètes peinaient à voir le jour et les espoirs de paix se dissipait nettement en 2019, avec l'**échec du sommet de Hanoï**.

Les tensions sur la péninsule coréenne connaissaient même un nouveau regain en 2020: de nombreux coups de feu étaient échangés au niveau de la Zone démilitarisée (DMZ). Puis, outre des attaques verbales, la Corée du Nord décidait de couper toutes les lignes de communication avec le Sud. Par la suite, les Nord-coréens **détruisaient le bureau de liaison de Kaesong**, érigéant désormais son voisin en ennemi, non plus en partenaire.

Cette nouvelle politique offensive balayait les espoirs suscités par le sommet Nord-Sud de 2018 et la détente qui avait suivi. La Corée du Nord poursuivait en effet ses démonstrations de force militaire: dévoilement d'un missile intercontinental géant lors d'un défilé en 2020, tir d'essai d'un missile mer-sol balistique stratégique (MSBS) et d'un «missile de croisière longue portée» en 2021, lancement d'un satellite-espion, etc.

*Une guerre de **déstabilisation psychologique** se joue également entre les deux Corées le long de leur frontière commune. Alors que la Corée du Nord envoie des textes de propagande du Juche, son voisin du sud envoie, via de puissants haut-parleurs, de la musique (K-pop), des médicaments, de la propagande parlant de démocratie (ex: envoi par des militants des droits de l'homme, par-dessus la frontière, de prospectus critiquant le régime nord-coréen) mais aussi des clés USB contenant des K-dramas.*

Cette posture défensive s'est renforcée à mesure que la Corée du Sud et les **Etats-Unis** se rapprochaient. Leurs importants exercices militaires conjoints annuels étaient perçus par le régime nord-coréen comme une préparation à l'invasion de son territoire, et donc comme une «politique hostile» à son égard alimentant les tensions sur la péninsule.

Malgré cela, le gouvernement sud-coréen a poursuivi sa stratégie visant la réunification et l'instauration de relations intercoréennes pacifiques susceptibles de conduire à la création d'une nouvelle communauté économique dans la péninsule (ex: réouverture du parc industriel intercoréen de Kaesong, reprise des liaisons routières ou ferroviaires dans le cadre de sa vision d'une «nouvelle carte économique de la péninsule coréenne»). C'est ainsi qu'en 2021, l'apaisement retrouvé conduisait au rétablissement des **lignes de communication directes entre les deux Corées**.

Mais l'année suivante, après une relative détente, la Corée du Nord procédait à de nombreux essais de missiles balistiques tandis que l'arrivée au pouvoir de Yoon Suk-yeol, au Sud, conduisait son voisin à **adopter une position plus ferme**. Le nouveau pouvoir rompait alors avec sa politique d'ouverture: désormais, il entendait répondre proportionnellement aux provocations nord-coréennes et espérait l'unification de la péninsule nord-coréenne via son absorption à la Corée du Sud.

Face aux menaces de la Corée du Nord, les Sud-coréens ont traditionnellement adopté une certaine retenue, cherchant à favoriser l'approche diplomatique et l'apaisement puisqu'ils considéraient que leur voisin n'userait pas de ses capacités nucléaires pour éviter une riposte destructrice.

Ce changement de ton conduisait la Corée du Sud à mener, en 2023, des manœuvres militaires et aériennes conjointes avec les Etats-Unis et le Japon à la suite du tir d'un missile intercontinental. En réponse, le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un déclarait qu'il n'hésiterait pas à utiliser ses armes nucléaires de façon préemptive en cas de « provocation nucléaire », ni à entrer en guerre en cas de violation, même minime, de son territoire.

Cette montée des tensions conduisait les deux Corées à mettre fin à l'accord signé en 2018, à rompre les **canaux de communication** et à ordonner la destruction de l'Arche de la Réunification.

La présence militaire s'était progressivement accrue sur la zone tampon (avions longeant la ligne de démarcation, déploiement de troupes et d'équipements militaires nord-coréens, etc.) et l'annonce de la mise en orbite d'un satellite de renseignement militaire par Pyongyang conduisait Séoul à répondre en dénonçant partiellement l'accord inter-coréen. Dans ce droit fil, la Corée du Nord rétablissait des postes de garde au sein de la zone démilitarisée et envoyait troupes et armes lourdes à sa frontière.

Après une nouvelle escalade de tensions en 2024 (centaines de tirs d'obus, envoi de ballons déchets par Pyongyang, etc.) et la multiplication des tirs de missiles balistiques ainsi que des exercices militaires (ex: exercices de tirs réels près de la frontière), la Corée du Nord qualifiait officiellement son voisin d'ennemi, en lieu et place des Etats-Unis, et déclarait que « toute réunification pacifique serait impossible ».

I SITUATION ACTUELLE

Après une montée des tensions entre les deux Corées depuis quelques années, l'arrivée au pouvoir d'un nouveau dirigeant sud-coréen en 2025 tendait à apaiser la situation. Il annonçait en effet vouloir tendre la main à Pyongyang afin de favoriser la paix et rétablir le contact autant que la confiance avec le Nord. En entreprenant de rouvrir le dialogue, il s'inscrivait dans une perspective de long terme, tout en prenant différentes « mesures de normalisation et de stabilisation ».

Séoul cessait donc de diffuser sa propagande anti-Corée du Nord dans les zones frontalières et commençait à y retirer ses haut-parleurs afin d'apaiser les tensions. De même, les exercices militaires annuels entre Corée du Sud et États-Unis étaient reportés.

I Ces dernières années, Séoul et Washington avaient intensifié leurs exercices militaires conjoints et la présence américaine s'était renforcée dans la région: outre un porte-avions et un sous-marin nucléaire, environ 28 000 soldats américains sont désormais déployés en Corée du Sud.

Cependant, les initiatives sud-coréennes restaient vaines, la Corée du Nord disant n'avoir «aucune volonté d'améliorer les relations avec la République de Corée» et entendant l'inscrire dans sa Constitution. Le pays n'a donc jamais réduit ses programmes nucléaire et balistique militaires et continuait même à tester de nouveaux missiles anti-aérien.

I En 2025, lors d'un grand défilé militaire, présentait ses nouvelles armes, notamment des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM).

De surcroit, Pyongyang renforçait ses liens avec la Russie et la Chine, affichant un front uni contre l'Occident et démontrant que le pays n'est pas isolé sur la scène internationale.

I En 2025, la célébration des 80 ans du Parti du travail et de la victoire sur le Japon à la fin de la Seconde Guerre mondiale était l'occasion pour la Corée du Nord de convier les dirigeants russes et chinois. C'était aussi l'occasion de renforcer certains partenariats économique (Laos, Vietnam).

INDE ET PAKISTAN

L'Inde et le Pakistan, deux puissances nucléaires, se livrent à un affrontement depuis leur indépendance, en 1947, notamment sur la question du Cachemire. Les deux pays revendiquent en effet le contrôle de la totalité de cette province. C'est ainsi qu'en 2025, ces deux Etats détenteurs de l'arme nucléaire se livraient à leur pire confrontation militaire depuis des décennies.

I DES TENSIONS LATENTES

Au 20^e siècle, les relations entre l'Inde et le Pakistan ont été ponctuées de plusieurs guerres (en 1947, en 1965 puis en 1971 et 1999). Depuis lors, les relations ne se sont jamais réellement apaisées. Pourtant, un dialogue entre les deux pays avait été ouvert au début des années 2000.

Après 2003, un tremblement de terre au Cachemire pakistanaise avait déclenché un élan de solidarité indien, ce qui avait ouvert la voie à une détente entre les deux pays.

De même, Narendra Modi, à travers une diplomatie active, avait restauré les échanges avec son voisin. Si cette initiative obtenait les faveurs des autorités civiles pakistanaises, elle avait en revanche été malmenée par les services secrets pakistanais, qui décidaient de saboter le processus en organisant des attentats en Inde.

En outre, les tensions étaient encore ravivées entre les deux pays dans les années 2020-2021, l'Inde **accusant le Pakistan de soutenir les terroristes**, notamment en servant de base arrière aux Talibans en espérant qu'ils frappent ses voisins. Le pays l'accusait également de persécuter les minorités religieuses (sikhs, hindoues et chrétiennes), après avoir fait de même contre la population du Bangladesh.

De son côté, le Pakistan accusait son voisin de fascisme, dénonçant notamment les violations des droits humains dans la région du Cachemire, où la politique menée par le gouvernement Modi est très critiquée. Cette région cristallise en effet les tensions entre les deux pays depuis des décennies.

I LA QUESTION DU CACHEMIRE

Au cœur d'une longue discorde, le Cachemire est une région enclavée entre trois chaînes de montagnes himalayennes. Il s'agit d'un territoire majoritairement **musulman** (80% de musulmans) divisé entre l'Inde (45 % du territoire), le Pakistan (35 % du territoire) et la Chine. L'absence de frontière reconnue par l'Inde et le Pakistan a entraîné la constitution d'une "ligne de contrôle" qui sépare les deux pays.

En effet, après l'indépendance du Cachemire, le rattachement de la population à l'Inde ou au Pakistan a fait l'objet de confrontations parfois armées.

En 1947, la partition de l'Empire britannique des Indes a donné naissance à deux États souverains: l'Inde, majoritairement hindoue, et le Pakistan, musulman. Cette année-là, le Cachemire a choisi d'être rattaché à l'Inde après avoir subi les attaques de tribus venues du Pakistan.

L'armée indienne a alors lutté contre le Pakistan, jusqu'au cessez-le-feu de 1949. Les armées se sont alors retirées, laissant un Cachemire divisé (Jammu-et-Cachemire indien et Azad-Cachemire pakistanais). Puis, l'Inde et le Pakistan se sont affrontés en 1965 et 1971, tandis que demeuraient des combats sporadiques dans la région. Les tensions se sont encore renforcées avec l'émergence d'une insurrection séparatiste dans le Cachemire indien. Le mouvement dénonçait la corruption politique et les fraudes électorales massives, à la fin des années 1980. Ce mouvement s'est ensuite radicalisé, ce qui a incité l'Inde à y envoyer l'armée, accusant son voisin pakistanais d'approvisionner et de soutenir la guérilla.

*Le Cachemire constitue donc un point chaud et l'**une des régions les plus militarisées au monde**. De plus, le différend est d'autant plus important que l'Inde et le Pakistan sont devenus des puissances nucléaires à partir de 1998. Même si la survenue d'une guerre nucléaire apparaît peu probable, le nucléaire tactique reste en effet un moyen de pression pour les deux protagonistes.*

De nombreuses tensions ont régulièrement émaillé les relations entre l'Inde et le Pakistan, notamment en 2001, lorsqu'une attaque menée par des groupes terroristes pakistanais avait visé le Parlement. De même, des violences avaient éclaté en 2016, après que le Pakistan eut ouvertement déclaré son soutien aux

forces indépendantistes du Cachemire indien.

L'arrivée au pouvoir des nationalistes hindous, en 2014, avait également accentué les tensions entre les deux pays.

Et en 2019, la décision du gouvernement Modi de **révoquer le statut spécial d'autonomie constitutionnelle** dont jouissait le Cachemire depuis l'indépendance a entraîné une recrudescence des tensions. Cette décision, remettant en cause la semi-autonomie de la région, a en effet été fortement critiquée par l'opposition et les Cachemiris.

Fin 2020, la population avait affirmé son soutien à une coalition militant pour le retour du statut spécial autonome, l'Alliance du Peuple.

De nombreux attentats ont alors été perpétrés et les tensions entre les deux puissances se sont encore ravivées malgré leur engagement à privilégier la voie diplomatique depuis un **accord de cessez-le-feu signé en 2021**.

En effet, New Dehli ambitionne toujours de **réunir « l'Inde intégrale »**, nourrie par un nationalisme alimenté par des fondamentalistes hindous à l'influence croissante depuis les années 1990. Le pays considère en effet le Cachemire comme une partie inaliénable du territoire indien et réclame l'évacuation des zones illégalement occupées par le Pakistan depuis la guerre de 1947-1948.

Ce maintien de troupes dans une partie du Cachemire justifie par ailleurs le refus de l'Inde d'organiser un référendum d'autodétermination au Cachemire, comme le prévoyait une résolution de l'ONU.

De son côté, le Pakistan estime que le Cachemire aurait dû lui échoir en 1947 et que la partition inachevée entrave le contrôle stratégique dont il estime bénéficier sur les hauteurs de l'Ouest himalayen (et de ses ressources hydrographiques).

I SITUATION ACTUELLE

En avril 2025, un attentat au Cachemire visant des touristes indiens était attribué à Islamabad.

Un groupe terroriste, le « Front de Résistance » (TRF), avait revendiqué cette

attaque, puis s'est rétracté. Selon le régime indien, le TRF, qui revendique l'indépendance du Cachemire, est une émanation du groupe armé pakistanais «Lashkar-e-Taiba» (LeT). Et si Islamabad a cependant nié toute implication et n'a jamais officiellement apporté son soutien à ces groupes, une partie de l'armée pakistanaise les soutient (ex: financement, idéologie).

En réponse, l'**Inde effectuait des frappes au sein du Cachemire contrôlé par son voisin** et au Pakistan lui-même. L'armée pakistanaise répondait par une pluie de missile sur le Cachemire indien.

Le Pakistan a bénéficié des avions, drones et missiles chinois. De son côté, l'armée indienne a mené une vaste opération aérienne (opération «Sindoor») qui a rapidement conduit à une désescalade entre les deux belligérants. Considérée comme un succès, l'opération visait à mener des frappes aériennes de précision afin de cibler des camps terroristes au Pakistan (là où l'Inde estimait que les attaques terroristes avaient été organisées).

Si les deux pays se trouvent alors au bord d'un conflit armé, un cessez-le-feu négocié avec la médiation des Etats-Unis permettra de mettre rapidement un terme à l'escalade militaire. Cette confrontation demeurera toutefois la plus grave depuis vingt ans.

Après l'attaque, les deux pays ont limité leurs relations diplomatiques. Aussi, l'Inde a suspendu sa participation au traité de partage des eaux de l'Indus (datant de 1960), dont dépend le Pakistan pour son approvisionnement en eau. Elle avait également menacé de «couper l'eau» des fleuves traversant l'Inde pour rejoindre le Pakistan et dont l'agriculture pakistanaise dépend fortement. Pour remédier à cette dépendance, le Pakistan compte sur la Chine, qui construit le grand barrage « Mohmand Hydropower project », capable de lui garantir davantage d'autonomie et ainsi de réduire l'influence des menaces indiennes sur son approvisionnement en eau.

De plus, New Dehli s'estime toujours victime d'un terrorisme transfrontalier organisé depuis le Pakistan. Aussi le pays a-t-il, à plusieurs reprises, demandé à son voisin d'agir contre les groupes terroristes installés sur son sol, considérant qu'Islamabad en fait peu pour lutter contre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent.

■ **Le groupe Tehrik-i-Taliban Pakistan (TTP) cherche à établir un État islamique au Pakistan sur le modèle du régime taliban en**

Afghanistan. Il entretiendrait des liens avec Al-Qaïda et avec l'État islamique au Khorasan.

I A cela s'ajouteraient le groupe armé « Tehrik-e-Taliban Kashmir » (TTK), qui entend obtenir l'indépendance du Cachemire vis-à-vis de l'Inde et du Pakistan et l'instauration de la charia dans la région.

EUROPE



De nombreux pays du continent européen se sont rassemblés au sein de l'Union européenne, créée en 1957 par le traité de Rome (sous l'appellation Communauté Economique Européenne).

Sa création résultait de la volonté des pays européens de s'unir pour renforcer la paix et la coopération économique. Aujourd'hui, l'Union européenne conserve les valeurs qui l'animaient à ses débuts malgré les différents élargissements qui l'ont conduit à intégrer des pays aux valeurs et idéologies variées (ex: Hongrie).

Promotrice du multilatéralisme, elle se heurte aussi désormais à son déclin,

dans un monde où les velléités de puissance se font plus vives (Russie, Chine, Etats-Unis, etc.). Les confrontations d'intérêts entre puissances augmentent aux portes de l'Europe et la contraignent à se positionner. Au-delà du conflit ukrainien, ravivé en 2022, le continent a connu l'invasion de la Géorgie en 2008, l'annexion de la Crimée en 2014, le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2020 ou encore, en 2021-2022, des affrontements le long de la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizstan (une zone litigieuse en raison de ses ressources en eau), deux pays d'Asie centrale nés de l'effondrement de l'URSS.

La Turquie et la Russie, mais aussi l'Occident, défendent leurs intérêts au Caucase, une région convoitée.

I L'Union européenne a maintenu son soutien à l'Ukraine et rehaussé sa sécurité et sa défense, faisant ainsi front commun contre l'ennemi russe. Certains pays européens (Etats baltes, Suède, Pologne, etc.) ont, dans ce cadre, augmenté leurs budgets de défense et accéléré leurs achats d'équipements militaires. Quant à la Suède et la Finlande, elles décidaient, en 2023-2024, d'intégrer l'OTAN.

I Par ailleurs, l'Europe tendait à s'affranchir de sa dépendance à l'égard de Moscou, notamment via l'Initiative des trois mers, projet de transports visant à développer les infrastructures énergiques, économiques et numériques entre de nombreux pays (Pays baltes, Pologne, Croatie, Roumanie, etc.): routes, ports, voies ferrées, aéroports, terminaux de GNL Gaz Naturel Liquéfié, etc.

La **mer Baltique** redevenait également un lieu de tensions géopolitiques entre l'UE et la Russie dans le cadre du conflit russo-ukrainien.

Après la chute de l'URSS, les frontières maritimes en mer Baltique sont demeurées floues, dans cette zone qui souffre par ailleurs de la surpêche, de la pollution et du changement climatique. La Russie y accentue la pression depuis les années 2020, cherchant à y redéfinir ses frontières maritimes et à y contrôler l'espace aérien.

I En 2025, l'Estonie et la Pologne dénonçaient la violation de leur espace aérien en mer Baltique par des engins russes, ce que démentait Moscou.

ARMÉNIE ET AZERBAÏDJAN

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont livrés à de nombreux conflits depuis la fin des années 1980, lorsque le Haut-Karabakh, une région azerbaïdjanaise comptant une population majoritairement arménienne, a déclaré son indépendance.

En 2020, après une nouvelle escalade de tensions, un cessez-le-feu était obtenu. Cinq ans plus tard, un accord de paix était signé.



I UN CONTEXTE BELLIQUEUX

Si le conflit du Haut-Karabagh précède la période soviétique, le découpage du territoire par Staline, dans les années 1920, l'a accentué. En créant les frontières des républiques socialistes soviétiques, il attribuait en effet le Haut-Karabagh à l'Azerbaïdjan.

Auparavant, ces territoires étaient composés d'une vaste mosaïque ethnique divisée entre les empires ottoman et russe (Arméniens, Azéris appelés «Tatars», Kurdes, Russes, etc.). Après l'effondrement de ces empires, la mise en place d'une organisation étatique, au début du 20^e siècle, a bouleversé ce territoire hétérogène.

Or, lorsque le Haut-Karabagh a été rattaché à l'Azerbaïdjan, les Arméniens, qui avaient subi un génocide en 1915, se sont retrouvés dans une région hostile (voisine de la Turquie et des turcophones d'Azerbaïdjan). Ainsi, en

1988, les Arméniens du **Haut-Karabakh** demandaient leur rattachement à l'Arménie. C'est dans ce contexte, après la chute de l'URSS, que ce territoire situé entre l'Iran, la Russie et la Turquie proclamera unilatéralement son **indépendance en 1991**, en s'arrachant à l'Azerbaïdjan avec le soutien de l'Arménie.

Refusant le principe d'autodétermination qu'appliquent les Arméniens, les Azéris entendent, de leur côté, défendre leur intégrité territoriale selon les frontières fixées à la chute de l'Union soviétique.

Ces divergences de position conduiront les deux rivaux dans une guerre qui ne prendra fin qu'en 1994, par la victoire arménienne. Ce conflit restera ensuite gelé, aucun accord satisfaisant ne parvenant à être conclu. Les tensions resteront donc vives dans cette région, qui, aux yeux de la communauté internationale, appartient toujours à l'Azerbaïdjan.

L'Azerbaïdjan refusait de dialoguer directement avec le Haut-Karabagh ; ne restait plus alors que l'action militaire.

I RÉSURGENCE DU CONFLIT

En 2020, une nouvelle escalade de tensions conduit l'**Azerbaïdjan** (avec le soutien de la Turquie et de mercenaires syriens) à **déclencher une offensive** contre la république autoproclamée de l'Artsakh (nom arménien du Haut-Karabagh), très majoritairement peuplée d'Arméniens. S'accusant mutuellement d'avoir lancé l'offensive, l'Azerbaïdjan et l'Arménie s'affrontent alors dans de violents combats qui causent la mort de milliers de personnes et se soldent par la victoire de l'Azerbaïdjan.

La rapidité de la victoire s'expliquait par la supériorité économique de l'Azerbaïdjan, pays plus vaste et plus peuplé que l'Arménie, et qui bénéficie d'une rente en hydrocarbures (ce qui lui avait permis de moderniser son armement et d'acheter des drones israéliens et turcs). Le pays, au régime politique autoritaire, a, par ailleurs, construit son autonomie politique, géopolitique, militaire, économique ou encore énergétique. Il est ainsi devenu l'économie la plus dynamique de la région.

Un **cessez-le-feu total** était signé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sous

l’égide de la Russie, fin 2020. Aux termes de cet accord, Bakou reprenait le contrôle des districts voisins du Haut-Karabakh que l’Arménie occupait depuis les années 1990. Ainsi, l’Azerbaïdjan reconquérait des terres occupées depuis trente ans quand l’Arménie se voyait contrainte à rendre les territoires qu’elle avait pris à son rival. Elle perdait alors le contrôle militaire du Haut-Karabakh.

Ces reconquêtes ont conduit à la destruction de la culture et du patrimoine arméniens ainsi qu'à des exactions sur les populations civiles. Aussi, des infrastructures, des routes, des voies ferrées et des aéroports (ex : Füzuli en 2021) ont été construits grâce à des entreprises étrangères, dont une majorité de groupes turcs.

En dépit de cette victoire, l’Azerbaïdjan poursuivait son offensive pour reprendre l’intégralité du Karabakh. Le pays atteignait son but en 2023, et poussait à l’exode (essentiellement vers l’Arménie) toute la population arménienne qui s’y trouvait. La frontière commune était fermée et fortement militarisée. Quant à la république autoproclamée du Haut-Karabakh, elle était dissoute.

De leur côté, les troupes russes quittaient le territoire disputé en 2024.

Si l’Arménie a traditionnellement été soutenue par son voisin russe, cette aide s'est tarie pour se tourner vers l’Azerbaïdjan, qui était quant à lui plutôt proche d'une Turquie avec laquelle il partage une langue et une idéologie communes. La Russie a, en effet, fait transiter ses exportations d'hydrocarbures via l’Azerbaïdjan pour contourner les sanctions internationales liées à la guerre en Ukraine. Malgré ces liens avec Moscou, Bakou conclut, par ailleurs des accords gaziers avec l’Union européenne (en 2022) pour réduire sa dépendance au gaz russe. En outre, le pays coopère avec l’OTAN, reste allié à l’État hébreu et constitue un partenaire utile aux Occidentaux pour contrer la Russie et l’Iran.

I VERS L’APAISEMENT ?

A la suite de la reprise du Karabakh par l’Azerbaïdjan, des pourparlers de paix ont été menés. Des accords étaient progressivement obtenus quant au retrait des forces azerbaïdjanaises occupant une partie de l’Arménie. Aussi, les deux pays décidaient de reprendre la délimitation de l’époque soviétique.

C'est ainsi qu'après des mois de négociation, un **accord de paix** était finalement signé en 2025. Par une « déclaration commune », les deux anciennes républiques soviétiques s'engageaient «à cesser définitivement tout conflit, à ouvrir les relations commerciales et diplomatiques et à **respecter la souveraineté et l'intégralité territoriale** » de chacune. Il s'agissait d'une étape importante vers une totale normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, tous deux reconnaissant la souveraineté de l'autre et l'inviolabilité des frontières, conformément à la déclaration d'Alma-Ata de 1991.

I Cependant, la question du Haut-Karabagh n'avait pas été abordée. Or pour obtenir une paix durable, l'Arménie devait modifier sa constitution afin de supprimer toute référence à cette région.

Ce processus de paix était favorisé par les **Etats-Unis**, démontrant le déclin de l'influence russe sur ce conflit régional. Ces dernières années en effet, les relations de la Russie avec Bakou et Erevan s'étaient détériorées.

Les relations avec la Russie se sont progressivement tendues. En effet, l'Arménie avait constaté, durant la campagne éclair de l'Azerbaïdjan au Karabakh en 2023, que son allié russe ne la défendrait pas. Ainsi, en 2024, l'Arménie gelait sa participation à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), l'équivalent russe de l'OTAN. L'année suivante, le pays tentait d'entamer un processus d'adhésion à l'Union européenne.

I Par ailleurs, l'accord, signé sous l'égide des États-Unis, prévoyait un projet de corridor dans le Caucase (zone de transit passant au sud de l'Arménie pour relier l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan).

UNION EUROPÉENNE

Depuis des années, l'Union européenne (UE) rencontre des difficultés économiques et politiques, car malmenée par les régulières scissions entre des Etats membres aux visées divergentes.

L'UE fait, en outre, face à de multiples crises: Brexit, crise migratoire, montée en puissance des nationalismes, accusations de déficit démocratique, endettement, environnement instable (Ukraine, Haut Karabagh, Kosovo, etc.), panne de la construction européenne, etc.

I SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Troisième puissance commerciale mondiale, l'Union européenne (UE) maintient des taux de croissance d'environ 1% depuis des années (1,1 % prévu en 2025).

L'économie européenne est essentiellement portée par les quatre plus grandes économies de l'Union (Allemagne, France, Italie et Espagne), qui représentaient 61,7 % du PIB de l'Union en 2023. Or les économies française et allemande accusent de faibles performances. De plus, l'économie est minée par une compétitivité en berne, la stagnation de la productivité, une hausse des importations, un niveau global élevé de **dette** (81,7 % du PIB européen en 2023), des périodes de forte inflation (ex: entre 2022 et 2024), la baisse de l'euro par rapport au dollar, etc.

L'importance de l'endettement a eu des conséquences négatives dans les années 2010: craignant alors un effondrement de la zone euro, l'UE a accordé de nombreuses aides financières aux pays membres en difficulté (Grèce, Irlande, Italie, etc.) en échange de l'instauration de mesures d'austérité ; aussi, un fonds de secours européen a été créé.

*Parallèlement, cela a favorisé la création de l'**Union bancaire**, basée sur la supervision des grandes banques par la Banque centrale européenne (BCE) et qui met en place la possibilité d'un renflouement interne (bail-in). Par ailleurs, la BCE décidait alors d'acheter des dettes et obligations d'Etat, puis des dettes d'entreprises, afin d'alléger le poids de la dette souveraine des*

| Etats membres et ainsi déjouer la menace déflationniste.

I Alors que plusieurs pays de la zone euro affichent un niveau d'endettement public supérieur à 100 % de leur PIB (Belgique, Italie, Espagne et France), la question de la soutenabilité de leurs dettes souveraines demeure, bien que Bruxelles ait accepté d'amender la règle des 3% de déficit public (établissement avec les critères de Maastricht).

La situation économique est également affaiblie par une moindre capacité à l'innovation (manque d'investissements dans l'éducation, la recherche/développement) ainsi que par les divergences de politiques budgétaires et de productivité entre pays membres. En outre, dans une Europe vieillissante où les naissances ne compensent pas les décès, la population active a tendance à diminuer, ce qui impliquerait de réformer les systèmes de retraite et de santé.

Aussi, la libéralisation de certains secteurs (ex: marché de l'énergie, marché agricole) a été remise en cause en raison de ses effets néfastes sur la société. L'Union Européenne avait en effet libéralisé le marché de l'électricité dans les années 1990 pour briser les monopoles publics au sein des Etats membres et ainsi introduire davantage de concurrence. Mais une fois les pays membres intégrés au marché européen de l'énergie, ceux-ci n'avaient plus aucune marge de manœuvre pour conduire une politique nationale visant à enrayer une hausse des prix (ex: en 2021-2022).

Quant à la libéralisation du marché agricole, d'aucuns dénonçaient la multiplication des pratiques déloyales néfastes aux agriculteurs qui en découlaient (ex: importations de produits ne respectant pas les règles imposées sur le sol européen).

A cela s'ajoute le déclin industriel européen. Or d'aucuns estiment qu'en raison de ses choix stratégiques historiques et de ses faiblesses structurelles, l'Union se trouve aujourd'hui l'otage géoéconomique des stratégies industrielles des États-Unis et de la Chine. En effet, les difficultés de l'industrie européenne s'expliquent notamment par la force de ses concurrents américains et chinois, dont la productivité est meilleure. Ainsi, l'écart de richesse entre la zone euro et les États-Unis est important: le taux de croissance du PIB américain entre

1993-2020 a été supérieur de 50 % à celui de l'Europe. A cela s'ajoute une demande intérieure européenne réduite et une **réindustrialisation** qui se heurte à la concurrence entre pays européens pour attirer des investissements sur leur sol (ex: l'Italie ou la Pologne attirent davantage de capitaux étrangers en raison des faibles coûts de leur main-d'œuvre).

L'Union européenne a subi la guerre économique menée par les Etats-Unis ces dernières années ainsi que le poids des sanctions américaines contre la Russie durant sa guerre en Ukraine (ex: substitution du gaz russe au profit du coûteux gaz de schiste américain). Elle a également souffert des politiques économiques agressives de la Chine. Face aux multiples pratiques commerciales déloyales chinoises, certains dirigeants européens ont ainsi réclamé la réciprocité dans les affaires. L'UE a notamment décidé d'augmenter ses droits de douane sur les voitures électriques provenant de Chine et lancé des enquêtes anti-dumping sur les panneaux photovoltaïques chinois en 2024.

Plus généralement, l'UE subit les nouvelles politiques économiques des grandes puissances, qui abandonnent peu à peu les règles de concurrence libre et non faussée, subventionnent les innovations (ex: Chine) et imposent des mesures protectionnistes à leurs concurrents (ex: impositions de taxes américaines à la Chine), entrant ainsi en opposition avec les valeurs traditionnellement suivies en Europe.

L'Europe cherche donc à gagner en compétitivité et à conclure des partenariats avec de nombreux acteurs afin de préserver ses intérêts en matière de sécurité économique (plan de sécurité économique de 2023). Par ailleurs, en 2025, l'UE a adopté le «Clean Industrial Deal» (ou Pacte pour une industrie propre), qui vise à décarboner l'industrie européenne tout en rétablissant sa compétitivité (ex: stimuler la demande de biens industriels propres produits en Europe), dans le cadre du Green Deal européen.

La transition énergétique vers une économie décarbonée constitue en effet l'un des fers de lance d'une Union européenne qui se heurte toutefois à de nombreuses difficultés pratiques et économiques (ex: quel coût de l'énergie?).

L'énergie produite par les énergies renouvelables étant insuffisante et intermittente, plusieurs pays relançaient leurs centrales thermiques ou renonçaient à les arrêter (Suède, Pays-Bas). A l'inverse, l'Allemagne fermait

| ses derniers réacteurs nucléaires en activité en 2023.

Ainsi, l'Union européenne a revu ses ambitions à la baisse en matière environnementale. Elle demeurait cependant engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55% d'ici 2030 (loi européenne sur le climat de 2021) et gardait son objectif de parvenir d'ici 2050 à une UE neutre pour le climat (**«Pacte vert»**).

Voté en 2020, le Pacte vert est une stratégie destinée à réaliser l'objectif climatique de l'UE à l'horizon 2050. Il rassemble des objectifs, des politiques et des actions visant la neutralité climatique (absence d'émission de gaz à effet de serre). Le but est d'agir pour l'environnement tout en conservant une dynamique de croissance («croissance verte», ou «développement durable»). Ainsi, la loi sur la restauration de la nature, texte clé du Pacte vert, devait par exemple permettre de réparer les écosystèmes naturels dégradés par les activités humaines (urbanisation, exploitations intensives, etc.). Aussi, l'Europe se tourne peu à peu vers la production d'hydrogène vert.

I SITUATION POLITIQUE

L'intégration des pays du centre et de l'est de l'Europe au sein de l'Union européenne a obligé les premiers Etats membres à s'adapter à ces nouveaux arrivants.

Ingérences étrangères

Depuis des décennies se pose la question du **déficit démocratique** de l'Union ou encore celle du rôle prépondérant des **lobbies industriels** au sein du Parlement européen, seule institution européenne directement élue par les citoyens.

Le Parlement a fait l'objet de nombreuses accusations de corruption et s'est trouvé au cœur d'opérations d'influence et d'espionnage de la part de la Chine ou encore de la Russie. Ainsi, outre l'influence des Frères musulmans à Bruxelles, les scandales du « Qatargate » ou encore du «Chinagate» ont encore terni l'image du Parlement européen ces dernières années. Et pour cause, 50 000 lobbyistes travaillent à Bruxelles pour 720 eurodéputés.

I En 2025, en Roumanie, le candidat vaincu à l'élection présidentielle dénonçait les ingérences étrangères dans le vote, et notamment celles de la France.

Montée des nationalismes ?

Toujours plus éloignés des centres de décision, certains citoyens ont longtemps souhaité limiter le transfert de nouvelles compétences à l'UE pour continuer à peser sur les décisions politiques nationales. En outre, les difficultés économiques croissantes, les inégalités sociales accrues et la défiance toujours plus grande à l'égard du politique sont autant de facteurs qui ont favorisé la résurgence de valeurs nationalistes dans les années 2010.

Le refus de la constitution européenne par référendum, en 2005, en France et aux Pays-Bas, révélait déjà la défiance d'une partie de la population européenne à l'égard de l'UE.

Ainsi, les nationalismes se sont renforcés un peu partout en Europe. En **Hongrie**, en **Pologne**, en Slovaquie, en Bulgarie et en Croatie ont émergé des partis politiques aux tendances nationalistes parfois jugées autoritaires. Au-delà de l'Europe centrale, d'autres pays ont connu un regain d'intérêt populaire pour des partis **nationalistes ou eurosceptiques** (ex: Autriche, France, Suède, Italie avec Giorgia Meloni).

Cependant, ces mouvements n'ont pas remis en question la politique européenne, ces partis ne remettant pas en question l'intégration de leur pays au sein de l'Union et ne parvenant que rarement au pouvoir.

L'avancée vers un fédéralisme ?

L'Union européenne a progressivement renforcé l'intégration des Etats membres et **l'harmonisation des disparités nationales**: instauration d'une union économique puis monétaire, harmonisation dans des domaines toujours plus nombreux, renforcement des institutions européennes, mise en place de politiques communes et d'un euro numérique (fondé sur une monnaie de banque centrale), prise de décisions politiques communes (ex: pour réguler le marché européen du numérique, pour venir en aide à l'Ukraine en 2022, etc.), augmentation du budget de l'Union, abandon du vote à l'unanimité au Conseil de l'Union (remplacé par le vote à la majorité

qualifiée), etc.

Ces délégations progressives de souverainetés nationales (ou l'exercice mutuel d'attributs de la souveraineté) à une échelle supra-nationale tendraient ainsi à se rapprocher du concept de fédération d'Etats-nations proposé en son temps par Jacques Delors.

A bien des égards, l'UE serait ainsi devenue comparable à une structure fédérale dans de nombreux secteurs (politique économique et monétaire, espace judiciaire et policier).

L'adoption de l'Union bancaire en 2014 avait été considérée comme l'une des grandes étapes vers un fédéralisme européen. Puis, la constitution d'une dette commune engendrée par le plan de relance conduit durant la crise sanitaire avait ponctuellement fédéré les Etats membres, de même qu'avec l'émergence d'une Europe de la santé (création de la Health Emergency Response Authority). Aussi, le traité de Lisbonne avait créé un haut représentant pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité ainsi que le Service européen pour l'action extérieure, un organe diplomatique permettant aux Etats membres de s'accorder sur des positions communes répondant aux défis internationaux (terrorisme, etc.). Cependant, de nombreux projets restent inachevés, à l'instar de l'harmonisation de l'impôt sur les sociétés (ACCIS) ou de l'Union des marchés de capitaux, qui devaient permettre d'avancer vers une Europe fédérale.

Cependant, de nombreux domaines restent dévolus aux Etats membres. Aussi l'Union européenne serait-elle une structure hybride au sein de laquelle persiste une **interdépendance entre les Etats membres et l'Union**.

Attractivité et projets d'élargissements

L'UE jouit d'une certaine attractivité financière qui attire les investisseurs étrangers sur son sol. Le niveau de vie globalement élevé des citoyens européens constitue également un facteur d'attractivité. Ainsi, les pays candidats à l'Union demeurent nombreux.

En 2022, était lancée la Communauté politique européenne, une structure informelle visant à accroître les liens entre l'Union européenne et les pays non-membres qui partagent ses valeurs. Cet outil de soft power tendait à attirer de nouveaux candidats à l'UE.

Après le vaste élargissement de 2004, l'UE ambitionne d'intégrer les pays des **Balkans occidentaux** (Albanie, République de Macédoine du Nord, Kosovo, Monténégro, Serbie, Bosnie-Herzégovine) mais aussi l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie (où s'exerce particulièrement l'influence russe que l'UE souhaite refouler, notamment via la région indépendantiste de la Transnistrie).

I L'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie obtenaient le statut de candidat à l'entrée dans l'UE en 2022-2023. Quant aux pays des Balkans occidentaux, les négociations d'adhésion avec l'UE se poursuivaient.

Mais ces élargissements soulèvent la **question de l'intégration** de pays relativement pauvres et éloignés des standards occidentaux, mais aussi celle de la gouvernance interne de l'Union ou encore celle des valeurs communes entre des pays à la culture et à l'histoire différentes.

Après l'élargissement de 2004-2007, certains nouveaux Etats membres n'avaient pas mis en place suffisamment de réformes visant au respect des valeurs européennes et de l'Etat de droit (interdiction de l'arbitraire, lois transparentes, etc.).

I La Bosnie-Herzégovine, rongée par la corruption et l'inflation, conservait le statut de candidat potentiel. Quant à la Turquie, malgré son statut de candidate à l'adhésion, elle s'est progressivement détournée de l'Europe.

Cette situation a entraîné de nombreuses discordes **entre les premiers Etats entrés dans l'Union et les pays de l'Est de l'Europe**, qui ont intégré plus tardivement l'UE (ex: sur la question migratoire, sur l'idée d'intervention en Ukraine, sur la question palestinienne, etc.). De plus, les valeurs nationalistes prônées par la Pologne, la Bulgarie et la Hongrie se sont **heurtées aux valeurs progressistes** de l'Union (ex: loi hongroise interdisant la promotion de l'homosexualité et du changement de sexe, bannissement de toute «propagande LGBT» à l'école en Bulgarie). Ces multiples désaccords ont fait l'objet de tensions institutionnelles.

En 2021, le Tribunal constitutionnel polonais décida de ne pas reconnaître l'autorité de la justice européenne, considérant que les institutions européennes dépassaient leurs compétences).

I En 2025, la Hongrie se voyait privée d'un milliard d'euros de fonds européens.

Les délégations de souveraineté causent en effet des dissensions. De plus, elles conduisent les Etats membres de la zone euro à perdre l'indépendance de leur politique monétaire, suscitant des réticences chez certains Etats. Ainsi, pour maintenir sa pleine souveraineté, le **Royaume-Uni n'avait pas intégré la zone euro et décidé de quitter l'UE en 2020**. De même, l'**Islande avait retiré sa candidature** en 2015 (mais participe notamment à l'espace Schengen, à Europol et à Eurojust). De son côté, la Suisse avait rejeté l'adhésion par référendum, tout comme l'avait fait la Norvège (en 1972 et 1994) pour conserver son indépendance.

I GESTION DES MIGRATIONS

L'arrivée massive de migrants en Europe dans les années 2010, portée par les conflits touchant le continent africain, avait provoqué une crise migratoire très médiatisée.

La mort de centaines de migrants lors de leur traversée en mer Méditerranée avait remis en question les dispositifs mis en place par l'Union européenne, à commencer par l'agence **Frontex**, dont le but est d'assister les États membres dans le contrôle des frontières extérieures de l'Union européenne.

Depuis 2004, l'agence Frontex surveille les frontières extérieures de l'espace Schengen, qui assure la liberté de circulation des personnes au sein des 29 pays qui en font partie.

C'est alors que les dirigeants européens décidaient, fin 2016, de créer un **corps européen permanent** destiné à limiter l'immigration clandestine aux frontières extérieures de l'UE. A cela s'ajoutait l'adoption du **système d'asile** européen (règlement Dublin III), intégré au régime d'asile européen commun (RAEC).

En vertu du règlement de Dublin, les demandes d'asile sont assumées par les premiers pays de transit des migrants (et donc essentiellement par les pays de sud de l'Europe).

L'UE a également signé des accords de partenariat avec ses voisins (Maroc, Turquie, Egypte, etc.) pour retenir les flux migratoires et aider à leur contrôle, mais aussi mis en place des camps d'accueil pour les migrants clandestins (ex: accord entre l'Italie et l'Albanie en 2024). Elle a, en outre, renforcé l'agence Frontex et adopté, en 2024, le Pacte sur la migration et l'asile.

*Le Pacte migratoire devait renforcer les contrôles aux frontières pour dissuader les départs et organiser la gestion de l'asile, notamment en cas de crise. Il prévoyait un «filtrage» préalable à l'entrée d'un migrant dans l'UE, un mécanisme de solidarité obligatoire pour soulager les États membres confrontés à la pression migratoire (accueillir une partie des demandeurs d'asile ou aider les Etats à les accueillir) ou encore l'élargissement du champ de la base de données Eurodac. Celle-ci recueille les données biométriques des migrants sur le territoire européen (empreintes digitales, contrôles "de santé et de sécurité", informations personnelles, images faciales); la gestion des migrants s'est en effet peu à peu basée sur des outils numériques et autres technologies (drones de surveillance autonome, logiciels d'extraction de données cellulaires). En 2021 par exemple, était créé sur l'île de Samos, en Grèce, un camp de réfugiés au système de sécurité modernisé (caméras, portes magnétiques ou scanners à rayons X, surveillance permanente par l'IA, etc.). Aussi, l'Union européenne investit dans l'**intelligence artificielle pour contrôler ses frontières** (ex: logiciel d'anticipation des mouvements migratoires Itflows).*

Ainsi, depuis les années 2000, de nombreux pays européens ont durci leurs politiques d'accueil (contrôles renforcés, droits restreints, expulsions accélérées, etc.).

I En 2024-2025, l'on constatait une baisse des franchissements illégaux aux frontières de l'UE.

Cependant, plusieurs pays européens ont profité de l'immigration pour compenser les effets économiques néfastes d'une Europe vieillissante: l'Allemagne a ainsi relevé sa natalité et l'Espagne, l'Italie ou encore la Pologne

ont fait face à leurs besoins en main-d'œuvre.

Selon plusieurs études, l'arrivée de migrants en Europe durant les trente dernières années a eu des effets positifs ou neutres sur l'économie de l'Union à moyen et long terme.

I LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les pays membres de l'Union européenne ont subi plusieurs attentats ces dernières décennies : depuis ceux de 2004 à Madrid et de 2005 à Londres, l'Europe a connu une vague d'attentats entre 2015 et 2018. Depuis lors, plusieurs Etats membres ont sporadiquement été frappés par le terrorisme islamiste (France et Autriche) malgré d'importantes mesures anti-terroristes.

Face à ces attaques, l'Union européenne s'est dotée de multiples instruments. Depuis les attentats de 2001 aux Etats-Unis, elle a notamment mis en place le Centre européen chargé de la lutte contre le terrorisme (ECTC), créé le registre des **données sur les passagers des vols** (Passenger name record), adopté une définition commune du terrorisme, créé le mandat d'arrêt européen, etc. Mais la lutte repose avant tout sur **l'échange d'informations entre Etats** (ex: système ECRIS, système d'information Schengen avec le fichier des entrées et sorties de l'espace Schengen, etc.), le contrôle de la liberté d'expression sur Internet pour éviter l'endoctrinement (retrait des contenus terroristes dans un délai d'une heure) et le **contrôle des frontières** extérieures afin d'éviter l'arrivée de combattants étrangers.

Ainsi, bien que la politique antiterroriste demeure une compétence nationale, l'UE agit activement contre cette menace et coopère avec les Etats-Unis, en lien avec Europol et Eurojust, mais aussi avec les pays d'Afrique du Nord, de la Corne de l'Afrique ou encore du Moyen-Orient.

I RELATIONS EXTÉRIEURES

Politique de défense

En 1992, le traité de Maastricht lançait la **politique étrangère et de sécurité commune** (PESC), dont la branche opérationnelle sera créée en 2007 : la

politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Dès lors, l'Union introduisait une clause de défense mutuelle et la possibilité d'actions communes (bataillons transnationaux, agence d'armement, etc.).

La PSDC, communément appelée «**Europe de la défense**», permet en effet à l'UE de mener des **opérations militaires** dans les zones de conflit et à son armée de défense, **l'Eurocorps**, de conduire des opérations de stabilisation pour le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité internationale (ex: Afghanistan en 2012, force Takouba au Sahel, etc.).

Par ailleurs, dans un souci d'**autonomie stratégique**, la capacité militaire de planification et de conduite (MPCC) a été mise en place en 2017 et l'Initiative européenne d'intervention créée l'année suivante pour favoriser les engagements d'opérations conjointes entre groupe d'États membres. De son côté, la facilité européenne pour la paix (FEP), créée en 2021, permet à l'Union de livrer des engins militaires sur un théâtre d'opérations. La même année, la création du **Fonds européen de défense** (FED) visait à financer des projets dans le secteur.

Dans ce droit fil, les Etats membres adoptaient, en 2022, une Boussole stratégique destinée à renforcer la politique de sécurité et de défense commune et le développement d'une capacité de déploiement rapide de 5 000 hommes. Elle actait ainsi la volonté de "renforcer l'autonomie stratégique de l'UE".

S'il n'existe pas d'instance fédérale de défense européenne, il existe toutefois une alliance militaire entre États européens (clause de « défense mutuelle » introduite par le traité de Lisbonne) et le traité sur l'Union européenne (l'article 42) prévoyait la possibilité de créer une force commune de défense européenne dès 2009. De plus, la guerre en Ukraine a favorisé une coopération accrue en matière de défense, orientant ainsi les pays membres vers une fédéralisation de l'Europe de la défense.

*Cependant, la politique étrangère et de sécurité demeure essentiellement une **prérogative nationale**. Or un nombre restreint d'Etats membres bénéficie d'une armée susceptible de mener des opérations extérieures ponctuelles. De plus, seule la France possède un arsenal nucléaire, siège au Conseil de sécurité de l'ONU et entretient un réseau d'ambassades.*

Les pays européens entendent en effet s'autonomiser en matière de défense.

Sur le plan militaire et défensif, ils **dépendent encore de l'OTAN**, qui demeure, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la pierre angulaire de leur défense collective. Or l'Alliance rassemble essentiellement ses alliés autour des intérêts américains et la défense européenne repose en grande partie sur l'achat d'armements américains (entre 2022 et 2024, 68% des achats d'équipements militaires avaient été effectués auprès de firmes américaines). De plus, ces dernières années, les Etats-Unis affichent leur intention de réduire leur engagement au sein de l'OTAN, leurs priorités s'orientant plutôt vers l'Asie-Pacifique. Pour assurer sa sécurité, l'Union européenne devra donc gagner en autonomie. Des alliances nouvelles et des choix stratégiques devront être effectués afin de mettre en place les moyens de cette indépendance.

Pour l'heure cependant, l'Europe de la défense apparaît encore devoir se penser dans le cadre de l'OTAN, et donc sous la tutelle de Washington, qui maintient environ 100 000 militaires sur le sol européen.

I En 2025, la Conférence de Munich sur la sécurité mettait en lumière les tensions transatlantiques. Outre le soutien réduit de l'OTAN à l'Europe, c'est sur la question ukrainienne que les tensions se cristallisaient: alors que l'Europe plaçait l'Ukraine au cœur de sa vision stratégique, les États-Unis tendaient à redéfinir leurs priorités, laissant ainsi planer le doute quant à l'issue du conflit et à l'équilibre du continent. En outre, les Européens se voyaient écartés des négociations entre les Etats-Unis et la Russie.

I Le sommet de l'OTAN de 2025 révélait la faible autonomie des Européens, les Etats-Unis imposant leurs exigences financières et leurs priorités stratégiques.

Autonomisation stratégique

Depuis plusieurs années, le déclin du multilatéralisme dans les relations internationales a rendu nécessaires de profonds changements d'orientation au sein de la politique européenne. Outre la multiplication des négociations plurilatérales, régionales ou bilatérales depuis le milieu des années 2000, une

dynamique d'autonomie stratégique a été engagée au cours des années 2010.

Ces dernières années, l'Union européenne a mis en place une nouvelle politique industrielle (2020, 2021), une boussole stratégique et une doctrine de sécurité économique.

Une stratégie industrielle européenne de défense s'est ainsi développée, permettant d'accroître la part des dépenses d'équipements militaires auprès de l'industrie européenne, au détriment des achats d'armements américains. Cette nouvelle politique européenne s'inscrivait à rebours de l'ancienne **politique de démilitarisation** longtemps soutenue par l'UE et qui avait conduit à limiter les investissements dans le secteur. Désormais, le continent entend, de cette façon, assurer son indépendance stratégique et sa souveraineté.

Le plan de réindustrialisation de 2024 visait l'augmentation de la base industrielle de défense, le financement des sites industriels devant être maintenus en état de production de munitions ou de systèmes d'armements.

I En 2025, le lancement du plan SAFE (Security Action for Europe) devait permettre de renforcer l'armement du continent grâce à des prêts accordés aux États membres (pour les projets comprenant au moins 65% de composants provenant d'entreprises européennes ou de pays partenaires). Cela doit consolider l'industrie européenne et assurer l'autonomie de l'UE, tout en avançant vers la constitution d'une Europe fédérale.

Ce mouvement s'est accéléré avec le réarmement massif de l'Europe après l'invasion russe de l'Ukraine en 2022.

Les dépenses de défense des États membres de l'UE ont augmenté de plus de 30% entre 2021 et 2024. Cette évolution a été facilitée par le programme ReArm Europe (qui prévoit des milliards d'euros de dépenses nationales supplémentaires dans la défense d'ici 2030) ainsi que l'EDIP (Programme européen pour l'industrie de défense). Leur objectif était de renforcer la compétitivité industrielle et technologique de la défense européenne, tout en maintenant les objectifs climatiques de l'Union (conformément au Pacte pour

| une industrie propre).

I Annonçant vouloir devenir la première armée de l'Europe communautaire, l'Allemagne réinvestissait dans sa force armée (ex: investissement de 36 milliards d'euros dans la défense spatiale). Quant à la Pologne, elle entendait devenir l'une des principales armées de l'Union européenne et devait largement bénéficier du plan SAFE.

I Parallèlement, certains pays frontaliers de la Russie ou anciens membres de l'espace soviétique réintroduisaient le service militaire (Lettonie, Biélorussie qui est pourtant alliée de Moscou) ou l'envisageaient (Allemagne, Serbie). En accroissant leurs budgets militaires, de nombreux pays européens se prépareraient à une confrontation possible en dehors de l'OTAN.

Outre l'industrie de défense, l'indépendance stratégique se joue aussi sur le terrain technologique. Or, très dépendants des GAFAM, les États européens s'en remettent encore aux infrastructures, applications et autres solutions technologiques américaines. Aussi l'UE cherche-t-elle à atteindre une véritable souveraineté numérique, notamment en innovant dans le secteur (programme Europe numérique).

L'Europe a notamment agi pour limiter sa dépendance à l'égard de l'Asie, qui fabrique la majorité des semi-conducteurs («Acte européen des puces» électroniques). Le Chips Act de 2022 (programme de développement de microprocesseurs) devait ainsi réduire sa dépendance à la Chine en la matière.

Malgré cette ambition d'autonomie, en 2022, un accord de principe avait été conclu sur le transfert des données personnelles entre l'Union européenne et les États-Unis.

I L'UE a lancé le Net Zero Industry Act en 2025, visant à relocaliser une partie de la production de technologies énergétiques propres sur le sol européen.

L'indépendance se joue enfin dans l'espace. Les Européens cherchent à rattraper les Etats-Unis et la Chine s'agissant notamment des constellations de satellites.

I A travers le projet IRIS (constellation de satellites européens), l'Europe entend disposer d'un accès à l'espace sans dépendre des projets américains, chinois ou russes.

L'Union européenne peine cependant à s'imposer sur une scène internationale renouvelée par les logiques de puissance.

L'UE a cependant parfois su s'imposer pour défendre ses intérêts (ex: décisions prises à l'encontre des géants du numérique pour pratiques anticoncurrentielles en 2024, augmentation des droits de douane sur les véhicules électriques chinois).

Politique étrangère européenne

En matière de diplomatie et de défense, les Etats membres conservent l'essentiel de leurs compétences. La politique étrangère et de sécurité commune (PESC) repose en effet seulement sur la **coordination des politiques étrangères des États membres**. La présidence de la Commission européenne fixe néanmoins les grandes orientations politiques et économiques qui régissent le positionnement de l'UE au niveau international.

*La politique européenne s'appuie sur la défense d'un système de valeurs. Parfois considérée comme une **puissance «morale»**, les instances européennes invoquent régulièrement les valeurs démocratiques pour justifier leurs actions. L'UE avait notamment défendu les «valeurs européennes» dans le cadre de la guerre en Ukraine, alors que la corruption gangrénait Kiev. De même, en 2025, les Européens levaiennt les sanctions émises à l'encontre de la Syrie depuis 2011 et promettaient plus de deux milliards d'euros pour la reconstruction; cela tendait à reconnaître la nouvelle autorité islamiste syrienne.*

L'UE a ainsi conclu des accords bilatéraux de libre-échange avec différents pays du monde (environ 50 accords commerciaux), suppléant au déclin du multilatéralisme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Union a

notamment négocié le traité transatlantique (en 2013), ratifié un accord entre l'Union européenne et le Canada (Accord économique et commercial global ou AECG/CETA) ainsi qu'avec le Japon (JEFTA) ou encore la Nouvelle-Zélande et le Kenya (en vigueur depuis 2024).

I En 2025, le traité UE-Mercosur était adopté par la Commission européenne. Il devait être approuvé par les Etats membres et le Parlement européen.

Si ces projets de libre-échange ont suscité de vives réticences populaires, l'Union a toutefois poursuivi cette politique, notamment dans la région indo-pacifique (ex: négociations avec la Thaïlande ou les Philippines), mais aussi négocié des partenariats liés la gestion des océans, au numérique ou encore au changement climatique.

L'UE agit également dans le monde à travers les différentes **aides au développement** qu'elle apporte à des Etats situés hors du continent européen, notamment à travers le Service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) ou le Fonds européen de développement (créé en 1958). En outre, des aides sont accordées ponctuellement à certains pays en raison de leurs difficultés ponctuelles.

I Des subventions et des prêts étaient accordés à l'Ukraine afin de «soutenir le redressement, la reconstruction et la modernisation» du pays pour la période 2024-2027.

Cependant, l'Union européenne a progressivement privilégié le **partenariat économique**, aux dépens de l'aide.

Le budget d'aide humanitaire européen est dédié aux victimes de catastrophes naturelles ou d'origine humaine, visant d'abord l'Afrique subsaharienne, puis le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et enfin l'Asie et l'Amérique latine avant de financer des projets proches du continent européen. L'UE apporte aussi des milliards d'euros aux pays voisins accueillant des migrants (notamment la Turquie).

De son côté, après avoir financé des infrastructures dans les régions les plus pauvres, la Banque européenne d'investissement s'est principalement

orientée vers le financement de la transition énergétique, devenant ainsi la banque du climat.

Relations avec les principales puissances mondiales

■ *Relations UE- Etats-Unis*

Traditionnellement alignée aux Etats-Unis, l'Union européenne a peu à peu vu son allié se détourner du continent pour s'orienter vers l'Asie (politique du «pivot asiatique») dans une logique de concurrence avec la Chine. Aussi, le protectionnisme américain croissant a conduit au désengagement dans l'OTAN ainsi qu'à des actions unilatérales de Washington peu favorables aux intérêts européens (ex: affaire AUKUS).

I En 2025, l'Union européenne avait consenti à des droits de douane américains de 15 % sur ses produits. Il s'agissait d'éviter une guerre commerciale délétère et de conserver l'engagement militaire américain en Europe (soutien à Kiev). Cependant, l'Union s'engageait également à acheter davantage d'armements américains pour équiper l'Ukraine, remettant ainsi en question le renforcement de la base industrielle de défense européenne.

Malgré le déséquilibre des relations entre l'UE et les Etats-Unis, les **relations commerciales** ainsi que les investissements entre les deux régions demeurent importants. Les États-Unis restent en effet le plus grand partenaire commercial et d'investissement de l'UE.

En 2024, les échanges de biens entre l'UE et les États-Unis s'élevaient à 867 milliards d'euros.

■ *Relations UE - Afrique*

L'Union européenne est le premier partenaire commercial des pays africains

et leur plus grand marché d'exportation (devant la Chine et les États-Unis). L'Afrique est le quatrième partenaire commercial de l'UE.

Les liens entre les continents européen et africain s'étaient renforcés dans le cadre de l'**accord de Cotonou**, adopté en 2000. Par la suite en effet, l'UE a négocié des accords de partenariat économique avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (les pays dits ACP). En outre, des dialogues formels, tels que les sommets UE-Afrique, ont été menés. Par ailleurs, un partenariat existe entre l'UE et l'Union africaine; il repose sur une coopération multi-domaines (sécurité, intégration économique, transition numérique, etc.).

Par ailleurs, des missions de l'UE sont déployées sur le continent africain, comme cela a pu être le cas en République centrafricaine, en Libye ou encore au Mali. Aussi, d'importantes aides sont destinées au continent africain, malgré l'avènement progressif d'une logique de coopération et d'équité entre les partenaires européens et africains.

En 2022, l'UE promettait, dans le cadre de sa stratégie Global Gateway, d'octroyer 150 milliards d'euros d'investissements en Afrique dans les prochaines années afin de financer l'accès à Internet, à l'éducation, mais aussi la production de vaccins ou encore aux énergies renouvelables. La Banque européenne d'investissement (BEI) allait y contribuer, près de la moitié de ses activités se concentrant sur le continent. Cette stratégie, lancée en 2021, devait contrer l'influence chinoise en Afrique, en proposant des infrastructures de qualité (ex: Corridor de Lobito, projet ferroviaire visant à relier les ressources minières de pays africains (RDC, Angola)).

■ *Relations UE - Chine*

L'Union entretient des relations diplomatiques avec la Chine depuis 1975. Un accord de coopération commerciale et économique avait également été signé dès 1985 et les échanges commerciaux se sont progressivement développés entre les deux régions. Cependant, le déséquilibre dans ces relations avait conduit l'UE à **réclamer l'application de règles de concurrence équitables** et donc la réciprocité dans l'accès aux marchés (ex: levée des barrières entravant l'accès au marché chinois). En dépit de ces demandes, le déficit commercial de l'UE avec la Chine n'a fait que croître

depuis les années 2000.

I En 2025, l'UE soulignait l'importance d'un dialogue approfondi avec la Chine afin de parvenir à une relation commerciale plus équilibrée et mutuellement bénéfique, fondée sur l'équité et la réciprocité.

Dans ce contexte, et dans le droit fil du programme OTAN 2030 (qui désignaient la Chine comme un concurrent et une menace pour l'ordre international), l'UE avait qualifié, en 2019, la République populaire de Chine de « concurrent économique » et « rival systémique ».

Toutefois, le poids économique de la Chine et son importance comme partenaire économique rendent indispensable la coopération avec le pays dans nombre de domaines (changement climatique, non-prolifération des armes de destruction massive, etc.). De plus, les Européens sont **dépendants de la puissance chinoise**, dont ils ont ponctuellement cherché à se défaire (ex: **augmentation des droits de douane** sur les voitures électriques chinoises).

De nombreux scandales liés à l'espionnage d'eurodéputés par la Chine et à la présence d'agents chinois à Bruxelles ont éclaté ces dernières années.

En dépit de traditionnels et nombreux sujets de dissensions (ex: Ouïghours), la Chine et l'Union européenne affichent des volontés communes, à commencer par la sauvegarde du multilatéralisme et d'un ordre international fondé sur des règles. Les deux régions s'entendent aussi sur les questions environnementales (développement des énergies renouvelables).

■ *Relations UE - Russie*

Dès le début des années 2000, les liens entre la Russie et son voisin européen s'étaient distendus, malgré un accord de partenariat et de coopération signé une décennie plus tôt. Les divergences se sont notamment cristallisées autour de la question des frontières européennes (qui se sont progressivement étendues aux pays de l'ex-Union soviétique), mais aussi celle de l'engagement européen au sein de l'OTAN.

Puis, la crise ukrainienne de 2014 et l'annexion de la Crimée par la Russie ont

accentué les tensions entre Russes et Européens. Dès lors, l'Union européenne a commencé à imposer de lourdes **sanctions économiques à la Russie**.

C'est dans ce droit fil que, pour soutenir l'Ukraine, l'UE a poursuivi sa politique de sanctions (embargo sur l'essentiel du pétrole russe, plafonnement du prix du pétrole russe à destination des pays tiers, etc.) et réorientait ses importations de gaz afin de réduire sa dépendance à la Russie.

L'objectif des sanctions était d'affaiblir le complexe militaro-industriel, notamment en réduisant les revenus énergétiques perçus par la Russie. Cependant, loin d'avoir de réels effets néfastes sur l'économie russe, qui s'est tournée vers d'autres marchés, les sanctions ont été délétères pour différents pays de l'Union (ex: en France, l'embargo a fortement affecté le secteur de l'agriculture, le prix de l'énergie a augmenté). Selon certains observateurs, les Européens auraient finalement, en raison de leur géographie, plutôt intérêt à se rapprocher de leur voisin russe.

Les liens entre l'Europe et la Fédération de Russie sont également ternis par les réguliers soupçons d'ingérence pro-russe (désinformation, ingérences au Parlement européen et dans les élections des Etats membres, etc.).

■ *Relations UE - Amérique latine*

Considérée comme une région susceptible de jouer un rôle important sur de nombreux sujets (réponse au changement climatique, restructuration du multilatéralisme, etc.), l'Amérique latine est approchée par une Union européenne qui tend à fonder un partenariat stratégique avec la région (ex: Sommet UE-CELAC (États d'Amérique latine et des Caraïbes) de 2023).

I Après des années de négociations, le traité entre l'UE et le Mercosur était adopté par la Commission européenne en 2025. L'objectif est ainsi de libéraliser et d'accroître les échanges avec les économies latino-américaines.

UKRAINE

Indépendante depuis 1991, l'Ukraine est un jeune Etat qui ne contrôle qu'une partie de son territoire initial, ayant été amputée de la Crimée en 2014 et d'une partie de la région du Donbass, en proie à de vives violences.

Après des années de conflit entre Ukrainiens et pro-russes dans cette région, la guerre était ravivée en 2022 par une vaste offensive russe.

I SITUATION GÉOPOLITIQUE

Autrefois République Socialiste Soviétique (RSS) d'Ukraine, annexée en 1945 par Staline, le pays regroupe plusieurs **régions qui appartenaient jusqu'à récemment à différents empires** (austro-hongrois et russe) et à plusieurs Etats (Russie, Pologne et Roumanie). La population y est donc hétérogène, dans ses traditions et sa culture.

*En Ukraine, se mêlent catholicisme et orthodoxie mais aussi **trois langues différentes** (russe, biélorusse et ukrainien) malgré un tronc commun slave oriental. La langue ukrainienne n'est la langue maternelle que de 68,5 % de la population, beaucoup se considérant de langue maternelle russe. Ces divergences culturelles ont entraîné litiges linguistiques et tensions religieuses.*

L'Ukraine est aussi caractérisée par sa situation géographique particulière: carrefour sur le plan économique autant que culturel et stratégique, ce «pivot géopolitique» a été disputé par les États voisins depuis le XIII^e siècle, ce qui a conduit au passage ou à l'occupation de nombreuses armées.

D'un point de vue géographique, l'Ukraine est traversée par une immense plaine s'étendant de l'Allemagne à la Russie, dans un relief général peu accidenté. Par ailleurs, les montagnes sont moyennement élevées et le pays dispose d'un littoral composé d'une côte basse et sableuse. Bénéficiant majoritairement d'un climat continental (relativement tempéré), le pays profite d'une bonne hydrographie et plusieurs fleuves le traversent ou le bordent pour se jeter dans la mer Noire. Le pays est un important producteur

agricole (blé, maïs, graines de tournesol, etc.) et a longtemps bénéficié d'une industrie puissante. Pourtant, et bien qu'il dispose de matières premières, il demeure dépendant: au-delà des matières premières, l'ensemble du secteur secondaire se trouve dans une dépendance énergétique totale vis-à-vis de la Russie.

Aujourd'hui encore, l'Ukraine demeure un pays relativement faible, à la fois parce qu'il est jeune, mais aussi parce qu'il est tirailé entre un Occident qui l'attire et une Russie qu'il craint.

I BREF HISTORIQUE

Après la dissolution du Pacte de Varsovie en 1991, 14 pays de l'ex-URSS entraient dans l'Alliance atlantique, réduisant ainsi la zone d'influence russe. Les Russes formulaient alors le souhait que **l'OTAN s'engage à ne pas s'étendre vers l'Europe de l'Est**, demande à laquelle l'organisation a accédé.

James Baker, secrétaire d'État sous George H. W. Bush, annonçait le 9 février 1990 que l'OTAN ne s'élargirait « pas d'un pouce vers l'Est ». A la chute de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev aurait obtenu de l'OTAN cette assurance en échange de son accord sur la réunification des deux Allemagnes en 1990-1991.

Mais progressivement, l'OTAN va toutefois gagner du terrain dans l'ancien giron soviétique, à l'exception de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Biélorussie. Attractive, l'Alliance attirait en effet les anciens pays socialistes pour des raisons militaires: elle était considérée comme garante de la sécurité et de la défense européenne.

Au milieu des années 1990, de nombreux changements politiques ont eu lieu dans les anciennes démocraties populaires d'Europe de l'Est. Emmené par de massives campagnes de communication et des techniques de résistance non-violentes et de massives campagnes de communication, les populations s'opposaient à des États autoritaires. Au cours de la décennie suivante, le phénomène s'est étendu aux anciennes Républiques de l'URSS plus proche de la Russie (Géorgie, Ukraine, Biélorussie, etc.). De grands mouvements portés par la jeunesse sont ainsi nés, s'appuyant sur des militants formés et financés par des ONG et des fondations essentiellement américaines.

Face à ce mouvement, les Russes, jusque-là demeurés passifs, ont commencé à s'inquiéter du regroupement important, à leur périphérie, de pays intégrant une alliance hostile à leur égard. Cette crainte est réellement née avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, qui entendait restaurer un pouvoir fort ne souffrant d'aucune menace extérieure.

En réponse à l'extension de l'OTAN vers l'Est, le président Poutine avait changé de ton face à l'Occident en 2007, lors de la Conférence sur la sécurité de Munich. Redevenue la puissance centrale de l'Eurasie, la Russie ne tolérerait plus l'élargissement sans limites de l'espace euro-atlantique dans son espace proche.

En effet, dès les années 1990, de nombreux États des Balkans occidentaux ont intégré l'UE et l'OTAN, à l'image de la Croatie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro et de la Slovénie, devenus membres de l'Alliance atlantique. La Serbie (séparée du Monténégro) a alors été encerclée, ce qui a empêché le retour de la Russie dans les Balkans. C'est dans une visée similaire que les États-Unis cherchaient aussi à détacher l'Ukraine de la Russie (selon la doctrine Brzezinski). Ils sont également parvenus à renforcer leur présence dans les pays baltes (Lituanie, Pologne, Estonie et Lettonie) après l'annexion de la Crimée par la Russie en 2014. Et dans les années 2020, la présence de l'OTAN se voyait renforcée en Bulgarie, en Estonie, en Hongrie, en Lettonie, en Lituanie, en Pologne, en Roumanie et en Slovaquie. Parallèlement, les derniers pays membres de l'OTAN (Finlande et Suède) étaient progressivement intégrés.

Cependant, la montée en puissance de la Russie mettait peu à peu à mal la stratégie d'encerclement de l'Eurasie, des Balkans et de la Serbie ainsi que l'ambition américaine d'absorber les Balkans occidentaux dans l'espace euro-atlantique.

Mais cette prise de conscience était tardive : il était trop tard pour les Pays baltes et **seules l'Ukraine et la Géorgie restaient hors du giron de l'OTAN**.

La Russie constatait que l'OTAN avait acquis une puissance lui permettant d'agir comme elle l'entendait, de même qu'elle l'avait fait au Kosovo en 1999, en intervenant sans respect du droit international. Le pays se sentait donc menacé par d'éventuelles attaques de l'Occident, qui gagnait toujours plus de

terrain à ses frontières (ex: installation de radars antimissiles par les Etats-Unis en Roumanie et en Pologne).

Cependant, en 2007, lors de la Conférence sur la politique de sécurité de Munich, la Russie crée une véritable rupture par rapport sa politique antérieure en dénonçant un unilatéralisme américain violant les « principes fondamentaux du droit international ». L'activisme américain, qui repose sur de massifs soutiens à des Etats proches de la Russie, est perçu par Moscou comme une **intrusion dans leur sphère d'influence**.

En 2008, la Géorgie était l'un des plus importants récipiendaires d'aides américaines.

Or la Russie entend conserver un droit de regard dans son espace d'influence historique (périmétrie post-soviétique incluant les Etats baltes, l'Ukraine et la Géorgie et la région de l'est-européen, qui inclut la Pologne et la Roumanie) afin d'éloigner toute menace contre ses intérêts et notamment le déploiement d'armes offensives à ses frontières.

De leur côté, les Etats-Unis tentent de dissuader le développement russe et d'étendre leur zone d'influence à la région eurasienne sans se heurter à un quelconque contre-pouvoir.

Les Américains ont cherché à éviter tout rapprochement russo-européen susceptible de faire émerger une puissance eurasienne capable de contester leur suprématie dans cette région stratégique. Le développement de Nord Stream 2 avait ainsi été mal perçu par les Américains, qui ont fait pression sur les entreprises participant au projet avant même sa construction.

En ce sens, le territoire ukrainien, à l'intersection entre l'Europe et la Russie, constitue une zone stratégique pour les Etats-Unis. Son contrôle est un moyen de maintenir la pression sur Moscou. Mais pour les Russes, ce territoire constitue une limite: l'influence occidentale doit y être réduite.

*Aussi, depuis des années, l'Ukraine a-t-elle été le lieu d'une **guerre par procuration** à laquelle se sont livrés les Américains et l'OTAN d'un côté, la Russie de l'autre.*

Moscou s'est donc toujours opposé à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'Alliance atlantique, qui pourtant tendait à s'étendre. Ces oppositions entre Russes et Américains ont conduit à des affrontements en Géorgie, en 2008.

Dès 2003-2004, la Russie se montrait méfiante à l'égard de l'Occident, accusé d'avoir organisé une crise politique en Géorgie («Révolution des roses»). Ce qui était perçu comme une tentative de coup d'État par la Russie a conduit au remplacement du président en exercice par Mikheil Saakachvili, une figure plus proche des structures atlantistes qui tentera alors de faire adhérer la Géorgie à l'OTAN et à l'Union européenne.

Dans ce contexte, en août 2008, la Géorgie lançait une opération militaire en Ossétie du Sud pour anéantir la volonté séparatiste pro-russe. Des accrochages ont alors lieu entre Ossètes et Géorgiens, qui avancent en territoire ossète. La Russie décide alors d'intervenir militairement contre les troupes géorgiennes. Sa supériorité militaire aura rapidement raison de Tbilissi et quelques jours plus tard, Moscou retire ses troupes de Géorgie après avoir **reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie**, suite à la signature d'accords de paix. Cette opération lui permettra de conserver une présence militaire dans ces régions désormais placées dans son giron.

Par la suite, les relations entre la Russie et l'Occident se sont de plus en plus tendues.

En 2008, la Russie proposait qu'un nouveau «Pacte de sécurité européen» soit conclu : il visait le règlement de conflits non résolus dans l'est de l'Europe (Transnistrie, Abkhazie, Ossétie du Sud) en échange d'une certaine neutralité de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Moldavie. Cet accord paneuropéen reposait sur une logique nationale, écartant toute allégeance supérieure à des entités telles que l'UE ou l'OTAN. Mais les Occidentaux l'ont refusé, y voyant un moyen pour la Russie de renforcer son pouvoir sur le continent européen et de rogner sur les valeurs portées par ces organisations régionales.

C'est dans ce contexte qu'en 2013, le gouvernement ukrainien annonçait qu'il ne signerait pas d'accord d'association avec l'UE. Face à cette annonce, un mouvement pro-européen émergeait (**Maïdan**), provoquant la destitution du président ukrainien pro-russe (V. Ianoukovitch) au profit d'un chef de l'Etat pro-européen.

Alors que la Russie aurait favorisé l'élection du pro-russe Viktor Ianoukovitch en 2010, des accusations de complot américain ont été formulées à cette

occasion, les manifestants ayant été soutenus par le gouvernement des Etats-Unis. D'aucuns estimaient en effet qu'ONG et médias avaient initié une guerre de l'information tandis que les manifestations avaient été encouragées par les visites de multiples responsables américains (J.P. Chevènement). Ainsi, cette révolution prenait sa source dans l'Ouest de l'Ukraine et reposait sur ses soutiens occidentaux, foncièrement antirusses et nationalistes.

Les russophones du pays se sont alors élevés contre le gouvernement de transition, accroissant ainsi les tensions au sein de la République autonome de **Crimée**, majoritairement pro-russe. Ces tensions ont conduit au rattachement de ce petit territoire à la Russie après l'organisation d'un référendum organisé en ce sens, en 2014.

| La Crimée avait été rattachée à l'Ukraine en 1954 par Khrouchtchev.

Dans ce droit fil, les **séparatistes prorusses** ont gagné du terrain dans la partie russophone de l'Ukraine, le **Donbass**. Soutenus par Moscou, ceux-ci se sont opposés au nouveau régime ukrainien et **autoproclamé** les « républiques populaires » de Donetsk et Louhansk. Or les **accords de Minsk**, conclus en 2014 et 2015, visaient à accorder une grande autonomie aux territoires russophones du Donbass.

Les accords de Minsk prévoyaient la reconnaissance d'une légitimité et d'un statut spécial aux séparatistes. Des négociations entre les autorités des républiques autoproclamées et les autorités de Kiev devaient être menées pour aboutir à un changement constitutionnel visant à créer les conditions de cette autonomie.

Mais refusant cette idée, l'Ukraine œuvrait plutôt dans le sens d'une restauration de l'unité de régions historiquement diverses en menant une guerre culturelle et linguistique dans les régions russophones ; le pays a par exemple imposé aux habitants de ces régions la langue ukrainienne dans les magasins. Ces mesures ont nourri un sentiment pro-russe déjà vivace chez une population qui s'est alors sentie marginalisée.

Ainsi, la Russie a soutenu les séparatistes quand l'Occident apportait son aide à l'Ukraine. Avec ces soutiens extérieurs, les accords de Minsk se voyaient constamment violés.

Cependant, ces accords, qui amenaient à un cessez-le-feu immédiat, ont plutôt donné le temps à l'Occident de renforcer sa présence militaire dans la région.

L'Ukraine a en effet alors obtenu une assistance militaire et d'importants fonds financiers. Par ailleurs, durant cette période, les **Occidentaux renforçaient leur présence** autour des frontières russes: des milliers de soldats américains et européens étaient déployés dans les républiques Baltes, en Pologne, en Bulgarie et en Roumanie, où s'installait, après 2016, l'avant-poste défensif de l'OTAN en Europe de l'Est.

Selon le New York Times, la CIA a établi plusieurs bases secrètes en Ukraine depuis 2014 et formé les services de renseignement ukrainiens. L'aide apportée a été conséquente pour la fourniture de systèmes de surveillance efficaces, la construction d'infrastructures d'espionnage ou encore la formation d'unités d'action clandestine. Entre 2014 à 2022, l'OTAN a, de son côté, entraîné les forces ukrainiennes.

Des systèmes d'armement stratégiques (bouclier anti-missiles) y ont été installés, des bases militaires construites et des manœuvres militaires ont été menées à proximité des frontières russes. En s'étendant ainsi largement vers l'est, l'OTAN encerclait peu à peu le territoire russe. Face à cette extension contrevenant aux accords conclus après la chute de l'URSS, la Russie déployait des milliers de soldats à sa frontière et menait diverses opérations (ex: cyberattaques contre l'Ukraine).

C'est ainsi qu'en **2022**, après une escalade de tensions et la **reconnaissance de l'indépendance des territoires séparatistes**, la Russie décidait de mener une **grande offensive en Ukraine**.

Déclarant devoir défendre les civils du Donbass vivant dans les régions de Donetsk et Lougansk - en raison des exactions que ces russophones subissaient depuis 2014 - la Russie affichait sa volonté de démilitariser l'Ukraine afin de mettre un terme à la guerre.

Au-delà de la démilitarisation, à travers son entreprise de «dénazification», Vladimir Poutine disait vouloir faire payer les responsables du massacre d'Odessa de 2014 (partisans du mouvement anti-Maïdan brûlés vifs ou asphyxiés), mais aussi affaiblir la part croissante de membres d'organisations d'extrême droite au sein des forces de l'ordre et des forces armées ukrainienne.

Si les deux camps ont tenté une négociation dès février 2022, l'Ukraine

décidait rapidement, avec le soutien de l'Occident, de continuer à défendre son territoire et ainsi de mener ce qui allait devenir une guerre de haute intensité.

*Dès le début de la guerre en 2022, l'Ukraine s'est placée sous la dépendance occidentale. Si en effet, les pays occidentaux avaient décidé de ne pas intervenir directement dans le conflit, privilégiant l'imposition de **sanctions** (ex: gel de milliards de dollars de réserves russes), ils ont en revanche multiplié l'**envoi d'armes** à l'Ukraine et envoyé de l'argent liquide aux mercenaires (certaines de ces armes seront retrouvées aux mains de mafias albanaises ou encore nigérianes). L'Union européenne et les Etats-Unis ont ainsi apporté d'importantes aides financières à l'Ukraine (ex: 61 milliards de dollars en avril 2024), qui leur réclamaient des systèmes de défense antiaériens et des munitions, mais aussi l'autorisation d'utiliser des missiles à longue portée.*

Les offensives et contre-offensives, les prises de territoires, les bombardements d'infrastructures énergétiques, militaires et civiles (ville de Donetsk, centrale nucléaire, pont de Crimée) et avec elle, les destructions, se sont succédé sur fond de risque d'escalade nucléaire et de menace d'utilisation des armes hypersoniques russes.

Le conflit s'enlisait en effet et les négociations s'avéraient d'autant plus difficiles à engager que, par un décret de 2022, Kiev s'était interdit toute négociation. Dans ce contexte, Moscou a poursuivi son offensive, s'imposant dans de nombreuses régions du sud et dans les Républiques autoproclamées, tandis que l'Ukraine menait des offensives brèves dans certaines régions russes (Koursk, Belgorod, Briansk).

Ces attaques de Kiev étaient considérées par Moscou comme des actes terroristes en ce qu'elles visaient des civils afin de provoquer une réaction populaire en Russie.

I SITUATION ACTUELLE

En 2025, le retour au pouvoir du président Trump devait changer la donne: refusant de financer un conflit coûteux, les Etats-Unis incitaient le président ukrainien à négocier la fin de la guerre. Des pourparlers s'étaient ainsi tenus à Istanbul, conformément aux velléités russes. Cependant, aucune avancée vers

la paix ne parvenait à être négociée.

I Au début du conflit, la Russie réclamait le respect des accords de Minsk de 2015 et le retour à la situation de 1997, lorsque l'acte fondateur des relations entre la Russie et l'OTAN a été fondé. Avec l'enlisement de la guerre, Moscou a réclamé davantage: engagement des Occidentaux à ce que ni l'Ukraine, ni la Géorgie, ni la Moldavie n'adhèrent à l'OTAN, retrait par l'Alliance atlantique des sanctions contre la Russie, reconnaissance de la Crimée comme de la Novorossia, retrait des forces ukrainiennes des quatre régions du pays dont Moscou revendique l'annexion, élections à Kiev, approbation du traité par l'ONU.

I De son côté, Kiev a tenté d'obtenir des garanties de sécurité de la part de Washington en utilisant ses ressources naturelles dans le cadre de la signature d'un potentiel cessez-le-feu.

Ainsi, la **Russie a poursuivi sa progression**, gagnant toujours davantage de terrain dans le Donbass; elle contrôlait désormais près de 20 % de l'Ukraine. Si Moscou ne réalisait toutefois aucune percée majeure, les forces ukrainiennes reculaient face à l'intensification des assauts russes. Kiev ne contrôlait plus qu'un cinquième de son littoral et n'occupait plus la région russe de Koursk, qu'elle avait gagnée en 2024.

I Outre les massives attaques aériennes russes, les frappes de drones étaient conséquentes. En revanche, en mer Noire, Moscou avait perdu du terrain avec l'affaiblissement de sa flotte par les attaques ukrainiennes.

L'Ukraine comptait toujours sur ses soutiens occidentaux pour poursuivre le combat.

L'Union européenne maintenait son soutien à l'Ukraine, pays avec lequel des accords de sécurité avaient été signés. De même, en 2024, les Etats Unis avaient signé un accord de sécurité bilatéral avec l'Ukraine, s'engageant à soutenir à long terme la sécurité de l'Ukraine. En outre, les Etats-Unis

devaient déployer, à partir de 2026, de nouveaux armements en Allemagne. Par ailleurs, les Occidentaux avaient montré leur volonté de participer à la reconstruction de l'Ukraine, qui dès 2024 mobilisait des bailleurs de fonds et incitait les investissements étrangers.

I En 2025, l'Allemagne autorisait Kiev à utiliser ses missiles pour frapper le territoire russe et s'engageait à produire avec le pays des missiles longue portée. De leur côté, les Etats-unis finançaient de nouveau l'Ukraine pour poursuivre la guerre et l'OTAN prévoyait de lui fournir des armes.

I Alors que des négociations de paix étaient en cours, 26 pays, essentiellement européens, s'engageaient à participer à une « force de réassurance » en cas de cessez-le-feu ou de « traité de paix » russo-ukrainien (ex: flotte turque en mer Noire afin de garantir la sécurité stratégique de Kiev, qui fait transiter par voie maritime de cruciales exportations).

Néanmoins, sous l'impulsion du président américain, des pourparlers étaient de nouveau engagés en vue d'un processus de paix. Cependant, les demandes des deux camps ne parvenaient pas à s'accorder: Kiev réclamait un cessez-le-feu, quand Moscou souhaitait un arrêt des combats au profit d'une cession des quatre régions partiellement occupées de l'est et du sud du pays, ce qui, grâce à l'annexion de la Crimée en 2014, lui offrirait une souveraineté totale sur la mer d'Azov.

I La Russie réclamait un accord de paix comportant la cession des régions ukrainiennes dont le pays revendique l'annexion depuis septembre 2022. Le pays exigeait aussi une Ukraine neutre, avec une armée restreinte et la protection de sa minorité russophone. De son côté, l'Ukraine attendait le retrait des troupes russes de son territoire et souhaitait obtenir des garanties de sécurité occidentales (ex: poursuite des livraisons d'armes, déploiement d'un contingent européen).

Sans respect des conditions qu'elle impose à la paix, la Russie poursuivait la guerre tandis que l'Occident adoptait une attitude plus ferme (octroi de missiles à longue portée à l'Ukraine, sanctions contre les grandes entreprises russes produisant du pétrole et du gaz, etc.).

MÉDITERRANÉE

La Méditerranée s'étend sur 4000 km d'Ouest en Est ; elle l'une des zones les plus conflictuelles au monde. La région multiplie en effet les pôles de déstabilisation, secouée par l'implication de nombreuses puissances dans les rivalités régionales.



L'instabilité du monde arabe trouve en partie ses origines dans son histoire.

*Les difficultés du Moyen-Orient résulteraient notamment des accords **Sykes-Picot** de 1916, conclus entre la Grande-Bretagne et la France (ainsi que la Russie), afin que ces puissances se partagent les restes de l'Empire Ottoman. Ces territoires ont ainsi été répartis en zones d'influences britanniques et françaises, et les frontières fixées par les traités de Sèvres (1920) et le traité de Lausanne (1923), sans tenir compte de la géographie ni des populations.*

C'est dans ce contexte que des foyers de violence émergent alors dans la région, d'abord avec le terrorisme arabe des années 1930, puis avec le terrorisme sioniste des années 1940, avant que l'établissement de l'Etat d'Israël ne mette véritablement le feu aux poudres.

I SITUATION POLITIQUE

Terrain de jeu d'importants mouvements terroristes islamistes, la région a été malmenée par des conflits politiques. En 2011 en effet, plusieurs pays d'Afrique du Nord se voyaient secoués par les **Printemps arabes**, vastes manifestations réclamant des transitions démocratiques ainsi que des réformes sociales et économiques dans différents pays arabes.

Les premiers mouvements populaires de la « révolution du jasmin », initiés en Tunisie, se sont répandus en Égypte, puis en Libye et en Syrie, mais aussi, par effet domino, au Yémen, où le président Ali Abdallah Saleh tombait, fin 2011. De même, les dirigeants politiques des trois pays du Maghreb étaient rapidement déchus.

Les soulèvements cédaient finalement la place à des **contre-révolutions** et à des constats d'échecs. En Egypte, après la parenthèse islamiste des Frères musulmans, issue des premières élections libres de l'histoire du pays, la population assistait au retour de l'armée au pouvoir. En Libye et en Syrie, comme au Yémen, de longues **guerres civiles** amenaient le chaos, tandis que le Sahel sombrait dans le terrorisme islamiste après que la déstabilisation de la Libye se fut diffusée à la bande sahélo-saharienne, provoquant une crise migratoire en Méditerranée.

Les guerres civiles dans lesquelles se sont enlisés certains pays s'expliquent notamment par le fait qu'elles n'aient pas réellement débuté par une révolution populaire. En Libye, il s'agissait ainsi moins d'une révolution que d'une guerre tribale entre Cyrénaïque et Tripolitaine, alimentée par une intervention étrangère. De même, en Syrie, il s'agissait moins d'une révolution démocratique que d'une guerre civile.

En outre, en Tunisie, seul pays à avoir mené **une transition démocratique**, la population dénonçait encore la persistance d'une mafia au pouvoir dans les années 2020, mais aussi la dégradation de la situation économique et sociale. A la même période, en Algérie, un vaste mouvement de contestation (le **Hirak**) réclamait la mise en place d'un État de droit, d'une véritable démocratie respectueuse des libertés et la fin de la corruption.

Quant aux pays du Golfe, eux aussi ont connu une évolution politique notable à mesure qu'une nouvelle génération de dirigeants arrivait au pouvoir: au Qatar (Tamim Ben Hamad Al Thani), à Oman (Haitham Ben Tareq Al Saïd), aux Emirats arabes unis (Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane) et **en Arabie saoudite** (Mohammed Ben Salman en 2017). Ce renouveau a conduit à la multiplication d'initiatives visant leur développement économique, mais aussi diplomatique.

*Les Etats du Golfe sont voisins du golfe Persique, un espace maritime riche en ressources gazières et pétrolières (contenant la moitié des réserves mondiales) qui abrite le passage stratégique du détroit d'Ormuz. Ces richesses, qu'ils se sont réellement appropriées après les indépendances, leur ont permis de devenir des «**États rentiers**». Leur survie économique allait cependant, dès lors, dépendre du pétrole (qui représente 70 à 90% de leurs recettes publiques). Aussi ces pays ont-ils cherché à maîtriser les prix du marché et à coopérer ensemble: c'est en ce sens que l'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole (OPEP) avait été créée en 1960.*

Depuis quelques décennies cependant, les nouvelles générations de dirigeants du Golfe cherchent à réduire la dépendance de leurs pays aux revenus pétroliers et à trouver d'autres sources de revenus. Les Etats du Golfe aspirent donc à se moderniser, à amorcer une transition vers d'autres secteurs économiques et à assainir leurs finances publiques à travers de grands projets («Vision 2030» de l'Arabie saoudite, «Vision 2040» d'Oman, plan «Koweït 2035»). Dans le cadre de cette transition économique, en 2018, l'Arabie saoudite instaurait la TVA, à l'instar du Koweït ou encore des Emirats arabes unis, une mesure qui venait bouleverser des pays connaissant très peu la notion même d'impôt.

*Par ailleurs, la **tertiarisation**, l'exploitation de l'énergie solaire ou des ressources gazières (Qatar), le développement d'un programme nucléaire (Abu Dhabi) ou encore le renforcement du tourisme constituent autant de possibilités de développement. D'autres ont été plus loin en proposant des projets de **smart cities** ultra-connectées, quand d'autres encore optaient pour*

une modernisation culturelle (ex: au Qatar, ensuite lentement devancé par les stratégies culturelles des Émirats). Ces différents programmes réformateurs induisent toutefois paradoxalement une consommation accrue en pétrole dans les pays du Golfe. Aussi, ces processus de modernisation se heurtent à la pression du conservatisme et des traditions nationales portées par des lobbies rigoristes et tribaux.

Les liens entre les pays du monde arabe se sont raffermis ces dernières années. Outre les accords d'Abraham, qui avaient permis le rapprochement de l'État hébreu avec les pays du Golfe, ces derniers avaient également mis fin aux tensions qui nuisaient aux relations de voisinage lors d'un «sommet de la réconciliation», en 2021. De même, en 2022, les contacts reprenaient entre la Turquie et l'Arabie saoudite, qui, l'année suivante, renouait elle-même avec son grand rival régional, l'Iran. Puis, l'Egypte et la Turquie entamaient leur réconciliation après une décennie de rupture.

Si ce contexte de **détente régionale** a favorisé la coopération entre les pays arabes, cette évolution a été relativement parasitée par la persistance de crises et de conflits dans la région.

En 2024, l'Algérie avait annoncé la création de 5 zones franches en collaboration avec la Mauritanie, la Tunisie, la Libye, le Mali et le Niger. L'objectif était de réduire les obstacles aux investissements étrangers et nationaux (manque d'infrastructures, etc.).

I DES FOYERS DE TENSIONS PERSISTANTS

Depuis des décennies, le Moyen-Orient est rongé par une forte instabilité politique. Ces dernières années en effet, outre la Syrie et la Libye, qui ont basculé dans des guerres civiles, le Yémen, après 2014, s'est enlisé dans un violent conflit entretenu par les rivalités entre le royaume saoudien et la république islamique d'Iran. Le Soudan a également basculé dans la guerre en 2023, en raison de rivalités politiques.

La région est également marquée par des faiblesses économiques structurelles, dont le Liban est un symbole.

Cela a favorisé la montée en puissance du djihadisme dans de nombreux pays, à commencer par l'Irak et la Syrie. Et si l'Etat islamique ne contrôle plus les territoires qu'il avait réussi à occuper au sommet de son expansion (dans les années 2010), l'organisation demeure une menace au Moyen-Orient (ex: cellules dormantes clandestines).

■ En 2025, le Royaume de Jordanie interdisait les Frères musulmans sur son sol, les islamistes étant accusés d'avoir organisé des complots contre l'État. Le mouvement frériste, implanté dans la communauté palestinienne vivant en Jordanie soutenait la cause palestinienne. Il s'était rapproché du Hamas.

Aussi, le monde arabe a été secoué par les frappes israéliennes menées à Gaza, mais aussi dans le sud Liban et en Syrie contre des milices iraniennes, puis contre l'Iran, en 2025. Cet état de fait révélait la scission dans la région, pourtant longtemps structurée autour de nationalismes

forts et anti-impérialistes (Nasser, Kadhafi, etc.) et défenseur de la cause palestinienne. Avec le déclin des régimes qui incarnaient le nationalisme panarabe (Égypte, Irak de Saddam Hussein, Syrie des Assad), la cause palestinienne a en effet cessé de mobiliser les foules arabes. Aussi après l'**offensive israélienne contre Gaza** en 2023 la majorité des pays sont-ils demeurés silencieux.

I En 2025 cependant, après l'attaque israélienne contre Doha, le Qatar réunissait cinquante-sept pays de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et de la Ligue arabe lors d'un sommet arabo-islamique. Par cela, le pays affichait l'unité du monde musulman face à l'État hébreu.

Les accords d'Abraham, puis les changements politiques (Irak, Libye, Syrie, etc.), ont en effet renouvelé les enjeux régionaux.

Les accords d'Abraham tendaient à instaurer de nouveaux liens avec plusieurs pays du monde arabe, évacuant quelque peu la question palestinienne. En effet, la cause palestinienne n'est plus aussi défendue qu'auparavant. Les proxies iraniens demeuraient peu ou prou les seuls à véritablement s'opposer à l'Etat hébreu.

*Les pays voisins de la Syrie ont également laissé chuter Bachar el-Assad en 2024, après avoir été de plus en plus dérangés par le croissant trafic de drogue qui en provenait. Depuis lors, l'**Arabie saoudite a cherché accroître son influence** auprès du gouvernement désormais dominé par des islamistes radicaux. Et pour cause, après la révolution syrienne de 2011, les Soudiens avaient financé et soutenu certains groupes radicaux de l'opposition en Syrie. De même, la **Turquie** leur avait apporté son soutien et comptait désormais construire un partenariat sécuritaire avec Damas (sur la question kurde).*

I En 2025, l'Arabie saoudite entendait normaliser ses relations avec Israël, tout en affichant sa volonté de cheminer vers un État palestinien, renouvelant ainsi la solution à deux États mise à mal par la guerre menée à Gaza.

Cependant, l'offensive de l'Etat hébreu contre l'Iran en 2025 avait été condamnée par l'Arabie saoudite, la Turquie ou encore le Qatar, qui dénonçaient la violation de la souveraineté de la République islamique «sœur», malgré leur traditionnelle mésentente.

L'Iran, chiite, traditionnellement marginalisé dans le monde islamique et dénonçant les divisions sunnite/chiite, s'oppose à l'Arabie saoudite, qui défend un sunnisme conservateur. Les voisins sunnites de l'Iran voient ce pays à majorité chiite comme une menace, dans une région plutôt sunnite (Arabie saoudite (monarchie wahhabite), Emirats arabes unis (EAU), Qatar, Oman, Yémen, Koweït, le Bahreïn (monarchie sunnite pour une majorité de chiites)).

*Cette rivalité **sunnite/chiite** trouve sa source dans l'Histoire : à la mort du prophète de l'Islam en 632, certains croyants se tournent vers ses anciens compagnons, voyant en eux son successeur; d'autres se tournent plutôt vers Ali, cousin du prophète qui avait épousé une fille du prophète. Les partisans d'Ali deviendront les chiites, considérés comme les descendants directs du prophète.*

I En 2025, les 57 pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) avaient dénoncé «l'agression israélienne» contre l'Iran et exhortaient l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à « condamner » ces attaques. Elle demandait également à Israël d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire et placer ses installations nucléaires sous la supervision de l'AIEA.

Ainsi, avec la guerre à Gaza, puis la “**guerre des douze jours**”, la normalisation attendue entre Tel-Aviv et Riyad, qui aurait pu naître des accords d’Abraham, apparaissait moins probable. Aussi le monde arabe ne dérogeait-il pas à l’adage attribué au penseur Ibn Khaldoun pour évoquer les tensions et conflits qui malmènent le Maghreb et le Proche-Orient depuis la seconde moitié du 20^e siècle: «Les Arabes se sont entendus pour ne jamais s’entendre. »

I INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

Lors du Sommet de la Ligue arabe en 2022, ses membres rappelaient l’importance d’apaiser les crises qui traversent le monde arabe et d’y protéger «l’État-nation», à la fois menacé par les ingérences étrangères et par le terrorisme et les milices (« Déclaration d’Alger »). Refusant les interventions extérieures, le but était de trouver « des solutions arabes aux problèmes arabes » et donc de développer une «sécurité arabe commune».

Le monde arabe a en effet été l’objet de **multiples ingérences**, notamment à partir des années 2000. Or les interventions américaines, menées dans un but de démocratisation («State Building», «Democracy Building»), ont conduit à la création de zones grises, où les mafias, le trafic de drogue et d’êtres humains dégradent considérablement la vie des populations.

A partir de 2003-2004, la Tunisie a été la cible du projet américain de «Democracy Building». S’appuyant sur différents indicateurs (l’IDH, le taux d’alphabétisation, etc.), les Etats-Unis avaient en effet décidé de faire de ce pays un modèle de démocratie et d’intégration de l’islam des Frères musulmans dans la région. Ils étaient alors entrés en contact avec les opposants au régime par l’intermédiaire du Royaume-Uni.

Mais cette entreprise conduira finalement à l’installation d’une mafia aux frontières du pays autant qu’à la détérioration du système sécuritaire tunisien (le pays connaissait une vague d’attentats terroristes). La Tunisie sera finalement la victime collatérale du modèle que les Américains avaient déjà mis en œuvre dans la seconde moitié du 20^e siècle (accord signé avec les moudjahidines afghans par l’intermédiaire des Saoudiens et des Pakistanais): un pays frontalier à un conflit accorde des faveurs logistiques en échange d’un dû. Ce modèle, appliqué lors de la guerre en Libye, avait accordé ce rôle au Qatar (avec l’aval des Etats-Unis) et a permis à des mafias de s’implanter à la frontière tunisienne. Or le parti tunisien Ennahdha a profité de la manne qui transitait par la Tunisie pour rejoindre les rebelles libyens dans les années 2010. Ainsi, un système criminel s’est installé dans une partie du pays, qui a intégré les réseaux de l’immigration clandestine, l’économie du terrorisme puis les réseaux du trafic des drogues dures.

Les ingérences occidentales, mais aussi régionales, ont ainsi favorisé le chaos dans la région

(Sahel, Yémen, Soudan, Libye) – autant que la survenue d'attaques terroristes sur leurs propres sols. A ce titre, la guerre en Libye a été particulièrement dévastatrice. Elle a conduit à l'effondrement de la région sahéro-saharienne. En effet, les limites entre les espaces arabe, maghrébin ou subsaharien se sont atténuées et les frontières sont devenues poreuses. Leur contrôle est désormais aux mains de mafias et d'ONG qui, pour certaines, profitent de l'immigration vers l'Europe.

Certaines ONG occidentales (ex: secours en mer), tout comme le HCR et d'autres organisations onusiennes, œuvrent à travers une «industrie de l'immigration massive», suppléant ainsi aux réseaux criminels et politiques.

Ainsi, la guerre en Libye, menée avec l'aide du Qatar et de la Turquie, et initiée par les Etats-Unis, la France et le Royaume-Uni, a installé le chaos dans le pays et fait converger de multiples problématiques au sein d'un même territoire: immigration, expansion des mafias, du trafic d'êtres humains, de la drogue, etc. D'aucuns estiment, en outre, que cette guerre a provoqué la naissance d'États-milices et de proto-États dans la région allant de la Mauritanie à la Somalie. Ces difficultés se sont, de surcroît, étendues à plusieurs pays de la région.

Les Turcs souhaitaient y installer les Frères musulmans et ont profité du conflit pour s'implanter dans la région en lieu et place des Européens. Ainsi, la Turquie s'ouvrira un accès à l'espace sahélien et à l'Afrique subsaharienne, qui présentait un intérêt économique pour Ankara.

I Outre l'existence de réseaux criminels, la Tunisie a quant à elle été affaiblie par la montée progressive des troubles subsahariens vers l'Afrique du Nord et le Maghreb. Ce mouvement résulte des mouvements migratoires subsahariens visant à fuir les troubles de leur pays (Niger, Soudan, Cameroun, etc.). Cette submersion de l'Afrique du Nord risquait de monter jusqu'en Europe du Sud. Ces migrants passent par l'Algérie, qui n'arrête pas leur montée vers le Nord, et par la Libye, lieu central de transit migratoire. Ils sont aidés par les milices libyennes, liées aux mafias tunisiennes.

Les Etats-Unis ont également brisé l'équilibre régional en accordant davantage de poids à la Turquie, soutien aux Frères musulmans, au détriment de l'Egypte, auparavant considérée comme un facteur d'équilibre dans le monde arabe.

En Egypte, l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans avait rebattu les cartes de la région: la confrérie entreprenait en effet de se rapprocher de l'Iran, qui n'était pas sans lien avec l'organisation. Ainsi, en favorisant la montée en puissance de l'organisation islamiste dans la région, les Américains avaient transformé le monde arabe.

Mais après l'arrivée au pouvoir du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi en 2014, le pays a lutté contre les Frères musulmans.

Les multiples échecs occidentaux ont conduit au **retrait progressif américain** du Moyen-Orient dans les années 2020.

Ces dernières années, de nombreuses attaques ont ciblé les intérêts américains en Syrie et en

| Irak.

I En 2025, l'Arabie saoudite, traditionnel allié de Washington, diversifiait ses alliances, signant un traité de défense mutuelle avec le Pakistan, une garantie face aux ambitions iraniennes (grâce au parapluie nucléaire pakistanaise). Cela tendait à redessiner l'ordre régional, scindé entre un acte Pakistan-pays du Golfe et un axe Inde-Israël.

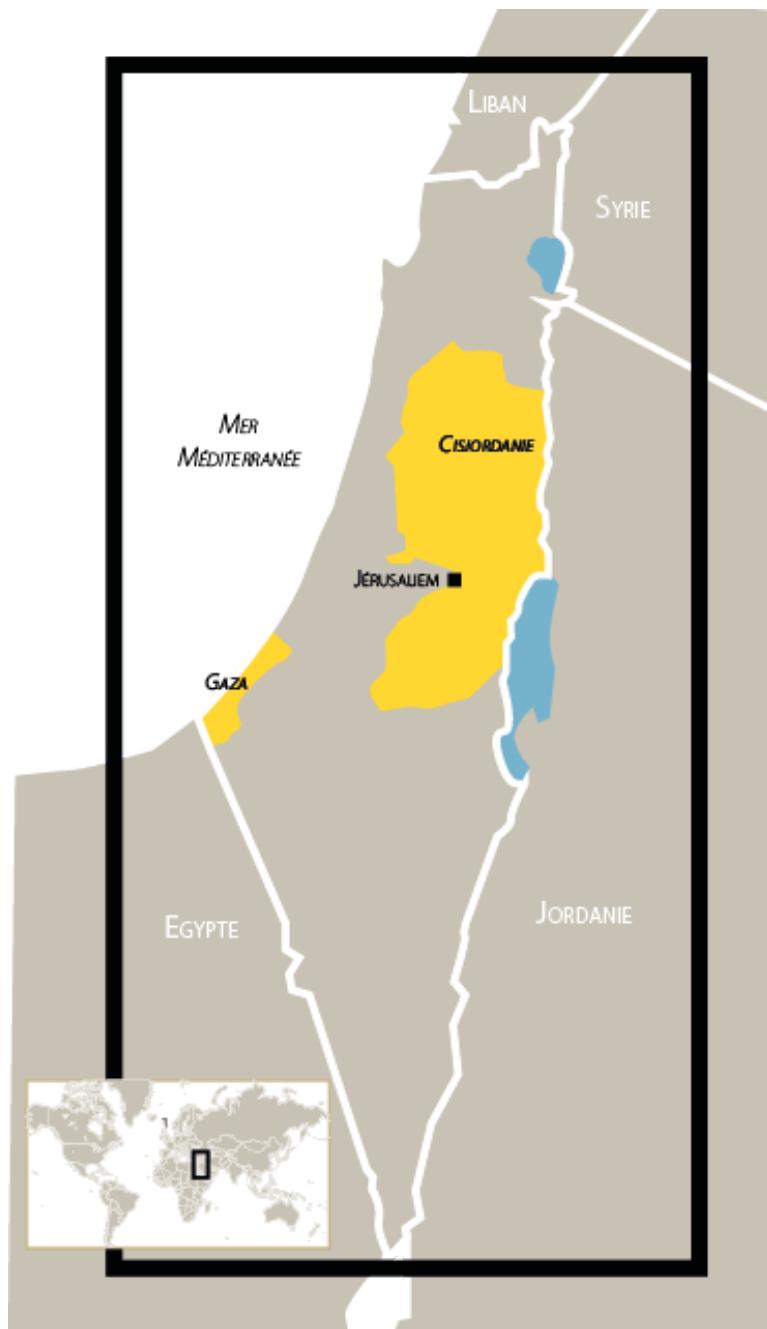
Ce vide stratégique allait rapidement être comblé par les acteurs régionaux. Outre la **Turquie**, la **Russie** reprenait ses marques au Moyen-Orient et la **Chine** y accroissait son influence.

En 2023, Riyad et Téhéran rétablissaient leurs relations diplomatiques sous l'égide de la Chine, qui apparaissait comme un véritable médiateur en raison de ses liens anciens avec les pays arabes du Golfe autant qu'avec l'Iran. Cette nouvelle posture chinoise s'inscrivait dans le cadre de sa confrontation avec Washington.

Ces acteurs n'entendent cependant pas jouer un rôle aussi essentiel que celui qu'y ont tenu les Etats-Unis ces dernières décennies.

ISRAËL ET PALESTINE

Des décennies après les accords d'Oslo, le conflit israélo-palestinien a été sans cesse ravivé avant que le Hamas ne mène une attaque le 7 octobre 2023, conduisant Israël à répliquer par de multiples et dévastatrices offensives sur Gaza.



I BREF HISTORIQUE DU CONFLIT

Les premières tensions entre les Palestiniens et le peuple juif sont apparues dès la **déclaration Balfour** de 1917, par laquelle les Britanniques proposaient l'établissement d'un « foyer national juif ».

En effet, à mesure que les Juifs arrivent alors sur les terres palestiniennes, des oppositions apparaissent: dès 1920, la population palestinienne manifeste contre les expropriations de terre. La répression par la puissance coloniale britannique sera alors sanglante. Une même violence, soutenue par la Haganah (bras armé du mouvement sioniste), s'abattra lors d'un nouveau soulèvement palestinien, dans les années 1930 ; le dirigeant palestinien Azzedine Quassem est alors assassiné.

Puis, la fin de la Seconde Guerre mondiale et la révélation du génocide juif favorisera l'avènement de l'Etat d'Israël en 1947. Un plan de **partage est alors établi par l'ONU**. Il va conduire à l'installation massive de Juifs sur le territoire palestinien, provoquant la colère des Palestiniens autant que des Etats voisins.

Dans les décennies suivantes, les revendications territoriales entraîneront une longue série de conflits opposant les intérêts juifs aux intérêts palestiniens.

En 1967, la guerre des Six-Jours permettait à Israël de prendre le contrôle des Territoires Palestiniens. Puis, Israël a commencé à occuper les territoires arabes saisis, une occupation qui sera déclarée illégale par les Nations unies. Ainsi, depuis lors, le pays occupe et contrôle militairement la Cisjordanie, une partie du Golan (au détriment de la Syrie) et Jérusalem-Est.

Pour apaiser ce conflit, de nombreuses tentatives d'apaisement voient le jour **sous l'égide des Etats-Unis ou encore sous l'impulsion française, voire russe**. Ainsi étaient conclus, en 1993, les **accords d'Oslo** permettant la reconnaissance mutuelle des deux territoires et devant amener à la création d'un Etat palestinien. Malgré cela, les conflits perdurent et font resurgir de vives tensions.

Durant l'été 2014, un conflit armé a opposé Israël (qui menait l'opération «Bordure protectrice») aux forces palestiniennes, malmenant la bonne marche du gouvernement palestinien d'union nationale qui venait de se former à la suite d'un accord entre le Fatah et le Hamas.

En sus de la réélection de Benyamin Nétanyahou en 2015, qui avait terni les espoirs de paix entre les deux territoires, plusieurs attaques palestiniennes étaient ensuite menées à Jérusalem, et la **colonisation** israélienne s'était poursuivie, conduisant à de multiples destructions de maisons palestiniennes (à commencer par les maisons d'auteurs d'attaques anti-israéliennes).

*La colonisation est ancienne: les colons israéliens occupent la région du Golan depuis 1967 et ont créé des avant-postes en Cisjordanie dès les années 1990. Ces derniers, établis sans autorisation, ont par la suite été financés par l'Etat israélien, voire légalisés *a posteriori* (plus de 15000 logements approuvés par Israël entre 2016 et 2018). Dans les années qui ont suivi, l'Etat hébreu a aussi validé la construction de nombreux logements dans certaines colonies de Cisjordanie et les nouvelles constructions se sont multipliées malgré les condamnations de l'ONU et de la Cour internationale de justice (ex: en 2024, la CIJ déclarait que l'occupation par Israël de territoires palestiniens depuis 1967 était «illégale» au regard du droit international).*

Pourtant, si en 2017 le Hamas modifiait pour la première fois de son histoire son programme politique, acceptant notamment un Etat palestinien limité aux frontières de 1967, les tensions restaient vives. En 2018, Israël adoptait une loi controversée définissant Israël comme “l'**Etat-nation juif**”, stipulant que l'hébreu devenait la seule langue officielle du pays, reléguant ainsi les Arabes israéliens au rang de citoyens de seconde zone. En outre, l'Etat hébreu continuait à ériger des **murs** à ses frontières afin de se protéger des attaques extérieures (le long des frontières libanaise et égyptienne, autour de la bande de Gaza et de certains territoires de la Cisjordanie).

Israël a construit une «clôture de sécurité» le long de la «ligne verte» d'armistice, reconnue par l'ONU et qui sépare le pays des territoires occupés. De plus, le projet « Mur de fer », achevé en 2021, créait une «barrière intelligente» améliorée: nouveaux capteurs, radars et équipements de détection, mur souterrain, barrière maritime, clôture aérienne, salles de commandement et de contrôle pour empêcher les infiltrations depuis la bande de Gaza vers le territoire israélien.

Puis, de vives tensions sont réapparues à la fin des années 2010 dans la **bande de Gaza, une zone très éprouvée** par la pauvreté, les restrictions (quelques heures d'électricité par jour), les guerres et le blocus imposé par Israël après la

prise de pouvoir de ce territoire par le Hamas. C'est ce qui avait poussé, début 2018, des milliers de Palestiniens à manifester tous les vendredis leur mécontentement. Cette «**Grande Marche du retour**» initiée dans l'enclave palestinienne était violemment réprimée par les autorités israéliennes.

Après l'arrivée au pouvoir du Hamas, en 2007, la situation économique s'est dégradée à Gaza et a conduit à la scission de l'autorité palestinienne entre le Fatah de Mahmoud Abbas (issu de l'OLP, créé dans les années 1990 et reconnu par Israël) et le Hamas (issu de la mouvance des Frères musulmans), qui a choisi la radicalité. Cette situation n'a pas favorisé le processus de paix avec Israël.

Aussi, de nombreuses confrontations ont eu lieu entre le Hamas et le territoire israélien. Une vague de violences embrasait ainsi Israël et les territoires palestiniens en **2021**.

| Après onze jours d'hostilités, un accord de cessez-le-feu avait été signé.

En effet, en **l'absence de réel processus de paix**, de multiples et régulières tensions ont continué à émailler les relations entre l'Etat hébreu et son voisin.

*En 2022, de nouveaux attentats visaient Israël, puis une nouvelle flambée de violences secouait les deux rivaux après l'arrestation de l'un des chefs du Jihad islamique et Tsahal lançait l'**opération «Aurore»**. Principal groupe islamiste armé palestinien après le Hamas, le Jihad islamique s'est livré depuis sa création, en 1981, à une lutte armée contre Israël, à Gaza et en Cisjordanie. Ce mouvement, branche des Frères Musulmans palestiniens, était également soutenu par l'Iran et refusait toute négociation avec Israël.*

Si Israël affichait de nouveau son intention de tendre vers une solution à deux États «pour deux peuples» (à la condition que l'État palestinien reste pacifique), pour le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, Tel Aviv mettait délibérément à mal cette solution en agissant «en toute impunité» dans les territoires occupés, ce, afin d'imposer par la force un *statu quo* défavorable à la paix. Israël poursuivait en effet sa campagne de **colonisation** des territoires palestiniens, étendant ainsi un territoire dont la légitimité des frontières devenait difficile à déterminer.

Parallèlement, les Etats-Unis ont mené une politique de plus en plus défavorable aux Palestiniens (ex: reconnaissance de l'annexion du Golan et de

Jérusalem comme capitale d'Israël en 2017), qui se sont trouvés de plus en plus isolés sur la scène internationale, notamment après les accords d'Abraham. En rapprochant Israël de ses voisins, ces accords atténuait les traditionnels soutiens arabes aux revendications palestiniennes.

Par ailleurs, le maintien au poste de Premier ministre de Benyamin Netanyahu, porteur d'un fort nationalisme, renforçait, de nouveau, l'idée d'une difficile avancée vers la paix.

Israël était mené par un gouvernement d'extrême droite. Pour qualifier la politique du Premier ministre israélien (utilisation systématique et intentionnelle de l'intimidation, de la coercition et du contrôle des populations civiles à des fins politiques économiques ou idéologiques), d'aucuns évoquaient une forme de terrorisme d'État, bien que ce type d'exactions ne soit pas nouveau (ex: massacre de Sabra et Shatila de 1982). En effet, certaines mesures créent un climat général de violence et d'insécurité: Israël prévoyait notamment de sanctionner toute une famille pour les crimes présumés commis par l'un de ses membres; aussi, par une décision de 2023, les papiers d'identité étaient révoqués dans les familles accusées de soutenir le terrorisme et leurs habitations étaient démolies.

Cette politique s'inscrirait dans l'idéologie prônée par Benyamin Netanyahu et par certains de ses alliés nationalistes et ultraorthodoxes. Fondée sur l'émergence du «grand Israël», cette idéologie issue du sionisme, en s'imposant à toute la Palestine historique, impliquerait l'annexion complète des territoires occupés de Cisjordanie.

Or, avec l'avancée majeure des Israéliens sur les territoires palestiniens, Benjamin Netanyahu évoquait, fin 2024, l'avènement proche d'« un nouveau Moyen-Orient ». Dans ce territoire renouvelé, l'équilibre des forces aurait été transformé afin de dessiner une nouvelle carte politique de la région. Pour cela, outre la sécurisation de son flanc septentrional grâce à ses liens avec les Druzes de Syrie, l'Etat hébreu comptait sur la normalisation de ses relations avec les monarchies du Golfe.

I SITUATION ACTUELLE

Le 7 octobre 2023, le Hamas lançait une attaque sans précédent sur le sol

israélien depuis la création de l'Etat hébreu (opération « Déluge d'Al-Aqsa »).

Né en 1987, le mouvement islamiste Hamas s'est progressivement radicalisé après les accords d'Oslo en raison de l'absence d'amélioration de la vie des Palestiniens (contrôle accru de la population, accentuation des restrictions de déplacement).

L'organisation a été financée durant de nombreuses années par la Turquie, l'Iran et le Qatar, un allié de l'Occident (base américaine d'al-Udeid sur son sol) qui s'était montré réticent aux accords d'Abraham et au rapprochement irano-saoudien.

L'attaque causait la mort de plus de 1000 personnes –à commencer par des civils– et l'enlèvement de près de 300 otages. Israël répondait rapidement par l'opération « Glaives de fer ». C'est ainsi que Tel Aviv a débuté une **vaste offensive à Gaza**, puis dans le nord de la Cisjordanie occupée. Des bombardements ont été menés nuit et jour, aidés de programme d'intelligence artificielle, de snipers et de drones. Ils ont conduit à la destruction d'une grande partie des habitations de l'enclave palestinienne, rendant «inhabitables» la bande de Gaza.

*En sus des bombes israéliennes, les Palestiniens faisaient face aux massacres, à la famine et aux épidémies. Et pour cause, l'Etat hébreu entravait les opérations humanitaires (ex: convoi d'agence onusien arrêté par les forces israéliennes), ciblait des camps de réfugiés déplacés par la guerre ou des zones humanitaires, interdisait d'entrer ou de sortir de la bande de Gaza et utilisait l'**eau comme arme de guerre** à Gaza (coupures d'approvisionnement, destruction des pompes à eau, etc.). Or le droit international humanitaire (Convention de Genève) prohibe la destruction d'installations essentielles à la survie des personnes civiles en temps de guerre (installations d'eau potable, etc.). L'Etat hébreu a également été critiqué pour son absence de respect du droit international en ne privilégiant que le recours à la force.*

Ce que d'aucuns ont considéré comme un nettoyage ethnique a permis à l'Etat hébreu de reprendre la main sur ce territoire. Refusant dès lors ouvertement tout avènement d'un Etat palestinien (et donc la solution à deux Etats), Israël reconnaissait vouloir le « tuer de facto » en raison des destructions et des entraves aux déplacements des Palestiniens. En outre, Tel-Aviv accélérerait la

colonisation en Cisjordanie, revendiquant sa volonté d'annexion du territoire palestinien.

Parallèlement, Israël menait un combat contre «l'**axe de la résistance**» **iranien**, qui luttait contre les offensives israéliennes sur des cibles en Iran ou en Syrie, mais aussi au Liban. En effet, après octobre 2023, les milices chiites ont multiplié les attaques en soutien au peuple palestinien. Les actions du **Hezbollah** (échanges de tirs réguliers avec l'armée israélienne le long de leur frontière commune) et des Houthis (ex: en mer Rouge) ont provoqué de vives ripostes israéliennes et occidentales et conduit à d'importants conflits dans le nord d'Israël et le Sud du Liban entre le Hezbollah libanais et l'armée israélienne. C'est dans ce contexte qu'en 2024, le chef du Hamas, puis le chef du Hezbollah étaient tués par Israël.

Cherchant à sécuriser son existence, Israël tendait ainsi peu à peu à redessiner et à accroître son pouvoir sur la région, bénéficiant d'une baisse de l'hostilité des pays arabes à son encontre (accords d'Abraham, chute du régime syrien, affaiblissement iranien) autant que d'une communauté internationale peu engagée dans la résolution du conflit.

L'Etat hébreu a ainsi multiplié les actions dans la région, étendant notamment son occupation du plateau du Golan dès fin 2024, renforçant son emprise au Sud-Liban (ex: frappes de drones), mais aussi attaquant des chefs du Hamas à Doha. C'est dans ce contexte qu'en 2025, Israël lançait une attaque préventive contre l'Iran et menait des actions contre les positions du Hezbollah.

En soutenant le Hamas depuis des années, mais aussi en apportant une aide militaire au Jihad Islamique palestinien et au Hezbollah (qui finançait aussi le Hamas), l'Iran est indirectement intervenu dans le conflit israélo-palestinien. Téhéran affiche en effet traditionnellement son soutien aux peuples qu'il considère opprimés et dont les intérêts sont communs aux siens. La mer Rouge était ainsi devenue un nouveau front du conflit israélo-palestinien après le 7 octobre 2023. Affirmant leur soutien au peuple palestinien et estimant ne pas pouvoir frapper directement le territoire israélien, les Houthis (rebelles yéménites chiites soutenus par l'Iran) s'attaquaient à des cibles israéliennes dans cette zone maritime stratégique.

Les attaques d'Israël en Iran, en 2025, visaient donc à affaiblir ces «proxies» iraniens, à commencer par le Hamas et le Hezbollah. Des frappes ciblées au

Liban avaient déjà été menées dans ce même but (attaques contre les télécommunications en 2023).

Israël s'oppose en effet à l'implication et à l'influence croissantes de l'Iran au Moyen-Orient. En effet, le pays entend construire un «nouveau Moyen-Orient» débarrassé de l'influence de Téhéran. Aussi le pays présente-t-il, lors des forums internationaux, des cartes érigéant l'Iran et ses alliés régionaux (Irak, Liban, Yémen) au rang d'Etats «maudits». Ces cartes ne font, en outre, aucune référence à un Etat ou à un territoire palestinien.

| En 2025, Israël allait jusqu'à mener une attaque contre des chefs du Hamas à Doha, remettant en cause le rôle de médiateur du Qatar dans les négociations sur une trêve à Gaza.

En Cisjordanie occupée, la colonisation s'accentuait considérablement. Des **plans de recolonisation** étaient envisagés.

Depuis 1947, le territoire israélien s'est étendu sur plus de 8 000 km² (au Golan et en Cisjordanie).

| En 2025, Israël disait souhaiter étendre son projet de colonisation, notamment en Cisjordanie, et envisageait d'augmenter le nombre de colonies, voire d'annexer le territoire.

| Vingt ans après le retrait unilatéral israélien de la bande de Gaza (en 2005), Israël annonçait un plan visant à prendre le contrôle de cette zone, qui comporte des universités et des bâtiments administratifs.

Quelques pays occidentaux ont soutenu les actions israéliennes.

Les États-Unis ont renforcé leur dispositif militaire dans la région afin de protéger leur allié israélien, auquel ils envoyait des soldats et des systèmes antimissiles THAAD pour assurer sa protection face aux attaques de l'Iran et des groupes qu'il soutient dans la région.

Déjà entre 2017 à 2021, l'Oncle Sam fournissait plus de 90% des armes

livrées à Tel Aviv. Après le début de la guerre à Gaza en 2023, les États-Unis lui ont ainsi encore livré des milliers de tonnes d'armements et d'équipements militaires. De même, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni continuaient de fournir Israël en armes et en renseignement militaire.

Cependant, les ambitions d'Israël se heurtaient à de nombreuses difficultés. Outre un soutien américain limité (les Etats-Unis faisaient de la concurrence avec la Chine leur priorité), Tsahal apparaissait contrainte par ses capacités (défections de réservistes, manque d'effectifs), insuffisantes pour répondre à la volonté d'extension spatiale de la guerre.

Par ailleurs, tout comme le Hamas, le Hezbollah apparaît difficile à anéantir. Aussi, la grande majorité des tunnels du Hamas n'ont pas su être neutralisés par Israël.

Aussi, dans différents endroits du monde, des voix se sont élevées contre les actions menées par Israël (ex: interdiction faite aux journalistes d'entrer dans l'enclave palestinienne), qui justifiait ses opérations comme un moyen d'éradiquer le Hamas ainsi que les influences iraniennes susceptibles de mettre à mal sa sécurité. Cependant, les bombardements sur Gaza étaient jugés particulièrement violents en raison de l'ampleur et de l'intensité de la riposte israélienne au 7 octobre menée contre la population gazaouie.

*En réponse, outre des manifestations populaires menées dans le monde occidental, plusieurs Etats ont reconnu l'Etat palestinien (ex: France, Royaume-Uni, Canada, Espagne). De son côté, l'Afrique du Sud saisissait la **Cour Internationale de Justice** pour faire reconnaître l'existence d'un génocide à Gaza. Dans ce droit fil, un mandat d'arrêt était requis en 2024 par la **Cour pénale internationale** contre certains membres du Hamas et contre Benjamín Netanyahu pour crime de guerre et crime contre l'humanité.*

I Après deux ans de guerre, près de 200 journalistes auraient été tués dans la guerre lancée en représailles à l'attaque du Hamas de 2023.

Finalement, fin 2025, un accord de cessez-le-feu et de libération des otages israéliens était obtenu sous l'égide du président américain. Cependant, le cessez-le-feu entre Israël et le Hamas apparaissait fragile et le processus de

paix semblait encore long.

Pour le président américain, l'accord de Gaza devait ouvrir la voie à l'élargissement des accords d'Abraham (Mauritanie, Sénégal, Indonésie, Pakistan), et notamment à l'Arabie Saoudite. En effet, les Etats-Unis espèrent conclure des partenariats avec Israël et l'Arabie Saoudite dans le secteur de la défense, de l'énergie et des nouvelles technologies, grâce à de massifs investissements saoudiens. Toutefois, Mohammed ben Salmane conditionne cela à la création d'un État palestinien.

L'Etat hébreu comptait pourtant sur la normalisation de ses relations avec les pétromonarchies du Golfe pour stabiliser sa situation. Déjà plusieurs accords ou négociations en cours ont permis d'améliorer les liens avec l'Égypte, le Soudan, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, le Bahreïn et la Jordanie. Cependant, l'Arabie saoudite refuse d'établir des relations diplomatiques avec Israël tant qu'un État palestinien n'aura pas été créé. Cette position est aussi celle du Qatar, qui entend conserver une influence politique en Palestine. Doha ne souhaitait donc pas la mise à l'écart politique du Hamas et du Jihad islamique.

LIBAN

Depuis des années, le Pays du Cèdre est en proie à une crise politique, sociale et économique majeure. En 2019, cela avait poussé les Libanais à manifester contre l'incurie de leurs dirigeants à mettre un terme à cette crise autant qu'à la corruption endémique.

Mais les crises politiques, sociales et économiques ne feront dès lors que se renforcer, le pays s'enlisant encore davantage dans ce que certains considèrent comme la plus grave crise de son histoire.

I BREF HISTORIQUE

« **Suisse du Moyen-Orient** », le Liban des années 1970 était doté d'un régime économique libéral qui contrastait avec les régimes dirigistes de ses voisins. Il était le seul pays arabe à ne vivre ni de l'agriculture, ni du pétrole. Malgré un sol riche en eau et fertile, le Liban n'avait en effet pas développé son secteur agricole.

Le pays bénéficiait d'une forte croissance fondée sur les services financiers et le tourisme. Sa population disposait, en outre, d'un bon niveau d'éducation. Les expatriations, nombreuses, encourageaient les flux de capitaux ainsi que les placements spéculatifs (ex: secteur immobilier), stimulait l'inflation et les importations. Ce régime **ultralibéral** faisait très peu intervenir l'Etat dans l'économie, ce qui a, peu à peu, affaibli les infrastructures et réduit les investissements publics. A cela s'ajoutaient les difficultés liées à l'exode rural mais aussi à l'accentuation des inégalités résultant d'une croissance économique fondée sur les services, puis à l'arrivée de milliers de Palestiniens dans le pays.

Des tensions entre les communautés musulmanes et chrétiennes sont en effet apparues. En 1975, les premiers affrontements armés survenaient entre musulmans pro-palestiniens et chrétiens nationalistes. Ces conflits vont se muer en **guerre civile**. Elle durera 15 ans.

Le Hezbollah est créé en 1982, à la suite de l'invasion par Israël du Sud-Liban durant la guerre civile libanaise. L'occupation israélienne perdurera jusqu'en

2000. Mais alors qu'en 2006, le Hezbollah enlève deux soldats israéliens en vue d'une libération de prisonniers, Israël riposte par des frappes aériennes, un blocus aérien et naval et une invasion terrestre du Liban du Sud. Le conflit meurtrier prendra rapidement fin: une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU mettait un terme au conflit et réclamait le retrait du Hezbollah de certaines zones ou encore le respect par Israël de la souveraineté libanaise.

En 1990, le retour à la paix sera l'occasion de remettre en place des politiques d'inspiration libérale, une évolution alors jugée indispensable au redémarrage de l'économie.

*La reconstruction du pays s'est fondée sur le rôle accru des institutions financières nationales et sur l'apport de capitaux étrangers (pays du Golfe), permettant au Liban de retrouver son statut de **place financière régionale**, un lieu où le secret bancaire était absolu. Puis, les difficultés rencontrées par le Liban dans les années 2010 vont rompre la confiance dans les banques libanaises et faire fuir les monarchies du Golfe. La situation s'aggravera sous le coup des mesures de rétorsion saoudiennes après l'arrivée au pouvoir de Mohammed Ben Salman. Ainsi va **s'effondrer le système financier spéculatif** longtemps entretenu par l'apport permanent de fonds extérieurs et qui avait considérablement enrichi la classe dirigeante.*

Dans les années 2010, la situation économique du pays commence à se dégrader fortement. Le Liban contracte une dette de plus en plus importante (140 % du PIB en 2014) en raison du manque de réforme du système politique, jugé clientéliste et corrompu. La livre libanaise s'effondre et la dette publique atteint des sommets (plus de 200% du PIB en 2021), jusqu'à ce que le Liban se déclare en défaut de paiement, en 2020. Dans le même temps, services publics et infrastructures se détériorent tandis que le Liban fait face, après 2011, à l'arrivée massive de **réfugiés syriens** (environ 2 millions). Les inégalités sociales se creusent et les Libanais subissent des licenciements massifs, une **hyperinflation**, de drastiques restrictions bancaires, le rationnement de l'électricité ou encore les pénuries de carburant.

I L'ENLISEMENT DANS UNE CRISE PROFONDE

Les multiples crises rencontrées par le Liban se doublent d'une crise politique née de l'immobilisme dévastateur des gouvernements successifs. Cela explique

l'émergence d'un vent de révolte massif qui conduira, fin 2019, à un vaste mouvement de contestation. Les manifestants **réclament le départ de l'ensemble de la classe politique**, jugée inefficace autant que corrompue.

*Le pays était organisé selon un **système communautaire confessionnel**. Mais l'institutionnalisation du confessionnalisme politique, qui devait initialement répondre au souci d'équité et de coexistence pacifique entre communautés chrétiennes et musulmanes (pouvoirs répartis selon le poids démographique des principales communautés sunnites, chiites, etc.), a finalement **favorisé le clientélisme et les luttes de pouvoir**. Aussi les Libanais remettaient-ils en question le sommet de l'Etat, où régnait un cartel de partis communautaires mêlant anciens chefs de guerre, notables traditionnels et affairistes. A cela s'ajoutait un pouvoir parallèle, celui du Hezbollah, mouvement chiite pro-iranien, à la fois milice et parti.*

Mais en dépit des mouvements de contestation, les figures du pouvoir ne changeront pas fondamentalement. Le Parlement demeurera dominé par les partis traditionnels et les représentants d'anciennes familles politiques libanaises.

Le risque que le Liban devienne un narco Etat a alors été pointé du doigt. Déjà avec la crise, le manque d'électricité avait profité aux mafias, qui comblaient ces défaillances en proposant leurs services.

De plus, à cette crise de régime s'ajoutera une **grave crise économique et financière, à partir de 2019**. Elle conduira à l'appauvrissement général de la population, à la chute du pouvoir d'achat ou encore à la destruction des protections sociales, conséquence de la faillite étatique.

Avec l'effondrement du secteur de l'éducation et de l'économie, l'on constate une augmentation du travail des enfants ainsi qu'une forte hausse du nombre des mariages précoces.

Ainsi, en 2024, **80% de la population libanaise vivait sous le seuil de pauvreté** et nombre de Libanais désiraient quitter le pays pour Chypre ou l'Italie. Ce mouvement était accéléré par les bombardements israéliens dans le Sud du pays, qui provoquaient le déplacement d'environ un million de personnes.

Dans le même temps, la situation économique et sociale se délitait encore: en

situation de défaut de paiement en 2020, le Liban subissait la dévaluation de sa livre, l'explosion du port de Beyrouth, une crise énergétique persistante et un effondrement du secteur bancaire.

Pour y faire face, le pays misait notamment sur l'extraction du gaz du **gisement de Karish**, une zone supposée riche en hydrocarbures.

Si le champ gazier de Karish est situé dans une zone maritime revendiquée par Israël et le Liban, les deux pays, considérés en guerre depuis 1948, étaient parvenus à trouver un accord en 2022 sur leur frontière maritime et la délimitation de leur zone économique exclusive (ZEE), ouvrant des perspectives énergétiques et économiques importantes au Liban.

Aussi, le pays du Cèdre comptait sur des aides extérieures pour se reconstruire, à l'instar de la France, de l'Union européenne et des Nations unies, mais aussi du Fonds monétaire international, qui, par un accord de 2022 l'enjoignait à mettre en place des réformes économiques et financières en échange d'une aide visant à assainir le système. Cependant, les autorités libanaises ne mettront pas en œuvre ces réformes, rendant l'accord caduc.

I Toutefois, les négociations se poursuivaient en vue de réformes structurelles visant à amorcer la reprise économique du pays et la restauration de la crédibilité de l'administration libanaise (ex: restructuration du secteur bancaire, interdiction faite à la Banque du Liban de financer l'Etat, etc.).

De même, le Qatar, qui avait octroyé des millions de dollars à l'armée libanaise les années précédentes, conditionnait désormais son aide au rétablissement de la stabilité au Liban. Les autres pays du Golfe (ex: Arabie saoudite et Émirats arabes unis) formulaient la même demande, conditionnant leurs promesses de soutien économique à des réformes structurelles. Un modèle d'aides sous contrôle s'imposait ainsi dans les relations interarabes et le Liban se voyait incité à déléguer une partie de sa souveraineté économique à ses partenaires, en échange de ressources vitales.

I UN PAYS MALMENÉ PAR DES INFLUENCES ÉTRANGÈRES

En sus des multiples crises qui secouent le Liban, une **crise de souveraineté** nationale menace sa survie. En effet, différentes puissances régionales interfèrent dans les affaires intérieures libanaises, empêchant le pays de sortir de la crise qu'il traverse.

Aussi, le Liban a été le théâtre de conflits par procuration qui se sont joués sur son sol. Nombre de puissances régionales y ont en effet réglé leurs comptes ces dernières décennies, tandis que des entités non étatiques comme le Hezbollah gagnaient en importance. Face à ce groupe armé qui maîtrise le sud-Liban et entretient de **vives rivalités avec Israël**, l'armée libanaise se révélait impuissante, malmenée par les enjeux qui se jouent entre **Israël** et **l'Iran** (dont l'influence s'exerce à travers le financement du Hezbollah).

Dans les années 2020, des centaines d'hectares de végétation du Sud-Liban ont fait l'objet d'attaques israéliennes incendiaires. Ciblant des dépôts souterrains et des tunnels de stockage de munitions du Hezbollah, l'Etat hébreu a déversé de grandes quantités de phosphore blanc sur cette zone du pays, menant à une grave dévastation environnementale et agricole dans la région.

Dans ce contexte, les décisions politiques libanaises ont tendance à être influencées par des forces étrangères (Iran, Arabie saoudite, Occident, etc.).

I SITUATION ACTUELLE

Loin de la prospérité qui caractérisait le Liban des années 1970, le pays a aujourd'hui perdu une partie de sa population et connaît une reconfiguration de sa composition sociétale au profit de la communauté chiite, désormais plus nombreuse. Cette situation favorise le Hezbollah, proxy de l'Iran chiite qui a ainsi continué à affronter Israël dans le Sud Liban en 2024-2025, malgré un cessez-le-feu conclu en 2024.

En 2024, d'importants raids israéliens étaient menés dans le sud du Liban, notamment sur des positions de la Finul (force de maintien de la paix de l'ONU), en réponse à des attaques du Hezbollah menées après l'assassinat du chef du Hezbollah par Israël à la fin de l'été 2024. L'ensemble du Liban se voyait alors touché après cette guerre frontale.

Ces affrontements ont peu à peu affaibli le mouvement, ce qui permettait au

gouvernement libanais, en 2025, de préparer un **plan visant au désarmement du Hezbollah**.

Le Hezbollah essayait plusieurs revers, d'abord lors de sa guerre avec Israël (2023-2024), puis après la chute du régime de Bachar el-Assad, fin 2024 puisque cela conduisait à rompre la ligne de ravitaillement terrestre directe entre l'Iran et le Liban et ainsi à modifier en profondeur les rapports de force internes et régionaux. Enfin, la guerre entre Israël et l'Iran, en 2025, aurait affaibli la République islamique, et indirectement ses proxy.

Par ailleurs, la nomination du Premier ministre Nawaf Salam en 2025 changeait la donne en raison de son hostilité vis-à-vis du Hezbollah, qu'il considère comme une extension de la diplomatie iranienne. Aussi, pour la première fois depuis 1990, le discours d'investiture du président de la République libanais (Joseph Aoun, élu en 2025) ne mentionnait pas le droit des Libanais à résister militairement à l'occupation. Les appels au désarmement du Hezbollah s'étaient donc multipliés.

Un accord de trêve prévoyait alors le retrait de Tsahal et celui du Hezbollah, qui refusait toutefois de déposer les armes tant que les forces israéliennes interviendraient au Liban. Le mouvement chiite pro-iranien estime en effet que les autorités libanaises font le jeu d'Israël et des Etats-Unis, et leur reproche de «livrer» le pays à l'Etat hébreu.

Alors que, selon des responsables politiques libanais, l'élection de Joseph Aoun avait été appuyée par les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, c'est aussi sous la pression des Etats-Unis, mais aussi en raison de la crainte d'une intensification des bombardements israéliens au Liban, que le gouvernement libanais entendait désarmer le Hezbollah. Des pressions étaient également exercées par certains pays du Golfe, qui conditionnaient tout soutien économique au Liban et à son armée au plan de désarmement du mouvement chiite.

Le Hezbollah exigeait, au contraire, la fin de l'occupation israélienne.

I L'armée israélienne continuait à maintenir des troupes dans des positions frontalières jugées stratégiques du Sud Liban et menait régulièrement des frappes, notamment contre des sites et des cadres du Hezbollah. Or l'accord prévoyait que

seules l'armée libanaise et la force de paix de l'ONU seraient déployées dans le sud du pays, à la frontière avec Israël. Cela excluait la présence du Hezbollah autant que celle de l'armée israélienne.

I Cependant, en 2025, sous la pression des États-Unis et d'Israël, la force de maintien de la paix dans le sud du Liban (Finul) annonçait se retirer du pays en 2027. Créeé en 1978, cette force avait pour mission de surveiller la frontière entre le Liban et Israël (la «ligne bleue»).

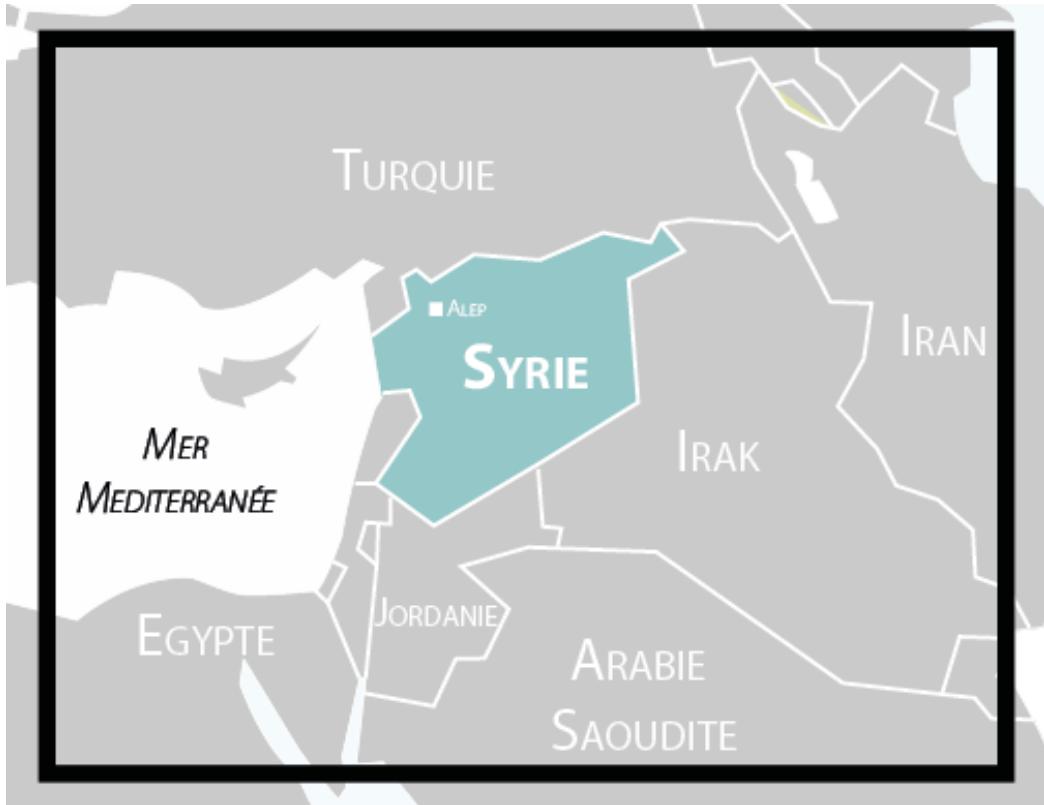
Dans ce contexte, les **combats entre Israël et le Hezbollah perduraient** dans le sud du Liban. Ainsi, les opérations israéliennes demeuraient quasiment quotidiennes chez son voisin du nord malgré la signature d'un cessez-le-feu.

I Les frontières libanaises sont violées presque quotidiennement par l'armée israélienne.

SYRIE

Dans la continuité des «printemps arabes» de 2011, la Syrie s'était enlisée dans un grave conflit opposant l'armée du régime syrien à des rebelles, puis avait été malmenée par l'arrivée de groupes terroristes.

Si la situation s'était finalement apaisée en 2018-2019, permettant au président syrien Bachar Al-Assad de se maintenir au pouvoir, il en sera écarté en 2024, au profit d'Ahmed al-Charaa, le chef du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham (HTC).



I HISTORIQUE RÉCENT

En 1970, un coup d'Etat ouvrait les portes du pouvoir à Hafez el-Assad, du parti Baath; il restera au pouvoir durant près de 30 ans avant de céder sa place à son fils, **Bachar el-Assad**, en 2000.

La Syrie a ainsi été placée sous un pouvoir autoritaire où l'armée et les services de sécurité étaient omniprésents.

Malgré les furtifs efforts de **libéralisation** du pays au moment de sa prise de pouvoir, le nouveau pouvoir syrien ne réformerait pas suffisamment les structures économiques, politiques et sociales du pays pour améliorer sa situation. La libéralisation économique entreprise par le président aurait, au contraire, aggravé la situation sociale.

A la **faiblesse économique** se sont ajoutés une grande **sècheresse** (dont la Syrie est victime depuis plus de 30 ans), l'explosion du prix des denrées alimentaires et un fort taux de chômage chez les jeunes.

Malgré cela, peu endettée, la Syrie avait atteint l'autosuffisance agricole et développé différentes industries (pharmaceutique, électronique, artisanale, métallurgique). De plus, le pays avait mis fin à l'analphabétisme et développé des centres de recherche ainsi qu'un enseignement supérieur de haut niveau. Le pays était également un important exportateur de phosphate et un producteur de pétrole et de gaz, ce qui lui assurait une relative indépendance énergétique.

Ces difficultés économiques et sociales ont favorisé l'émergence, en 2011, du «**printemps arabe**». Si à travers ce soulèvement, une partie de la population réclamait plus de liberté et de démocratie, le mouvement s'est mué en guerre civile avant que la Syrie ne devienne le théâtre de **conflits dépassant ses seuls intérêts**. De nombreux Etats s'immiscentront en effet dans ces querelles alimentées par divers groupes terroristes qui feront s'enliser le pays dans un véritable chaos.

Certains observateurs soulignent que la révolte syrienne, loin d'être spontanée et le fruit d'une coalition de modérés, était soutenue par Jabhat al-Nusra, la branche syrienne d'Al-Qaïda. Derrière elle, les Etats-Unis, désireux de fragmenter la région le long de lignes ethniques et religieuses en la «balkanisant», et la Turquie, soutien de Jabhat al-Nusra, souhaitant depuis des années envahir la Syrie pour créer à sa frontière une zone tampon qui servirait à l'entraînement de combattants djihadistes (la rébellion djihadiste devait permettre de réaliser le rêve néo-ottoman du président Erdogan). L'idée d'implanter une zone islamiste dans la région n'était pas neuve (stratégie préconisée par Brzezinski dans les années 1980) et s'était traduite par le soutien américain aux moudjahidines afghans.

Par ailleurs, des dissensions étaient nées de la compétition entre deux projets

de gazoducs : l'un était défendu par Doha, l'autre par la Russie et l'Iran. Bachar El Assad ayant opté pour le gazoduc russo-iranien, il serait apparu nécessaire d'écartier le président syrien pour le remplacer par un gouvernement favorable aux intérêts occidentaux afin d'imposer la solution du «corridor sunnite».

Une large partie du territoire syrien sera envahie par l'Etat islamique (EI), que des forces de l'opposition (Armée syrienne libre, Kurdes) tenteront de combattre. De même, une **coalition internationale** dirigée par les Etats-Unis mènera d'importantes opérations en Syrie à partir de 2014 pour lutter contre l'organisation terroriste. A cette coalition se grefferont les forces russes, puis françaises en 2015, et turques l'année suivante; à cela s'ajoutera l'implication ponctuelle de l'Iran et d'Israël.

Par ailleurs, dans les années 1980-1990, Israël avait développé un projet (sur la base du plan Yalon) visant à briser l'axe Syrie/Iran en morcelant la Syrie en différentes zones ethniques.

En dépit d'une difficile lutte conjointe entre ces divers acteurs aux intérêts divergents, la Syrie, aidée par ses alliés russes et iraniens, parvenait, en 2015, à renverser le rapport de force. L'intervention russe constituait en effet un véritable tournant dans le conflit, permettant de repousser durablement les rebelles.

Alors que les Russes ont longtemps réclamé une nouvelle Constitution syrienne, les Occidentaux demandaient plutôt le départ du président syrien. La France avait donc salué, en 2012, les victoires des rebelles (Al-Nosra). De leur côté, les Etats-Unis avaient apporté leur aide aux Forces démocratiques de Syrie, regroupement de la milice kurde YPG et des groupes rebelles arabes. La CIA soutenait par ailleurs les rebelles syriens, financés par l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, mais aussi équipés et entraînés par les Etats-Unis.

Puis, l'entente sur une coopération entre les différentes puissances impliquées – menant à des victoires grâce aux forces kurdes et arabes (Forces démocratiques syriennes), aux Etats-Unis et à la Russie –, la conclusion d'accords entre la Russie et les rebelles syriens permettra à l'armée syrienne de mettre un terme aux combats dans les derniers fiefs de la rébellion.

Le président Bachar el-Assad reprenait ainsi le contrôle d'une grande partie du territoire, néanmoins dévasté par des années de conflit et économiquement détruit.

Cependant, la Syrie demeurait morcelée en zones reprises par le pouvoir syrien et zones contrôlées par l'opposition (faction dérivée d'Al Qaida, forces démocratiques kurdes, etc.). Les violences perduraient sur ce territoire en partie malmené par l'Etat islamique, qui réclamait de multiples interventions de l'armée gouvernementale.

En outre, loin d'avoir retrouvé son pouvoir, le régime syrien était finalement devenu, de fait, un «protectorat russe-iranien» n'ayant plus de réelle maîtrise sur sa politique extérieure. De plus, au maintien de troupes de la coalition internationale dans le pays s'ajoutaient les **multiples raids aériens israéliens** menés sur son sol.

En raison de sa situation géographique, la Syrie était considérée comme une composante majeure de « l'axe de la résistance » iranien (rôle central pour le transit des armes et munitions allant de l'Iran vers le Hezbollah). Aussi, outre la continuité géographique entre l'Iran et le Liban via l'Irak, la Syrie bénéficie d'une façade maritime qui constitue pour l'Iran une ouverture sur la Méditerranée. De plus, sa frontière avec Israël lui offre un accès au Liban via l'Irak.

Ainsi, le régime syrien était confronté à la baisse du soutien populaire, à l'exaspération des pays alentours (en raison du trafic de drogue mené en Syrie) ainsi qu'à l'**affaiblissement des soutiens russes et iraniens**.

Parallèlement, dès le début de la guerre civile en 2011, la Syrie a massivement exploité une drogue de synthèse, la captagon, se transformant peu à peu en véritable narco-État (les institutions légitimes étant pénétrées par le pouvoir et la richesse issus du trafic illicite de drogues).

Le pays était également affaibli le déclin de ses soutiens. La Russie focalisait son attention sur l'Ukraine, tandis que l'Iran voyait ses proxies faiblir.

Cette situation est favorable aux **rebelles du Hayat Tahrir al-Cham** (HTC), qui, fin 2024, décident de mener une offensive qui s'avère rapidement victorieuse: après d'être emparés d'Alep et de Homs, ils entrent dans la capitale, tandis que l'armée refuse de combattre. La coalition de forces islamistes **renverse alors Bachar al-Assad**, contraint à la fuite.

La Turquie a soutenu l'offensive menée par les rebelles, faisant ainsi reculer les influences iranienne et russe à son profit.

A sa place, Ahmed al-Charaa prend le pouvoir. Cet ancien chef du groupe djihadiste Jabhat Al-Nosra (branche d'Al-Qaida), qu'il avait fondé en 2012 pour devenir ensuite HTC, devient président par intérim. A la fois chef de l'État et chef du gouvernement (la fonction de Premier ministre ayant été supprimée), il rassemble au sein d'une armée nationale d'anciennes factions rebelles et définit le cadre du nouveau système politique pour la période de transition, accordant ainsi une place majeure à l'islam.

La déclaration constitutionnelle de 2025 faisait de l'islam la religion du chef de l'État; la jurisprudence islamique devenait, en outre, la principale source de législation du pays.

I En 2025, Ahmed al-Charaa et le chef des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui représentent les Kurdes dans les régions orientales syriennes, avaient signé un accord pour intégrer les militants. Le gouvernement de Damas reprenait alors le contrôle et la souveraineté sur les enclaves kurdes, prises en 2012 pour protéger la minorité kurde, en échange de la reconnaissance de leur spécificité culturelle.

Ce régime était mal perçu par certains pays voisins, à l'image des Emirats arabes unis et de l'Arabie saoudite, qui n'appréciaient pas que le régime soit issu des Frères musulmans. Malgré ces réticences, des alliances se sont nouées avec les Etats du Golfe.

I La Syrie a confié la reconstruction du pays à ses voisins: une concession dans le port de Tartous a été attribuée aux Emiratis, les Turcs devenaient les principaux fournisseurs de gaz et les Saoudiens signaient de nombreux contrats avec le pays (ex: BTP).

Les autorités syriennes renouaient également avec le Liban et cherchaient à établir des relations pacifiques avec la Russie, qui avait vu son influence diminuer dans le pays, notamment au profit de la Turquie. Ankara occupe en

effet une bande de territoire discontinue dans le Nord-Ouest et la Syrie et soutient, l'Armée nationale syrienne, un regroupement de milices rebelles.

La Turquie espérait ainsi consolider l'Etat syrien. Un Etat fort et centralisé permettrait en effet aux Turcs d'avoir un voisinage plus stable et de contrer l'influence kurde au Nord-Est syrien.

Israël occupe également une partie du territoire syrien, ayant profité de la chute du régime en 2024 pour accroître son emprise sur le **plateau du Golan**, territoire tampon situé entre les deux pays.

Pour l'État hébreu, l'arrivée au pouvoir de HTC en Syrie a été salutaire autant qu'emplie d'incertitudes. Si cela tendait en effet à affaiblir le Hezbollah (en coupant le corridor terrestre qui l'alimente), le pays craignait en revanche qu'émerge un Etat musulman centralisé. Ainsi, Israël aurait plutôt intérêt à la fragmentation du territoire syrien afin d'assurer sa sécurité. Le pays vit en effet dans un environnement arabo-musulman jugé hostile. Aussi tente-t-il de s'allier aux minorités non-musulmanes et non-arabes de la région (dans une forme de résurgence de la « Doctrine de la Périphérie » théorisée par David Ben Gourion) et a ainsi soutenu, parfois militairement, les minorités syriennes (ex: Druzes), quitte à les instrumentaliser (ex: Kurdes) ou à encourager la création d'entités ethnoreligieuses placées sous sa protection.

I SITUATION ACTUELLE

En dépit du changement de régime, la situation économique et sociale syrienne demeure difficile. 90 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et des millions de personnes ont fui le pays depuis 2011. Les divisions politiques et les interventions extérieures déstabilisent la Syrie, qui reste en proie à l'instabilité et à la violence.

En effet, outre la menace de l'Etat islamique, les **violences contre les Alaouites et les minorités religieuses** se sont accrues (chrétiens, druzes). Beaucoup des massacres sont perpétrés par des milices alliées du pouvoir islamiste. Aussi les minorités ethno-confessionnelles réclament-elles un système fédéral et laïc garantissant leur autonomie politique et leur spécificité culturelle.

L'Etat islamique a maintenu la pression sur Al-Charaa, avec lequel les différends sont anciens (l'homme s'était rebellé contre l'EI en 2013).

La Syrie a également été secouée par les violences communautaires, qui visaient principalement la communauté alaouite, dont est issu Bachar al-Assad. Les terres des Alaouites ont en effet été le théâtre d'exactions de masse perpétrées par les forces islamistes des HTC. Les chrétiens, considérés comme partisans de l'ancien président, étaient également ciblés, tout comme les Druzes, qui ont constitué une milice (Conseil militaire de Soueida) pour se protéger des attaques de combattants pro-régime. Les Druzes étaient, par ailleurs, protégés par Israël (dès 1948, l'Etat hébreu les avait intégrés au sein de ses institutions). Aujourd'hui, Tel-Aviv compte sur ses liens avec cette communauté pour sécuriser son territoire, dans le cadre du plan de «remodelage du Proche-Orient» annoncé par Benyamin Netanyahu. Ainsi, la minorité druze joue un rôle important au Moyen-Orient, ses membres étant répartis entre Israël, le Liban et la Syrie.

I En 2025, des affrontements entre tribus bédouines sunnites et combattants druzes avaient lieu avant que le régime syrien ne transfère aux Druzes le maintien de la sécurité dans une région du sud. Aussi, des femmes de la communauté alaouite étaient enlevées par des trafiquants d'êtres humains.

Cette radicalisation confessionnelle et les violences intercommunautaires qui en découlent se jouent à l'écart d'une communauté internationale accaparée par d'autres dossiers (Gaza, Ukraine) et qui espère voir le nouveau pouvoir à Damas stabiliser la région. Aussi l'Occident s'est-il rapidement rapproché du nouveau régime syrien avant de lever les sanctions qu'il lui avait imposées pendant des années.

La Syrie, considérée comme un «État parrain du terrorisme», faisait l'objet de sanctions américaines depuis 1979. Elles avaient été renforcées après 2011 («lois César» visant Bachar El-Assad).

I En 2025, le président américain, sous l'influence de l'Arabie saoudite et de la Turquie, rencontrait Ahmed al-Charaa et décidait de lever les sanctions qui pesaient sur la Syrie depuis

des décennies. Il engageait, par ailleurs, le président syrien à nouer des liens avec Israël, dans le droit fil des accords d'Abraham.

I De leur côté, les Européens levaient également leurs sanctions, conditionnant cette faveur à la stabilisation du pays. Le Royaume-uni et le Canada assouplissaient, eux aussi, leurs sanctions.

Cette initiative devait permettre à la Syrie d'accéder, de nouveau, à des prêts accordés par certains pays du Golfe ou encore par la Banque mondiale; quant à l'afflux de dollars, il pourrait stabiliser, voire renforcer la livre syrienne, qui avait perdu 90% de sa valeur après 2011. De plus, la Syrie bénéficie de donateurs internationaux, mobilisés pour la reconstruction du pays (ex: 2,5 milliards d'euros d'aide de l'UE ajoutés aux 6 milliards promis pour dynamiser l'économie syrienne).

Le pays est en effet à reconstruire et certaines zones échappent encore au contrôle de Damas. Aussi un processus de réunification a-t-il été initié en 2025, via un accord entre le régime d'Ahmed al-Charaa et le nord-est syrien (les FDS) pour **intégrer à l'État central les institutions autonomes kurdes.**

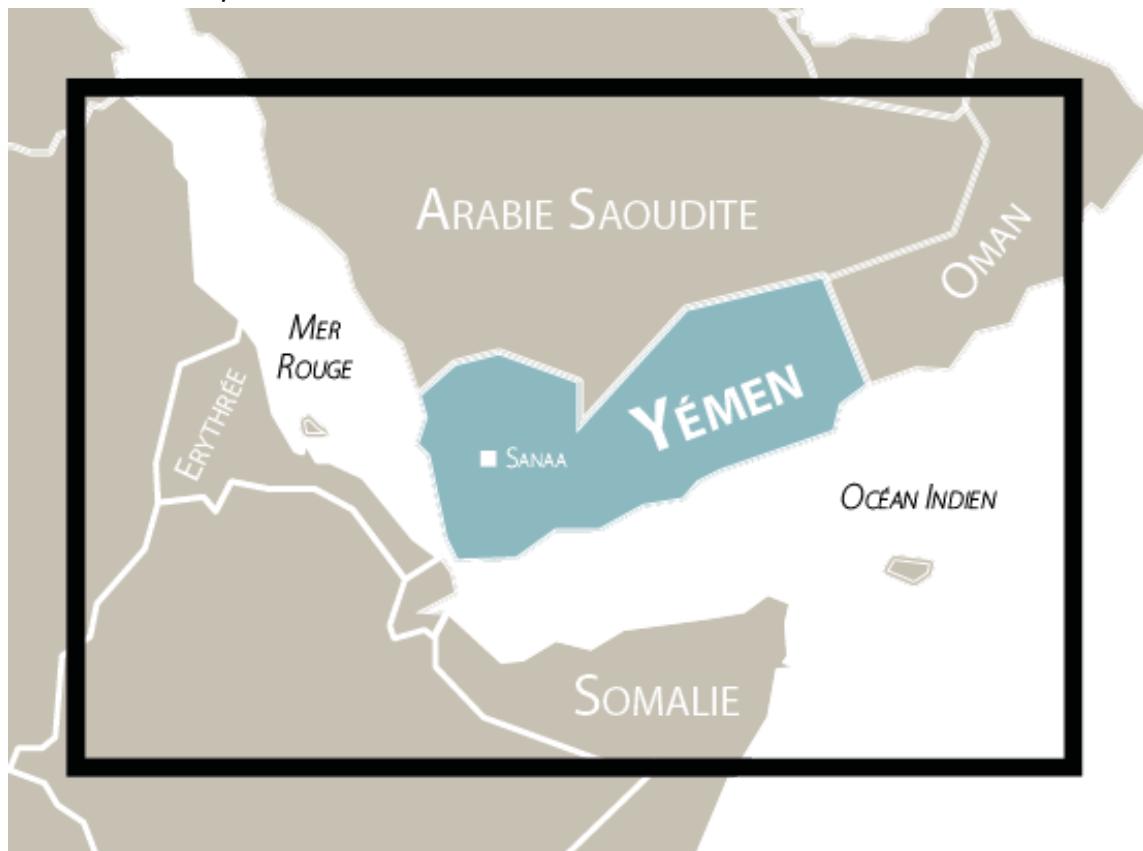
Durant la guerre civile déclenchée en 2011, les Kurdes avaient mis en place une administration autonome dans le nord-est de la Syrie (institutions éducatives, sociales et militaires).

I En 2025, après de violents affrontements, un cessez-le-feu global était acté entre les forces du gouvernement et les forces kurdes, permettant au processus de réunification d'avancer (négociations sur l'intégration des forces armées, etc.).

YÉMEN

Autrefois appelée l'«Arabie heureuse», la République du Yémen, née en 1990 de la réunion entre la République démocratique et populaire du Yémen (Yémen du Sud) et la République arabe du Yémen (Yémen du Nord), est rongée par l'instabilité politique et la violence.

Outre cette fragmentation entre le nord et le sud, qui persiste dans un climat de corruption et de sous-développement, le Yémen subit les conflits qui se jouent sur son territoire depuis les années 2010.



I SITUATION GÉOPOLITIQUE

Situé entre le Moyen-Orient et la Corne de l'Afrique, au sud de la péninsule arabique, le Yémen est divisé entre une région montagneuse et fertile pour les cultures au nord, donc densément peuplée, et une région du sud deux fois moins peuplée. Par ailleurs, le nord est majoritairement chiite et le sud,

sunnite.

Le pays dispose d'une position géostratégique qui a, très tôt, permis la constitution de royaumes. Mais avec le développement progressif du commerce mondial, il sera peu à peu l'objet de convoitises qui conduiront à l'occupation du nord du Yémen par l'Empire ottoman, au 19^e siècle. Puis, les Britanniques vont annexer le sud de la péninsule et utiliser Aden comme relais pour leur route vers les Indes. Finalement, le déclin des empires coloniaux permettra au Yémen du Sud d'accéder à l'**indépendance en 1967**, alors que le Yémen du Nord l'avait déjà obtenue en 1917.

Cette indépendance n'a cependant pas empêché les influences étrangères de perdurer au Yémen, qui contrôle pourtant, avec Djibouti, le détroit de Bab-el-Mandeb, par lequel transitent des millions de barils de pétrole.

I HISTORIQUE DU CONFLIT

La situation chaotique du Yémen trouve ses racines dans le clivage nord/sud, les deux entités politiques possédant des régimes très différents.

Au début des années 1970 en effet, le Yémen du Sud est socialiste, lié à l'Union soviétique, quand le nord, la République arabe du Yémen est pro-occidentale et soutenue par l'Arabie saoudite. L'instabilité de leurs régimes politiques et le contexte de guerre froide empêcheront leur unification, qui n'interviendra qu'en 1990, après une violente guerre civile.

Mais dès 1994, la population du **sud va chercher à faire sécession** ; ces mouvements de contestation seront violemment réprimés. Dans le même temps, la pauvreté va se généraliser et le pouvoir étatique devenir hégémonique. Mais la situation s'envenime réellement lorsque le nord du pays devient le terrain de jeu de la **rébellion houthiste** ; cette branche minoritaire de l'islam chiite, qui se considère marginalisée, réclame davantage d'autonomie. Au Sud, une tentative de sécession a alors lieu.

Le mouvement houthiste est né dans les années 1990. C'est alors un mouvement aux racines familiales (les Houthis) et religieuses, fondé sur le zaïdisme (branche du chiisme qui a dominé le Yémen pendant des siècles). Leur idéologie repose sur une valorisation des descendants du prophète, ce qui les place dans la continuité de la monarchie yéménite renversée en 1962.

Nommé la «Jeunesse croyante», le mouvement se militarise et se politise dans les années 2000. Il noue des liens avec l'Iran et défend une position nationaliste, s'érigent contre les agressions américaines, saoudiennes et israéliennes.

Dans les années 2000, l'instabilité du pays se renforce alors que les branches saoudiennes et yéménites d'Al-Qaida se regroupent pour former Al-Qaida dans la péninsule Arabique (AQPA). Au fil des ans, AQPA va multiplier les attentats-suicides contre les militaires et les chiites, mais aussi tisser des liens avec Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI).

Cette situation s'aggrave en 2011, lorsque le Yémen connaît, dans le droit fil des révoltes arabes, une grave **crise politique**. Le président yéménite Abdallah Saleh est contraint de quitter le pouvoir sous la pression conjuguée d'une partie du peuple et de la communauté internationale. Il laisse la place, quelques mois plus tard, à son vice-président.

Le départ du président yéménite a surtout résulté de sa volonté de placer son fils à son poste. En effet, le général Ali Mohsen al-Ahmar et Hamid al-Ahmar, chef d'une confédération de tribus très importantes, ont refusé cette succession et profité du printemps arabe pour écarter leur rival et ainsi redistribuer les cartes du pouvoir.

Mais le gouvernement d'union nationale ne parviendra **pas à stabiliser la situation**, ni à éradiquer le terrorisme, à enrayer le chômage ou encore à stopper le sabotage des installations pétrolières et électriques par des bandes armées. Le Yémen s'enlise alors dans une situation chaotique qui favorisera le développement du salafisme et d'Al-Qaida, mais aussi de milices régionales en 2015-2016.

Les Houthis profitent aussi des troubles pour lancer des opérations militaires qui conduisent à un coup d'Etat, en 2014. Le peuple va alors accepter que les Houthis prennent le contrôle de Sanaa, la capitale. En effet, la population se révoltait contre l'augmentation des prix qui résultait de la suppression d'importantes subventions par le président Hadi (pour répondre aux demandes du Fonds monétaire international). Les Houthis en profiteront pour s'étendre à une grande partie du nord du Yémen.

Dans le même temps, le président est exfiltré à Riyad, où il demande l'aide de l'Arabie saoudite afin de retrouver sa fonction présidentielle. Le royaume

saoudien, qui craint lui-même la contagion d'une avancée chiite à sa frontière, crée alors une coalition militaire anti-Houthis arabo-sunnite en 2015 pour stopper les offensives rebelles contre le gouvernement (opération *Tempête décisive*).

La coalition intégrant notamment le Qatar, les Emirats arabes unis ou encore le Maroc a été appuyée par les Etats-Unis, qui ne participaient toutefois pas aux combats (apport de renseignements à la coalition arabe, ravitaillement en vol pour les avions, etc.).

Le pays deviendra alors le théâtre d'un **conflit opposant les rebelles houthis**, alliés à l'ex-président Saleh et qui contrôlent principalement le nord du Yémen, **à des forces progouvernementales**, notamment soutenues par l'Arabie saoudite et regroupées dans le sud. Le mouvement houthiste va ensuite se renforcer et infiltrer les instances étatiques.

Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) combat le pouvoir officiel yéménite, la rébellion houthis et l'organisation Etat islamique.

Ce conflit fera l'objet de plusieurs tentatives de cessez-le-feu (ex: accords de Suède de 2018), de trêves, de médiations et de discussions avortées.

Pour résoudre le conflit, certains observateurs évoquaient l'idée d'un recours aux tribus, qui structurent la société.

Finalement, en 2020, un cessez-le-feu était conclu entre le gouvernement et les séparatistes, qui renonçaient à leur autonomie pour soutenir l'accord de paix, désormais prêts à mettre en œuvre l'accord de Riyad, et donc à partager le pouvoir avec le gouvernement.

Fin 2019, un accord avait été signé à Riyad en présence de Mohammed ben Salman et de Mohammed ben Zayed, des Émirats arabes unis. L'objectif était de réconcilier les forces pro-gouvernementales soutenues par les Saoudiens et les séparatistes proches des Emirats. L'accord ne concernait pas les rebelles Houthis.

Cela ouvrait la voie à la formation d'un nouveau gouvernement par le Premier ministre yéménite, ainsi qu'à la nomination d'un nouveau gouverneur à Aden. Ainsi, fin 2020, un gouvernement d'union était formé, rassemblant fidèles du président Hadi et partisans du Conseil de transition du Sud (bras politique des séparatistes). Son but était à nouveau de rassembler les forces nécessaires à la

lutte contre les rebelles houthis du nord du pays.

En 2022, une trêve négociée par l'ONU était respectée, et l'année suivante, un nouveau cessez-le-feu était mis en place. Les deux parties acceptaient en outre également **l'ouverture d'un processus de paix**.

I L'IMPLICATION DE PUISSANCES RÉGIONALES DANS LE CONFLIT

En raison de sa position géostratégique, le Yémen subit les ingérences de la plupart de ses voisins, à commencer par **l'Arabie saoudite, l'Iran et les Émirats arabes unis**, qui y confrontent leurs ambitions.

L'Iran a renforcé le mouvement houthiste en cherchant à créer un croissant chiite dans la région. De leur côté, les Emirats arabes unis ont joué un double jeu en soutenant le Sud contre le président Hadi alors qu'ils étaient alliés à l'Arabie Saoudite.

Ainsi, le Yémen est devenu le théâtre d'une lutte par procuration entre l'Iran et l'Arabie saoudite, entre clans sunnites et chiites. Les rebelles houthis sont en effet liés à la sphère d'influence de Téhéran, rival de Riyad.

La coalition emmenée par l'Arabie saoudite visait donc à écraser la rébellion houthiste, d'obédience chiite, afin que le nouveau président Abd Rabbo Mansour Hadi puisse reprendre ses fonctions. Mais il s'agissait également pour ces pays d'un moyen de **contrer l'influence croissante de l'Iran** au Moyen-Orient.

Pour les Emirats arabes unis, l'objectif était d'éviter la proximité entre le gouvernement yéménite et un parti affilié aux Frères musulmans (le parti yéménite al Islah). C'était également un moyen d'accroître leur contrôle sur les routes maritimes de la région (environ 35 à 40% du commerce maritime mondial passe par le détroit de Bab-el-Mandeb).

De son côté, l'Arabie saoudite craignait le Yémen, notamment car il est l'un des pays les plus peuplés de la péninsule et la seule république de la région. En effet, entourée de monarchies, le Yémen a vécu une expérience marxiste-léniniste et un début de printemps arabe, des évènements que les Saoudiens craignaient de voir se reproduire.

C'est donc alimentés par l'aide des grandes puissances (Etats-Unis, France) que les affrontements ont continué (ex: envoi de missiles balistiques et de drones vers Abou Dhabi par les rebelles houthistes, en représailles à des bombardements effectués sur les fiefs du nord en 2022).

Ainsi, malgré l'engagement des deux camps à suivre une feuille de route élaborée sous l'égide de l'ONU en 2023 visant à reprendre le chemin « d'un processus politique inclusif », la guerre à Gaza changeait la donne. En effet, en soutien aux Palestiniens, les Houthis ont alors commencé à multiplier les attaques contre des navires liés à Israël ou à leurs alliés, au large du Yémen. Les pourparlers de paix étaient alors suspendus.

Pour les Houthis, le soutien au Hamas contre l'Etat hébreu s'inscrit dans le cadre de sa traditionnelle lutte pour la cause palestinienne. Cet objectif servait également leurs intérêts: le mouvement s'est constitué dans le conflit (contre le gouvernement central, contre l'Arabie saoudite, etc.), et donc en ciblant sans cesse un ennemi extérieur à combattre. Ces combats justifieraient l'absence de réformes politiques favorables à la population.

Les Houthis continuaient en effet à mener des **attaques en mer Rouge**, déstabilisant les voies commerciales mondiales: beaucoup de navires utilisant habituellement le canal de Suez optaient alors pour une autre trajectoire, plus longue et plus coûteuse. Face à cette situation, les Etats-Unis engageaient, avec les Britanniques, une coalition rassemblant l'Arabie saoudite et les Emirats. Il s'agissait de pacifier la zone afin de protéger le commerce mondial.

A partir de 2023, les Américains ont ciblé les positions houthis au Yémen (ex: port pétrolier). Ils étaient rejoints, par les Européens (opération Aspides).

Par ailleurs, ils fournissaient en armement les monarchies du Golfe (ex : envoi d'un navire et d'avions de combat aux Émirats face aux Houthis) et saisissaient des cargaisons d'armes que le corps des Gardiens de la révolution envoyait aux Houthis (pour les transférer ensuite en Ukraine).

I Début 2025, les Américains avaient intensifié leurs frappes au Yémen, poursuivant ainsi leur bras de fer avec Téhéran.

I UN CONFLIT SANS FIN ?

En 2025, un accord était négocié entre les Houthis et Washington: en échange de la cessation des bombardements américains contre les Houthis, ceux-ci devaient cesser leurs attaques contre des cibles américaines.

Malgré cet accord tendant à une pacification en mer Rouge, l'absence d'Israël dans ces négociations était peu favorable au retour de la paix. Ainsi, les attaques se poursuivaient entre l'Etat hébreu et le proxy iranien.

Durant l'été 2024, les Houthis avaient ciblé des villes israéliennes (ex: attaque de drone). Le mouvement procédait en effet à des tirs de drones et de missiles en direction du territoire israélien, disant ainsi continuer tant qu'Israël poursuivrait sa guerre à Gaza; ces attaques étaient très souvent interceptées.

I En 2025, l'Etat hébreu procédait à l'« élimination ciblée » de dirigeants houthistes, dans le prolongement des assassinats de responsables du Hamas palestinien, du Hezbollah libanais et des gardiens de la révolution iraniens commis dans le cadre du combat mené par le pays contre les acteurs de l'« axe de la résistance ». Ainsi, des frappes israéliennes conduisaient à la mort du chef militaire houthi, du Premier ministre houthi et d'une dizaine d'autres responsables politiques. Une grande partie de l'exécutif nord-yéménite périssait.

I Déjà Israël avait intensifié ses frappes contre des positions tenues par les rebelles (ex: «sites énergétiques», port d'Hodeida), notamment en réplique à un tir de missile sur l'aéroport de Tel-Aviv.

De son côté, l'Arabie saoudite s'était largement retirée du conflit après 2022, bien que Riyad reste officiellement en guerre contre les Houthis et qu'aucun accord de paix n'ait été conclu.

Une fragile accalmie se maintenait toutefois depuis la trêve négociée par l'ONU en 2022. Cependant, les violences perdurent dans un Yémen particulièrement pauvre par rapport à ses voisins du Golfe.

Le conflit, débuté en 2014, a, de ce fait, profondément affecté la société et favorisé l'enracinement des Houthis au sein du pouvoir. Ceux-ci contrôlent en

effet de vastes pans du Yémen (partie occidentale du pays), et notamment Sanaa.

De son côté, le gouvernement central yéménite, qui occupe Aden, est reconnu par la communauté internationale et soutenu par l'Arabie saoudite.

*Tout comme le Yémen est coupé en deux, la gestion des finances est partagée entre le gouvernement exilé à Aden (qui gère la banque centrale du Yémen, qui contrôle la monnaie nationale) et les **rebelles houthis**, qui ont créé leur propre banque centrale et utilisent leurs propres billets.*

I SITUATION HUMANITAIRE

L'impasse diplomatique dans laquelle se trouve le Yémen a conduit à l'éclosion de l'une des plus grandes catastrophes humanitaires du 21^e siècle. Le pays le plus pauvre du Moyen-Orient a en effet été profondément meurtri par une guerre qui a fait des **milliers de morts** et provoqué le déplacement de 2,7 millions de personnes. Des cas de détentions arbitraires, de tortures et de disparitions forcées ont aussi été mis en évidence, dans une relative indifférence mondiale.

Désormais, la majorité des Yéménites **dépend de l'aide humanitaire**. Or les aides étrangères se sont réduites et leur acheminement demeure difficile.

Les tensions en mer Rouge rendaient plus difficiles et coûteux les approvisionnements (majoritairement acheminés via le port d'Hodeida et d'Aden) pour les organisations humanitaires.

Le pays est ainsi revenu à la situation d'avant-guerre : alors que la malnutrition avait largement chuté entre 2012 et 2015, elle a de nouveau explosé. A cela se sont ajoutés le manque d'eau potable, la faim et les maladies, le pays faisant face à une **épidémie de choléra** et des menaces de famine.

Cette situation a été aggravée par la survenue de grandes inondations qui ont détruit habitations et cultures.

En outre, après des années de guerre, le Yémen a vu son système de santé et son économie s'effondrer, les infrastructures (écoles, hôpitaux) ayant été détruites.

I L'effondrement de la monnaie et l'accroissement massif des prix de la nourriture ont accentué l'insécurité alimentaire. En 2025, l'ONU estimait que près de la moitié de la population des zones contrôlées par le gouvernement yéménite faisait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë.

■ JOURNAUX

Le Monde, Le Monde diplomatique, Courrier international, Le Figaro, Le Point, Libération, Questions Internationales, Alternatives économiques, Les Echos, etc.

■ REVUES

Hérodote

Revue de géographie et de géopolitique

Revue internationale et stratégique RIS

Conflits

Politique étrangère

Revue Défense Nationale

Manière de voir

■ WEB

<http://rfi.fr/>

<https://www.franceculture.fr/geopolitique>

<https://information.tv5monde.com/>

<http://diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/>

<http://diploweb.com/>

<https://www.iris-france.org/analyses/>

<http://www.ifri.org>

<https://www.middleeasteye.net/fr>

<https://fr.timesofisrael.com/>

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays>

<https://legrandcontinent.eu/fr/>

<http://www.lopinion.fr/>

<http://www.ledevoir.com/international>

<http://www.letemps.ch/monde/>

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/>

<http://www.politiqueinternationale.com>

<http://www.cf2r.org>

<http://www.jeuneafrique.com>

<http://www.consilium.europa.eu/fr/>

<http://www.touteurope.eu>

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/>

<http://cal.revues.org/>

<http://www.europarl.europa.eu/atyourservice/fr/displayFtu.html?ftuId=theme6.html>

<https://www.atlantico.fr/decryptage>

<https://journals.openedition.org/espacepolitique/>

<http://geopolis.francetvinfo.fr/>

<https://www.portail-ie.fr/univers/>

BIBLIOGRAPHIE

NON EXHAUSTIVE

■ OUVRAGES

- Géopolitique et géoéconomie du monde contemporain, La Découverte, 2021.*
Géopolitique des mers et des océans, Presses Universitaires de France, 2012.
Manuel de géopolitique, Patrice Gourdin, 2019.

